

صكرا من الامل

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14403 - 8 F

SAMEDI 18 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Blocage au Proche-Orient

Quatre reprises depuis la fin de la guerre du Golfe, le secrétaire d'Etat américain James Baker s'est rendu dans la plupart des capitales du Proche-Orient pour tenter d'entamer un processus de paix entre Israël d'une part, les pays arabes et les Palestiniens d'autre part. L'issue de la guerre du Golfe, estimait-on, ouvrirait une période favorable de quelques mois pour relancer un exercice que plusieurs prédécesseurs de M. Baker n'ont jamais réussi à mener à bien.

Peut-on déjà considérer que M. Baker a échoué ? Il s'est refusé à le dire, jeudi 16 mai, à son départ de Jérusalem. M. Shamir, l'intraitable premier ministre israélien qui se refuse à échanger la paix contre les territoires, a affirmé quant à lui qu'on ne pouvait pas parler d'un échec du chef de la diplomatie américaine.

QUELQUES compromis, certes, paraissent bien avoir été conclus, notamment sur les modalités de la représentation jordanienne et celles de la participation européenne à une éventuelle conférence de paix ainsi que sur les pouvoirs (réduits) qui seraient reconnus aux deux pays de cet exercice, les Etats-Unis et l'URSS. Il n'en demeure pas moins de profondes divergences entre les dirigeants israéliens et certains pays arabes, notamment la Syrie, avec laquelle M. Shamir se prétend prêt à discuter, tout en affirmant qu'il n'est pas question de restituer un jour à Damas les hauteurs du Golan, sur lesquelles les autorités israéliennes veulent multiplier les implantations de « colons ».

Au train où vont les choses, il y a fort peu de chances pour qu'on sorte de l'impasse. C'est bien pourquoi M. Baker est revenu à Washington exposer ses conclusions au président Bush. Le dossier, dorénavant, ne dépend plus que de la Maison Blanche, qui va devoir décider entre deux solutions : soit se résigner à une nouvelle fois devant l'entêtement israélien, quitte à réitérer cette « fenêtre d'opportunité » qui ne va pas rester entrouverte bien longtemps ; soit adopter une attitude beaucoup plus déterminée face à un allié traditionnel mais à combien rétif. Le choix sera celui du seul George Bush.

Le chef de la Maison Blanche ne peut certes pas se livrer à des pressions trop flagrantes, ne serait-ce que pour des considérations de politique intérieure (l'envoie que la communauté juive américaine n'ait voté pour lui, en 1988, qu'à moins de 30 %). Il n'en est pas moins les moyens, pour reprendre l'expression d'un de ses proches de « tordre le bras de M. Shamir sans qu'il le sache trop fort ». N'est-ce pas à plus de 10 milliards de dollars l'aide dont va avoir besoin Israël pour accueillir au cours des prochaines années les juifs soviétiques ?

La CEE, elle aussi, a des moyens commerciaux à sa disposition pour faire comprendre à Jérusalem que le temps d'un compromis est venu. La meilleure solution pour contourner le blocage actuel consisterait cependant à donner la parole aux Israéliens, dont on peut légitimement se demander s'ils sont aussi opposés que M. Shamir à tout compromis territorial en échange d'une paix garantie.

Lire page 12 l'article d'ALAIN FRACHON

M0147 - 05180 - 6.00 F



La constitution du gouvernement de M^{me} Cresson et la marginalisation des rocardiens

La création d'un grand ministère de l'économie marque la priorité affirmée en faveur de la politique industrielle

Le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, qui devait réunir vendredi 17 mai son premier conseil des ministres, prononcera « très vite » une déclaration de politique générale devant le Parlement. Légèrement resserrée, l'équipe gouvernementale est caractérisée par un changement de structure important. M. Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, prenant, à travers des ministres délégués, la tutelle de l'industrie et du commerce extérieur, des PTT, du commerce et de l'artisanat.

Cette réorganisation veut marquer la priorité affirmée en faveur de la politique industrielle. Quatre ministres d'ouverture ne font plus partie du nouveau gouvernement, dont sont exclus aussi trois anciens ministres rocardiens, tandis qu'un jeune député proche de M. Rocard, M. Sapin, devient ministre délégué à la justice. M^{me} Cresson a laissé entendre qu'un blocage parlementaire pourrait entraîner la dissolution de l'Assemblée et des élections législatives anticipées.



Pour combien de temps ?

par Jean-Yves Lhomet

M. Mitterrand voulait, d'abord, créer un effet d'image. Comme en 1984 avec M. Laurent Fabius, le gouvernement de la communication est en place. Qu'importe, de ce point de vue, que les piliers de l'ancienne équipe soient toujours là, et pour l'essentiel aux mêmes postes, il ne manquait que de changer le costume. M^{me} Cresson y suffit.

Il y a sept ans, le président de la République avait installé dans le paysage un profil politique simple,

« jeunesse et modernité » qui, compte tenu de la personnalité du nouveau premier ministre, allait presque de soi tant l'ancien, M. Pierre Mauroy, rejeté par les Français qui ne l'ont jamais plus, quittait la scène en portant, injustement, le poids d'une gauche jugée lourde à tout échec et traître. L'effet de contraste était facile.

M^{me} Cresson, présentée par le président de la République à la télévision, comme un chef de guerre, joue d'un effet comparable.

Lire la suite page 8

Bercy aux commandes

par Eric Le Boucher

M^{me} Edith Cresson affirme vouloir « mobiliser » la France en faveur de l'industrie, qui est « la clé de la souveraineté des nations ». Jeudi, les discussions pour la constitution du gouvernement ont débouché sur la création d'un super-ministère, confié à M. Pierre Bérégovoy, regroupant les finances et l'industrie.

Donner la priorité à l'industrie : le discours n'est pas nouveau en France. Le constat que le

pays a peu développé ses manufactures puis a engagé plus tard que les autres la révolution industrielle au siècle dernier et que, enfin, il est resté en permanence sous-industrialisé par rapport à ses concurrents, a été fait régulièrement dans l'Histoire, y compris par Fernand Braudel. Les tentatives engagées pour y remédier ont été nombreuses.

Ce combat oppose l'industrie aux autres formes de développement économique.

Lire la suite page 27

La gestion d'A2 et FR3

Vrais comptes et faux procès

M. Philippe Guillaume est-il un gestionnaire incompétent ou la victime d'un procès politique ? La polémique n'a guère cessé depuis l'élection du PDG d'A2 et FR3 en décembre. Un audit du cabinet Coopers et Lybrand et deux rapports de la Cour des comptes permettent aujourd'hui d'analyser avec plus de sérénité la gestion des télévisions publiques.

Ces trois documents - restés jusqu'alors inédits - montrent que les anciens dirigeants d'A2 et FR3 ne portent pas toute la responsabilité de la crise des chaînes. Le gouvernement a noyé les bilans, passé sous silence ses propres erreurs pour justifier ses attaques et la nomination de M. Hervé Bourges avec des moyens accrus. Malgré les proclamations officielles sur l'autonomie des télévisions publiques, la tutelle administrative et politique du pouvoir pèse toujours sur A2 et FR3.

Lire page 28 l'article de JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le retour de Saint-Simon

par André Fontaine

Contrairement à ce que l'on dit un peu partout, ce n'est pas tout à fait la première fois qu'une femme gouverne la France. Sans parler de celles qui l'ont fait par mari ou aiment interposé, Blanche de Castille, Catherine de Médicis, devenues régentes à la mort de leurs époux respectifs, ont exercé bien plus d'autorité et de sens politique que nombre de rois. Et elles étaient en somme de l'Etat, ce

qui n'est pas le cas du nouveau premier ministre, même si elle peut être assurée d'avoir avec le président de la République une relation autrement plus confidente que son prédécesseur.

C'est la première fois en revanche qu'une relève à Mitterrand comporte une dimension ouvertement japonaise. Edith Cresson, comme d'ailleurs Michel Rocard, rêvait de créer un MITI français, autrement dit de regrouper, comme à Tokyo, les deux ministères les plus impliqués dans la compétition

économique internationale : l'industrie et le commerce extérieur.

Rocard avait échoué, du fait du conservatisme instinctif des administrations françaises, et de la nécessité de donner un portefeuille à un ministre d'ouverture, en l'espèce Jean-Marie Rausch. La belle Edith n'y réussit qu'à moitié, dans la mesure où les deux départements concernés se trouvent placés sous la tutelle des finances, dont l'eudisme est rarement le fort.

Lire la suite page 8

M. Gorbatchev et le G7

Le président soviétique souhaite être invité au sommet des sept pays les plus industrialisés

page 10

La journée d'action des magistrats

Une faible mobilisation

page 14

Cannes 91

Encore le racisme, fustigé cette fois - et de manière ambiguë - par l'Américain Spike Lee (*Jungle Fever*). Le renouveau est dénoncé par le Chinois Chen Kaige dans une splendide parabole, *Life on a String*. Après l'opéra, Peter Sellers découvre le cinéma et met en scène le *Cabinet du Dr Ramirez*. Enfin, l'association Cinéma et liberté s'inquiète du sort du réalisateur argentin Fernando Solanas.

Lire page 16 les articles de nos envoyés spéciaux

Le Golfe en questions

Le dossier consacré à la guerre du Golfe se termine par une analyse des dividendes du conflit, à travers ce que les Américains ont gagné, en termes économiques notamment, grâce aux contributions des pays alliés, et par un bilan du « terrorisme écologique » inauguré par M. Saddam Hussein.

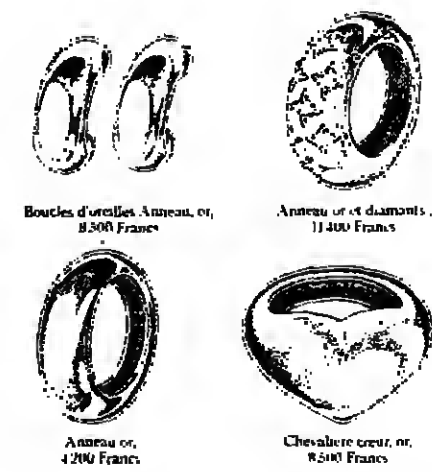
page 9

SANS VISA

■ Islande si près, si loin ■ Sir Richard Burton, explorateur et poète ■ L'Eldorado du Colorado ■ Les seins de glace ■ Table ■ Jeux

page 19 à 26

« Sur le vil » et le sommaire complet se trouvent page 34



CHAUMET
JOAILLER DEPUIS 1780
PARIS

46, AVENUE GEORGE V 75008 PARIS - TEL. (1) 49 52 05 25
12, PLACE VENDÔME 75001 PARIS - TEL. (1) 42 40 50 82

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 mt ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 S CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 14 krD ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 100 Ir£ ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 Fl ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 Fl ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suède, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$

LA FORMATION

Le nouveau gouvernement

Premier ministre : M^{me} Edith Cresson, PS (*).

MINISTRES D'ÉTAT

Education nationale : M. Lionel Jospin, PS.
 Economie, finances et budget : M. Pierre Bérégovoy, PS.
 Affaires étrangères : M. Roland Dumas, PS.
 Fonction publique et modernisation de l'administration : M. Jean-Pierre Soisson, France unie (**).
 Ville et aménagement du territoire : M. Michel Delebarre, PS (**).

MINISTRES

Garde des sceaux, ministre de la justice : M. Henri Nallet, PS.
 Défense : M. Pierre Joxe, PS.
 Intérieur : M. Philippe Marchand, PS.
 Culture et communication, porte-parole du gouvernement : M. Jack Lang, PS (**).
 Agriculture et forêt : M. Louis Mermoz, PS.
 Affaires sociales et intégration : M. Jean-Louis Bianco (*).
 Travail, emploi et formation professionnelle : M^{me} Martine Aubry (*).
 Equipement, logement, transports et espace : M. Louis La Pensee, PS (**).
 Coopération et développement : M^{me} Edwige Avice, PS (**).
 Départements et territoires d'outre-mer : M. Louis La Pensee, PS (**).
 Recherche et technologie : M. Hubert Curien, PS.
 Relations avec le Parlement : M. Jean Poperen, PS.
 Jeunesse et sports : M^{me} Frédérique Bredin, PS (*).
 Environnement : M. Brice Lalonde, Génération écologie (***).

MINISTRES DÉLÉGUÉS

Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie des finances et du budget, chargé du budget : M. Michel Cherasse, PS.
 Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de l'industrie et du commerce extérieur : M. Dominique Strauss-Kahn, PS (*).
 Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du commerce et de l'artisanat : M. François Duboin, France unie-MRG.
 Auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la poste et des télécommunications : M. Jean-Marie Reusech, France unie (*).
 Auprès du garde des sceaux, ministre de la justice, chargé de la justice : M. Michel Sapin, PS (*).
 Auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : M^{me} Elisabeth Guigou, PS.
 Auprès du ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, chargé de la francophonie : M^{me} Catherine Tasca (*).
 Auprès du ministre des affaires sociales et de l'intégration, chargé de la santé : M. Bruno Durieux.
 Auprès du ministre de la culture et de la communication, chargé de la communication : M. Georges Klejmen (*).
 Auprès du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, chargé du tourisme : M. Jean-Michel Baylet, France unie-MRG.

(*) Nouveau membre du gouvernement.

(**) Membre du gouvernement précédent ayant changé d'attribution.

(*** Membre du gouvernement précédent ayant changé de titre sans changer d'attribution.

M. Gérard Moine directeur du cabinet du premier ministre. — M. Gérard Moine, ancien directeur de cabinet de M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace dans le gouvernement de M. Michel Rocard, a été nommé directeur de cabinet du premier ministre, M^{me} Edith Cresson.

[Né le 8 septembre 1945 à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), ancien élève de l'ENA, M. Gérard Moine est, de 1971 à 1975, administrateur civil au ministère

de l'économie et des finances, puis attaché financier à l'ambassade de France en République fédérale d'Allemagne, de 1976 à 1978. Conseiller technique, en 1981, dans le cabinet de M. Laurent Fabius, alors ministre délégué chargé du budget, chef de cabinet de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, de 1984 à 1986. M. Gérard Moine occupait depuis 1988 les fonctions de directeur de cabinet de M. Paul Quilès, alors ministre des postes, des télécommunications et de l'espace.]

M. François Mitterrand et M^{me} Edith Cresson ont constitué, jeudi 16 mai, un gouvernement bien peu différent de celui de M. Michel Rocard. Pourtant, si la plupart des mêmes hommes restent aux mêmes places, l'équilibre politique de la nouvelle équipe est sensiblement modifié par rapport à celui de la précédente, et quelques changements de structures marquent une orientation différente. Les femmes y sont, aussi, plus nombreuses, puisque, outre le premier ministre, elles sont cinq, alors qu'elles n'étaient que trois dans le cabinet démissionnaire. Après la passation des pouvoirs de M. Rocard à M^{me} Cresson, jeudi après-midi, le nouveau premier ministre a reçu M. Laurent Fabius, puis M. Lionel Jospin, celui-ci pour la deuxième fois.

La composition du gouvernement n'a été « bouclée » que dans la soirée, une fois résolues les difficultés liées à la place de M. Jospin et à celle de M. Pierre Bérégovoy. Sans attendre, M^{me} Cresson avait inauguré au journal de la mi-journée, sur Antenne 2, une stratégie de communication intensive, qui devrait se déployer davantage encore dans les jours à venir. Aux journalistes qu'elle a reçus jeudi soir, la nouvelle première ministre a laissé entendre que des élections législatives anticipées pourraient être provoquées par le président de la République et

les parlementaires « n'acceptent pas le devoir pour lequel ils ont été élus », c'est-à-dire s'ils empêchent le gouvernement de servir comme il l'entend l'intérêt national. Puisque les noms des secrétaires d'Etat ne seront connus que « dans les prochains jours », selon M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République, qui, à 21 heures, jeudi 16 mai, a lu la liste des membres du gouvernement, les comparaisons et analyses ne peuvent porter que sur les ministres.

Si M^{me} Cresson, avec cinq ministres d'Etat, quatorze ministres et dix ministres délégués — soit vingt-neuf en tout — a formé une équipe légèrement moins nombreuse que celle de M. Rocard — qui comportait trente-deux hommes et femmes dotés des mêmes titres lors de sa démission — elle est restée dans le haut de la fourchette des cabinets de la V^e République : jusqu'à 1981, seul le gouvernement de Georges Pompidou, formé le 31 mai 1968, comportait plus de vingt ministres (vingt-deux) ; celui de M. Pierre Mauroy trente ; celui de M. Laurent Fabius, comme celui de M. Jacques Chirac lors de la cohabitation, en comptait vingt-deux. Cette nouvelle équipe comprend six ministres fabiusiens, cinq jospinistes, deux rocardiens, un meuroyiste, un poperéniste, un ex-membre du courant Socia-

Première soirée chez la « Dame de velours »

Elle a fait déplacer le lourd fauteuil doré de son précédent bureau pour l'installer au milieu du bureau, devant les canapés disposés en fer à cheval où ont pris place ses premiers visiteurs nocturnes. Ce n'est pas une débutante. Elle a du métier. Elle sait qu'il ne peut plus y avoir de petit détail dans sa nouvelle vie de première ministre. Elle tient à marquer d'emblée, symboliquement, sa volonté d'abolir les distances. Avec les professionnels de la communication comme avec les citoyens. Elle veut de répondre elle-même à plusieurs demandes d'entretien téléphonique, sans manifester aucune lassitude devant la répétition des interrogations sur la composition de son gouvernement et ses orientations.

Il est 22 h 30, ce jeudi 16 mai, mais depuis ce matin le temps se gèle. Les plus proches collaborateurs de M^{me} Edith Cresson, Jambes croisées, très élégante dans son ensemble gris « éclairci » sous corsete banton d'or, M^{me} le premier ministre se prête au jeu des questions avec la tranquillité souriante d'une dame courtoise sûre de son charme au moment où elle s'apprête à offrir le thé à ses administrateurs. Mais il n'y a chez elle aucune affectation. Nature elle était, nature elle reste.

Elle ne fait pas tout un plat d'être la première femme installée à l'hôtel Matignon : « Je n'avais jamais imaginé devenir premier ministre, pas plus que je n'avais imaginé devenir ministre de l'Agriculture à l'époque où le collier des timbres rue de Louvre [à l'époque où elle était responsable des problèmes agricoles à la Convention des institutions républicaines]. C'est un grand honneur, mais pas parce que je suis une femme. C'est un grand honneur, tout simplement, de servir son pays ».

Elle n'a pas du tout aimé être comparée à M^{me} de Pompadour, la favorite de Louis XV, par M. François d'Aubert, député UDF de la Mayenne. Elle réplique sur le ton de Madame Sans-Gêne, comme elle l'a fait à la mi-journée sur Antenne 2 : « Je suis peut-être la favorite, mais la favorite de mes électeurs... » Elle ne s'étend pas sur la fidélité de ses relations avec le président de la République, qu'elle a rencontré à plusieurs reprises, ces derniers temps, et auquel elle n'a jamais caché ses critiques contre la politique économique et industrielle conduite par Michel Rocard : « Je n'ai jamais eu de désaccord avec le président sur le fond. L'essai de m'inscrire dans le droit fil de ce qu'il souhaite. Sa politique économique est très bonne. Pour l'assurer, il faut une France très forte, aussi forte que l'Allemagne, surtout dans le domaine industriel, et il faut en prendre les moyens. Ce n'est pas normal, par exemple, que nous produisions chaque année moitié moins d'ingénieurs que les Allemands... »

C'est d'ailleurs dans ce but qu'elle a voulu combler « la différence entre le ministère de l'économie et des finances et le ministère de l'Industrie ».

« Je me suis amusée »

Elle tient à rectifier certains commentaires télévisés qui déforment, selon elle, le rôle exceptionnel dévolu à Pierre Bérégovoy : « Les deux grandes administrations des finances et de l'Industrie ont travaillé ensemble pour que les mécanismes financiers français, très sophistiqués, puissent être utilisés du mieux possible pour les capacités de production. La nouvelle structure gouvernementale obligera la direction du Trésor à travailler avec les ministères chargés de la production... » Elle rétorque, en revanche, toute comparaison avec le MITI japonais.

Les mains croisées sur ses genoux, Edith Cresson se tient très droite, bien calée dans le fauteuil.

Sous les flashes des photographes, sa chevelure rousse s'illumine d'argent. Ses premiers collaborateurs, Gérard Moine, son directeur de cabinet, venu du cabinet de Paul Quilès, et Gny Schwartz, un journaliste venu de feu le *Matin* et d'Antenne 2, ont déjà pour elle les yeux de Rodrigue. Imperturbable, elle accepte volontiers de passer du coq à l'âne.

Son emploi chez Schneider, depuis octobre 1990, dans le groupe de Didier Pineau-Valencienne ? Non, ce qui lui pose aucun problème. « Pourquoi ? La période qui a suivi mon départ du gouvernement est une période où je me suis amusée. Je veux bien que Pineau-Valencienne soit un capitaliste moi-même, vous savez, quand il téléphone aux Etats-Unis il doit informer les membres de son conseil d'administration... » Les références à Margaret Thatcher ? Elle y voit une certaine « dureté » à laquelle elle refuse de s'identifier. Edith Cresson se veut « dynamique », femme de tempérament, certes, mais pour « faire des choses, tenter de remédier à un certain nombre de difficultés de la population, à l'indépendance du système de formation avec les besoins de la guerre économique ». Pas du tout « Dame de fer ». Ce soir, elle se veut plutôt « Dame de velours ».

« Personne n'était content »

Mais il y a aussi des questions dont elle n'ignore pas la charge explosive et qu'elle préfère gentiment éluder. On ce lui fera pas dire que la composition de son gouvernement n'a pas été une partie de plaisir à cause des querelles de clans qui n'ont finissant pas de ruiner son parti. Elle se dit « assez satisfait » de cette composition.

Est-ce seulement un euphémisme ? Elle assure que son équipe n'a pas été conçue en fonction de considérations de « courants » : « Personne n'était content : Fabius pas plus que Jospin... Je leur ai dit à tous deux que les Français en ont assez de ces histoires... » Elle jure que tout va bien avec Pierre Mauroy : « Il est le premier secrétaire respecté du Parti socialiste, il n'a pas été question qu'il entre au gouvernement, il ne le souhaite pas... » Elle dément que Pierre Bérégovoy ait fait de la résistance : « Il avait accepté dès ce matin... »

Elle refuse d'entendre parler d'« élimination » à propos des rocardiens : « Ils ont deux ministres et ils auront deux secrétaires d'Etat... » Elle affirme ne pas savoir pourquoi certains journalistes avaient annoncé l'entrée au gouvernement de Jean-Paul Huchon, l'ancien directeur de cabinet de Michel Rocard : « Moi, je ne lui ai rien proposé, et à ma connaissance le président ne l'a pas fait non plus... » Elle joue les naïves quand on lui demande si elle a envisagé, un moment, de ressusciter l'union de la gauche : « Je n'ai reçu aucun appel de la part des communistes... »

Elle prend ses précautions quand on lui demande si elle gouvernera à gauche : « On ne peut pas toujours être à gauche toute. Quand on gouverne, il y a toujours des compromis à passer. On gouverne toujours ou centre... » La piste mitterrandienne monte à la surface...

Il est près de minuit, mais pour Edith Cresson la vie ne fait apparemment que commencer. On parle un peu papote. Madame le premier ministre se dit que, désormais, elle aura sans doute un peu moins de temps « pour préparer le dîner » de son mari.

Pas question, de toute façon, de loger à l'hôtel Matignon : « Habiter

ici ? Quelle horreur ! » Sa dernière posture politique est néanmoins pour les épreuves parlementaires qui l'attendent. Elle les abordera sans état d'âme. L'idée d'avoir éventuellement à affronter des élections législatives anticipées ne lui fait pas peur : « Les parlementaires peuvent bloquer les projets du gouvernement, mais ils sont élus pour servir l'intérêt général. S'ils n'acceptent pas ce devoir de l'intérêt général pour lequel ils ont été élus, il appartient aux Français d'apprécier si les parlementaires font bien leur travail... » « Dame de velours » ne signifie pas forcément dentellière...

ALAIN ROLLAT

[Née le 27 janvier 1934 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), diplômée de l'Ecole des hautes études commerciales (jeunes filles), docteur en démographie, M^{me} Edith Cresson est en 1966 responsable des problèmes agricoles à la Convention des institutions républicaines. Membre du comité directeur du Parti socialiste (de 1974 à 1990), elle échoue en octobre 1975 à l'élection législative partielle de Châtelleraut (Vienne).

Maire de Thuret (Vienne) en 1977, elle échoue aux élections lors des élections législatives de mars 1978. Députée européenne en juin 1979, députée de la Vienne en juin 1981, elle est ministre de l'Agriculture de 1981 à 1983. Elle est ministre de l'Industrie et du Commerce de 1983 à 1986, ministre du redressement industriel et du commerce extérieur en 1986, ministre du commerce extérieur et du tourisme, puis de juillet 1984 à mars 1986, ministre du redressement industriel et du commerce extérieur.

Réélue députée de la Vienne en mars 1986, secrétaire national du Parti socialiste chargée de l'Industrie de 1986 à 1988, M^{me} Cresson est réélue députée de la Vienne en juin 1988. Nommée ministre des affaires européennes en juin 1988, elle démissionne de ce poste en octobre 1990. Elle était depuis cette date responsable d'une structure du groupe Schneider.]

La passation de pouvoirs

Bises et soupirs

Les experts — quelques récidivistes qui en sont à leur troisième passage dans un cabinet de premier ministre — sont fin mai : jamais la presse n'a été aussi nombreuse pour une passation de pouvoirs à Matignon. Canalisés par les gardes républicains, journalistes, cameramen, photographes, gémissent tout un côté de la cour, avec les membres des services qui, eux, se sont déplacés en masse, comme d'habitude. Les anciens conseillers sont fidèles jusqu'au bout à l'image qu'ils ont réussi à donner pendant trois ans, celle d'une équipe soudée, amicale. De l'autre côté de la cour, serrés les uns contre les autres, ils forment un groupe compact, comme s'ils voulaient se tenir chaud.

L'émotion des nouveaux « anciens » est réelle, mais la petite cohorte reste « cool » et « soft », comme on aime à dire chez les rocardiens. Ils ne moquent de leurs lunettes de soleil qu'un petit soleil à l'éclipse peut, à la rigueur, expliquer mais qui servent surtout à cacher des yeux rouges. L'un d'eux soupire tristement : « Ce n'est pas tous les jours qu'on en trouve un comme ça, sur le plan humain... »

Il manifestait aussi un brin de mauvaise humeur contre le successeur. Il est 15 h 30 passées jeudi 16 mai. « Déjà en retard ! », baignonne l'un d'eux. De fait, M^{me} le premier ministre est en retard. Autour du perron, les gardes républicains attendent pour présenter les armes. En haut des marches, M. Jean-Paul Huchon, l'ancien directeur de cabinet de M. Rocard, regarde avec M. Abel Farnoux, l'un des proches de M^{me} Edith Cresson. De temps en temps, M. Huchon vient voir ses anciens subordonnés. On forme la cercle autour de lui, on discute à voix basse du gouvernement en formation.

« On forme le pack ! »

Enfin « Edith » arrive. Sur le perron, M. Rocard a droit à une bise, puis à une longue poignée de main, pour les photographes. M. Huchon, lui, est gratifié seulement d'une sorte de pression amicale sur le bras. L'ancien et le nouveau chef de gouvernement disparaissent à l'intérieur de l'hôtel Matignon pour l'entretien rituel. Dans la cour, les bavardages reprennent.

Soudain, une nouvelle R25, imprévue celle-là, jette un certain trouble : c'est celle de M. Laurent Fabius, qui gravit le perron à grandes enjambées. Chez les anciens conseillers, on s'interroge, on s'agite et on attend. Un tout jeune conseiller s'échauffe, orlé presque : « Rocard, il est tout seul avec eux ! Allez, on y va, on forme le pack ! » Une ancre de la « Rocardie » calme ce jeune chien. M. Laurent Fabius est, semble-t-il, venu discuter avec M^{me} Cresson de la place de ses amis dans le nouveau gouvernement.

Enfin, M. Rocard s'en va. Nouvelle embrassade. Cette fois, M. Huchon y a droit aussi. Puis les voitures quittent l'hôtel Matignon sous les applaudissements du personnel et des anciens du cabinet. Parmi ceux qui accompagnent M. Rocard, on aperçoit, outre M. Huchon, le directeur adjoint du cabinet, M. Alain Prestat, et M. Yves Colmou, chef de cabinet, jeune pour l'état-civil, mais déjà vieux soldat de la petite garde rocardienne. Au volant de la voiture de M. Rocard, le chauffeur qui l'avait piloté pendant trois ans. La veille, il remarquait qu'il était à son dix-huitième ministre mais qu'il était tenté de rester avec M. Rocard. Il a sauté le pas.

Dans la cour qui s'est subitement vidée, les derniers conseillers tréignent encore quelques minutes une évidente nostalgie. Une poignée de policiers des Voyages officiels (VO), qui viennent de passer trois ans attachés aux bagages de M. Rocard, cultivent eux aussi leur mélancolie. Pour les « VO », qui subissent une rotation obligatoire quand le premier ministre — le « PM », disent-ils, s'en va — la nouvelle affectation a peu de chances d'être aussi gratifiante. Pour eux aussi, Matignon est un bon poste. Les gardes républicains ne sont pas soumis au même régime : « Le seul avantage qu'on ait, bougonne l'un d'eux, c'est que, nous, on reste là ! »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Le Monde EDITIONS

LE GUIDE DE VOS ÉTUDES JUSQU'À BAC + ... x



De plus en plus, les études, notamment universitaires, se professionnalisent, les guides aussi... Sous la direction de Frédéric Gausson, la collection « Vos études » met à la disposition de tous le savoir accumulé des spécialistes du Monde. Déjà parus : La gestion, L'informatique

EN VENTE EN LIBRAIRIE

FORMATION DU GOUVERNEMENT

lisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, et quatre socialistes sans appartenance à un courant précis. Y figurent, aussi, trois personnalités proches du PS, mais qui n'en sont pas membres (M^{me} Martine Aubry, MM. Jean-Louis Bianco et Georges Kiejman). A ceux-ci viennent s'ajouter le président de Génération écologie, deux membres du MRG et trois de France unie.

Par rapport à la composition politique du gouvernement démissionnaire, les jospinistes gagnent un poste, les rocardiens en perdent deux, les divers gauche sont deux de plus, mais les représentants de l'« ouverture » sont quatre de moins. Trois rocardiens s'en vont (MM. Louis Besson, Claude Evin et Jacques Chérèque), un fait son entrée (M. Michel Sapin); un fabiusien s'en va (M. Jacques Mellick), mais un arrive (M^{me} Frédérique Bredin); un jospiniste nouveau est nommé (M. Dominique Strauss-Kahn); deux divers gauche le sont aussi (M^{me} Aubry et M. Bienco); quatre représentants de l'« ouverture » s'en vont (MM. Michel Durafour, Roger Fauroux, Jacques Palletier et Alain Decaux). Le changement du rapport des forces internes se manifeste surtout à travers les changements d'affectation. Trois fabiusiens voient leurs responsabilités s'accroître (MM. Pierre

Bérégovoy, Jack Lang - qui devient porte-parole du gouvernement à la place d'un rocardien, M. Louis Le Penec - Paul Quilès, qui est doté d'un vaste ministère de l'équipement à la place de celui des postes et télécommunications).

M. Michel Delebarre, proche de M. Mauroy, qui reste ministre d'Etat à la ville, se voit rattacher l'aménagement du territoire. M^{me} Edwige Avice, qui était proche de M. Chevènement jusqu'à la guerre du Golfe, passe du statut de ministre délégué aux affaires étrangères à celui de ministre sans tutelle de la coopération et du développement. M. Jean-Pierre Sotson, de France unie, bénéficie du titre de ministre d'Etat, à la place de M. Durafour. M. Edite Lalonde devient ministre de plein exercice, alors qu'il n'était que ministre délégué dans le gouvernement sortant.

En revanche, M. Lionel Jospin est privé de la tutelle de la jeunesse et des sports, et M. Jean-Marie Reusch (France unie), jusqu'alors ministre de plein exercice du commerce extérieur, n'est plus que ministre délégué aux postes et télécommunications. L'équilibre des courants socialistes au sein du gouvernement n'est pas tel qu'il puisse entraîner des modifications à la direction du parti. Du moins est-ce l'analyse du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy, qui a démenti toute intention d'entrer au gouvernement et qui refuse d'abandonner la direction du PS

eu profit de M. Fabius. La principale modification structurelle du gouvernement est la création du vaste domaine confié à M. Bérégovoy; en plus de l'économie, des finances et du budget, il se voit rattacher, à travers des ministères délégués, l'industrie et le commerce extérieur, qui sont regroupés comme ils l'étaient sous l'autorité de M^{me} Cresson dans le gouvernement de M. Fabius, ainsi que les postes et télécommunications et le commerce et l'artisanat (ce dernier secteur était jusqu'alors rattaché à l'industrie).

En revanche, la jeunesse et les sports ainsi que l'écologie deviennent des ministères de plein exercice. M. Quilès garde autorité sur l'espace, puisque cette activité n'est plus rattachée aux télécommunications, mais à l'équipement; c'est aussi à ce ministère qu'est confiée la tutelle du ministère délégué au tourisme, qui, jusqu'alors, était soumis à celle de l'industrie. Dans ces changements disparaissent les ministères délégués aux affaires étrangères, à l'aménagement du territoire et à la mer; aucun ministre n'est même doté du titre de ministre de la mer. Les « grands travaux » ne figurent plus dans le titre de M. Lang. Le titre de ministre des affaires sociales n'est plus associé à la « solidarité », mais à « l'intégration », dont, jusqu'alors, il semblait que la responsabilité appartenait au ministre de la ville.

Th. B.

Ceux qui arrivent

Affaires sociales et intégration

M. Jean-Louis Bianco : le besoin d'agir

Les habitudes d'Alexandra vont devoir changer! Il ne fera, plus tous les matins, le trajet onzième arrondissement-rue du Faubourg-Saint-Honoré avec son secrétaire général de père, qui le déposait chaque jour à la crèche de l'Elysée. Les habitudes du fils cadet de M. Jean-Louis Bianco vont d'autant plus se modifier que le ministère des affaires sociales n'a pas de crèche.

A dix-huit mois, on ne souffre guère des routines. A quarante-huit ans, on en évalue les avantages et les inconvénients. Avantages: il était forcément confortable de connaître, comme c'est le cas de M. Jean-Louis Bianco, les moindres rouages du fonctionnement de l'Etat, les hautes sphères de l'appareil économique, les principaux acteurs de la vie sociale, syndicale et politique, et surtout d'être le collaborateur privilégié de M. François Mitterrand. Inconvénients: quand on sait, l'envie d'agir vous saisit un jour ou l'autre, et la barrière entre le rôle de conseiller et celui de décideur apparaît bien tentante à franchir.

Le moment fort qu'a constitué pour l'entourage présidentiel - et pour M. Jean-Louis Bianco en particulier - le conflit du Golfe avait pu émailler les avantages et aggraver les inconvénients. Ce qui suit une période aussi passionnante qu'intense - et elle l'a été pour M. Bianco - semble forcément plus fade. Quand on a battu le record de longévité de la V^e République à ce poste privilégié,

pourquoi ne se sentait-on pas quelques fourmis dans les jambes? Non pas que les fonctions de secrétaire général de la présidence de la République soient de celles qui favorisent le train-train quotidien, mais, au bout de neuf ans, les délices de l'apprentissage et les plaisirs de la nouveauté se font rares.

Discerner la lassitude chez cet ingénieur civil des Mines, licencié en sciences économiques, sorti de l'ENA pour entrer au Conseil d'Etat (en 1971), relève de la gageure. Il s'agit même, dans le cas du nouveau ministre, d'un pari impossible. L'homme est trop pondéré, trop économe d'exubérance - hors son petit cercle d'amis - pour laisser percer ses sentiments intimes. Et pourtant, dans le bureau d'angle du premier étage de l'Elysée qu'il occupait depuis le 1^{er} juillet 1982, M. Jean-Louis Bianco ne mettait pas, ces derniers temps, trop de répugnance à envisager la suite de sa carrière.

En deux occasions déjà...

L'éventail était large: l'enseignement, dont il avait été à l'Ecole nationale du génie rural, des eaux et des forêts, et à l'Ecole nationale des ponts et chaussées; le conseil aux pays du tiers-monde, dont il avait relevé avant 1981, avec Robert Lion et Bernard Brunhes, un ministère, éventuellement... Il est vrai que, en deux occasions déjà, il aurait

pu entrer au gouvernement: la première fois en 1984, dans celui de M. Laurent Fabius la deuxième en 1988; dans celui de M. Michel Rocard. Aujourd'hui, il assure que son refus se justifiait par le sentiment qu'il avait de son utilité plus grande à l'Elysée que sous d'autres lambris dorés.

Les affaires sociales, dont il a une vision plus « sociale » que gestionnaire, et l'intégration correspondent au profil de M. Jean-Louis Bianco, qui aurait pourtant préféré l'éducation. C'est dans ces domaines qu'il a commencé, après le Conseil d'Etat, sa vie professionnelle, en 1976, au ministère de la santé (M^{me} Simone Veil délaissait le poste), en qualité de chargé de mission auprès du directeur de l'action sociale. C'est sur ce terrain qu'il s'est, souvent placé, notamment lorsqu'il a joué un rôle déterminant, à l'Elysée, dans la création de SOS-Recisme.

Son itinéraire rompt avec la vision traditionnelle des carrières politiques. Fils d'un immigré italien qui a lui-même émigré en 1933 et qui est devenu expert-comptable en suivant des cours du soir alors que dans la journée il faisait la plongée dans les restaurants, M. Jean-Louis Bianco est né le 12 janvier 1943. Deuxième à la sortie de l'ENA, il préfère le Conseil d'Etat à un autre grand corps plus prestigieux. Plus tard, il choisira l'administration territoriale et sociale, qui n'est pas le voie la plus royale pour favoriser l'ambition d'un jeune haut fonc-



tionnaire qui voudrait « faire carrière ». Militant dans les groupes d'action municipale (GAM) de Hubert Dubedout et de Robert de Caumont, structure souple plus soucieuse d'actions concrètes que de batailles idéologiques, il s'installe pendant deux ans en Haute-Provence, où il s'occupe du syndicat intercommunal de Durancie-Béne.

Ces lieux-là correspondaient à ses goûts prononcés pour le militantisme associatif, qui défendait un espace vert, ailleurs le droit au logement, bref l'amélioration du cadre de vie, pour ne pas dire de la vie tout court. Et c'est en Haute-Provence que M. Jacques Attali, son complice du lycée Jeanson-de-Sailly, le retrouve lorsqu'en 1981 il pensait à lui pour travailler, à l'Elysée, avec M. François Mitterrand.

ANNE CHAUSSEBOURG

Né le 12 janvier 1943 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), élève à l'ENA, auditeur puis maître des requêtes au Conseil d'Etat, M. Jean-Louis Bianco devient, en 1981, chargé de mission au cabinet du président de la République. Il est, depuis 1982, secrétaire général de la présidence de la République.

Jeunesse et sports

M^{me} Frédérique Bredin : une volonté

Petite, vive, souriante, la fabiusienne Frédérique Bredin est animée, tout comme sa nouvelle « patronne », d'une volonté farouche qui se devine facilement dans son air déterminé, son pas toujours pressé quand elle traverse les couloirs de l'Assemblée nationale.

Cette jeune énarque, fille de l'avocat Jean-Denis Bredin, fait partie des nouveaux élus de la journée 1988-1989: député, en 1988, maire - à l'arraché, - en 1989, de Fécamp, en Seine-Maritime.

Sa ville est-elle affligée d'un hideux front de mer, ce qui n'encourage pas vraiment le tourisme? M^{me} Bredin lance, carrément, un concours d'architecture pour régler le problème.

Perechutée sans préparation dans la neuvième circonscription de Seine-Maritime - où son élection passa alors pour un exploit, - elle se démène depuis, dans sa ville, comme dans son département, pour faire le mieux possible son nouveau métier - celui d'élue, qui doit le changer de ses précédentes occupations. Amoureuse de théâtre depuis qu'elle a quatorze ans, elle a fait du café-théâtre à Paris, puis s'est rabattue sur la filière mieux balisée de la haute administration. Sciences-Po, une licence de droit et l'ENA la mènent à l'inspection des finances - le haut du panier, où les femmes sont très rares - où elle reste quatre ans avant qu'elle ne devienne chargée de mission chez M. Jack Lang, en 1984, pour



s'occuper du cinéma et des industries culturelles. Après la Rue de Valois, c'est, entre 1986 et 1988, l'Elysée, où elle est chargée de mission au secrétariat général.

A l'Assemblée, elle était membre de la commission des affaires sociales. Au PS, après le congrès socialiste de Rennes de mars 1990, elle est devenue membre adjoint du secrétariat national du PS. Elle y avait notamment rédigé un rapport très discuté sur la télévision publique.

J.-L. A.

Née le 2 novembre 1956 à Paris, M^{me} Frédérique Bredin est ancienne élève de l'ENA. Elle a commencé sa carrière à l'inspection générale des finances (1980-1984). Chargée de mission auprès de M. Jack Lang, ministre de la culture (1984-1986), puis auprès du président de la République (1986-1988), elle est élue députée socialiste de Seine-Maritime en 1988. Elle est maire de Fécamp (Seine-Maritime) depuis 1989.

Industrie et commerce extérieur

M. Dominique Strauss-Kahn : virage budgétaire

Parce qu'il ne voulait pas « entrer dans l'ombre », M. Dominique Strauss-Kahn avait décliné, au cours du premier septennat, les offres de cabinets ministériels que lui proposèrent successivement MM. Jacques Delors, Laurent Fabius et Jean-Pierre Chevènement. A l'ombre, il eût préféré dans un premier temps l'obscurité absolue, mais protègeuse, du Parti socialiste. Puis le demi-jour d'un fauteuil de député, solidement agrémenté, depuis 1988, de la présidence de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Et il a attendu son heure, pour prendre pleinement sa place, à quarante-deux ans, sous les lustres ministériels.

« DSK », comme il est devenu coutumier de l'appeler, avait quelque raison de croire que cette heure viendrait. HEC, droit, Sciences-Po et agrégation de sciences économiques pour débiter dans la vie. Les choses sérieuses en politique datent, pour lui, de sa rencontre avec M. Lionel Jospin.

Très vite, le premier secrétaire du PS d'alors fait de M. Strauss-Kahn l'un des experts économiques et financiers du parti et le nomme secrétaire national. Sa formation dans l'appareil politique accomplie, M. Strauss-Kahn va se frotter aux réalités électorales.

La proportionnelle l'aide à s'imposer en Haute-Sevère, aux



élections législatives de 1988. Une circonscription rurale, ayant peu au natif de Neuilly, élevé au Maroc et à Monaco, qui s'avoue fort dépourvu lorsqu'un paysan, lui demande si les cornes des vaches sont devenues leurs oreilles...

Les élections de 1988 le ramènent plus près de ses bases parisiennes. Cette fois, c'est dans le Val-d'Oise que M. Strauss-Kahn part faire campagne, avec succès. Serait-elle refusée toutefois à deux reprises, en 1989 et en 1990, de lui donner le fauteuil de maire qu'il convoitait. Mais le parti et la présidence de la commission des finances suffirent largement à occuper son temps, surtout depuis que des divergences de plus en plus fortes l'opposent ouvertement au ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, sur la politique à sui-

vre. Les débats budgétaires à l'Assemblée donnent lieu, chaque automne, à des échanges égrés-doux avec les responsables du Quai de Bercy. Il est vrai que, entre le dandy universitaire, bourgeois, volontiers dialectique et l'autodidacte fier de ses origines modestes, ça ne peut pas marcher. Entre le jospiniste échamé et le fabiusien proclémé non plus. Entre le président de la commission des finances, qui prône un virage budgétaire à gauche, une réforme hardie de la fiscalité, ou le créateur d'un « impôt-Golfe », et le ministre, arc-bouté sur le respect de l'orthodoxie financière, encore moins.

Désormais en charge de l'industrie et du commerce extérieur, M. Strauss-Kahn va devoir composer d'avantage avec M. Bérégovoy. Mais le nouveau ministre pense sans doute qu'il pourra compter sur la confiance et le soutien de M^{me} Edith Cresson.

PASCALLE ROBERT-DIARD

Né le 25 avril 1949 à Neuilly-sur-Seine, M. Strauss-Kahn a enseigné à l'université de Nancy (1977-1980), puis de Paris X-Nanterre (1981). Nommé commissaire-adjoint au Plan, de 1984 à 1986, il a été élu député en juin 1986 en Haute-Savoie, puis réélu en 1988 dans le Val-d'Oise. Président de la commission des finances de l'Assemblée nationale depuis 1988, M. Strauss-Kahn est également membre du comité directeur du PS (depuis 1985).

Justice

M. Michel Sapin : en renfort

Depuis 1981, date de son entrée à l'Assemblée nationale, M. Michel Sapin, trente-neuf ans, a été de tous les grands débats sur la justice. Membre de la commission des lois de la déport, vice-président de l'Assemblée en 1984, il a été élu, en 1988, président de cette prestigieuse commission. Rocardien fervent, il s'est attaché depuis trois ans à faciliter l'adoption à l'Assemblée des projets de loi examinés par sa commission.

Très présent dans l'hémicycle, il a été l'un des relais les plus efficaces de la tactique parlementaire de M. Michel Rocard. Il n'était pas rare de le voir, tard dans la nuit, au moment d'un vote, fiches en main, représenter soigneusement les places des députés de l'opposition ou non inscrits dont le vote était acquis et dont il faudrait tourner les clés. Souvent aux prises avec le bouillonnant Pierre Mazeaud (RPR), il ne manquait ni de pugnacité, ni d'humour pour tenir la distance au cours de débats marathoniens.

En quittant sa présidence de commission, M. Sapin ne cache pas que l'un de ses motifs de fierté est d'être parvenu à faire passer tous « ses » textes sans jamais que le premier ministre soit contraint d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution pour for-

cer le passage. Toujours d'égale humeur, souriant et sportif (il fréquente la salle de sports du Palais Bourbon), il n'a jamais perdu l'air mi-amusé, mi-ironique qu'il avait en débattant, il y a dix ans, à l'Assemblée après avoir erré sans investiture dans l'Indre, malgré l'hostilité farouche du « patron » socialiste du département, M. André Lainé. Le mode de scrutin ayant changé pour les législatives de 1986, il lui a toutefois fallu « émigrer » dans les Hauts-de-Seine pour se faire réélire.

Il e, ces dernières semaines, activement soutenu un garde des sceaux, M. Henri Nallet, régulièrement attaqué par l'opposition sur le thème des « affaires ». Il lui voue une chaleur éternelle, et arrive à ses côtés en renfort à un moment pénible. C'est d'ailleurs le ministre de la justice lui-même qui l'a appelé pour lui annoncer sa nomination comme ministre délégué à la justice. Le nouveau duo devrait fonctionner mieux que l'ancien...

Le ministre délégué ne cache pas que dans les priorités qui se détachent figurent en bonne place l'achèvement de la réforme du code pénal - « il faut que ce soit chose faite avant la fin de cette législature », le projet de loi sur les écoutes téléphoniques.



ques, qui n'ont pas encore été examinés en conseil des ministres - « ce sera un effort assez décisif à une forme de transparence », - et la réforme de l'instruction. Cet énarque (promotion Voltaire, 1980, conseiller au tribunal administratif) était entré à l'Ecole normale supérieure (section histoire) avec le secret espoir de devenir archéologue. Il lui reste de cette passion une collection de monnaies antiques. Il aura peu de temps, ces prochaines mois, de s'en occuper.

PIERRE SERVANT

[M. Sapin est né le 9 avril 1952 à Boulogne-sur-Seine (Seine) d'un père industriel. Il a été, avant de devenir rocardien, militant au PS dans une section CERES à Argentan-sur-Creuse. Licencié en histoire, ancien élève de Normal Sup puis de l'ENA, il sera, pendant quatre mois, conseiller de tribunal administratif à Paris avant d'être élu député pour la première fois en juin 1981 (Indre). Il est élu à nouveau en 1986, mais dans les Hauts-de-Seine, et réélu en 1988.]

Ceux qui arrivent

Travail, emploi et formation professionnelle

M^{me} Martine Aubry :
la rédactrice des lois Auroux

Première femme à accéder à la fonction de ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, M^{me} Martine Aubry va retrouver rue de Grenelle un ministère où elle a déjà passé douze ans, presque sans interruption. Mais, comme le nouveau premier ministre - dont elle admire le côté « battant », - elle effectue son retour sur une fonction de ministre de l'industrie. Depuis le 1^{er} février 1989, elle était, aux côtés de M. Jean Gandois, autre ministre de la capitale, directeur général adjoint de Pechiney, où elle avait en charge les questions sociales, juridiques et administratives et le département nucléaire.

Ce détour par Pechiney rend le parcours de M^{me} Aubry un peu atypique. Politiquement, elle apparaît en tout cas difficilement classable. Ses sympathies socialistes ne l'ont jamais empêchée d'exercer un esprit critique qu'elle a bien aiguisé et l'ont en tout cas éloignée de tout militantisme. Aujourd'hui, elle a ainsi l'avantage de ne pas avoir d'image politique, ne pouvant être reconnue ni comme mitterrandiste, ni comme rocardienne ni, du moins pas encore, comme « cressoniste ». Pour les milieux politiques, elle est d'abord la fille de M. Jacques Delors, ce qui peut conduire, quitte à faire quelques sérieux contresens, à lui attribuer en tous points les mêmes idées que son père.

« Franche et directe »

Comme M^{me} Cresson, M^{me} Aubry a du caractère. Elle a même de l'autorité. Autant dire qu'elle sait ce qu'elle veut, qu'elle ne prend pas de précautions inutiles pour le faire savoir et qu'elle aime que ses décisions soient rapidement exécutées. Supportant mal l'incertitude et l'attente, elle peut même être glaciale. « Franche et directe », comme vient de le dire d'elle M. Marc Blondel, le secrétaire général de FO, elle fait preuve d'une fermeté souriante qui n'exclut pas, loin s'en faut, l'humour. Mais elle sait aussi se servir de celui-ci comme d'une arme. Un atout utile dans le monde politique.

Agée de bientôt quarante ans et un an, M^{me} Martine Aubry a montré rapidement qu'elle savait apprendre vite et beaucoup, accumulant les diplômes et sortant sixième de l'ENA en 1975 (promotion Léon-Brun). Aussitôt après, elle est au ministère du travail, devenant toutes les bonnes fées qui entourent d'elle trouvent qu'elle pouvait prétendre à mieux. Mais l'attrait du « social », entretenu par son milieu familial, avait été plus fort.

Au ministère, elle fait ses classes avec M. Pierre Cabanes, directeur des relations du travail, auprès duquel elle restera jusqu'à son détachement au Conseil d'Etat, en janvier 1980. Après l'élection de M. Mitterrand, elle retrouve le ministère au cabinet de M. Jean Auroux. A ce poste, et avec M. Michel Fradette, aujourd'hui dans l'équipe de direction de Renault, elle rédige les fameuses lois Auroux. Elle se fait aussi reconnaître par des partenaires sociaux qui apprécient ses compétences mais redoutent parfois ses convictions. Proche de la CFDT, elle a des relations difficiles avec FO, dont certains dirigeants demanderont son renvoi au moment de la cohabitation.

Difficile dans les négociations, M^{me} Aubry aura une première expérience de cohabitation avec M. Bérégovoy, dont elle devient chargée de mission avant qu'il ne fasse un directeur des relations du travail. Les échanges entre le ministre et sa collaboratrice se feront parfois à fleurs touchées. La deuxième cohabitation sera (lue avec M. Philippe Séguin, mais ne présente pas les mêmes difficul-

tés. M^{me} Aubry, disaient ses « amis », joue les Pélopie en défaisant ce qu'elle avait fait. Pas si simple : en fonctionnaire loyale mais surtout en bonne technicienne, elle évite à la nouvelle majorité quelques faux pas et quelques excès ultralibéraux.



Après son départ de la direction des relations du travail, en septembre 1987, M^{me} Aubry rejoignit de nouveau le Conseil d'Etat, en attendant d'intégrer Pechiney. Une entreprise où elle s'est efforcée de vérifier sa conviction selon laquelle l'organisation du travail joue un rôle déterminant dans la compétitivité des entreprises. Pour M^{me} Aubry, des investissements technologiquement innovants et coûteux ne peuvent être utilisés à pleine capacité si l'organisation du travail et les compétences des salariés n'ont été anticipées. Une conviction qui devrait lui faire adopter sur la modernisation sociale une démarche qui ne rassemblera pas totalement à celle de M. Soisson.

« Mobilisation » pour l'Europe

C'est aussi pendant cette période qu'elle travaillera avec M^{me} Cresson, alors ministre des affaires européennes, présidente d'un groupe d'études et de mobilisation sur l'Europe du travail, un thème sur lequel elle avait déjà remis un rapport, en octobre 1988, préconisant un renforcement de la politique contractuelle. Plus récemment, dans le cadre des missions sur la ville pour M. Michel Delebarre, M^{me} Aubry devait mobiliser les entreprises pour qu'elles développent des actions de formation dans les quartiers en difficulté.

Misant sur la formation, le mise en valeur des compétences, le changement du travail - alors que, pour elle, trop d'entreprises sont encore tayloriennes - le dialogue social et le refus de la fatalité du chômage, M^{me} Aubry risque d'innover et de surprendre, plus encore que si elle avait rejoint le CNPF à l'été 1989, où certains employeurs songeaient à la faire entrer pour succéder à M. Guillen, à la tête de la commission sociale. Un CNPF qui s'irriterait vite si elle reprend les projets de M. Gilles Bélier, un de ses amis, sur la représentation des salariés dans les PME, dossier mis de côté par M. Rocard. De belles perspectives d'avenir en perspective pour cette jeune énergumène... d'entreprise, qui essaiera de continuer à partager ses loisirs entre les expositions de peinture, l'opéra et, surtout, sa fille Clémentine.

MICHEL NOBLECOURT

[Née le 8 août 1950, M^{me} Aubry est licenciée en sciences économiques, diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'Institut des sciences sociales, ancienne élève de l'ENA. Administrateur civil au ministère du travail en 1975. Chargée de mission auprès du directeur des relations du travail, Auditeur au Conseil d'Etat en janvier 1980. Conseiller technique en juin 1981 au cabinet de M. Auroux, puis directeur adjoint. Directeur des relations du travail (1984-1987). Maître des requêtes au Conseil d'Etat.]

Ceux qui changent

Du travail à la fonction publique

M. Jean-Pierre Soisson : l'art de concilier les contraires

Au jeu subtil de l'ouverture, M. Jean-Pierre Soisson a fini par supplanter ses compagnons de route du gouvernement. France unie, c'est lui, son jardin patiemment entretenu de cas particuliers et de cas signés à peine visibles qui sont tellement dans sa nature, mélange de finesse calculée et de prudence confiante à la limite. Tout d'ubiquité, il incarne le rôle jusqu'à dans ses yeux de faiblesse, pas toujours feints, mais parfois touchants de naïveté. Il en est fier, puisque, s'il abandonne la Rue de Grenelle, il reste au gouvernement. Promu ministre d'Etat, il va s'occuper de la fonction publique et de la modernisation administrative.

Ministre du travail d'une équipe socialiste, même dirigée par M. Michel Rocard, M. Soisson se savait doublement exposé. Chargé des chiffres du chômage, était-il pris au piège d'un plan machiavélique qui le rendrait responsable des échecs sans un dossier dont on sait qu'il peut faire perdre ou gagner les élections? Ou, au contraire, compte tenu du risque inhérent à sa fonction, était-il investi d'une tâche de confiance, de celles qui scellent les pactes les plus forts?

Longtemps, pendant près de deux ans et demi, il a connu « le banc ». Grâce en partie aux efforts de ses prédécesseurs, M. Michel Delebarre et Philippe Séguin, Dieu merci de bords opposés, il commença par engager de bons résultats. Certes, le chômage ne diminuait pas assez vite - de 40 000 en 1988, de 60 000 en 1989 - mais il reculait. Parallèlement, les créations d'emplois se multipliaient, de l'ordre de 800 000 en trois ans, prétendant les discours officiels. Si le

bonne conjoncture économique s'était prolongée, il aurait pu présenter un bilan plus qu'honorable. D'autant que, vertu non interventionniste oblige, il se faisait fort, comme son premier ministre, d'obtenir l'amélioration par la seule vitalité des entreprises. Ce n'est pas lui qu'on pourrait prendre la main dans le sac du traitement social du chômage. D'ailleurs, il profitait de cette période bénie pour en appeler aux vertus du consensus et prôner, face aux patrons et aux syndicalistes, les mérites de la modernisation négociée ou de la gestion prévisionnelle des emplois.

Affolement passager

Patates. A partir de l'été dernier, il devint clair que le pari ne serait pas tenu, sans aucun doute pour des causes extérieures, la conjoncture internationale d'abord, la guerre du Golfe ensuite. Le mouvement s'accéléra depuis sans espoir de rémission, pour atteindre la barre fatidique des 2,6 millions de chômeurs en mars dernier, on le vit s'affoler et, la survie du gouvernement ou les échéances électorales en tête, redécouvrir soudainement les techniques du passé. En février, puis en avril, l'objectif des contrats emploi solidarité (CES) passait de 300 000 à 400 000 l'an et, contre pour les anciens TUC, on en venait à admettre des dérogations et des renouvellements de deux puis de trois ans. Encore plus inquiet il y a trois semaines, M. Soisson réclamait des « mesures d'urgence », sans attendre le rendez-vous annuel du plan-emploi de septembre prochain. Pressé, il préconisait à son tour le développement des « emplois de proximité »,

l'ultime recours - jamais démontré - des ministres en difficulté, et un nouvel allègement des charges sociales, qui se traduirait au bas mot par 10 milliards de francs à inscrire au budget et, par conséquent, difficile à obtenir.

Pourtant, cette agitation passagère ne lui ressemblait pas et ce long séjour rue de Grenelle aura mis en évidence les avantages et les limites d'une méthode que, plus encore que M. Rocard, le ministre du travail personnalifiait. Ou, plutôt, que lui et son directeur de cabinet, M. Michel de Virville, qui - coïncidence? - vient officiellement de le quitter, utilisaient de façon magistrale. L'un se réservait les contacts et la maîtrise parlementaire, l'autre s'assurait de la compétitivité technique et politique de la démarche envisagée.

Ensemble, en tandem, ils ont fait merveille en maintes occasions, la construction discrète de France unie se nourrissant, et vice versa, des solutions apportées sans fanfare à des dossiers réputés épineux. M. Soisson et son ministre-bis ont passé sans encombre les épreuves successives de la loi sur les licenciements, puis du travail précaire par exemple. Ils s'approprièrent en fait de même avec la réforme de la loi sur la formation professionnelle. Un moment, et quel qu'il leur ait coûté, ils sont même venus en aide à M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, qui faisait l'échec de son texte devant l'Assemblée nationale.

A la base, le raisonnement était immuable, et bien dans l'air du temps, où les socialistes ne cherchent plus à faire le bien des intéressés sans leur consentement.

Après un patient travail préparatoire, il s'agissait de faire prendre les décisions par les partenaires sociaux eux-mêmes puis, l'accord avalisé, d'amener le législateur à le respecter, majorité ou opposition ne pouvant s'appuyer sur des points de vue extérieurs discordants. Consensuelle quoique sans penche, mais réaliste, cette pratique de l'arrangement avait en outre l'incomparable bienfait de permettre à M. Soisson de faire la démonstration de son entregent. Il lui revenait, au Palais-Bourbon ou au palais du Luxembourg, de débarrasser les voies mystérieuses d'un vote majoritaire, réputé introuvable, et ce faisant d'en faire profiter quelques-uns de ses collègues, moins bien lotis que lui. Mais cette capacité à conclure des ententes contraignantes pouvait-elle durer? Aurait-elle été aussi efficace, maintenant que s'annoncent des temps plus difficiles, pour tout ministre du travail qui devra trancher dans l'adversité, la crise de l'emploi étant de retour?

Pour M. Soisson, la démonstration de son talent faite, et de l'unité de sa position cherchée, la question ne se pose sûrement pas. En revanche, il s'en va avec un regret. Passionné de longue date par la formation professionnelle, il est l'un des rares hommes politiques à être un expert reconnu en ce domaine, il aura dû accepter de voir agir à sa place son secrétaire d'Etat, M. Laignel, équilibre politique exigé. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'a pas toujours été satisfait des orientations retenues. Ni qu'il n'ait pas craint pour sa réputation, ni encore, d'homme d'ouverture.

ALAIN LEBEAUME

Du commerce extérieur à la Poste et aux télécommunications

M. Jean-Marie Rausch : un grand voyageur

Lorsqu'on demandait à M. Jean-Marie Rausch quelle était son ambition, après avoir occupé les fonctions de maire de Metz, de président du conseil régional de Lorraine, de ministre du commerce extérieur, il répondait qu'il se verrait bien, lui, l'ancien patron d'une meunerie familiale, prendre la tête d'un grand ministère qui regrouperait le commerce extérieur et l'industrie. Un tel ministère a finalement été créé jeudi 18 mai, mais M^{me} Edith Cresson a préféré l'économiste Dominique Strauss-Kahn à l'industriel-potential local Jean-Marie Rausch.

M. Rausch pourrait aujourd'hui être déçu. Il a troqué un ministère à part entière, celui du commerce extérieur, contre un poste de ministre délégué chargé de la poste et des télécommunications. Un ministère d'autant plus réduit qu'il n'indigne pas l'Espace, que M. Paul Quilès a emporté avec lui au ministère de l'équipement. Depuis la réforme de la poste et de France Télécom votée par le Parlement à la fin de l'an dernier, les deux orga-

nismes ont, au moins sur le papier, acquis une plus grande autonomie de gestion. Comptant près de 450 000 personnes avant la réforme, le ministère n'emploie plus désormais qu'un millier de fonctionnaires environ.

Déçu, M. Rausch pourrait l'être aussi de ne pas avoir battu, comme il l'annonçait en souriant il y a quelques semaines, le record de longévité d'un ministre du commerce extérieur. M^{me} Edith Cresson aura finalement tenu quelques jours de plus que lui (de mars 1983 à mars 1988).

Pourtant, M. Rausch a de quoi se consoler. Pouvait-il espérer, en juin 1988, alors qu'il était présenté comme une « potiche » du gouvernement, nommé pour cause d'ouverture et dans la perspective des élections municipales à venir, être encore présent au gouvernement trois années plus tard? D'ailleurs, il a toujours affirmé que l'informaticien et les télécommunications étaient sa passion. Fier de ses nombreux ordinateurs, auteur d'un ouvrage intitulé le *laminol* et la

puce, M. Rausch, qui a « branché » sa bonne ville de Metz, pourra aujourd'hui s'intéresser directement aux développements du câble et des réseaux téléphoniques.

Le déficit des échanges s'est creusé

Quant à son bilan au ministère du commerce extérieur, il n'a finalement pas à en rougir. Elle paraît loin, l'époque où sa « gaffe » sur le franc et la nécessaire dévaluation du mark lui avait valu une convocation chez M. Rocard. On sait depuis longtemps que le champ d'action du ministère du commerce extérieur n'est pas vaste. Entre 1989 et 1990, le déficit des échanges commerciaux de la France s'est nettement creusé, passant de 32,8 milliards de francs à 50,3 milliards. Mais M. Rausch, qui a multiplié ses déplacements à l'étranger, ne peut pas être tenu pour seul responsable de cette dégradation. Et pas simplement parce qu'au cours de ses trois

années passées Quai Branly, puis rue de Bercy, il s'est évertué à répéter qu'il n'était pas le « ministre du chiffre ».

En fait, le solde commercial est le reflet des faiblesses structurelles de l'industrie française, celui aussi d'une forte croissance dévorante d'importations. Du reste, les actions gouvernementales en matière de commerce international sont menées de plus en plus loin du ministère et de plus en plus près des finances. Une exception : le plan export de mars 1989 a été entièrement conçu à Matignon. Le démantèlement du quel Branly, où le ministère occupait des locaux un peu vétustes, mais indépendants, à la rue de Bercy, sur le territoire du ministère des finances, est à cet égard éloquent. Finalement M. Rausch, incliné à voir la face positive des choses et des événements, pourra considérer que le gouvernement n'a pas encore fini de le remercier d'avoir conservé, aux élections municipales de 1989, la mairie de Metz.

FRANÇOISE LAZARE

Retour à l'équipement, au logement et aux transports

M. Paul Quilès : l'homme qui a réformé les PTT

Avant de retrouver un ministère qu'il a déjà connu, celui de l'équipement, du logement, des transports et de l'espace, M. Paul Quilès - qui aurait bien voulu prendre la tête d'un grand MITI à la japonaise - aura été avenue de Ségur l'homme qui a réformé en douceur les PTT. Une révolution tranquille, mais importante. L'entreprise était jugée par tous délicate et périlleuse. Il s'agit de la mener habilement, sans effets de manches, mais aussi sans heurts ni grincements de dents, tant du côté de la classe politique (à l'exception des communistes qui résistèrent jusqu'à la dernière minute) ou des syndicats (hors la CGT).

Ce talent de négociateur akira sans nul doute ce polytechnicien de quarante-neuf ans à gommer

des esprits ce surnom de « Robespierre » que lui avaient valu ses déclarations malheureuses de coup de tête lors du congrès du PS de Valence en 1981. Grâce à son action, les postes et télécommunications sont désormais deux établissements autonomes de droit public : « La Poste » et « France Télécom ». Conduite dans la paix sociale, cette réforme continue de garantir aux 450 000 postiers et agents des télécommunications leur statut de fonctionnaire.

Si les réseaux de téléphonie et de télétexte du domaine du monopole, en revanche les réseaux à valeur ajoutée et les terminaux sont désormais ouverts à la concurrence. Cette réforme était nécessaire pour des raisons de

droit communautaire, mais aussi pour des motifs industriels, avec le développement international accéléré des télécommunications et de l'informatique.

Le dossier haute définition

Or il était quasiment impossible de mener une activité hors des frontières (comme de prendre des participations dans des firmes étrangères) dans le cadre rigide d'une administration. Parallèlement à cette réforme, il a aussi dû trancher sur l'avenir de dossiers industriels importants. S'engageant plus avant dans un cas : celui de la norme européenne D2 Mac pour la télévision haute définition, malgré les incertitudes

que font peser sur cette norme les développements en matière de TVHD numérique outre-Atlantique.

Se désengageant de l'autre : il devait en novembre dernier annoncer l'abandon du programme de satellites TD F2, successeur présumé des actuels TD F1 et TD F2, en faveur d'une solution européenne.

Présentant peut-être un départ proche, M. Quilès avait été vendu, fin avril et début mai, ses réformes et le Minitel au Japon et aux Etats-Unis. En quittant l'avenue de Ségur, il conserve néanmoins l'Espace. Et il envoie son directeur de cabinet, M. Gérard Molins, un peu plus haut. Administrateur civil venant de la comptabilité publique, celui-ci va diriger le cabinet du premier ministre.

ANNIE KAHN

صداقت الامل

DU GOUVERNEMENT

Ceux qui changent

De la communication à la francophonie

M^{me} Catherine Tasca : un dessein contesté pour l'audiovisuel

Sous les septennats de M. Mitterrand, la communication n'est pas un poste ministériel très enviable. La carrière politique de M. Georges Filloud a quelque peu souffert des déboires de la loi sur la presse et des polémiques autour de la création des chaînes commerciales. M. François Léotard n'a pas tiré un grand profit de la privatisation de TF1. Troisième titulaire du portefeuille, M^{me} Catherine Tasca a eu largement sa part d'épreuves avec la présidence commune des télévisions publiques, la guerre des quotas et les tumultueuses relations avec le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

L'ancienne directrice (aux côtés de Patrice Chéreau) du Théâtre des Amandiers de Nanterre ne manque pas d'outils en arrivant rue Saint-Dominique : un profil de personnalité « civile », une expérience audiovisuelle forgée au sein de la CNCL et - précieux bagage dans le secteur de la communication - l'estime personnelle du chef de l'Etat. Mais la tâche qui attend M^{me} Tasca est particulièrement complexe.

Les surenchères politiques ont déstabilisé l'économie de l'audiovisuel. Trop de télévisions se partagent un marché publicitaire verrouillé par les chaînes d'achat. Toutes les chaînes, à l'exception de Canal Plus, connaissent des difficultés économiques qui se répercutent inévitablement sur la qualité des programmes. Il serait urgent et sage de remettre tout à plat pour retrouver une cohérence. Mais dans sa Lettre à tous les Français, le président de la République s'est engagé à ne plus bouleverser le paysage : ni

renationalisation de TF1, ni changement de propriétaires pour le Cinq et M6. Entre la crise du marché et le volontarisme élyséen, la marge de manœuvre du ministre est étroite.

D'autant que militants et dirigeants de la majorité ne se privent pas de réclamer le peau de TF1, jugée trop puissante parce que trop regardée. Catherine Tasca ne croit guère aux manœuvres de coulisses, aux guéridons de tours de table dont rêvent certains stratèges socialistes en dressant Robert Maxwell contre Francis Bouygues ou en tentant de marier le Cinq et M6. Elle se contente d'affirmer qu'il y a « une chaîne de trop » et de laisser faire la sélection « naturelle ».

Un conflit absurde

Elle exige que les télévisions privées respectent tous leurs engagements, même s'ils s'avèrent irréalistes. Elle s'oppose à un CSA qui ne veut pas tenir le rôle de gendarme. Elle ne manque pas de renforcer la réglementation à coups de quotas dès que les télévisions tentent de la contourner. Seul résultat tangible : Robert Hersent, menacé d'asphyxie économique, jette l'éponge et passe le relais à Hachette sur le Cinq. Sans amélioration notable - jusqu'à présent - des résultats et du contenu de la chaîne.

Parallèlement, Catherine Tasca s'emploie à rénover l'audiovisuel public. Son projet va bien au-delà du simple calcul politique. L'ancienne directrice de la maison de la culture de Grenoble croit profondément que la télévision commerciale ne peut satisfaire la

diversité des attentes du public. Elle veut faire d'A2 et FR3 les garants du pluralisme tant de la création que de l'information. A un Parlement très réticent elle impose la création d'une présidence commune aux deux chaînes.

Hélas ! le CSA, chargé de trouver le « sœur » du secteur public, choisit un président fort peu socioliste. Entre Philippe Guillaume et Catherine Tasca, c'est très vite la méfiance, l'incompréhension, puis le mépris. La guerre sans merci menée par la tutelle contre le président d'A2 et FR3 s'achève, au bout de quinze mois, par la victoire de M^{me} Tasca, la démission de M. Guillaume et son remplacement par Hervé Bourges. Mais les deux chaînes publiques, affaiblies, malmenées, sont les véritables victimes de cet absurde conflit.

En trois ans de gouvernement, Catherine Tasca a hérité - et pas seulement dans l'opposition - d'une image de militante rigide et sectaire. Une réputation qui lui rend peu justes et qu'elle doit surtout à quelques personnalités fort contestées de son premier cabinet. Catherine Tasca est avant tout une femme de conviction, passionnée par les problèmes de la culture et nourrissant un dessein - discutables mais authentiques - pour l'audiovisuel. Un dessein qui l'a poussée à déclarer ses préférences, à intervenir sans ambages dans la vie des télévisions alors qu'il eût été plus habile politiquement de se défaire des tensions du secteur sur le CSA.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Des affaires étrangères à la coopération

M^{me} Edwige Avice : dans l'ombre de M. Dumas

Nouveau ministre de la coopération, M^{me} Edwige Avice aura effectué son dernier voyage officiel en tant que ministre déléguée aux affaires étrangères il y a juste deux semaines, dans le Pacifique et en Corée du Sud. Cette femme énergique, originaire du courant Chevènement avec lequel elle a rompu lors de la guerre du Golfe - réaffirmant en février son « soutien sans faille à la politique du président de la République et du gouvernement » - accompagnait M. Michel Rocard dans sa dernière visite à l'étranger.

Nommée à ce poste en mai 1988, au côté de M. Roland Dumas, M^{me} Avice aura su - et ce n'était pas toujours facile dans l'ombre d'un ministre des affaires étrangères si proche de M. Mitterrand - se faire une place. Tandis que son ministre d'Etat se préoccupait des grandes questions diplomatiques, elle s'est attachée essentiellement à l'Asie, à l'Amérique latine, aux droits de l'homme et aux Français de l'étranger, assurant une présence française dans des régions parfois négligées.

A plusieurs reprises, elle a pris position sur la défense des droits de l'homme, que ce soit en Chine en 1989, au Tibet en 1990 ou en Amérique centrale, mais aussi sur les droits de l'enfant, dans le cadre d'un nouvel ordre international qu'elle appelait de ses vœux dans nos colonnes (Le Monde du 12 juillet 1989).

Chargée de la jeunesse et des sports dans le gouvernement Mauroy, secrétaire d'Etat à la défense sous M. Fabius, M^{me} Avice est l'un des rares ministres socialistes à être resté en fonctions depuis mai 1981, si l'on excepte bien entendu la période de cohabitation.

P. de B.

De la justice à la communication

M. Georges Kiejman : une certaine forme de conservatisme

Le bref passage de M. Georges Kiejman à la Place Vendôme ne laisse pas un souvenir impérissable dans le monde judiciaire. Avocat d'un talent et d'une compétence qui n'étaient plus à démontrer, il était lassé de ce métier, qu'il avait excellemment exercé pendant près de quarante ans. Mais il n'a jamais aimé, pas plus dans les prétoires qu'ailleurs, le rôle de second. Placé dans un retrait obligé par rapport à Henri Mallet, il ne faisait pas mystère d'une certaine amertume, née de son installation au ministère. Ses dossiers, principalement le code pénal et la procédure pénale, ont inégalement progressé. Le code, dont le livre II, du fait du remaniement, n'a pas tout à fait fini d'être examiné par le Sénat, ne brille pas par un excès de progressisme ; et sur la procédure pénale, donc sur la réforme de l'instruction, l'ancien avocat ne portait pas d'évidence pas les vues du garde des sceaux, qui paraît, lui, séduit par le rapport de la commission Delmas-Marty : revendiquant une certaine forme de conservatisme, M. Kiejman a, à plusieurs reprises, rendu un hommage appuyé aux juges d'instruction.

Les responsabilités des journalistes

Dans un domaine au moins, les deux pensionnaires de la Place Vendôme ont dû, par force, batailler côte à côte : la calamiteuse affaire Urbain, qui dès leur prise de fonctions n'a cessé de perturber l'action de leur ministère.

Au ministère de la communication, M. Kiejman ne sera pas en

terre inconnue. Nommé en 1979 président de la commission d'avances sur recettes, il y avait défendu avec vigueur le cinéma d'auteur. Il a été l'avocat de Truffaut, Godard, Rivette, Polanski, Costa-Gavras et bien d'autres, comme le conseiller juridique de la SACEM, de la SACD ou même de TF1.

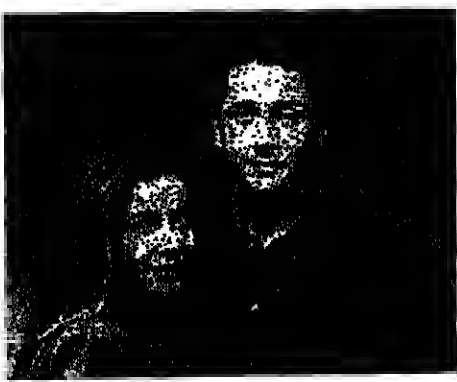
Mais c'est avec les journalistes que cet avocat spécialisé dans les affaires de presse risque d'entretenir, Rue Saint-Dominique, le rapport le plus délicat. M. Kiejman estime en effet, comme il l'a écrit dans la revue *Le Débat* (mai-août 1990), qu'il est urgent de « ramener les journalistes à leurs responsabilités », de renforcer les sanctions contre la diffamation et la divulgation de fausses nouvelles. Persuadé que la presse est le régime de « l'après-pensée » et que le journalisme d'investigation a consacré à tort ce droit à l'erreur, le nouveau ministre de la communication souhaite à la fois améliorer l'efficacité des poursuites judiciaires, voir les directeurs de journaux sanctionner plus souvent leurs journalistes et ces derniers se doter d'un code de déontologie.

M^{me} Catherine Tasca avait toujours refusé de toucher au texte de 1981 sur la liberté de la presse. Au ministère de la justice, M. Kiejman n'a pas donné de suite légale à ses convictions, mais il continuait à les professer publiquement. L'avenir dira si le nouveau ministre de la communication a reçu, cette fois, du chef de l'Etat un feu vert pour s'attaquer à ce dossier.

Pour votre épargne, nous savons que vous n'avez pas les mêmes besoins que votre voisin.



Monsieur V. Veuil
épargne sans contrainte,
en fonction
de ses rentrées d'argent.
Le Conseiller du
Crédit Agricole lui
a proposé un *Pep's*
Jaune. Une épargne
en souplesse avec
un rendement
intéressant.



M. et Mme A.
désirent mettre de l'argent de
côté, de façon régulière
pour se constituer un petit
capital. Compte tenu de leur
situation actuelle, le Conseiller
du Crédit Agricole leur
a recommandé un *Pep's*
Mauve, une épargne régulière
à rendement élevé.



Madame T.
a un peu d'argent
de côté et elle aimerait
recevoir des revenus
réguliers de cet argent,
tout en conservant
un libre accès à son
capital. C'est donc
un *Vorlus Vert*
qu'elle a choisi avec
son Conseiller du
Crédit Agricole.



Monsieur D.
s'est constitué un
petit capital et
il aimerait que
son argent fructifie
à l'abri des impôts.
Parmi les solutions
possibles, c'est un
Corré Bleu à 5 ans que
lui a proposé le
Conseiller du Crédit
Agricole.



L'EPARGNE GARANTIE. VOUS ALLEZ VOUS SENTIR BIEN DANS VOTRE EPARGNE.

Le bon sens

Ceux qui partent

M. Claude Evin : un réformateur sans charisme

Principal artisan de la mise en place du revenu minimum d'insertion (RMI), M. Claude Evin n'a pas été ménagé pour sa première expérience ministérielle. Chargé des affaires sociales mais aussi, jusqu'à l'arrivée de M. Bruno Durieux début 1991, de la santé, ce « bon élève du rocardisme » a également mené jusqu'à leur terme des réformes moins consensuelles. S'il n'a pu parvenir à redresser les comptes de la Sécurité sociale, le benjamin du gouvernement a fait aboutir la contribution sociale généralisée (CSG), comme la loi anti-tabac qui porte son nom. Il a aussi tenté de moderniser les structures hospitalières et de convaincre l'opinion de la nécessité de modifier les régimes de retraite.

Connaissant parfaitement les rouages – et les lacunes – de l'action sociale, cet ancien éducateur a donné au RMI, approuvé par la quasi-totalité des députés des novembre 1988, un contenu concret dans un délai très bref. En deux ans et demi d'existence, le RMI (2 143 francs par mois au plus pour une personne seule) a concerné 700 000 foyers, soit 1,5 million d'individus dont certains ont pu retrouver un travail ou, au moins, mener une existence moins précaire.

Cependant, M. Evin n'est jamais vraiment parvenu à relever le défi de l'insertion, qui, à l'heure actuelle, concerne à peine le tiers des bénéficiaires du RMI. De toute évidence, les services sociaux n'ont pas reçu les moyens suffisants pour assurer une telle mission, que le manque de dynamisme du marché du travail rend encore plus difficile à accomplir. Quant aux collectivités locales, auxquelles revenait la responsabilité d'orchestrer les actions d'insertion, leur capacité de mobilisation a été surestimée.

Consentant de pouvoir agir sur la durée, M. Evin avait également inscrit parmi ses priorités la réforme de la contribution sociale généralisée (CSG). Pendant deux ans, il lui a fallu batailler ferme contre le ministère de l'économie. Finalement, le premier ministre, après avoir payé de sa personne pour faire prévaloir ses vues, malgré l'opposition du patronat, a obtenu la plupart des syndicats et une motion de censure rejetée à l'extrême justesse. La CSG, entrée en application le 1^{er} février dernier, élargit le mode de financement de

la «Sécu» en sollicitant davantage les revenus non salariaux (rémunération du capital ou de la propriété mais aussi les retraites imposables). La volonté – inspirée notamment par l'Elysée – de profiter de l'occasion pour accroître le pouvoir d'achat de la plupart des salariés a permis d'atténuer les critiques. Par contre, elle a contribué à rendre cette réforme particulièrement complexe au point de devenir incompréhensible aux yeux du plus grand nombre.

Projet de loi sur les retraites

Ces dernières semaines, M. Evin venait de s'attaquer à un autre « travail d'Hercule » dans le sillage de la publication du Livre blanc sur les retraites. Parvenu sans mal à remédier en juin 1990 avec les partenaires sociaux les modalités du financement de la retraite à soixante ans, le ministre des affaires sociales et de la solidarité s'apprêtait à engager une délicate concertation sur des propositions aboutissant de facto à réduire la portée de la réforme de 1983 abaissant l'âge de la retraite. Le Livre blanc préfacé par M. Rocard suggère en effet d'allonger la durée de cotisation à quarante ou quarante-deux ans et de calculer la pension sur les vingt-cinq meilleures années au lieu des dix précédemment.

A moins que le gouvernement de M^{me} Edith Cresson n'en décide autrement, un projet de loi doit être déposé lors de la session parlementaire du printemps 1992. C'est surtout dans le domaine de la santé que M. Evin a disposé de la plus grande marge d'initiative. La politique qu'il entendait mettre en œuvre fut définie le 12 avril 1989 à l'occasion d'une communication au conseil des ministres. Intensifier la prévention, développer les droits des malades, décloisonner l'hôpital, mieux contrôler les prix des médicaments et les honoraires des médecins, telles étaient quelques-unes des grandes lignes de son programme d'action.

Deux ans plus tard, plusieurs de ces objectifs ont été atteints. Face à la dérive continue des comptes de l'assurance-maladie, le ministre a adopté une logique nouvelle : agir sur l'offre de soins, stimulée par le nombre excessif de médecins, plutôt que sur la demande. Une démarche qui

exclut une réduction des remboursements comme un allourdissement des cotisations, mais implique que les professionnels de santé acceptent, sur le modèle allemand, que leurs dépenses soient encadrées par une enveloppe globale. Après bien des difficultés, les cliniques, privées et les biologistes, notamment, ont souscrit à ces principes mais ces succès ont été très insuffisants. En dépit de la réduction du prix de certains médicaments et du déremboursement de nombreux médicaments, le déficit de l'assurance-maladie risque d'atteindre 15 milliards de francs en 1991. A moins de se résoudre à augmenter les cotisations, le nouveau gouvernement devra arbitrer au plus vite entre les mesures qui, ces derniers jours, étaient en discussion pour économiser 10 milliards avant la fin de l'année.

M. Evin regrettera sans doute de n'avoir pu peser efficacement sur la convention médicale de mars 1990 (bien qu'il soit parvenu par la suite à faire adopter les contrats d'abonnement auprès des généralistes). Intenable, la négociation a été perturbée par le mouvement de contestation des internes et chefs de clinique.

Réforme hospitalière

Le principal « fait d'arme » de M. Evin restera sans doute sa loi relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme. Bravant l'opposition des différents groupes de pression hostiles à toute idée d'interdiction de la publicité pour le tabac et les boissons alcoolisées, le ministre des affaires sociales a tenu bon, en particulier au cours de discussions houleuses à l'Assemblée nationale et surtout au Sénat. Sa loi, lancée, il devait même, par la suite, s'opposer vivement – et avec succès – au ministre du budget, M. Michel Charasse à propos du lancement par la Seita de la cigarette Chevignon.

Concernant le développement des droits des malades, l'histoire retiendra que M. Evin fut le ministre qui s'attaqua à la loi du 30 juin 1988 relative aux soins. Il fit en particulier voter plusieurs mesures offrant de meilleures garanties aux malades mentaux hospitalisés et clarifiant les procédures de soins sous contrainte.

Autre grand chantier de M. Evin,

la loi de réforme hospitalière. Ce projet techniquement cohérent proposait, sans grands bouleversements, une refonte globale du système hospitalier français accordant en particulier une plus large autonomie aux établissements hospitaliers. Il entrait pourtant les pires difficultés à être adopté par le Parlement – il n'a d'ailleurs toujours pas été discuté au Sénat – non pas tant à cause de son contenu, relativement consensuel, qu'en raison du contexte politique défavorable qui avait passablement troublé son examen.

D'autres mesures importantes furent adoptées à l'instigation de M. Evin. On retiendra en particulier l'adoption d'un plan de lutte contre le sida, prévoyant entre autres la création de deux agences – de lutte et de recherche – contre cette maladie; la création d'un fonds de solidarité destiné à indemniser les bénévoles contaminés par le sida; l'autorisation de mise sur le marché du RU 486, la fameuse pilule abortive; la création de l'Agence pour le développement de l'évaluation médicale.

En trois ans, ce bilan est loin d'être négatif. Pourtant force est de constater que M. Evin n'a pas réussi à devenir un ministre populaire tant auprès de l'opinion publique que des professions médicales et paramédicales. Si l'on a oublié aujourd'hui la passe d'armes qui l'opposait en juillet 1988 à son ministre délégué à la santé, le docteur Léon Schwabenzuber, et qui termina ce dernier à démissionner neuf jours après avoir été nommé, chacun, en revanche, garde en mémoire ces grandes manifestations d'infirmités dans les rues de Paris, ces grèves à répétition de praticiens hospitaliers, d'internes et de chefs de clinique. Réformateur pragmatique, M. Evin était visiblement moins à l'aise lorsqu'il avait à régler des conflits sociaux importants. Son absence de charisme n'était pas du goût des médecins, plus susceptibles, aux caractères d'une Michèle Bérard ou d'une Georgina Dufloix. Et peut-être s'apercevra-t-on après coup qu'il ne fut pas, en définitive, un aussi mauvais ministre que certains ont bien voulu le dire.

JEAN-MICHEL NORMAND et FRANCK NOUCHI

M. Michel Durafour : le « renouveau du service public »

La trêve entre M. Michel Durafour et les organisations syndicales n'aura duré que quinze mois. Quinze mois entre la signature, en novembre 1988, du dernier accord salarial dans la fonction publique et la rupture, en mars 1990, en raison du non-apurement du contentieux financier né... dudit accord.

Quinze mois au cours desquels M. Durafour a mis les bouchées doubles pour engager le grand chantier du « renouveau du service public » lancé, dès décembre 1988 à la tribune de l'Assemblée nationale, par M. Rocard lui-même. Censé répondre au malaise des agents du service public, ce chantier devait changer les habitudes de travail des fonctionnaires via le renforcement du dialogue social, la décentralisation des responsabilités, l'amélioration du service aux usagers, l'accent mis sur la formation professionnelle...

Dans ce dernier domaine, M. Durafour, élevé au rang de ministre d'Etat en février 1989, devait connaître un important succès, avec la signature d'un accord-cadre par cinq des sept fédérations syndicales de fonctionnaires (CFDT, FEN, FGA, FGAF-autonomes, CFTC et CFE-CGC). La CGT-FO avait en effet, dès le départ, refusé le principe même de cette négociation, en y décelant les germes d'une remise en cause du sacro-saint statut des agents du service public.

Pas de retour à l'indexation

Dans la foulée de cet accord-cadre – le premier jamais conclu hors du champ salarial – M. Rocard et M. Durafour ont repris l'initiative de l'automne 1989, en proposant aux fonctionnaires « un pacte de croissance » en vue de « répartir équitablement les fruits » de l'expansion économique. Ce pacte s'est concrétisé par l'attribution, d'une part, d'une prime de croissance de 1 200 F à tous les agents, et l'ouverture, d'autre part, de nouvelles négociations sur une refonte de la grille unique des 4,2 millions d'agents en activité de l'administration de l'Etat, des collectivités territoriales et des hôpitaux publics.

Ces discussions ont finalement

abouti, le 9 février 1990, à l'hôtel Matignon, lorsque la FEN, la CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et la FGA ont officiellement paraphé l'accord sur la modernisation de cette grille. Le texte prévoit de consacrer 40 milliards de francs sur sept ans à des mesures nouvelles pour améliorer les déroulements de carrière des fonctionnaires et mieux tenir compte de leurs qualifications et de leurs responsabilités.

Les! Moins de deux mois plus tard, l'échec des négociations salariales marque la fin de cette apparente trêve de miel entre M. Durafour et les organisations syndicales. A l'origine de la rupture, le refus opposé par le ministre de la fonction publique au préalable posé par les représentants des agents, d'apurer l'accord salarial 1988-1989. Alors que les syndicats réclament un « rattrapage » postérieur des traitements en niveau par rapport aux prix, M. Durafour résume « tout retour déguisé à l'indexation ». D'autant plus que, selon lui, la rémunération moyenne de chaque agent (mesures générales, catégorielles et individuelles) a progressé, en 1990, de près de 6 %, soit un gain de 2,5 % de pouvoir d'achat. La grande nouveauté de la « méthode Rocard » n'aurait été d'accroître sensiblement la part de l'avancement catégoriel (enseignants, fonctionnaires corse, finances, gardiens de prison, contrôleurs aériens), réduisant d'autant plus la part des revalorisations générales que l'inflation reste modérée.

La crise de confiance est loin d'être encore dissipée. Dans un texte publié dans le Monde du 8 mai, le « groupe des cinq » fédérations, tout en réaffirmant que cette crise leur « interdit de s'engager dans toute nouvelle négociation salariale sans en clarifier de façon concomitante les règles du jeu », appelle à une négociation « dans un délai raisonnable », sous peine de compromettre définitivement l'hypothèse d'un accord salarial en 1992. Le ministère de la fonction publique n'envisageait pas de leur donner satisfaction en septembre; à condition toutefois que cette négociation inclue une réforme des règles du jeu salarial... Reste à savoir si M^{me} Cresson et M. Soisson adopteront la même attitude.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

M. Alain Decaux : le missionnaire de la francophonie

Après avoir participé à l'Histoire de France, M. Alain Decaux va-t-il se remettre à la racontée? Remplacé par M^{me} Catherine Tasca au poste de ministre délégué à la francophonie, l'académicien le plus connu des téléspécialistes peut se vanter d'avoir mis autant de fougue à défendre la langue française qu'autrefois à dépeindre la vie des rois ou des révolutionnaires.

Ce ministre d'ornement, qui affirmait en juillet 1988 appartenir à « la genèse de Victor Hugo », a sillonné le monde en soulignant qu'il ne se battait pas contre les autres langues, mais pour le plurilinguisme. Ses fonctions l'ont aussi amené à remplir des missions diplomatiques, comme lorsqu'il fut délégué au Vietnam, fin 1988, ou à Beyrouth, en août 1989, à l'occasion des initiatives prises par Paris pour tenter d'apaiser les belligérants à cesser les combats.

Mais l'une des tâches essentielles de M. Decaux, qui était placé sous l'autorité du ministre des affaires étrangères, fut de coordonner l'action télévisuelle extérieure de la France. Appuyé par M. Michel Rocard, il annonça ainsi en juillet 1989 la création d'un conseil extérieur de l'audiovisuel et fut au centre d'une polémique sur l'avenir de la chaîne francophone TV 5, qu'il proposait de remplacer par une diffusion internationale d'Antenne 2.

Après trois ans de présence au gouvernement, M. Decaux laissera sans doute le souvenir d'un ministre populaire et chaleureux. N'arrivait-il pas, en novembre 1988, au sommet du hit-parade gouvernemental avec 75 % d'opinions favorables? Il laissera à son successeur le soin d'assister au sommet des pays francophones, prévu à Paris pour la fin de cette année, et de lutter contre l'érosion des crédits consacrés à la francophonie.

R. R.

M. Roger Fauroux : la victime expiatoire

Que M. Roger Fauroux ne fasse pas partie du nouveau gouvernement n'étonnera personne. M^{me} Cresson n'avait jamais caché ses vives critiques contre la politique de l'ancien PDG de Saint-Gobain (le Monde du 17 mai). Si l'on croit le discours industrialiste officiel, ce serait même la timidité industrielle de M. Fauroux qui aurait nécessité de banger M. Rocard... Fidèle camarade du député des Yvelines (ils sont énarques tous les deux et se connaissent depuis leur stage dans une Algérie troublée par les « événements »), M. Fauroux aurait, en somme causé la perte de celui qui l'a appelé en mai 1988 à ses côtés. La vérité est bien entendue tout autre, puisque le limogeage de M. Rocard relève d'une explication bien différente.

Né en 1926, diplômé de l'Ecole normale de la rue d'Ulm, agrégé d'allemand, énarque, inspecteur

des finances, M. Roger Fauroux quittera le service de l'Etat à trente-cinq ans, à une époque où cette pratique (le « pantouflage ») n'était pas encore à la mode. Il avait été séduit par l'un des plus grands industriels français, M. Roger Martin, directeur de Pont-à-Mousson. Ce dernier en devient le PDG quelque temps après, et il conduira la modernisation de cette maison, au départ familial, jusqu'à la fusion avec Saint-Gobain. L'antique manufacture de glaces deviendra l'un des groupes les plus puissants de France, très internationalisé. M. Fauroux, directeur financier puis directeur général, succédera à M. Martin et sera l'artisan de cette complète transformation industrielle. Saint-Gobain est nationalisé en 1982 par la gauche : il reste. Même si c'est contre les nationalisations, M. Fauroux, pètri de keynésianisme comme toute sa génération, a du respect pour l'Etat.

Un échec cependant au chapitre des docks : M. Mellick n'est pas parvenu à restaurer l'image du port de Marseille empiété dans des querelles politiques inextricables. Même déception sur le littoral nord : les trois ports de Boulogne, Calais et Dunkerque, distants de quelques kilomètres, ne parvenaient toujours pas à coopérer, alors que tout près la concurrence d'Amers, Rotterdam et Zeebrugge est de plus en plus vive. Ces derniers jours, M. Mellick avait décidé avec M. Besson d'aborder sans complaisance la question tabou du travail des docks. Ce fabiusisme, en tout cas, de l'industrie politique. Quelques jours avant l'annonce de l'arrivée de M^{me} Edith Cresson à Matignon, il avait pris les devants et avait nommé pour diriger son cabinet une femme, M^{me} Anne Merlot.

Au chapitre de la marine marchande, il est parvenu à maintenir les crédits et à faire à peu près admettre le pavillon économique des Kerguelen. La pêche? Il y a deux mois, avec courage, il a annoncé qu'il fallait, pour se conformer à la politique européenne, réduire la flotte de chalutiers de 10 % et les professionnels, jusqu'à ce jour, ont accepté, à condition que les incitations financières soient convenables, de jouer le jeu. Sans oublier la mise au

point d'un nouveau permis pour conduire les bateaux de plaisance, ou l'amélioration de la sécurité maritime.

Un échec cependant au chapitre des docks : M. Mellick n'est pas parvenu à restaurer l'image du port de Marseille empiété dans des querelles politiques inextricables. Même déception sur le littoral nord : les trois ports de Boulogne, Calais et Dunkerque, distants de quelques kilomètres, ne parvenaient toujours pas à coopérer, alors que tout près la concurrence d'Amers, Rotterdam et Zeebrugge est de plus en plus vive. Ces derniers jours, M. Mellick avait décidé avec M. Besson d'aborder sans complaisance la question tabou du travail des docks. Ce fabiusisme, en tout cas, de l'industrie politique. Quelques jours avant l'annonce de l'arrivée de M^{me} Edith Cresson à Matignon, il avait pris les devants et avait nommé pour diriger son cabinet une femme, M^{me} Anne Merlot.

E. L. B.

M. Jacques Mellick : moderniser la mer sans brusquerie

Quelque part entre Conflans-Sainte-Honorine et Châtelleraut, qui ne sont ni Marseille, le Havre ou Concarneau, la mer a fait naufrage... Le ministre chargé de ce nom a disparu dans la liste des ministres essentiels du nouveau gouvernement. Quelque cinq cent mille électeurs, de Dunkerque à Bonifacio, en épronveront sans doute quelque amertume. Mais le 17 mai au petit matin et à l'heure de la crêpe, les gens de mer espèrent encore que M^{me} Edith Cresson ne pourrait pas faire moins que M. Jacques Chirac qui avait, sur recommandation de M. Pierre Méhaignerie, nommé en *extremis* en 1986 un Breton secrétaire d'Etat.

M. Jacques Mellick, qui n'occupait après M. Michel Delebarre, puis de M. Louis Besson, le poste de ministre délégué chargé de la mer, s'en va en laissant un bilan honorable. Rien ne prédisposait d'ailleurs le maire de Béthune, une sous-préfecture du Pas-de-Calais

solidement ancrée dans le bassin houiller, à prendre en charge le poisson, les porte-conteneurs ou le tracé des sentiers du douanier. Mais après une longue période d'apprentissage (le ministre avait systématiquement pris l'habitude de demander à des experts des rapports sur les principaux dossiers), M. Mellick qui, sous une apparence fort aimable, cachait une grande fermeté, est parvenu à assainir et à moderniser les secteurs dont il avait la charge.

Au chapitre de la marine marchande, il est parvenu à maintenir les crédits et à faire à peu près admettre le pavillon économique des Kerguelen. La pêche? Il y a deux mois, avec courage, il a annoncé qu'il fallait, pour se conformer à la politique européenne, réduire la flotte de chalutiers de 10 % et les professionnels, jusqu'à ce jour, ont accepté, à condition que les incitations financières soient convenables, de jouer le jeu. Sans oublier la mise au

point d'un nouveau permis pour conduire les bateaux de plaisance, ou l'amélioration de la sécurité maritime.

Un échec cependant au chapitre des docks : M. Mellick n'est pas parvenu à restaurer l'image du port de Marseille empiété dans des querelles politiques inextricables. Même déception sur le littoral nord : les trois ports de Boulogne, Calais et Dunkerque, distants de quelques kilomètres, ne parvenaient toujours pas à coopérer, alors que tout près la concurrence d'Amers, Rotterdam et Zeebrugge est de plus en plus vive. Ces derniers jours, M. Mellick avait décidé avec M. Besson d'aborder sans complaisance la question tabou du travail des docks. Ce fabiusisme, en tout cas, de l'industrie politique. Quelques jours avant l'annonce de l'arrivée de M^{me} Edith Cresson à Matignon, il avait pris les devants et avait nommé pour diriger son cabinet une femme, M^{me} Anne Merlot.

F. Gr.

M. Jacques Chérèque : la réhabilitation inachevée de l'aménagement du territoire

L'aménagement du territoire n'est pas tombé aux oubliettes. Il a simplement changé de rattachement et de « patron ». Alors que dans le gouvernement Rocard, son lien de parenté gouvernementale le plaçait, étrangement, dans l'orbite du ministère de l'Industrie et des questions touchant aux conversions industrielles, voici que, maintenant, on en fait un peu une annexe des villes et des grandes métropoles, à la fois puissantes par leur poids économique et fragiles à cause des ruptures ou des chocs qu'occasionne « le mal-vivre » en banlieue. Cette discipline, qu'avait sinon inventée du moins nobilité le général de Gaulle au milieu des années 60, a d'ailleurs l'habitude de ces sursauts et venues d'un ministre à l'autre. On l'a vu dépendre du ministre de l'Intérieur, ou du ministre de l'Équipement et des transports ou encore directement du premier ministre.

Jamais la langue de bois

Le fait de placer sous la responsabilité du ministre de la ville, en l'occurrence M. Michel Delebarre, l'aménagement du territoire et la DATAR (qui, juridiquement, est un service du premier ministre) n'est pas en soi choquant, d'autant que cet homme du Nord, ancien responsable d'un comité d'expansion, est un excellent connaisseur de ces dossiers. On aurait même envie d'écrire un « amateur gouvernement » de ces dossiers... Il est vrai que la géopolitique de la France et sa place en Europe dépendent pour une très large part du rôle des villes (métropoles et villes moyennes) qui concentrent de plus en plus les centres de recherche, les équipements universitaires, les technologies, bref la vitrine de la France de l'an 2000. Et tous ceux qui se déolent quelque peu de ne

pas voir l'aménagement du territoire retrouver tout son panache se consolent en constatant que le titulaire de la charge est un ministre d'Etat.

M. Jacques Chérèque éprouvera sûrement, et à juste titre, beaucoup d'amertume. Avec un style très libre, et en ne maniant jamais la langue de bois, il s'est bien battu pendant trois ans dans une conjoncture budgétaire peu favorable. Depuis un an, il avait réussi à redonner quelque lustre à une politique nationale passablement affaiblie et concurrencée par les pouvoirs de plus en plus larges des collectivités locales. Son budget avait repris de la consistance. En dépit de quelques bévues récentes (à propos de la technopole de Strasbourg notamment, qui a mis les élus alsaciens dans une grande colère), la DATAR retrouvait peu à peu quelque estime et quelque influence. Mais Jacques Chérèque n'est jamais parvenu à faire prendre en compte par Matignon l'importance interministérielle et la dimension spécifiquement géographique des dossiers d'aménagement (schéma universitaire, carte des TGV...).

Il y a quelques jours dans nos colonnes (le Monde du 11 avril), M. Chérèque pensait pouvoir annoncer que la nomination d'un ministre de l'aménagement du territoire à part entière ou directement au côté du premier ministre arriverait tôt ou tard. Il a à moitié gagné mais, en tout cas, il a travaillé pour M. Michel Delebarre, qui fut – ironie de l'histoire – sur plusieurs dossiers son rival dans le gouvernement du Mitterrand. Dans ses fonctions, le nouveau ministre saura-t-il s'en souvenir et aider, comme il le conviendrait, M. Chérèque lorsque l'ancien syndicaliste briguera – comme il brille de le faire – la présidence du conseil régional de Lorraine?

FRANÇOIS GROSCHARD

55 من الفصل

صلى الله عليه وسلم

LA FORMATION

DU GOUVERNEMENT

Le Monde • Samedi 18 mai 1991 7

M. Michel Delabarre
renouveau du...

Ceux qui partent

M. Louis Besson : à grande vitesse

M. Louis Besson n'a effectué qu'un passage éclair à la tête du grand ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer que lui avait légué, il y a six mois, M. Michel Delabarre, devenu ministre de la ville.

Il a pourtant su, dans ce bref laps de temps, imprimer à la politique de ce super-ministère les qualités dont il avait fait montre auparavant au logement. Travailler et peu politiquer dans ses manières, il a séduit les professionnels des secteurs dont il avait la tutelle et ouvert des dialogues avec des groupes contestant la politique gouvernementale.

Par exemple, tout en choisissant, en janvier dernier, le tracé définitif du TGV Valence-Marseille, il prenait la peine de téléphoner ou d'écrire aux maires des communes traversées par la perspective de cette infrastructure, et notamment dans la plaine de Marsanne (Drôme). C'est à peine s'il manifestait un léger agacement devant l'opposition des Provençaux au TGV. Le dernier acte politique de M. Besson aura d'ailleurs été de faire adopter le schéma directeur national des TGV par le comité interministériel d'aménagement du territoire réuni le 14 mai autour de M. Michel Rocard. Ce schéma, qui prévoit la réalisation de seize TGV en un quart de siècle, représente un programme de 210 milliards de francs.

Dans le domaine du transport aérien, M. Besson a tenu les promesses faites à Bruxelles de libérer le ciel de France en introduisant de véritables concurrents au groupe Air France (Air France, Air Inter, UTA). Le 1^{er} mars et le 1^{er} mai, il a attribué des lignes régulières en métropole, en Europe et dans le monde entier à de plus

petits transporteurs. Les deux principaux bénéficiaires de ces nouveaux droits de trafic ont été le groupe Minerve-Air Liberté et TAT.

Enfin, il a pu suffisamment se familiariser avec l'écroulement routier et les 10 000 morts dénombrés chaque année sur les routes pour se persuader qu'il faudrait aller un jour plus loin que l'instauration du permis à points et du contrôle technique obligatoire des véhicules. Avec cette douceur qui lui permettait de ne choquer personne il a pris position en faveur d'une limitation des performances et de la vitesse des voitures dès leur construction. Cette audace, bico peu politicienne, n'avait suscité la colère publique ni du président-directeur général de Renault ni de son collègue de Peugeot-Citroën : une sorte de miracle !

Le « droit au logement »

C'est cependant à la défense du logement social et du « droit au logement » que ce Savoyard patient et laborieux a attaché d'abord ses efforts à partir de son entrée au gouvernement comme ministre délégué au logement le 31 mars 1989. Ce « droit au logement » est inscrit dans l'article premier de la loi du 6 juillet 1989 sur « l'amélioration des rapports locatifs » qui permettait de corriger les inconvénients de la loi Médiangère sur le logement : pour modérer les hausses demandées par les propriétaires, le montant du nouveau loyer devait être fixé par référence aux loyers fixés dans le voisinage.

A cette occasion, M. Louis Besson a aussi affirmé une volonté de dialogue qui a été sa règle dans l'action politique : il entendait,

déclarait-il, « encourager à la fois l'investissement locatif et le dialogue entre les bailleurs et les propriétaires ». Mais c'est la loi sur le droit au logement des plus démunis du 31 mai 1990 qui a parachevé une action en faveur du logement social marquée par l'augmentation sensible du nombre des prêts locatifs aidés et l'ouverture de l'allocation-logement sans considération d'âge ou de situation familiale (en 1990 quelque deux cent cinquante mille personnes supplémentaires ont pu en bénéficier).

Ce texte destiné à permettre aux « personnes éprouvées des difficultés particulières en raison de l'insuffisance des ressources ou de leurs conditions d'existence » d'accéder à un logement a introduit le principe de la création d'un plan départemental d'action élaboré par le préfet en fonction des besoins. En même temps, il regroupait les moyens de financement et s'efforçait d'accroître l'offre de logements par des avantages fiscaux accordés aux propriétaires, ou en permettant aux organismes HLM ou sociaux de se substituer à ceux-ci pour réhabiliter des logements dégradés. L'intervention des préfets dans l'attribution des logements sociaux – en désignant des personnes à reloger ou prioritaire – s'est heurtée à l'opposition à la fois de la droite et des communistes : M. Louis Besson a dû déployer son sens de la concertation pour obtenir finalement l'accord des centristes et maintenir son projet.

ALAIN FAUJAS
et GUY HERZLICH

M. Jacques Pelletier : la discrétion d'un « homme de terrain »

Sa courtoisie, sa discrétion, son goût de la mesure – autant de qualités qui l'avaient fait apprécier dans les capitales africaines – l'auront finalement desservi à Paris. L'ancien sénateur centriste de l'Aisne, aujourd'hui âgé de cinquante-cinq ans, était entré sans bruit, en 1978, dans le gouvernement de M. Valéry Giscard d'Estaing, comme secrétaire d'Etat à l'éducation. Ce n'est que dix ans plus tard, ouverture politique aidant, que M. Jacques Pelletier prendra la direction du ministère de la coopération et du développement dans le gouvernement Rocard. Cet « homme de terrain » – comme il a toujours aimé s'appeler – se définit, – qui avait présidé le groupe sénatorial d'amitié avec l'Afrique centrale, avait pu déjà, à ce titre, participer à plusieurs déplacements présidentiels en Afrique.

Soucieux de maintenir les « efforts de la France en faveur de l'Afrique », mais inquiet du désintérêt croissant de ses concitoyens pour un continent noir en pleine dérive économique et dont les gouvernements sont confrontés à une vague croissante de contestation, M. Pelletier s'efforcera, vaillamment, de suivre la politique définie par le président Mitterrand, lors du sommet franco-africain de La Baule, en juin 1990. « La France refuse de s'engager dans les affaires intérieures africaines, mais elle soutient des actions tendant à créer ou à renforcer la nation d'Etat de droit », rappellera-t-il dans nos colonnes (le Monde du 19 juin 1990).

C. S.

M. Roger Bambuck : contre les excès du dopage... et du football

Limité dans sa politique par un budget plafonné à 0,19 % de celui de l'Etat, M. Roger Bambuck a surtout marqué son passage au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports par sa volonté de lutter contre les excès du sport : l'affairisme et le dopage. Ancien champion d'Europe du 200 mètres, finaliste olympique et recordman du monde du 100 mètres en 1968, il a été, peu de temps après sa nomination, en 1988, par M. Michel Rocard, confronté à des « affaires » illustrant la dégradation des mœurs et de certaines pratiques des milieux sportifs.

Les accusations contre Pedro Delgado dans le Tour de France cycliste et la disqualification de Ben Johnson aux Jeux olympiques, ont incité M. Bambuck à renforcer la législation de 1965 par l'élaboration d'une nouvelle loi « relative à la répression de l'usage des produits dopants à l'occasion des compétitions et manifestations sportives », votée le 18 mai 1989.

Un manque de moyens

Aligner la réglementation française sur celle du Comité international olympique, renforcer la répression à l'encontre des pourvoyeurs et écarter du milieu sportif ceux qui facilitent le dopage ou y incitent, simplifier la procédure légale d'organisation des contrôles, étaient les trois grands objectifs de

la nouvelle loi. Les contrôles, parfois spectaculaires, comme celui effectué aux Six Jours cyclistes de Paris-Bercy, ont été multipliés depuis, même si certaines fédérations prennent encore ces mesures pour des persécutions.

En outre, la multiplication des « affaires » et l'aggravation du déficit global du football professionnel ont incité le secrétaire d'Etat à solliciter de M. Michel Chabasse, ministre du budget, une généralisation des contrôles de la gestion des clubs. Parallèlement, il avait confié à M. Fernand Sastré, ancien président de la Fédération française, la mission d'étudier les moyens d'assainir le football et de le redresser après l'élimination de l'équipe de France du Mondial italien.

Les conclusions de cette mission préconisaient un renforcement du pouvoir de la Fédération sur la Ligue du football professionnel et le resserrement de l'élite avec le passage de vingt à dix-huit clubs en première division. Ces mesures d'allègement du calendrier devaient permettre aux footballeurs de mieux se préparer pour les grands rendez-vous, notamment pour ceux de l'équipe de France. Cette mesure, acceptée en 1989 par l'assemblée générale des présidents de club, a, depuis, été repoussée pour des raisons économiques.

Ce manque de moyens financiers a été pour Roger Bambuck l'un des principaux freins à l'application de sa morale sportive.

G. A.

A la tête d'un ministère aux compétences élargies

M. Pierre Bérégovoy, l'homme indispensable

On ne change pas une politique qui réussit, disait-on à Bercy chaque fois que le presse ou les milieux politiques se faisaient l'écho d'un départ possible de M. Michel Rocard. La présence dans le nouveau gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, qui à ses anciennes fonctions (économie, finances et budget) va en ajouter d'autres (industrie, commerce extérieur, poste, télécommunications...) pour diriger un super-ministère, montre à quel point l'homme a semblé indispensable, à quel point aussi la politique économique et financière menée depuis 1988 a été jugée bonne par le président de la République.

Le ministre de l'économie, malgré l'agacement ou l'inquiétude que lui inspiraient parfois les initiatives du premier ministre (la création d'une contribution sociale généralisée, une trop grande propension à dépenser...), a toujours été convaincu que la politique menée était la seule possible. Il est souvent parvenu à en convaincre le Parti socialiste qui pourtant ne lui a pas épargné les avanies.

Lors de la crise du Golfe, craignant que les industriels pris de peur ne gélent leurs investissements, il avait immédiatement ajouté au projet de budget pour 1991 des mesures fiscales favorables aux entreprises. Initiative que la suite des événements devait amplement justifier mais que les socialistes – y compris certains ministres en exercice comme M. Jack Lang – critiquèrent très fort et immédiatement sur le thème : on en fait trop pour le secteur privé. M. Bérégovoy dut s'expliquer et le fit si bien – il commençait à en avoir l'habitude – que les critiques cessèrent aussi vite qu'elles étaient apparues. Aucune politique sérieuse de renouveau ne fut en fait jamais proposée, ce qui l'a conforté dans ses convictions.

Des convictions en grande partie fondées. Le changement de gouvernement que vient de décider le président de la République trouve l'économie française dans une situation fondamentalement assainie. Comme la plupart des pays industrialisés, la France a vu son activité se ralentir et le chômage recommencer à augmenter. Mais cette mauvaise passe ne devrait plus durer très longtemps, encore que sur ce point essentiel les analyses divergent.

Quoi qu'il en soit, la conjoncture difficile que nous traversons actuellement ne remet pas en cause les formidables progrès accomplis depuis une dizaine d'années. Cela est si vrai que la presse financière anglo-saxonne et allemande – si peu tendre envers notre pays au début des années 80 – ne cesse maintenant de nous prodiguer des louanges. Notre pays a maintenant la confiance des grands organismes internationaux, et dans l'étude (non encore publiée) qu'elle consacre à la France l'OCDE nous décerne nombre de satisfécits.

M. Bérégovoy n'a sans doute pas été à l'origine du redressement français, qui remonte à 1982-1983, c'est-à-dire à M. Pierre Mauroy, alors premier ministre, et à M. Jacques Delors, son ministre de l'économie. Il n'empêche que celui qui

passera à la postérité comme un grand ministre des finances sera M. Bérégovoy. Si elle fait bien ce choix, l'Histoire ne sera pas injuste car le rôle de celui qui est aussi maire de Nevers aura été considérable.

Quand il évoque le choix essentiel qui fut fait au printemps 1983 d'amarrer définitivement la France à la Communauté européenne et d'en adopter les règles libérales – brisant du même coup le rêve socialiste d'une politique nationale autonome – M. Bérégovoy reconnaît qu'il fut alors partisan d'une sortie du franc du SME (système monétaire européen). Mais, assure-t-il, pour mener une politique encore plus rigoureuse que celle qui fut alors mise en place.

Partisan d'une « autre politique »

L'argument vaut ce qu'il vaut, car M. Bérégovoy affirmait à l'époque (hiver 1982-1983) qu'il existait « une autre politique ». Ce qui ne l'empêcha pas, après avoir d'abord mal choisi son camp, de devenir l'homme clé d'un redressement basé sur la rigueur, d'abord budgétaire puis salariale et monétaire. Rigueur nécessaire à la construction de l'Europe, on le comprend mieux maintenant, pour permettre à la France d'entrer à égalité avec l'Allemagne dans les instances communautaires et d'abord dans l'union économique et monétaire.

On aurait tort de croire que tout fut joué en 1982-1983 avec le blocage des salaires puis leur désinflation par rapport aux prix. Aussi essentielles qu'elles ont été ces décisions, rien n'aurait été acquis si les gouvernements qui se succédèrent par la suite n'avaient au fil des mois et des années freiné les dépenses budgétaires et modéré les hausses salariales. Dans ce travail quotidien, pour lequel il avait déjà montré son efficacité à partir de 1982 en redressant les comptes de notre système de protection sociale, M. Bérégovoy a été un ministre exemplaire. Son retour au ministère des finances en 1988 aura exactement prolongé une action de remise en ordre entreprise plusieurs années auparavant.

A ceci près que si la politique des années 1982-1986 visait à sortir la France de la crise financière où elle s'enlisait, la politique qui suivit (et l'intermède de droite ne fut pas une rupture) eut pour ambition de placer notre pays au niveau des meilleurs. Ce qu'a réussi M. Bérégovoy en donnant au pays une monnaie forte et des prix relativement stables.

L'image de Poincaré

Le ministre de l'économie n'aime pas qu'on le compare à Poincaré, qui redressa le franc entre 1926 et 1929. L'expérience, il est vrai, avait réussi au prix d'une bonne dose d'austérité pour les classes populaires. Il n'empêche que le nom de Poincaré reste attaché à l'idée d'un franc fort comme le sera celui de Pierre Bérégovoy.

C'est probablement parce qu'il n'est pas tout oublié l'importance qu'attachait M. Raymond Barré à la santé du franc et les critiques que cette préoccupation de tous les instants valait à l'ancien premier ministre de la part de la gauche, que nombre de socialistes se méfient du ministre des finances. Leur méfiance a souvent pris la

forme d'attaques subites contre sa politique, des attaques qui ont souvent gêné le gouvernement Rocard, obligé pour obtenir la paix de faire des concessions parfois incohérentes – en matière de fiscalité immobilière notamment – au nom de la réduction des inégalités sociales.

La rogne des socialistes se comprend. S'il est profondément de gauche, d'une gauche authentiquement populaire, M. Bérégovoy a été depuis des années une politique que les militants ont beaucoup de mal à comprendre et à admettre, l'assimilant souvent à une politique de droite. Les centaines de milliers d'emplois créés en France ces dernières années grâce à une compétitivité retrouvée ont moins d'importance pour eux que le niveau du chômage qui reste élevé. Les succès spectaculaires remportés dans la lutte contre l'inflation pèsent moins que les avantages accordés aux revenus de l'épargne, qui depuis une décision d'avril 1989 paient peu ou pas d'impôts du tout.

Ce que l'on n'a pas assez vu à gauche, c'est que les dérives libérales qui échoient tant (faveurs faites à l'épargne, rigueur salariale affichée, baisse des impôts payés par les entreprises, libre circulation des capitaux...), ces dérives-là sont dans l'exacte logique des engagements pris par M. Mitterrand lorsqu'il relança en 1985-1986 la construction européenne ; dans l'exacte logique aussi de l'ambitieuse réalisation d'une union économique et monétaire.

Les critiques faites à M. Bérégovoy n'ont donc pas pesé lourd dans le jugement de M. Mitterrand, qui, semble-t-il, a beaucoup fait pour persuader son grand argentier de rester en place. Sans lui en effet, le risque était grand de voir la politique économique devenir moins rigoureuse. Les occasions sont nombreuses – on l'a vu au cours des derniers mois – de laisser filer les dépenses budgétaires, de multiplier les subventions aux secteurs ou aux firmes en difficulté, d'arracher artificiellement des grands contrats à l'étranger ou d'accorder des baisses salariales trop importantes pour éviter des mécontentements sociaux ou tout simplement conquies quelques voix.

Le risque était grand aussi de revenir à un certain lyrisme de gauche, style 1981, qui se serait traduit par l'augmentation des bas salaires au risque de créer un peu plus de chômage, ou par un alourdissement des impôts sur la fortune qui aurait découragé des fusions de capitaux. La belle santé du franc n'aurait pas résisté longtemps et très rapidement, pour le soutenir, les taux d'intérêt auraient dû être relevés, aggravant le climat économique.

La présence de Pierre Bérégovoy dans le nouveau gouvernement est un gage de sérieux donné à la communauté internationale qui, – c'est certain – va s'en trouver rassurée. Reste que l'homme-clé de l'équipe au pouvoir devra gérer une contradiction de taille : poursuivre la construction d'une Europe libérale tout en persuadant les électeurs que le nouveau gouvernement mène une politique plus à gauche que ne l'avait fait Michel Rocard.

ALAIN VERNHOLES

Une majorité de Français approuve la nomination de M^{me} Edith Cresson

Selon un sondage CSA réalisé les 15 et 16 mai auprès de huit cent quatre-vingt personnes pour le Parisien, 73 % (contre 11 %) des personnes interrogées se déclarent « satisfaites » d'avoir « une femme comme premier ministre » et 64 % ont une bonne opinion de M^{me} Cresson. Cinquante-deux pour cent ne regrettent pas M. Michel Rocard mais 55 % estiment satisfait son bilan. Une enquête de BVA effectuée le 16 mai auprès de huit cent cinq personnes pour le Figaro fait apparaître des résultats similaires. 65 % (18 % d'avis contraires) des personnes interrogées se déclarent satisfaites de la nomination de M^{me} Cresson et 61 % (contre 30 %) ne sont pas déçues du départ de M. Rocard. En revanche, 58 % (contre 31 %) considèrent que le bilan de M. Rocard est positif.

« C'est Rocard lui », assure Francis. Du « réchauffé », juge le Quotidien de Paris, tandis que le Figaro indique que « Edith Cresson reconduit le gouvernement Rocard ». La preuve, selon l'Humanité, il y a « toujours des ministres de droite ». Après la découverte, la veille, de « la femme », la première en France à accéder à la tête du gouvernement, la presse parisienne, dans ses titres de « une » du vendredi 17 mai, a tout fait d'évaluer la réalité du changement.

Pour Philippe Tesson, dans le Quotidien de Paris, la composition du gouvernement de M^{me} Edith Cresson « confirme avec insolence » le but de l'opération engagée par M. Mitterrand : « Se débarrasser de Rocard ». La « Mitterrand » est devenue, en un jour, « une servante loyale », qui permettrait au président de la République de substituer une équipe à sa main à une équipe dirigée par un

homme qu'il ne maîtrisait pas, sans pour autant que cela puisse indiquer « un changement de cap ». Une fois n'est pas coutume, l'éditorialiste de l'Humanité, Jacques Coubar, est bien d'accord sur cette dernière analyse : « La présence de ministres de droite indique que les choix d'Edith Cresson s'inscrivent dans la continuité d'une politique au souffle court, qui n'a durablement éprouvé les Français ».

La partition reste la même, c'est la mise en scène qui change, estime pavillonnaire Serge Juby dans Libération. Avec l'approche des élections, explique-t-il, « le temps des réformes aux majorités parfois besogneuses est terminé, voici le temps des mobilisations ». Le directeur de Libération croit même pouvoir affirmer que la guerre du Golfe a été « la matrice d'un dispositif politique où la décision, la mobilisation sur un objectif

Dans la presse parisienne Du « réchauffé »

principal qui prime sur tous les autres, l'action qui en découle, sont les éléments essentiels. Voilà pourquoi le président a fait appel au « Clemenceau de Châtelleraul ». « A travers la guerre économique, la concurrence avec le Japon, le réajustement de la construction européenne, François Mitterrand entend mener sa majorité à la victoire électorale. Il le fera de manière guerrière, comme s'il avait après la recette magique de la guerre du Golfe ».

Le chef du gouvernement, sur un coup de sifflet de son maître, a cédé la place au nouveau favori, juge de son côté Alain Peyrefitte, dans le Figaro, en rappelant des propos tenus par... M. Mitterrand, en juillet 1972, lorsque Georges Pompidou remplaça M. Jacques Chaban-Delmas. « Que changer à cette philippique, sauf à remplacer « favori » par « favorite » ? », ajoute, avec perfidie,

l'académicien. Le principal mérite de M. Mitterrand aura été, dans ces dix années que l'on célèbre à son de trompe, d'adopter ce qu'il brûlait et de brûler ce qu'il adorait. Reprenant l'argument exprimé, la veille, sous la plume de Franz-Olivier Giesbert, selon lequel « l'homme d'Etat prépare la prochaine génération (et) l'homme politique la prochaine élection », l'éditorialiste du Figaro redoute enfin que le nouveau gouvernement ne soit qu'« une formation de combat en vue des prochaines échéances électorales », et son chef, une nouvelle Jeanne Hachette, cette héroïne du quinzième siècle, qui, quelques années après Jeanne d'Arc, entreprit d'organiser – victorieusement – la défense de Beauvais, assiégée par les troupes de Charles le Téméraire...

J.-L. S.

La majorité écornée à l'Assemblée

Le changement de gouvernement réduit encore la majorité relative dont disposent les socialistes à l'Assemblée nationale. Celle-ci avait déjà été écornée par la démission de la suppléante de M. Jean-Pierre Chevènement. Cette fois, ce sont trois députés (M^{me} Frédérique Bredin, M^{me} Michel Sapin et Dominique Strauss-Kahn) qui s'en vont. Leurs suppléants ne pourront les remplacer qu'à l'expiration du délai d'un mois pendant lequel ils ont le droit de choisir entre une fonction ministérielle et un mandat parlementaire.

Quatre anciens ministres, qui ne figurent plus, du moins tant que n'est pas connue la liste des secrétaires d'Etat, dans le nouveau gouvernement, pourraient être tentés de provoquer des élections partielles afin d'essayer de récupérer les sièges qu'ils avaient abandonnés à l'Assemblée nationale. Il s'agit de M. Rocard lui-même, de M^{me} Louis Besson, Claude Evin et Jacques Mellick. De même, M^{me} Michel Durafour et Jacques Pelletier siègeraient au Sénat avant leur entrée dans le gouvernement sortant.

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT

Le retour de Saint-Simon

Suite de la première page

Autre aspect, plus important, de cette dimension japonaise : le nouveau premier ministre, dans un entretien récent, repris dans le *Quotidien de Paris* du 16, déclare tranquillement : « Le gouvernement Rocard faisait des courbettes devant les Japonais (... moi je sais qu'il faut leur dire clairement : Non, vous ne prendrez pas notre industrie automobile. Au nom de quoi faut-il abandonner la France ? Pour se défendre de la stratégie du laser, il faut élaborer une stratégie de combat. »

On veut bien admettre qu'elle est chargée de donner un coup de barre à gauche, mais ce langage ressemble à s'y méprendre à celui de Jacques Calvet, le grand patron de Peugeot-Citroën, qui ne se situe pas précisément de ce côté-là de l'échiquier politique.

De la nécessité de rassembler

C'est celui que tiendraient en revanche, s'ils étaient encore de ce monde, Georges Pompidou et son maître à penser Saint-Simon. Non pas le duc, auteur d'inoubliables *Mémoires* sur la cour de Louis XIV, mais le comte, apôtre et prophète, au siècle dernier, de la société industrielle. Le paradoxe était que Roger Fauroux, auquel Edith Cresson s'était opposée, sur l'attitude à suivre vis-à-vis de Tokyo, au point de claquage, il y a quelques mois, la porte du gouvernement, ait été précisément le père... d'une Fondation Saint-Simon, où se côtoient la droite de la gauche et la gauche de la droite.

François Mitterrand a opportunément rappelé, en introduisant à la télévision sa « litanie », que sa tâche essentielle était de mettre la France en état d'affronter dans les meilleures conditions possibles le grand marché de 1993. Saint-Simon avait justement ses idées là-dessus puisqu'il a publié, dès 1815, un essai intitulé : *De la réorganisation de la société européenne, ou de la nécessité de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique, en conservant à chacun son indépendance nationale*. Il appelait de ses vœux la création d'un « Parlement européen » supérieur aux gouvernements nationaux et à la superposition, au-dessus des patriotismes nationaux, d'un patriotisme européen (1).

Il posait ainsi, sans le résoudre, le problème sur lequel hute la France aujourd'hui : comment poursuivre à la fois l'objectif d'une Europe à « finalité » (Mitterrand) ou à « vocation » (Giscard) fédérale, et en même temps celui de la conservation d'un « rang » qui la met en concurrence, sinon en lutte, avec les autres nations d'Europe ?

A bien des égards, à la vérité, la Communauté présente déjà une structure fédérale. La politique agricole commune, les trois cents directives destinées à ouvrir le grand marché, et dont beaucoup ont maintenant été élaborées, la perspective d'une monnaie commune, même si pendant un temps elle doit coexister avec les monnaies nationales, le vote majoritaire en conseil des ministres, la cour de justice, la libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux, tout cela, qui fait

s'étrangler Michel Debré, Jean-Marie Le Pen et Georges Marchais, signifie une forte dose de supranationalité. En revanche, contrairement à ce qui constitue d'habitude la caractéristique essentielle d'un Etat fédéral, la politique étrangère et la défense restent entièrement aux mains des Etats membres.

La convergence des intérêts

On peut contester la méthode suivie. Mais on peut aussi considérer que, compte tenu de la force des identités nationales, de l'attachement des peuples à leur patrie, c'est la seule qui permette d'avancer, en faisant prendre conscience petit à petit à chacun de la convergence des intérêts des diverses nations associées.

Or quels sont ces intérêts ? Un mot les résume : puisque l'union fait la force, l'Europe doit être la plus unie possible si elle veut faire entendre sa voix sur la scène mondiale, et éviter la balkanisation de l'Est. C'est le seul moyen pour elle d'avoir le poids spécifique sans lequel elle ne comptera que pour du beurre.

« Toute maison divise contre elle-même », dit l'Ecriture, et l'on ne connaît guère d'exception à cette règle. Tout ce qui divise la CEE est en soi négatif, et il n'y a pas beaucoup de sens, par exemple, pour une France de 56 millions d'habitants, à vouloir se mesurer avec une Allemagne de 78 millions. Alors qu'il y en aurait évidemment un à transférer la composition du plan des nations à celui des entreprises.

C'est d'ailleurs ce que l'on a commencé à faire avec succès, pour l'Airbus, l'Avion Jaguar, le tunnel sous la Manche ou la fusée Ariane. Ce que l'on ne fait pas pour le TGV ou l'automobile, voire certains types d'avions militaires pour lesquels on se bat au couteau. Ce que l'on ne fait pas pour les compagnies aériennes,

bien que la plupart d'entre elles se trouvent aujourd'hui en position difficile.

On dit qu'Edith Cresson redoute la puissance allemande. Elle aurait raison si l'économie allemande devait rester allemande, au lieu de perdre progressivement, dans l'ensemble européen, ses couleurs nationales. N'est-ce donc pas à cela qu'il faut travailler si l'on ne veut pas retomber à brève échéance dans les querelles du passé ? Ce qui suppose bien entendu : a) que tout le monde se loge à la même enseigne ; b) que la Communauté parvienne dans un nombre croissant de domaines à encourager des politiques communes, dans le cadre d'une stratégie économique et industrielle également commune.

Sans doute Edith Cresson est-elle consciente de cette nécessité. Reste que sa conception stratégique, beaucoup plus dirigiste et protectionniste que celle de Michel Rocard, va directement à l'encontre de celle de la plupart de nos partenaires de la CEE, pour qui le libéralisme est un dogme. Jacques Delors s'efforce depuis des années, avec une détermination sans faille, de concilier les vues des uns et des autres.

Il faudra à Edith Cresson employer tous ses talents de séduction pour rallier un Helmut Kohl ou un John Major à ses vues sur les relations, notamment, avec le Japon. Il faut aussi poser clairement la question de savoir ce que la France fera s'il se laisse convaincre, tra-t-elle jusqu'à revenir à la vieille tactique de la « chaîne vide » que socialistes et centristes ont tant reprochée jadis au général de Gaulle ? L'Europe, cette fois, aurait bien du mal à s'en remettre...

ANDRÉ FONTAINE

(1) L'essentiel du plan de Saint-Simon est reproduit dans le livre de Denis de Rougemont : *Vingt-huit siècles d'Europe* (Payot, 1961).

Face à M. Fabius

M. Mauroy est décidé à demeurer à la tête du Parti socialiste

M. Pierre Mauroy a signifié fermement, jeudi 18 mai, lors de la réunion du secrétariat national du Parti socialiste, son intention de demeurer à son poste de premier secrétaire. Le maître de Lille a indiqué qu'il ne saurait envisager de changement éventuel à la direction du PS qu'au terme d'un congrès, dont il a rappelé qu'il souhaite avancer la date à la fin de cette année. L'hypothèse de son remplacement par M. Laurent Fabius paraît donc, pour le moment, écartée.

M. Mauroy a été indigné par les échos parus dans la presse sur son entrée au gouvernement, avec le titre de ministre d'Etat et la responsabilité d'un vaste secteur social, qui aurait été destinée à libérer le poste de premier secrétaire du PS pour M. Fabius. Jeudi matin, lors de la réunion hebdomadaire du secrétariat national, le maître de Lille a fait savoir qu'il n'est pas du genre à courir après un poste ministériel, qu'il laisse cela à d'autres et que, en tout état de cause, son rôle à la direction du PS n'est pas, à ses yeux, une chose qui se monnaie. Il entend mener à son terme la mission qu'il s'est donnée de libérer le parti de l'emprise des courants - il a relevé, à ce sujet, que des propositions de réforme des statuts avaient été faites par M. Jean Popereau et évoquées par M. Michel Rocard, ces dernières semaines - et de le doter d'un projet novateur pour les années à venir.

La mise au point du premier secrétaire était destinée à opposer un contre-feu à la rumeur selon laquelle, lors de la prochaine réunion du comité directeur, prévue pour le mois de juin et, à présent, retardée au début juillet, il pourrait présenter sa démission, le courant mitterrandiste reconstruit s'accordant sur le choix de M. Fabius pour lui succéder. Elle visait aussi l'un des membres du secrétariat national, M. Claude Bartolone, lieutenant de M. Fabius, qui, dans l'hypothèse où l'actuel numéro deux du parti, M. Marcel Debarge, lui aussi fabiusien, serait entré au gouvernement, aurait pu le remplacer. Sans nommer le député de la Seine-Saint-Denis, M. Mauroy l'a mis en cause de façon suffisamment claire pour faire comprendre à chacun qu'en aucun cas il ne l'accepterait

comme numéro deux. Les conséquences du changement de gouvernement sur le Parti socialiste sont évaluées de façon différente selon les courants. Les fabusiens considèrent que la reprise en main présidentielle dont témoignait le choix de M. Edith Cresson et l'attribution des postes ministériels ne peut que leur être favorable. Ils soulignent que l'action de M. Mauroy à la tête du PS n'est pas contestée seulement dans leurs rangs et que certains partisans de M. Lionel Jospin - sinon le ministre de l'Éducation nationale lui-même - pourraient convenir, aujourd'hui, que M. Fabius est le plus à même de redynamiser le parti dans la perspective des échéances électorales. Ils observent que M. Michel Rocard et ses amis, évincés ou marginalisés au sein du gouvernement, pourraient avoir intérêt à ne pas se mettre d'eux-mêmes dans une situation similaire au sein du parti et qu'ils pourraient décider, au contraire, de participer à un accord général autour de M. Fabius.

Les jospinistes s'interrogent

Du côté de M. Mauroy, l'analyse est inverse. Observant que la désignation de M. Cresson n'est pas très heureuse pour M. Fabius, quoique leurs relations aient pu évoluer - celle de M. Pierre Joxe ou celle de M. Pierre Bérégovoy lui auraient été, à l'évidence, plus favorables -, les proches du premier secrétaire relèvent, aussi, que la part des fabusiens dans le gouvernement n'est pas sensiblement augmentée. La nomination de M. Frédéric Bredin au poste de ministre de la jeunesse et des sports, l'éventuelle entrée de M. Christian Pécrot parmi les secrétaires d'Etat leur apparaissent davantage comme des lots de consolation que comme un renforcement de la position du président de l'Assemblée nationale et de ses partisans. Ils ne voient pas de raison évidente pour laquelle M. Jospin et les siens pourraient se rallier, aujourd'hui, au choix de M. Fabius comme premier secrétaire et, surtout, ils n'en voient aucune qui puisse inciter M. Rocard à lui donner la direction du parti après avoir dû abandonner celle du gouvernement.

Les jospinistes s'interrogent sur la signification de certains choix. M. Dominique Strauss-Kahn, l'un des leurs, qui devient ministre de

l'industrie et du commerce extérieur, s'était signalé, récemment, en participant à l'opération « conventionnels », dont la principale manifestation avait été la soirée du 8 mai au Bataclan, et qui avait été saluée, à cette occasion, par M. François Mitterrand (*le Monde* du 10 mai). En se flicitant de l'apparition d'une « nouvelle génération de conventionnels », le président de la République encourageait une initiative qui allait dans le sens de la réunification de ses partisans et, donc, potentiellement, d'un accord sur le choix de M. Fabius comme premier secrétaire du PS. En revanche, certains des adversaires les plus résolus du président de l'Assemblée nationale, comme MM. Henri Emmanuelli et André Laignel, ne font pas partie, jusqu'à nouvel ordre, des élus ni des promus du nouveau gouvernement.

Les rocardiens, enfin, rendus amers par les conditions dans lesquelles leur chef de file a été remercié et par la portion congrue à laquelle ils sont réduits dans

l'équipe de M. Cresson, ne sont pas enclins à faire, de surcroît, un cadeau à M. Fabius. Le partage, déjà évoqué au moment du congrès de Rennes, il y a un peu plus d'un an, entre la direction du parti pour M. Fabius et la candidature à l'Élysée pour M. Rocard, ne leur paraît pas plus tentant aujourd'hui qu'alors. Il leur paraît même, plutôt, plus risqué.

Dans ces conditions, M. Mauroy peut estimer que sa position à la tête du parti est loin d'être menacée et qu'il dispose, au contraire, de solides atouts pour imposer son calendrier : un congrès anticipé, qui, à la fin de cette année, adopterait le nouveau projet des socialistes et le confirmerait à son poste en effaçant le souvenir de Rennes ; avant cela, une nouvelle tentative pour réunir, à l'Assemblée nationale, une majorité en faveur d'une réforme du mode de scrutin régional. Le maître de Lille attend, sur ce sujet, de connaître la position du nouveau premier ministre.

PATRICK JARREAU

Les réactions en France

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « L'Élysée a encore accouché d'une souris. C'est une opération de maquillage destinée une fois de plus à tromper les Français sur les réalités de la décadence française. Ce gouvernement qui se veut un gouvernement de combat ne fera que relancer et aggraver l'immigration, l'insécurité, le chômage, le fiscalisme ».

M. Philippe de Villiers, député UDF de Vendée : « Il ne s'agit que d'un accommodement de porcelaine entre les différents courants du PS ». « La présence renouvelée de M. Henri Nallet à la justice est une provocation ». La nomination de M. Georges Kiejman au ministère de la communication « en dit long » sur la volonté du pouvoir de « contrôler juges et médias ».

M. Pierre-André Wiltzer, député général des Adhérents directs du PUD : « La nomination de M. Edith Cresson ne parvient pas à faire illusion. Par une opération d'escamotage dont il o le secret, M. Mitterrand a cherché à camou-

fler les échecs et les affaires qui empoisonnent la politique française. Mais la montagne n'accouche d'une souris ».

M. Harlem Désir, président du SOS-racisme : SOS-racisme « enregistre avec satisfaction le fait que l'intégration soit désormais une priorité du gouvernement et qu'un ministre en ait la charge. Nous en attendons qu'il apporte des solutions au problème des populations frappées d'exclusion, notamment les habitants des banlieues défavorisées ».

M. Danielle Mitterrand : est « absolument ravie qu'Edith soit à la tête du gouvernement ».

M. Jacques Rossein, porte-parole de l'Association de rapatriés de la Réunion-France : Le Recours-France se réjouit « de la création d'un ministère de l'intégration. Un nouveau pas doit être franchi par l'adjonction d'un secrétariat aux rapatriés permettant de résoudre les problèmes d'intégration des 300 000 harkis ».

M. Valéry Giscard d'Estaing :

Pour combien de temps ?

Suite de la première page

Elle sera l'amazone de la bataille économique et électorale. Son prédécesseur vantait les mérites de la « modestie » dans l'action politique, voire de la « grisaille », et il parlait peu. Elle fera le contraire, parlera en couleur et beaucoup. Antenne 2 le jeudi, « 7/7 » le dimanche. C'est un risque obligé. Sa première prestation, à la télévision, a montré que l'exercice est difficile.

M. Cresson n'a dû réexpliquer le soir même, en petit comité, appuyée par les commentaires de l'Élysée, sa conception du grand ministère économique confié à M. Pierre Bérégovoy, et qui, assure-t-on maintenant, se ressemble en rien au MITI japonais. Interrogée sur sa réaction aux offres, purement formelles, des communistes, elle s'est laissée aller, d'un premier élan, à l'enthousiasme pour la période 1981-1983, celle d'avant l'austérité, qui a vraiment plus rien à voir avec les projets exposés par le président de la République et qu'elle a elle-même développés.

La part belle aux proches de M. Fabius

Sa tâche est plus délicate que celle confiée, en son temps, à M. Laurent Fabius, chargé de gérer sérieusement, sans faire trop de vagues, et de limiter les dégâts, moins de deux ans après sa nomination, aux élections législatives de 1986. Puisque ses marges de manœuvre politique sont réduites sans espoir de retour avant les échéances électorales, son gouvernement est la traduction de cet état de fait.

L'« ouverture » perd deux représentants (MM. Durafour et Pelletier), la « société civile » a plus de quoi se réjouir en société (MM. Decaux et Fauroux disparaissent) et la composante politico-syndicale perd son unique représentant, M. Chérèque. Il n'y avait plus grand-chose à espérer des centristes, libéraux fréquentables et chrétiens-sociaux de droite pour aider à former des majorités à l'Assemblée nationale.

Allégée du rocardisme (un entrant pour trois sortants) et de l'ouverture, l'équipe de M. Cresson fait, en proportion, la part belle aux proches de M. Fabius. Elle est « mitterrandienne », donc fabiusienne, conforme, en termes d'image, à la définition que le nouveau premier ministre a donnée de son personnage, « socialiste », « de gauche », « sans doute social-démocrate ». Il n'y avait pas de quoi emballer les communistes. Le contraire eût été surprenant. Pour l'Humanité, un seul ministre « de droite », c'est toujours un de trop.

Marge étroite, encore, sur le terrain économique et social. Même si M. Cresson introduit une forte dose de volontarisme industriel dans sa gestion, la politique économique de la France n'en sera pas changée. Maîtrise de l'inflation et des déficits, consolidation de la monnaie en

restent les axes. C'est d'ailleurs à ces conditions que M. Bérégovoy est resté. Les socialistes qui dénonçaient « le déficit social » du gouvernement Rocard ne se font pas d'illusion. Une grande politique sociale suppose que la gestion économique le permette. C'est ce que M. Jospin a fait remarquer lorsqu'on lui a proposé le ministère des affaires sociales qu'il a refusé.

La pénurie au mieux des intérêts locaux

Le gouvernement pourra peut-être faire illusion en cette matière par « quelques lois sociales qui ne coûtent pas chères », comme dirait M. Pierre Mauroy. Mais M. Jean-Louis Bianco sera surtout chargé de gérer la pénurie au mieux des intérêts électoraux des socialistes et de prendre à bras-le-corps les « chantiers » en friche de la Sécurité sociale et des retraites. Ce n'est pas, pour lui, le plus merveilleux des cadeaux.

Oo peut, dans ces conditions, s'interroger sur la durée de vie de ce gouvernement. Sa majorité à l'Assemblée nationale paraît plus relative que jamais. Pourtant, s'il a sa chance, il la trouvera peut-être dans la crainte, chez ses adversaires, d'élections législatives anticipées provoquées par une dissolution de l'Assemblée que M. Mitterrand peut décider à tout moment. Les communistes, qui ont voté une fois, avec effroi, la censure, manquée de cinq voix seulement, du gouvernement Rocard, n'ont sans doute aucune envie d'envoyer leurs maigres troupes au massacre contre un ancien allié qui, devenu puissant ennemi, ne ferait pas de quartier. Quant à la droite, il n'est pas sûr qu'elle soit mieux préparée que les socialistes à des élections législatives anticipées.

« Si la droite veut jouer à ce jeu, je m'enferme la bataille », disait M. Mitterrand peu avant la démission de M. Rocard, alors que les députés de l'opposition réclamaient la dissolution de l'Assemblée. En nommant M. Cresson à Matignon, il s'est, déjà, placé en première ligne.

JEAN-YVES LHOMEAU

Le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Le revenu minimum garanti

REPÈRES

La faim dans le monde

REPÈRES

128 p., 42 F. 100 titres LA DECOUVERTE

Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque semaine - 40 F. 100 titres

LE GOLFE EN QUESTIONS

Après la guerre

La quasi-totalité des membres de la coalition anti-irakienne étaient d'accord sur un point : pour gagner la paix après avoir gagné la guerre, pour avoir une chance de mettre en place ce nouvel ordre régional et souvent évoqué, l'Irak doit, certes, être épuisé de toutes ses capacités d'agression hors de ses frontières, être obligé de payer la réparation due à la suite du sacage du Koweït mais le pays ne devait pas être menacé dans son

existence, tout « charcutage » frontalier devait être évité. De toute façon, ajoutait-on, Saddam Hussein ne tarderait pas à tomber comme un fruit mûr, à la suite d'un putsch ou d'un coup de force au sein du parti unique irakien.

Force fut de constater que ce calcul était faux. A peine les armées alliées avaient-elles stoppé leur avance dans le sud-est de l'Irak, renonçant même à prendre Bassorah, sinon Bagdad, que de graves fissures commençaient à menacer la structure étatique irakienne : la rébellion - ouvertement souhaitée à plusieurs reprises par le président Bush, durant la crise - débuta

chez les chiites irakiens avec la complicité des Iraniens. Très vite, elle gagna au Nord le communisme kurde, traditionnellement en dissidence contre le pouvoir central, dupé par Bagdad en 1970, lorsqu'il lui avait été promis un statut d'autonomie qui ne se concrétisa plus tard que par une féroce répression, des exécutions et des déportations en masse.

Pendant quelques jours, on put croire l'Irak au bord de l'effondrement. Très vite, cependant, Saddam Hussein disposa à proximité des foyers d'insurrection, d'unités d'élite épargnées par le débâcle et passa d'autant plus aisément à

la contre-offensive qu'il put utiliser, sans se heurter à l'opposition des forces de la coalition, sa flotte d'hélicoptères qu'il n'avait jamais engagée dans les batailles précédentes. Au prix de dizaines de milliers de victimes et de centaines de milliers de réfugiés (chiites, en Iran ; kurdes au Turkménistan et en Irak), Bagdad parvint à maîtriser la situation et à conforter sa position.

Les efforts tardifs mais finalement massifs déployés pour venir en aide au « droit d'ingérence humanitaire » - en aide aux réfugiés kurdes, masqués un moment le dossier israélo-arabe, qui avait servi de toile de fond à

toute la crise du Golfe sur le thème des « deux poids, deux mesures ». Très vite, cependant, M. James Baker, le secrétaire d'Etat, prit son bâton de pèlerin pour visiter toutes les capitales de la zone, tentant de promouvoir son projet de conférence régionale et l'application de la formule « la paix contre les territoires » (occupés par Israël) reprise à son compte par le président Bush. Rien ne permet de dire qu'il ait parvenu, à ce jour, et malgré quatre tentatives, à faire plier l'obstiné premier ministre israélien. L'élaboration d'un nouvel ordre régional passe pourtant par là.

Les dividendes du conflit

Les Américains, en sollicitant les contributions de certains de leurs alliés, ont-ils gagné de l'argent ?

Dès le début du conflit, Washington a organisé le financement de l'effort de guerre américain essentiellement auprès des pays dont les Etats-Unis assuraient désormais la protection (Koweït, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, mais aussi, auprès des deux grandes puissances économiques (Japon, Allemagne) qui, invoquant les interdits contenus dans leur Constitution, rédigée après la seconde guerre mondiale, n'ont pas envoyé de troupes dans le Golfe.

Pour l'heure, l'administration américaine n'a fourni aucune indication officielle définitive sur le coût de l'opération « Bouclier du désert » devenue « Tempête du désert » lorsque furent lancées les premières attaques aériennes sur Bagdad et sur le Koweït le 16 janvier 1991. La Maison Blanche a simplement indiqué en début d'année, lorsque les hostilités n'avaient pas encore commencé, qu'à la date du 31 décembre dernier, l'opération avait coûté 10 milliards de dollars aux Etats-Unis dont 8 milliards étaient plus ou moins couverts par les pays contributeurs. A titre préventif, Washington avait inscrit dans son budget 1990-1991 une enveloppe spéciale de 15 milliards de dollars.

Pour l'année fiscale en cours, l'administration américaine s'était fixé une fourchette de 38 à 77 milliards de dollars de dépenses militaires quelques jours avant la fin des hostilités, en février dernier. Finalement, la guerre a été plus courte que prévu, mais la Maison Blanche se refuse toujours à évaluer son coût final tant qu'elle entretient des troupes dans la région et qu'elle n'est pas assurée de ne pas devoir intervenir à nouveau en Irak.

On sait simplement, de source proche du Pentagone, que les dépenses effectuées depuis le début de l'année représentent, à la date du 28 février 1991 (derniers chiffres disponibles), une somme de 31,5 milliards de dollars. C'est à peu de chose près l'équivalent des montants versés en espèces par les pays contributeurs à fin avril, qui s'élève, selon le General Accounting Office, organisme parlementaire chargé de la comptabilité des dépenses fédérales, à 37,1 milliards de dollars. Si ces derniers tiennent compte de leurs engagements financiers à l'égard des Etats-Unis (ce que l'Allemagne a fait le 28 mars en effectuant un versement de 1,68 milliard de dollars, la dernière tranche sur sa contribution de 6,57 milliards, le Japon ayant fait de même quelques jours plus tard en versant les 5,7 milliards restant sur un total, en espèces, de 9 milliards de dollars), la

guerre du Golfe n'aura pas coûté un cent au contribuable américain.

Les Américains ont-ils gagné la guerre des contrats liés à la reconstruction ?

Avant même la libération du Koweït, les Américains avaient signé plusieurs contrats avec le gouvernement en exil, qui leur assurait le contrôle complet de la phase initiale de reconstruction. Dans le secteur pétrolier, le plus touché, c'est la société Bechtel qui assure la coordination de l'ensemble des travaux de réparation. Dans tous les autres secteurs vitaux (électricité, eau, transports, défense, sécurité, santé, etc.), le corps du génie de l'armée américaine gère et négocie tous les contrats de pre-

voies sont retombés dès la mi-janvier à leurs niveaux précédents. Pour les pays consommateurs ce « mini-choc » a eu un impact quasiment nul sur l'inflation et négligeable sur les échanges extérieurs. En France, la facture énergétique n'a été alourdie que de 10 milliards de francs (+ 13 %) en 1990, et son poids dans l'ensemble des importations françaises est resté inférieur à 10 %, alors qu'il avait atteint 30 % en 1981, après le second choc pétrolier.

D'un point de vue pétrolier, la « crise » s'est déroulée en trois phases distinctes. Une brève période d'effondrement débuta le 2 août. L'invasion du Koweït et l'embargo décrété par l'ONU créèrent effectivement un « trou » de quelque

malaise persista dans la plupart des pays riverains, au premier rang desquels l'Arabie saoudite et le Koweït. Ce malaise est triple.

Dans le domaine économique, la crise a provoqué une hémorragie financière sans précédent : la fuite de capitaux privés, suivant l'invasion du Koweït, est estimée à une soixantaine de milliards de dollars pour l'ensemble du Golfe, et les budgets publics ont également beaucoup souffert des dépenses liées au conflit.

Pour le gouvernement saoudien, l'addition est estimée à 30 milliards de dollars au moins, sans compter les engagements pris pour l'avenir auprès des pays alliés (Egypte et Syrie, etc.) ni les dépenses militaires prévues (une vingtaine de milliards de dollars). Pour le Koweït, la « note » dépasse également 20 milliards de dollars, sans compter le manque à gagner pétrolier, estimé par l'ONU à 8,5 milliards de dollars, ni le coût de la reconstruction. Celui-ci est couramment évalué entre 20 et 30 milliards de dollars, l'essentiel devant être absorbé par la remise en état des champs pétroliers.

Résultat : les riches pétromonarchies connaissent pour la première fois depuis vingt ans une vraie crise de trésorerie. En témoigne la décision de l'Arabie saoudite et du Koweït d'emprunter sur le marché financier international. Cette crise compromet les chances de reprise et les conduit à se montrer plus sélectives dans la distribution de leurs aides, limitées désormais aux seuls pays amis.

Le second malaise est social. Le conflit a également entraîné une hémorragie de main-d'œuvre. La plupart des travailleurs expatriés, qu'ils soient d'origine arabe (Égyptiens, Palestiniens, Yéménites, Libanais) ou orientale (Pakistanais, Bangladais, Indiens, etc.), sont repartis en masse dès le déclenchement des hostilités, paralysant ainsi largement l'industrie, le commerce et même la plupart des services publics. Leur retour aujourd'hui est entravé par le désir des autorités saoudiennes et surtout koweïtiennes d'opérer un tri, en fonction des nationalités (hostiles ou amies pendant la guerre), et de façon plus générale de limiter le poids des immigrés dans la main-d'œuvre globale. Les Palestiniens, les plus nombreux, sont les plus visés, notamment au Koweït où ils font l'objet d'une véritable épuratoire.

Enfin la crise a semé le germe d'un malaise politique qui, encore limité au Koweït, pourrait s'étendre par effet de contagion à l'ensemble des pétromonarchies du Golfe. Endurcis par sept mois d'occupation, les Koweïtiens demeurent au pays supportent de plus en plus mal le pouvoir absolu exercé par la famille régnante, qui a repris dès son retour d'exil toutes les rénes du pays. Ces aspirations démocratiques, qui se sont déjà traduites par une crise gouvernementale, inquiètent les régimes voisins, notamment en Arabie saoudite où le passage des marines pendant sept mois a aussi laissé des traces dans les esprits. Les Etats-Unis sont manifestement embarrassés par cette situation. Poussés par leur opinion publique, ils encouragent les évolutions démocratiques, mais, redoutant une déstabilisation profonde, ils soutiennent en même temps les régimes en place.

FIN

Page réalisée par Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Francis Comu, Jacques Isnard, Bertrand Le Gendre, Veronique Maurus, Serge Marti, et Jacques-François Simon

Le « terrorisme écologique »

La « merse noire du siècle », délibérément provoquée par l'Irak et dénommée avec force image choc le 21 janvier par l'état-major américain, n'a finalement pas eu lieu. Les côtes saoudiennes ont certes été polluées par une cinquantaine de kilomètres par du pétrole dont on ne connaît pas vraiment l'origine. Mais les quantités retrouvées dans le Golfe sont sans commune mesure avec celles annoncées initialement par les Américains : moins d'un million de barils (un baril équivaut à 159 litres et 0,13 tonne) contre plus de 10 millions annoncés.

En revanche, la pollution atmosphérique liée au dynamisme des puits de pétrole koweïtiens par l'armée irakienne à la veille de son retrait du Koweït dépasse les pires prévisions. Sur un millier de puits, les Irakiens en ont fait sauter environ six cents, dont la plupart restent aujourd'hui en

flammes, dégageant une fumée noire si épaisse qu'elle plonge la nuit artificielle permanente et modifie les conditions météorologiques à plus de 500 kilomètres à la ronde. Des traces de ces fumées ont été retrouvées jusque dans les neiges de l'Himalaya.

Les conséquences à terme de cette pollution sans précédent restent encore mal appréciées, tant sur les hommes que sur l'environnement. Il est clair pourtant que la seule parade consiste à éteindre les puits en flammes, ce qui s'avère une tâche ardue, faute de logistique sur place et d'équipes qualifiées dans le monde. Jusqu'ici les Koweïtiens, aidés par les Américains, ont réussi à maîtriser 10 % environ des puits détruits, mais le plus dur reste à faire : les plus gros puits sont en effet situés dans une zone minée, ce qui paralyse l'action des spécialistes pétroliers.

Principales contributions

Pays contributeurs	Engagements pris (*)	Versements effectués au 30/4/91		
		En espèces (*)	En nature (*)	Total (*)
Arabie saoudite	16,839	4,536	3,039	7,595
Koweït	16,006	9,250	0,021	9,271
Emirats arabes unis	4,000	3,570	0,191	3,761
Japon	10,740	8,792	0,655	9,447
Allemagne	6,572	5,772	0,782	6,554
Corée du Sud	0,385	0,110	0,044	0,154
Autres	0,015	0,004	0,011	0,015
TOTAL	54,557	32,034	4,763	36,797

Source : Pentagone.
(*) En milliards de dollars.

mière urgence. Au cours des trois premiers mois, les entreprises américaines et saoudiennes se sont donc taillé la part du lion.

Cette omniprésence américaine devrait s'atténuer pendant la seconde phase, au cours de laquelle la reconstruction proprement dite s'annonce. Mais même si les autres alliés du Koweït (Grande-Bretagne, France, Italie, Canada) sont assurés d'obtenir une part des contrats à venir, celle-ci devrait rester minoritaire. La plupart des observateurs - y compris l'ambassadeur américain au Koweït - estiment que les entreprises américaines devraient obtenir plus des deux tiers (70 %) des contrats. La France par exemple espère doubler sa part du marché koweïtien (4 % avant la guerre).

● Pourquoi les prix du pétrole n'ont-ils pas durablement flambé ?

Contrairement à ce qu'on avait craint, la crise du Golfe n'a pas provoqué de choc pétrolier comparable à celui de 1973 (guerre du Kippour) et de 1979 (révolution iranienne). Les prix du brut après six mois d'en-

3 millions de barils/jour dans l'approvisionnement mondial, ce qui provoque un doublement des prix sur les marchés à terme de New York et de Londres.

L'effondrement est toutefois de courte durée. Dès le mois d'octobre, le « trou » est comblé, les autres producteurs, Arabie saoudite en tête, ayant compensé la perte de l'Irak et du Koweït, tandis que la consommation, découragée par l'envolée des prix, s'est tassée. Suit une période de stabilisation à un niveau de prix encore élevé (40 dollars le baril à la fin octobre). Les menaces émanant de peser sur les installations pétrolières du royaume saoudien, qui assure à lui seul un tiers des exportations mondiales, justifient en effet une « prime de risque » importante.

Cette prime de risque disparaît brutalement lorsque débute l'offensive aérienne des alliés. En quelques heures, le 17 janvier 1991, les cours du pétrole retombent aux alentours de 20 dollars sur les marchés à terme. Ils resteront à ce niveau jusqu'à la fin du conflit. Le « choc », vite effacé, n'est plus aujourd'hui qu'un mauvais souvenir.

A posteriori, on réalise que les marchés à terme, pourtant si critiqués au début de la crise, ont parfaitement joué leur rôle. Assurant une transparence parfaite - ce qui était loin d'être le cas lors des deux chocs précédents - les marchés libèrent également introduit une grande souplesse dans les échanges et atténuent les effets de la tension initiale. S'ils ont probablement aggravé l'envolée des cours dans la première phase, ils ont heureusement joué dans les deux sens et puissamment contribué à la recrudescence finale.

La plupart des experts s'accordent aujourd'hui pour reconnaître que c'est l'existence de ces marchés, ainsi que l'utilisation judicieuse des stocks détenus par les grands pays consommateurs qui ont permis d'éviter la répétition des deux précédentes expériences.

● La crise a-t-elle eu des effets déstabilisateurs sur l'Arabie saoudite et le Koweït ?

La crise du Golfe a profondément traumatisé l'ensemble des pays du golfe Persique et notamment les riches pétromonarchies, qui ont pris conscience de leur vulnérabilité. Sans même parler de l'Irak, sorti de l'histoire pour servir de prétexte à la

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Télax : 261.311 F

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesourme, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télax : MONDPL 706 136 F
Télax : 45-55-44-10 - Sans fil (fixe)
de journal Le Monde et Regis Preus SA

Le Monde
TÉLÉMATTE
Compteur 35-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LAM

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX TEL. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE - BELGIQUE LUXEMB. - PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourme, gérant directeur de la publication
Bruno Freppaz, directeur de la rédaction
Jacques Guio, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Farenzi, Philippe Harteman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

ÉTRANGER

URSS : les violences dans le Caucase

Moscou retire aux Azéris la responsabilité des opérations de police dans les villages arméniens

Les opérations de désarmement des volontaires arméniens au Karabakh ont été transférées jeudi 16 mai aux autorités fédérales, a déclaré le même jour le président du Soviet suprême d'URSS, M. Anatoli Loukchenov, cité par l'agence Tass.

Évoquant à la tribune du Parlement soviétique la situation tendue dans cette enclave à majorité arménienne rattachée à l'Azerbaïdjan, M. Loukchenov a précisé que ce transfert d'autorité avait eu lieu à la demande de M. Ter Petrossian et que, « depuis ce matin, toutes les actions sont menées sous la seule autorité du ministère de l'intérieur

de l'URSS ». Jusqu'ici les troupes soviétiques encerclaient les villages soumis à contrôle, mais ce dernier était effectué par des miliciens azéris, ce qui donnait lieu à des exactions dont le chef de KGB, M. Vladimir Krioutchkov, a reconnu l'existence, a déclaré le même jour au cours d'une conférence de presse à Erevan M. Ter Petrossian.

Révoquant qu'il avait tenté de téléphoner la nuit précédente à M. Gorbatchev, qui était « occupé », et qu'il avait alors appelé M. Krioutchkov, le président arménien a indiqué que ce dernier avait « promis de donner tout le contrôle » du Karabakh au commandant Loukov, un militaire soviétique qui bénéficie des pleins

pouvoirs sur le territoire de l'enclave, en raison du régime de l'état d'urgence. Toujours selon M. Ter Petrossian, cent huit hommes ont été « pris en otage » par les forces soviétiques et azéris, tandis que les femmes et les enfants étaient envoyés en Arménie après avoir signé un document selon lequel ils partaient volontairement, a affirmé le président arménien.

Une protestation française

Par ailleurs, M. Bertrand Dufourcq, ambassadeur de France à Moscou, a fait jeudi une démarche auprès du vice-ministre soviétique des affaires étrangères,

M. Kvitsioski, pour « exprimer la préoccupation des autorités françaises face à la situation en Arménie », a déclaré le même jour un porte-parole du Quai d'Orsay. « L'ambassadeur a demandé des informations sur les intentions et les objectifs exacts du gouvernement soviétique et sur l'adéquation des moyens déployés », a-t-il ajouté. A l'issue du conseil des ministres de mercredi, M. Roland Dumas avait qualifié d'« extrêmement grave » la situation en Arménie soviétique.

De même à Strasbourg, le Parlement européen a demandé à l'URSS, jeudi, de cesser toute opération militaire contre les villages arméniens. — (AFP, Reuters.)

« La situation au Haut-Karabakh rappelle le génocide de 1915 »

nous déclare M. Achot Manoutcharian ministre arménien de l'intérieur

EREVAN

de notre envoyé spécial

« Moscou veut punir l'Arménie pour la façon dont elle a demandé son indépendance et la punition doit être telle qu'elle serve d'exemple aux autres Républiques », M. Achot Manoutcharian, ministre arménien de l'intérieur, explique ainsi l'offensive actuelle du pouvoir central. Il avance une seconde raison : « M. Gorbatchev veut maintenir en place le gouvernement communiste d'Azerbaïdjan. »

M. Manoutcharian qui est chargé auprès du président Levon Ter-Petrossian des questions de défense et de sécurité, paraît fatigué mais ostensiblement découragé. Il n'a pas dormi depuis quarante-huit heures. Il nous reçoit dans son bureau où arrivent quasiment en permanence des nouvelles inquiétantes des villages frontaliers et surtout du Haut-Karabakh.

A trente-six ans, le ministre de l'intérieur du gouvernement idéopodotiste a encore des allures d'étudiant. Ce physicien cultivé un certain esprit libertaire acquis lors de ses années à l'université. Il déteste le formalisme et ce prend pas la peine de mettre une cravate mais il sait visiblement ce qu'il veut. Il est bien représentatif du tout jeune gouvernement qui s'est donné l'Arménie il y a un an et qui a totalement rompu sur le front avec les communistes qui ont régné pendant des décennies sur la République.

Il évite les phrases grandiloquentes mais il n'hésite pas à dire que ce qu'il se passe au Haut-Karabakh, depuis deux jours, commence à « ressembler sans aucun doute au génocide de 1915 ». Les troupes soviétiques ont encerclé, selon lui, une trentaine de villages dans l'enclave arménienne en territoire azéri. Cela représente la plus grande partie de la population arménienne du Haut-Karabakh qui reste, estime-t-il, de l'ordre de 160 000 personnes.

Prochaine visite à Paris du président

La méthode employée par Moscou est la suivante : les villages pratiquement assiégés par l'armée soviétique sont évacués par les forces paramilitaires azéris, qui séparent les hommes adultes de leur famille. On entend ici par « adultes » des adolescents de treize ou quatorze ans. Ceux-ci sont emmenés vers des lieux de détention en Azerbaïdjan, les femmes, les vieillards et les enfants sont alors regroupés et contraints de signer une déclaration dans laquelle ils affirment leur volonté de quitter le Haut-Karabakh et d'être « rapatriés », soit en Arménie même, soit dans une autre République (Azerbaïdjan excepté).

Cette opération massive menée par des milliers de soldats soviétiques et de paramilitaires azéris a commencé mardi 14 mai. Il s'agit à l'évidence, selon lui, d'une décision prise par M. Gorbatchev lui-même. Les hommes sont battus s'ils

essaient de résister à cette déportation ou si, comme cela s'est apparemment produit à plusieurs occasions, ils veulent empêcher le viol d'une femme de leur famille ou de leur village. Les voitures sont systématiquement confisquées.

Qu'est-ce que les pays occidentaux peuvent faire pour aider les Arméniens ? M. Manoutcharian regrette visiblement qu'il n'y ait pas en une plus forte réaction et surtout qu'il n'y ait pas de pressions économiques exercées sur Moscou. Est-il déçu par l'attitude de M. Mitterrand qui, le 6 mai à Moscou, a spectaculairement renouvelé son soutien à M. Gorbatchev alors même que les parachutistes donnaient l'assaut aux villages arméniens ? « Je ne sais pas ce que M. Mitterrand et Gorbatchev se sont dit. Mais je constate que les conséquences sont mauvaises pour nous », M. Manoutcharian s'en dit pas plus, ce volonte pas gloire en quoi que ce soit la visite que fera prochainement à Paris le président Ter-Petrossian au cours de laquelle il doit rencontrer M. Mitterrand.

Actes d'intimidation

La situation au Haut-Karabakh est très difficile à évaluer puisque toutes les communications routières, aériennes et téléphoniques sont coupées avec l'enclave arménienne. Les services du ministère de l'intérieur avancent le chiffre de vingt-deux morts pour la seule période du 5 au 11 mai, donc avant même que l'opération en cours ait commencé. Il semble que les meurtres et les pillages soient très importants, 600 plus dans les villages comme auparavant, mais à Stepanakert même.

Les villages frontaliers sont également soumis à une série d'actes d'intimidation. Dans les compteur rendus souvent confus qui parviennent jusqu'à Erevan ou distillent une ligne générale. Il s'agit presque toujours de coups de main assez rapides effectués par des parachutistes soviétiques et des éléments paramilitaires contre des villages ou des hameaux proches de la frontière, en particulier ceux qui étaient précédemment peuplés d'Azéris et qui sont désormais habités par des réfugiés arméniens évacués de Bakou.

Les responsables gouvernementaux sont évidemment discrets sur leur propre action. M. Vahan Harutunian, chef adjoint des forces paramilitaires arméniennes, rencontré par hasard à Choukrouk, un des villages frontaliers récemment attaqués, est souriant mais peu loquace. Il y a beaucoup de rumeurs à Erevan sur l'aide qui serait apportée par hélicoptère aux Arméniens du Haut-Karabakh. Mais il y a dans tout cela un certain élément de vantardise. La réalité, c'est que personne n'est actuellement en mesure de venir en aide aux habitants du Haut-Karabakh où de très graves exactions sont commises quotidiennement.

DOMINIQUE D'HOMBRES

Comment M. Gorbatchev tente de forcer la porte du groupe des Sept

M. Iavlinski, trente-neuf ans, fut pendant quelques mois l'été dernier vice-président du gouvernement de Russie et, à ce titre, coauteur principal du « plan des cinq cents jours » de passage de cette République à l'économie de marché. Un plan qui, combiné avec celui que M. Chataline avait mis au point au niveau fédéral, devait assurer la réforme « radicale » de toute l'économie soviétique, mais qui fut enterré à l'automne par M. Gorbatchev.

Démisionnaire en novembre dernier, M. Iavlinski est aujourd'hui conseiller officiel des gouvernements de deux Républiques (la Russie et le Kazakhstan), mais il a apparemment repris du service à un niveau plus élevé, puisqu'il s'est servi d'intermédiaire entre M. Gorbatchev et le groupe dit G7 des sept grandes démocraties industrielles (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada), dont le président soviétique souhaite forcer la porte.

Comme il le raconte dans un entretien publié cette semaine

par les Nouvelles de Moscou, M. Iavlinski a reçu une invitation du département d'Etat à assister à une réunion d'experts du G7 convoquée fin avril à Washington. Il fit aussitôt part de cette invitation au responsable de l'économie au sein du nouveau Conseil de sécurité du président soviétique, M. Evgueni Primakov, qui la chargea de demander au G7 une invitation pour M. Gorbatchev à assister au sommet du groupe, prévu en juillet à Londres.

Toujours selon lui, M. Iavlinski s'est entendu répondre à Washington qu'il doit renvoyer un projet de réforme élargi par MM. Gorbatchev et Eltsine, ou, à défaut, par M. Primakov, lui-même. Rentré dans la capitale soviétique après un passage à New-York pour se concerter sur le projet avec un expert du gouvernement américain, M. Graham Ellison, il remit la lettre le 30 avril à M. Primakov. Ce dernier le lui rend le 3 mai, amendé et signé de sa main, en précisant que M. Gorbatchev vient d'en

recevoir une copie par fax. Le 5 mai, M. Eltsine, qui est allé en temps, le 23 avril, un accord de « compromis historique » entre le centre et neuf Républiques soviétiques, rencontre M. Iavlinski et lui déclare que « pour un projet de ce type, toutes les Républiques se mettront ensemble ». Il lui fait aussitôt rencontrer M. Gorbatchev en présence de ses conseillers Primakov et Alexandra Iakovlev.

« Réformes structurelles »

S'ensuivant des contacts entre MM. Gorbatchev, Eltsine, Bush et Mitterrand, ce dernier étant en visite le 6 mai à Moscou. Le 12 mai, un plan pour une « politique de consensus basée sur la coopération avec les pays industriels » est présenté par M. Iavlinski au président Gorbatchev, qui le reconstate les jours suivants.

Selon les confidences faites par l'ambassadeur soviétique aux

Nouvelles de Moscou et au Financial Times, la lettre envoyée au G7 avec l'approbation de M. Gorbatchev promet de mettre en œuvre des « réformes structurelles » qui permettront « le fonctionnement du marché, notamment dans le domaine des relations économiques extérieures, de la politique monétaire et des investissements étrangers ». Il s'agit à plus ou moins de créer en URSS « un système économique ouvert et son intégration à l'économie mondiale » et de prendre en compte pour cela les recommandations formulées en décembre dernier par la Banque mondiale et la FMI.

Depuis, le président soviétique attendait une invitation au sommet du G7 à Londres.

M. Vladimir Tchitcherbakov, qui vient d'être nommé premier adjoint de M. Pavlov à la tête du gouvernement fédéral, a annoncé qu'il se rendrait sous peu aux Etats-Unis à cette fin, en compagnie de M. Primakov, mais apparemment sans le trop bavard M. Iavlinski.

S. Sh. et M. T.

YOUgoslavie

Nouvelle réunion de la présidence collégiale

La présidence collégiale de la Yougoslavie devait de nouveau se réunir, dans l'après-midi du vendredi 17 mai, pour tenter de sortir de la crise issue de la non-déclaration, mercredi, du représentant croate au poste de chef de l'Etat pour un an. M. Stipe Mesic n'avait recueilli que quatre voix au lieu des cinq nécessaires ; le pays est, depuis, sans président.

La nomination, jeudi, par le Parlement fédéral de trois nouveaux membres (représentants de la République du Monténégro et des provinces autonomes de Voïvodine et du Kosovo) à la présidence collégiale pourrait permettre de débloquer la crise. Si un nouveau vote intervient vendredi au sein de la présidence, le Monténégro, fidèle allié de la Serbie, devra cette fois se prononcer. Mercredi, son représentant (par intérim) s'était abstenu.

La plus petite République yougoslave (600 000 habitants), dépendant économiquement de la Serbie, se trouve dans une situation inconfortable. Si elle vote pour M. Mesic, « l'ennemi juré » de la Serbie, elle risque de s'attirer les foudres de Belgrade. Et revanche, si elle vote contre, elle devra endosser la responsabilité de la paralysie prolongée de la présidence fédérale.

D'autre part, la Communauté européenne envisage d'interrompre son aide à la Yougoslavie si l'armée tente de s'emparer du pouvoir. Dans une résolution adoptée jeudi 16 mai à Strasbourg, le Parlement européen « avertit le gouvernement yougoslave qu'une prise du pouvoir par ou avec l'aide de l'armée entraînera la rupture immédiate de toute assistance ou de tout traitement préférentiel accordé par la Communauté ». En 1990, la CEE a accordé à la Yougoslavie un programme d'aide sur cinq ans, d'un montant de 800 millions d'euros (environ 6 milliards de francs). — (AFP, Reuters.)

ROUMANIE

M. Petre Roman pris à partie par des ouvriers

Le premier ministre, M. Petre Roman, a été pris à partie, jeudi 16 mai à Bucarest, par plusieurs centaines d'ouvriers d'une usine d'outillage. Il s'est fait pousser et bousculer alors qu'il sortait des établissements Faur, confrontés à de graves problèmes financiers et d'approvisionnement en matières premières. Le conseil d'administration qui compte 14 500 ouvriers ont rédigé un communiqué se désolant de « des actes de vandalisme de quelque 200 ouvriers turbulents ».

D'autre part, les députés ont adopté une loi qui rend possible de cinq ans de prison le trafic d'enfants pour tenter de mettre fin à la vente d'orphelins ou d'enfants abandonnés à des étrangers en mal d'adoption. Selon la nouvelle loi, pour être considéré comme abandonné, un

enfant ou doit pas avoir reçu la visite de ses parents depuis au moins six mois.

Enfin le gouvernement a débloqué 600 millions de lei (environ 57 millions de francs) pour acheter le gigantesque Palais de la République

et M. Gela Voica nommé ambassadeur en Sénégal. — M. Gela Voica, Voiculescu, l'une des principales figures du soulèvement de décembre 1989 contre Nicolas Ceausescu, a été nommé ambassadeur au Sénégal. Vice-premier ministre du gouvernement provisoire, M. Voica, âgé de cinquante ans, est sénateur du Front de salut national (FSN) depuis les élections du 20 mai 1990. Il a indiqué qu'il souhaitait prendre ses distances vis-à-vis de la vie politique

dont Nicolas Ceausescu avait ordonné la construction dans le centre de Bucarest. La construction avait été interrompue lors du soulèvement. Le Palais, terminé à 80 %, a déjà coûté quelque 20 milliards de lei. — (AFP, Reuters, AP.)

dont il se sent de plus en plus « marginalisé ». Géologue de formation, cet homme à la barbe blanche, qui apparaît aussi ostentatoirement sur les images télévisées du jugement et de l'enterrement de Nicolas et Elena Ceausescu, a souvent été présenté comme le principal organisateur de ce procès expéditif. Il avait été très contesté à la suite de diverses déclarations fracassantes et de sa participation supposée à la répression du mois de juin 1990. — (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE : élection partielle au Pays de Galles

Les conservateurs essuient un nouvel échec

La Parti conservateur de M. John Major a essuyé une sévère défaite, jeudi 16 mai, lors de l'élection partielle de Monmouth (Pays de Galles). La confortable victoire travailliste (avec 2 406 voix d'avance) dans cette circonscription rurale, précédemment tenue par les Tories, constitue un avertissement supplémentaire pour le chef du gouvernement. Il s'agit de la cinquième défaite consécutive des conservateurs lors d'élections partielles.

LONDRES

de notre correspondant

Même si les élections partielles ne sont qu'une indication de l'évolution de l'opinion, la perte de ce bastion conservateur est inquiétante pour M. Major. Projétés à l'échelon national, les résultats donneraient aux travaillistes une confortable majorité lors d'élections générales,

et l'écart entre les deux principaux partis dépasse désormais 5 % dans les sondages.

Que de déconvenues pour le premier ministre, qui semble soudain étrangement vulnérable. Dans les réunions électorales du « pays des vertes vallées », la réforme des services de santé et l'état de l'économie ont été les principaux sujets de débat. Ce sont autant de points noirs pour le gouvernement. Critiqués de toutes parts, y compris chez les électeurs conservateurs, mais toujours ardemment défendus par le ministre de la santé, M. William Waldegrave, la réforme du service national de santé, entrée en vigueur le 1^{er} avril, a placé Downing Street sur la défensive.

Désormais, les hôpitaux qui le souhaitent peuvent échapper à la tutelle administrative des autorités locales pour devenir des entreprises autonomes. Les médecins de quartier peuvent assurer la gestion de leur cabinet selon les seuls critères de rentabilité. Le public, très attaché au National Health Service, est opposé à cette privatisation « am-

plante et exige une augmentation des crédits publics afin de réduire les longues listes d'attente dans les hôpitaux.

La récession est également à l'ordre du jour. M. Major a subi deux coups durs au cours de la même journée de jeudi. Tout d'abord la publication des statistiques de l'emploi pour le mois d'avril a révélé une forte aggravation du chômage. Le nombre des sans-emploi a élève désormais à 2 175 000 personnes. Il s'agit de la plus forte hausse mensuelle depuis la guerre. Or le resac économique touche particulièrement les industries de services concentrées dans le Sud-Est, une région qui vote traditionnellement à droite. Par ailleurs, la Banque d'Angleterre mis en garde le ministre des finances contre une nouvelle baisse des taux d'intérêt, qui demeurent parmi les plus élevés d'Europe, par crainte d'un dérapage de la masse monétaire et d'une relance de l'inflation. L'avertissement de la « vieille dame » limite le marge de manœuvre du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, qui souhaite

alléger sa politique monétaire pour parvenir au creux de la vague de récession de l'automne.

En dépit de ces difficultés, M. Major possède encore des atouts pour offrir à sa formation une quatrième victoire consécutive lors du scrutin qui doit se dérouler au plus tard en juin 1992. Sa cote personnelle est supérieure à celle du leader de l'opposition, M. Neil Kinnock. La victoire des soldats britanniques dans le Golfe, l'intervention du premier ministre en faveur des Kurdes, l'attitude plus positive de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Europe économique et monétaire, lui ont permis d'affirmer son autorité internationale. Sa proposition d'une charte du citoyen visant à accroître les droits des usagers des services publics marque un nouveau signe de rupture avec l'ère Thatcher.

La défaite de Monmouth met toutefois un terme aux spéculations sur une éventuelle élection générale en juin. M. Major compte attendre les premiers signes d'un redressement économique avant d'appeler le pays aux urnes à l'automne, ou au printemps 1992. — (Intérieur.)

صوت الانتخابي

ASIE

NÉPAL : courte victoire électorale du Congrès

M. Koirala devrait diriger le nouveau gouvernement

Alors qu'une vingtaine de résultats étaient encore attendus, vendredi 17 mai, le Parti du Congrès népalais apparaissait en mesure d'atteindre la majorité absolue, et donc de former le prochain gouvernement. Cette courte victoire de la formation « historique » du mouvement populaire, qui a contrarié, en avril 1990, le roi Birendra Bir Bikram Sheh Dev à accepter l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, marque le retour du Népal à un système démocratique.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Arrivé en tête dans 99 des 188 circonscriptions dont les résultats ont été annoncés (sur 205 sièges à pourvoir), il manque au Parti du Congrès népalais encore quatre sièges pour parvenir à la majorité absolue. Cet objectif devrait être atteint lorsque tous les résultats seront connus.

Outre le score impressionnant réalisé par la principale formation communiste, le PC-UML (marxiste-léniniste uni), qui obtient 68 sièges, cette première consultation électorale depuis 1959 confirme nettement le rejet du pouvoir absolu qui caractérisait la dynastie des Shah, et notamment le roi Birendra. Les deux partis politiques qui se réclamaient du souverain ont été laminés, n'obtenant que quatre élus.

Cette déroute ne signifie pas que la personne même du souverain ait perdu son aura de quasi-divinité, notamment en milieu rural. Il demeure un recours, notamment parce que l'armée lui conserve son soutien et que le futur gouvernement va rencontrer bien des difficultés. Le Congrès sort paradoxalement affaibli de ce scrutin. Son

président, le premier ministre Krishna Prasad Bhattarai, battu à Katmandou, est démissionnaire. Dans la capitale et la vallée de Katmandou, les communistes sont arrivés largement en tête. Enfin, son « leader suprême », M. Ganesh Man Singh, s'est déconsidéré en faisant preuve de népotisme : sa femme et son fils, qui s'étaient imposés comme candidats à Katmandou, ont tous deux été battus, faisant perdre au Congrès des positions politiques essentielles. Le Congrès reste, d'autre part, un parti sans cadres et sans véritable programme de gouvernement. Ce manque de préparation s'explique par une sorte d'aveuglement politique : les chefs du Congrès étaient persuadés d'obtenir une victoire facile.

Un anticommuniste viscéral

Son nouveau chef de file devient secrétaire général : il s'agit de M. Girija Prasad Koirala, frère cadet de B.P. Koirala, aujourd'hui décédé, qui fut premier ministre du Népal lors de la première expérience démocratique du royaume himalayen, en 1959. M. G. P. Koirala, qui est âgé de soixante-six ans, est connu pour être un fin politique et aussi un anticommuniste viscéral.

Ce dernier trait de caractère n'est pas forcément un gage de stabilité pour une majorité qui devra compter avec les surenchères d'une opposition communiste très forte et fondamentalement hostile à la monarchie. Ce n'est que dans quelques jours, que l'ensemble des résultats seront connus. A ce moment-là, le nouveau Parlement pourra être convoqué, le chef de file de la majorité élu et le premier ministre désigné. M. Koirala, dont c'est l'ambition affichée, est prêt à assumer ce rôle.

LAURENT ZECCHINI

JAPON : présidente du PSJ

M^{me} Doi pourrait abandonner ses fonctions en juillet

TOKYO

de notre correspondant

M^{me} Takako Doi, présidente du Parti socialiste (PSJ), pourrait quitter ses fonctions en juillet lors d'un congrès extraordinaire. Celle qui, il y a deux ans, incarnait un renouveau de la vie politique nipponne, a annoncé, mercredi 16 mai devant une assemblée de représentants locaux du parti, qu'elle envisageait de se démettre. « Les avis sur ma démission divergent, a-t-elle déclaré, mais, pour ma part, j'estime que je dois partir. »

Cette déclaration n'a fait que confirmer des rumeurs circulant depuis la défaite du PSJ aux élections locales d'avril dernier. M^{me} Doi a précisé que le congrès de juillet devrait être l'occasion d'un grand mouvement de personnel au sein de l'équipe dirigeante, qui ne l'épargnerait pas. Le soutien dont elle jouit au sein du PSJ reste important et aucun successeur potentiel n'est encore apparu.

Ancien professeur de droit, M^{me} Doi, âgée de soixante-deux ans, avait pris la tête d'un parti languissant à un moment où celui-ci était paralysé par ses luttes internes. Entre 1987 et 1990, elle a permis un remarquable redressement de la principale formation d'opposition, alimentant les spéculations sur une éventuelle participation de celle-ci au pouvoir.

L'incapacité des socialistes de rompre avec leur idéologie marxiste-léniniste et de définir une politique plus réaliste a cependant eu raison des espoirs de renouvellement : dans sa dénomination pour l'étranger, le PSJ est bien devenu le Parti social-démocrate du Japon, mais il conserve son ancien nom en japonais.

Ph. P.

La visite à Moscou de M. Jiang Zemin

Chinois et Soviétiques ont conclu un accord sur le tracé de leur frontière orientale

Les deux journées de conversations au sommet entre les chefs des PC chinois et soviétique, MM. Jiang Zemin et Mikhail Gorbatchev, se sont achevées jeudi 16 mai à Moscou. M. Jiang Zemin, qui était arrivé dans la capitale soviétique mercredi, poursuit en province sa visite de cinq jours, la première à ce niveau depuis celle de Mao Zedong en 1957, à l'époque de Staline (le Monde du 16 mai).

Le principal résultat de cette visite a été la signature d'un accord frontalier entre les deux pays. Ce texte a été officialisé jeudi par les ministres des affaires étrangères, en présence de MM. Jiang Zemin et Gorbatchev. Il pose sur la partie orientale de la frontière, la plus délicate, celle où s'était déroulé le sanglant incident de 1969. Il reste néanmoins à décider du sort de l'île de Veliki-Oussouriski et à continuer les discussions sur le tracé occidental de la frontière. La Chine s'est vue par ailleurs autorisée à ouvrir, « dans un proche avenir », un consulat général à Khabarovsk.

Besoin les uns des autres

Selon le porte-parole chinois, les deux dirigeants se sont entretenus « des perspectives et du grand potentiel » de leurs relations bilatérales. Au cours du banquet offert mercredi en l'honneur de son hôte, le numéro un soviétique avait déclaré que « les problèmes auxquels nos deux pays doivent faire face sont similaires dans de nombreux domaines. La tâche est la même : moderniser la société, son économie et l'Etat dans l'intérêt des travailleurs et du peuple tout entier, en tenant compte de l'expérience mondiale mais sans perdre nos valeurs nationales supérieures et notre spécificité culturelle ».

Dans le contexte actuel, communistes chinois et soviétiques ont bien évidemment besoin les uns des autres. Les Soviétiques pour tenter de relancer une économie à vau-l'eau. Les Chinois pour tenter de

ravauder un camp communiste en pleine déliquescence. Car, pour les vieux maîtres de la Chine, le camp communiste, même réduit comme peau de chagrin, continue d'exister et doit être protégé. D'où la récente visite à Pyongyang du premier ministre chinois, M. Li Peng.

Il semble bien que les dirigeants chinois - qui ont repris leur jeu de bascule entre le Kremlin et la Maison Blanche - aient voulu profiter de cette visite pour renforcer les relations idéologiques et de parti à parti avec le voisin du nord. Il y a de la crédibilité - ou du moins de ce qui en reste - de la politique de Pékin, qui se présente comme la preuve que le communisme peut « marcher ». Dans ce contexte, M. Jiang Zemin s'est efforcé de jouer de la corde idéologique, tandis

que son interlocuteur en restait au plan des relations bilatérales.

Alors que les relations entre la Chine et les Etats-Unis sont au plus bas, sur le plan des droits de l'homme comme sur ceux des relations commerciales et de la non-prolifération nucléaire et balistique, Pékin a entendu montrer, à travers la visite de M. Jiang Zemin, que les « grands principes » idéologiques n'étaient pas négociables et que la politique proaméricaine suivie depuis plus de dix ans n'était pas irréversible. Il n'empêche que l'ouverture au commerce international et aux investissements étrangers passe plus certainement par Washington, Tokyo et Bruxelles que par Moscou.

P. de B.

Une veste en soie en grande taille ? Faites-vous plaisir c'est le printemps !

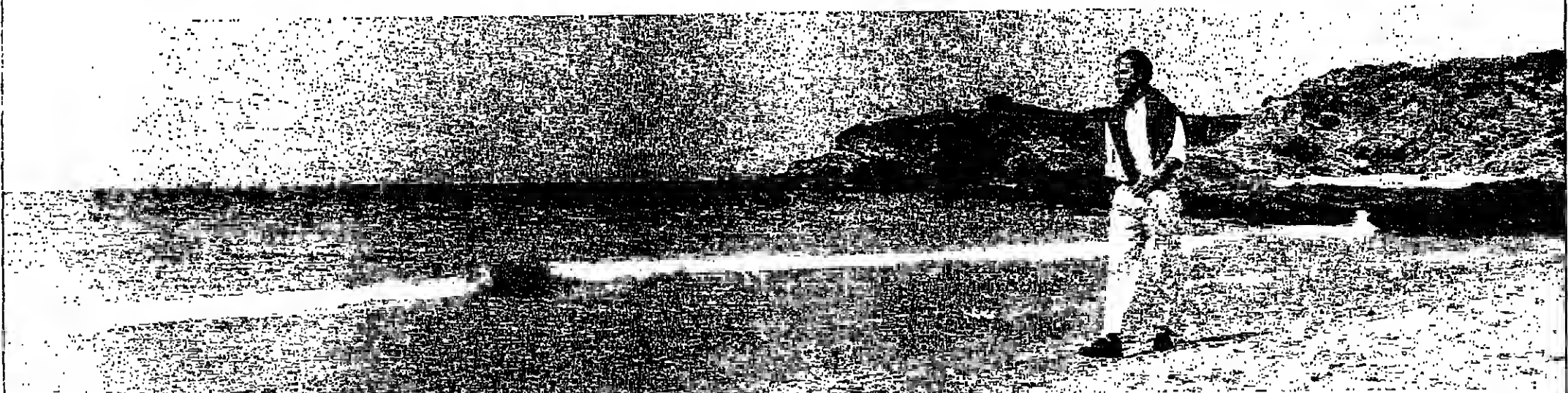
Capel

GRANDES TAILLES

PARIS-LYON-STRASBOURG-LILLE

Minitel, Antiope, Transpac, Numéris...

On ne parlera jamais assez de l'effet bénéfique de l'iode sur le cerveau de nos chercheurs.



Nous sommes peu à le savoir : la Bretagne est à l'origine de grandes premières françaises et mondiales. Les réseaux Transpac et Numéris, le système Antiope, la Télévision Haute Définition, l'ultra-filtration en sont les preuves les plus brillantes. La qualité de l'environnement

est peut-être propice à l'innovation mais, c'est bien sûr, à notre potentiel de recherche que nous devons ces résultats : 50 centres, 6 500 chercheurs créent avec nos industriels la réalité de demain. Pour les entreprises installées en Bretagne, c'est une vraie force.



RÉGION BRETAGNE

A TRAVERS LE MONDE

ALBANIE

Une grève générale a paralysé l'industrie et les transports publics

Une grève générale a paralysé, jeudi 18 mai, l'industrie et les transports publics. Cet arrêt de travail a été organisé par la fédération des syndicats indépendants, qui demande notamment des hausses de salaire de 50 à 100 % et l'ouverture d'une enquête sur la mort de quatre militants de l'opposition tués la mois dernier lors de manifestations anti-communistes à Shkoder. Plus de 250 000 personnes ont suivi l'appel à la grève qui a touché 90 % de l'industrie dans vingt des vingt-six provinces du pays et paralysé la totalité du trafic ferroviaire. Les employés de certains services comme la fabrication du pain, la production de lait, la distribution, l'électricité et la santé n'ont pas débrayé. — (Reuters, AP.)

CAMEROUN

Quatre personnes au moins auraient été tuées à Douala

Au cours de la première journée de « désobéissance civile » organisée par l'opposition, au moins quatre personnes ont été tuées par balles, jeudi 18 mai, à Douala, et on en a eu connaissance de sources concordantes. L'annonce, faite en début d'après-midi sur les ondes de la radio nationale, de la mort de la première victime — un adolescent tué par un policier — a fait immédiatement monter la tension. Les nombreux barrages, censés dissuader les habitants de circuler en ville, pas plus que les renforts de troupes, n'ont pas suffi à ramener le calme. Selon divers témoignages, trois autres personnes ont été tuées dans l'après-midi. La campagne de « désobéissance civile » vise à obtenir la tenue d'une conférence nationale pour

discuter de l'avenir politique du pays. Le régime du président Paul Biya, qui a récemment accepté d'instaurer le multipartisme, refuse d'accéder à cette revendication. Lundi prochain, pour la fête nationale, une journée de deuil doit être organisée en mémoire des victimes de la répression policière en avril (une trentaine de personnes auraient été tuées, selon des sources officielles). — (AFP, Reuters.)

CHILI

Le général Pinochet au Portugal : « Je ne regrette rien »

Le général Augusto Pinochet a déclaré, jeudi 18 mai à Lisbonne, qu'il s'était borné à faire au Chili, par son coup d'Etat militaire du 11 septembre 1973, ce que les pays de l'Est ont fait dix-sept ans après : chasser les communistes du pouvoir. « Au fond, nous n'avons fait qu'anticiper de dix-sept ans les événements enregistrés dans les pays de l'Est européen », a-t-il affirmé lors d'une conférence donnée le deuxième jour d'une visite privée au Portugal. Selon lui, si le Chili était au bord d'une guerre civile, les forces armées eussent été nouvelles de la même façon.

Comme on lui demandait s'il n'avait pas de regrets d'être le responsable d'une des plus longues et sanglantes dictatures d'Amérique latine, le général a affirmé qu'il « ne regrette rien ». « J'ai fait ce qu'il fallait faire et mon pays a atteint un haut niveau de développement, ce qui prouve que j'ai bien accompli ma mission ».

Arrivé du Brésil à Lisbonne pour une « visite privée » au cours de laquelle il a eu des contacts avec des sociétés d'armement « en vue de faire face à la concurrence sur le marché mondial », l'ancien dictateur devrait se rendre prochainement en Grande-Bretagne. Il a dû renoncer à se rendre en Afrique du Sud, la firme Reutech (industrie militaire) qui l'avait invité ayant annulé son invitation. Par ailleurs, le Congrès national africain (ANC)

avait condamné cette visite et un syndicat sud-africain prévu des manifestations en ces lieux elle serait maintenue. — (AFP, Reuters.)

PAKISTAN

La charia adoptée par acclamation

L'Assemblée nationale pakistanaise a adopté jeudi 18 mai par acclamation un projet de loi instaurant la charia, ou loi islamique. Ce texte, amendé à plusieurs reprises depuis sa présentation au Parlement le 11 avril, doit maintenant être examiné par le Sénat. Il a été qualifié par l'ancien premier ministre Benazir Bhutto d'« obscurantisme » et d'« anticonstitutionnel », et par le parti fondamentaliste Jamiat Ulema Islam de « plaisanterie ». Par contre, le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a déclaré : « Nous devons seulement donner une direction au pays ». Le texte, très vague, prévoit « l'islamisation de l'économie et de l'éducation », « un processus d'élimination de la riba (usure) de toutes les sphères de l'activité économique dans le temps le plus court possible », ainsi que l'abrogation de « l'obscurantisme », et de la « corruption ». Mais, selon un amendement adopté en dernière minute, le système parlementaire actuel ne pourra être remis en cause et les droits des femmes et des minorités seront protégés. Enfin cette loi devra assurer « la promotion des valeurs islamiques par les médias ». — (AFP, AP, Reuters.)

ZAIRE

L'ancien gouverneur du Shaba a été condamné à 15 ans de prison

La Cour suprême de justice de Kinshasa a condamné, jeudi 18 mai, à des peines allant jusqu'à la prison à perpétuité les responsables présumés des événements sanglants survenus sur le campus universitaire de Lubumbashi en mai 1990, et

annoncé la télévision zairoise. Après six semaines de procès, le principal accusé, l'ancien gouverneur de la province du Shaba (Sud-Est), M. Koyagiolo Nkase te Gerembo, a été condamné à quinze ans de « servitudes pénales » — c'est-à-dire, de prison, — de même que le chef de la garde civile, le commandant Gata. Le cour a condamné, par contumace, deux étudiants à la prison à perpétuité. Ces derniers, qui n'ont pas été arrêtés, sont accusés d'avoir participé à l'expédition punitive organisée contre leurs pairs. Cette « action-commanda » avait fait officiellement un mort, la presse belge et Amnesty International évoquent, pour leur part, un véritable « massacre » et un bilan d'au moins une dizaine de tués. Un délégué syndicaliste étudiant, le révérend Digele, actuellement en fuite, a été condamné à treize ans de prison. — (AFP, Reuters.)

■ ANGOLA : le Portugal, la France et la Grande-Bretagne vont contribuer à la formation de l'armée. — Le Portugal, la France et la Grande-Bretagne aideront le gouvernement angolais à former la future armée nationale unique, résultat de la fusion des forces du gouvernement et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angole (UNITA), opposition armée, a indiqué jeudi 18 mai le ministère portugais des affaires étrangères. — (AFP, Reuters.)

■ MALI : création d'une nouvelle région dans le Nord touareg. — Le gouvernement a créé, mercredi 15 mai, une huitième région dans la préfecture de Kidal, centre des troubles qui avaient éclaté l'été dernier contre l'armée et les Touaregs, a-t-on appris, jeudi, de source officielle à Bamako. — (AFP.)

■ TCHAD : conférence nationale en 1992. — Une conférence nationale, suivie d'élections législatives, sera organisée en mai 1992 afin de préparer une nouvelle Constitution. a annoncé la présidence, dans un communiqué diffusé jeudi 16 mai. Une loi sur la légalisation des partis politiques entrera en vigueur début 1992. — (Reuters.)

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

DANS les contes merveilleux qu'hélas les grands-mères ne racontent plus (parce que les grands-mères n'ont plus de cheveux gris), les fées doulaient leur filleul (e) de cent bienfaits et perfectiones que même la méchante Carabosse, ou la mauvaise Rageuse, ou le pervers Souris gris ne parvenaient pas à balancer.

De combien de fées bienveillantes l'Algérie n'a-t-elle pas été entourée à sa naissance, lorsque la hantait encore le léopard et le lion, lorsque cette terre n'était encore à personne ! Quelle mauvaise fée, qui s'était glissée dans le fœtus, a pu se montrer assez puissante pour que de tant de dons consentis par la nature, il s'en voit si peu de fruits ?

Combien de pays, pourtant, peuvent, comme l'Algérie, posséder un sous-sol dont la richesse est loin de se bmer au pétrole et au gaz (même s'ils sont une manne), un sol qui en tant d'endroits ne demande qu'à produire et qui pourrait être emendé dans tant d'autres, où les pâturages appellent des troupeaux qui demeureraient invisibles, et, pour orner ce sol dont la variété géographique est connue du plus ignorant, une abondance de monuments qui devrait faire effluer le voyageur et se rengorger le peuple qui les abrite ?

Lorsque est passée l'Histoire, sa cruauté s'allège et ce qui était l'indice de la domination, ou du moins de l'intrusion, devient sujet d'émerveillement. La France n'a pas laissé que la guerre ; Rome subjuguait la Numidie, la Maurétanie et autres lieux d'apopée, mais elle légua, comme pour un involontaire pardon, Tipasa et Timgad, et Tiddis, et Hippone, et (d'ailleurs) Djemila qui en son temps se nommait Cuicul, colonie de vétérans qu'élevait fondée l'empereur Nerva à la fin du 1^{er} siècle, et qui prospéra sous Trajan et Hadrien, et encore sous les Antonins, les Sévères ; ensuite, sans doute, des invasions vandales du V^e siècle.

Encore n'est-ce là, comme l'écrivait l'historien Paul-Albert Février, qu'« une petite ville », alors que tant d'autres, plus vastes mais inexploitées, ne sont connues que par la photographie aérienne. Ce qui reste de la richesse de Cuicul n'en est que plus saisissant, les mosaïques, en particulier, dont les couleurs sont demeurées vives et dont la finesse d'exécution demanderait presque une loupe pour en apprécier les détails : Toilette de Vénus, Allègement de Bacchus, ou « simples » motifs animaliers.

Pourtant, dans ce site qui, sous d'autres cieux, drainerait par cars entiers l'Européen et le Nippon, le voyageur y est seul, aussi longtemps qu'il lui plaît d'arpenter le cardo (l'axe nord-sud de la ville) et le decumanus (l'axe est-ouest). Il peut, sans craindre le fracas du touriste, mais étonné tout de même d'une paix si inaccoutumée, rêver qu'il est contemporain de Marc-Aurèle, familier de ce Catus

Julius Crescens qui promit « 15000 sesterces pour faire ériger un arc à la Fortune, à l'empereur Antonin le Pieux (qui n'était évidemment pas chrétien) et à Mars ».

Mais l'arc que l'on voit de nos jours, écarté de superbe, quasi intact ou bien restauré, c'est celui de Caracalle, qui donna en 212 la citoyenneté romaine à tous les hommes (libres) de l'Empire. Qu'importe ! Il n'en paraît pas moins Cuicul qui, du haut d'un promontoire rocheux culminant à près de mille mètres, bordé en contrebas de l'oued Betame et de l'oued Gueurgour, ne connaît pour vis-à-vis de l'encore plus hauts sommets.

Algérie

QUOI d'étonnant à la solitude de Cuicul qui n'est d'ailleurs que celle de Timgad ? S'il existe un pays qui a tourné le dos au tourisme, c'est pour autant avoir jamais clos ses frontières, qui a refusé une telle source de revenus, alors qu'elle n'est pas pour conséquence inévitable le déferlement de hordes venues de l'étranger, c'est bien l'Algérie. Au point que ses ressortissants eux-mêmes, lorsqu'ils leur prend envie de se balader, partent, eux aussi, avec des pouvoirs publics, vers la Tunisie, le Maroc ou la France.

Il faut dire que le tourisme algérien, c'est la réédition de la poule et de l'œuf. Le visiteur ne bien les hôtels manquant-ils par défaut de visiteurs ? Jusqu'à la capitale qui est encore sous-équipée, même si cette princesse doulaïre qu'est l'El-Djazair-Saint-Georges, digne mais peinée à maintenir son éclat d'antan, sera bientôt rejointe par deux établissements de sociétés internationales.

Que ce soit à Batna, pour explorer Timgad et Lambèse, ou à Sétif, pour s'en aller déambuler dans Cuicul, ville d'une et l'autre élève de villégiature, l'équipement hôtelier ne fait pas souffrir les embarcés du choix. Le personnel n'en a que plus de mérite à être sincèrement empressé.

Se restaurer n'est pas plus simple. Sur la fébrile route nationale N° 5 qui mène d'Alger à Constantine, soit huit bonnes heures de trajet à l'allure sudeciuse qu'affectionnent les Algériens (en particulier ceux de Sétif, disent-ils eux-mêmes), les établissements se comptent sur les doigts d'une main.

Mais il faut convenir que, pour qui n'est pas trop pincé, il est plutôt amusant de s'arrêter dans le bruyant relais routier (comme on disait relais de poste) qui a nom El Achir, d'y acheter les côtelettes de son choix, de les regarder griller et de les manger debout, sur le pouce. Surtout si, juste au-dessus de soi, deux cigognes occupent les énormes nids qu'elles ont échafaudés, l'un sur un pylône électrique,

l'autre sur un bâtiment du même genre, les deux habitacles surplombant à peine sept ou huit mètres un carrefour particulièrement passager.

Et puis, après tout, si le bouchon reste un peu sur sa faim, les yeux sont rassasiés. Les bords de route sont un jardin où abondent les fleurs sauvages les plus séduisantes, bleues, jaunes, vieux rose, fleurs inconnues autant que profuses, parmi lesquelles ne se reconnaissent que l'abondant asphodèle et le coquelicot, ici carmin quand il est vermillon en France.

Même sous une pluie battante, le Kabylie charme ou intrigue. Comme pour rappeler que les Berbères furent de fiers résistants à tous les envahisseurs, il n'est guère de sommets, dans cette région de montagne, qui ne soient surmontés d'un village, tous éperamment inaccessibles, juchés là pour narguer qui voudrait s'en emparer. Mais les flancs des montagnes se gamissent, eux aussi, de demeures qui n'ont ni le caractère (ni la modestie...) des plus anciennes.

Elles sont inachevées pour nombre d'entre elles car il y a trop souvent un élément qui manque pour les mener à terme ; un jour le ciment, le sable un autre, on ne sait quel troisième. Il n'y a que le main-d'œuvre qui soit en abondance. Mais parce qu'elle se traduit par un taux de chômage de 25 % que les officiels eux-mêmes considèrent comme... officiel.

C E pays de profusion qui doit acheter à l'étranger de quoi se nourrir (y compris des oranges au Maroc), riche et cependant grevé de dettes, au point d'y consacrer les trois quarts de ses ressources extérieures, embarassé d'une jeunesse qui fait tant défaut ailleurs (80 % de la population a moins de trente ans), des jeunes qui, même nés après l'indépendance, donnent encore les prix sur le modèle des anciens francs : où des « paraboles » parsemant le territoire permettent à huit millions d'Algériens (sur vingt-cinq) de s'informer par les télévisions françaises ; où le fameux Front islamique du salut (FIS) fait étrangement songer au Front national qui gâte la vie publique française, les électeurs du FIS n'étant pas plus tous des intégristes ou des fanatiques que ceux du FN ne sont tous des extrémistes ou des nostalgiques, mais, plus souvent, des gens exaspérés ou désespérés qui ne savent plus à qui se vouer et qui, alors, votent comme d'autres trépassés ; ce pays à qui, manifestement, rien ne manque, mais qui a besoin de tout ; ce pays-là, pour qui est sans lien avec lui, pour qui y venait pour la première fois, il suffit d'y être depuis quarante-huit heures pour comprendre que des peuples se soient entre-tués pour le reconquête, ou y demeurer ; ce pays-là, rendu enfin à son indépendance, comment la France pourrait-elle vivre et agir sans lui ?

Comment atterrir à Singapour sans avoir les traits tirés et le visage défait après une nuit de vol ?



Paris - Singapour non-stop

Il est bon de savoir qu'UTA assure la liaison Paris - Singapour 3 fois par semaine, dont 2 en vol non-stop, et l'assurera 4 fois en vol non-stop à partir du 29 août. Non-stop, n'importe quel habitué vous dira à quel point c'est appréciable. Finis les réveils en pleine nuit, finis les changements d'avion. Nos passagers bénéficient d'une nuit complète à bord. Ce n'est pas tout : avec l'arrivée au tout nouveau terminal Airtropolis Changi 2, vos voyages deviennent infiniment plus confortables.

Et d'ailleurs ça se voit sur votre visage.

GRUPE AIR FRANCE UTA

Aller très loin pour être plus proche de vous.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La journée nationale d'action sur l'indépendance des juges

Faible mobilisation des magistrats

La journée d'action lancée par le Syndicat de la magistrature n'a pas eu beaucoup d'écho, jeudi 16 mai, dans les juridictions. Rejoins par l'Association professionnelle des magistrats et soutenue du bout des lèvres par l'Union syndicale des magistrats, le SM avait voulu faire de cette journée une « rencontre

avec les citoyens » sur le thème de la justice et des libertés. En fait, les débats organisés dans les juridictions ont attiré peu de monde et les magistrats ne se sont guère mobilisés. Dans une conférence de presse qui s'est tenue jeudi à Paris, l'Union syndicale des magistrats a renouvelé ses critiques sur les

réformes engagées par le garde des sceaux. Faisant état du « ras-le-bol » des magistrats face aux « nouvelles attentes à leur indépendance et au manque de moyens de fonctionnement », le président de l'USM, M. Michel Jourbel, a dénoncé les « promesses non tenues de l'année de la justice ».

Au forum du Mans

LE MANS

de notre envoyée spéciale

La fronde était venue du Mans. Le Mans se devait donc d'organiser jeudi 16 mai une journée exemplaire. Alors que la plupart des tribunaux se contentaient d'organiser dans la soirée des rencontres sur l'indépendance de la magistrature, Le Mans prévoyait « en ville », et à l'initiative de l'intersyndicale et du Forum pour la justice de M. Thierry Jean-Pierre, deux rendez-vous débats consacrés à la procédure pénale et à la raison d'Etat. Au tribunal du Mans, après une assemblée générale bruyante, les magistrats ont regagné leurs bureaux dans l'après-midi, au milieu du va-et-vient des cartons, qui annonce le prochain déménagement dans la cité judiciaire de la ville.

Le débat lancé dans l'après-midi par l'intersyndicale du Mans d'Etat dans la nouvelle Maison des avocats, magistrats et avocats ont discuté trois heures durant de la réforme de la procédure pénale. Récupération des droits de la défense au cours de l'instruction, départementalisation de la police, collégialité en matière de détention provisoire, réforme du statut du parquet : les participants ont discuté une à une toutes les étapes de la procédure.

Fidèle à la volonté du Forum, qui réunit des hommes venus de la droite comme de la gauche, M. Thierry Jean-Pierre avait invité toute la palette de l'échiquier judiciaire : M. Dominique Matagrin, responsable de la très conservatrice Association professionnelle des magistrats (APM) côtoyait M. François Gallot-Lavallée, avocat de la CGT et membre de la fédération socialiste du Mans, M. Didier Gallot, auteur d'un récent pamphlet dénonçant « les fassmeurs de la justice », et M. Alain Boucheron, qui ne cache

pas ses sympathies pour le RPR. Curieuse réunion que ce débat où l'Association professionnelle des magistrats, clairement ancrée à droite, tombait d'accord avec son traditionnel ennemi, le Syndicat de la magistrature, pour améliorer les

faire Luchaire, en passant, bien sûr, par les soubresauts du dossier Urba. Les journalistes Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut, auteurs d'un livre sur les fausses factures, *Enquête sur les ripoux de la Côte*, évoquaient Charonne, l'af-

de la place Vendôme. La composition du gouvernement de M. Edith Cresson était alors annoncée à la tribune. Les noms de MM. Henri Nallet et de Georges Kiejman étaient bruyamment sifflés. « Les hommes politiques ont tendance à considérer les juges comme des servants, des domestiques », concluait M. Vergès. Ils leur font accomplir les basses besognes.

Le public, lui, souhaitait visiblement des explications. Ses questions tenaient de revenir avec plus de sérénité et de précision au centre du débat : comment assurer l'indépendance de la magistrature, quelles leçons tirer des meilleurs exemples étrangers, pourra-t-on assurer un jour une véritable indépendance aux magistrats du parquet ? Certains mettaient à mal les proclamations de la tribune en demandant à M. Vergès, défenseur de l'inspecteur Dufour dans l'enquête sur la disparition du pasteur Doucet, s'il ne s'agissait pas là, justement, d'une « affaire ». L'avocat, pourtant contredit par le journaliste Jean-Marie Pontaut, évoquait rapidement les « mensonges » du dossier avant de dénoncer une nouvelle fois le « pillage de l'Etat ».

Malgré les questions, malgré les demandes de la salle, le problème de l'indépendance de la justice se réduisit aux diatribes enflammées. Il ne sera pas question des exemples étrangers, ni des « critères » de cette fameuse indépendance, comme le souhaitait l'un des membres du public. Malgré son récent dessaisissement, M. Thierry Jean-Pierre, lui, avait préféré ne pas monter à la tribune. Le public lui rendra hommage à sa façon, en applaudissant sans réserve M. Vergès, lorsqu'il proclama : « Quand nos dirigeants raisonnent comme les rois de France aux pires périodes de l'absolutisme, l'aimable voir les magistrats se lever et dire : « Nous sommes tous des juges Jean-Pierre ».

ANNE CHEMIN



droits de la défense. Finalement, certaines convergences inattendues étaient d'ailleurs accueillies avec des sourires amusés.

« Nous sommes tous des juges Jean-Pierre »

Le public, lui, était convié au grand débat du soir, une conférence organisée par le Forum de la justice sur le thème de la raison d'Etat. Près de trois cent personnes s'étaient déplacées à la médiathèque Louis Aragon afin d'en savoir un peu plus sur les « affaires », de la disparition de Ben Barka à l'af-

faire Ben Barka, et l'enquête de l'inspecteur Gaudin. M. Jacques Vergès dénonçait, lui, avec emphase « l'Etat voyou » et le « cynisme incommensurable » des députés. « Chaque fois qu'un homme se livre à un jeu de rôle, il est sanctionné, car il y a dans ce pays des gens qui sont au-dessus des lois, l'État », a-t-il dit. Ce n'est pas la raison d'Etat, c'est la raison d'un groupe, c'est un raisonnement de mafieux. Son voisin, le juge d'instruction Didier Gallot, lui emboîtait immédiatement le pas en dénonçant « la clique du ministère » et les « Bourdard et Pécuchet ».

Trois jeunes sont inculpés après l'échauffourée des Ulis

Trois jeunes ont été inculpés, jeudi 16 mai, et placés sous mandat de dépôt au centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis, au terme de l'enquête des policiers du SRPJ de Versailles sur l'échauffourée au cours de laquelle trois agents de sécurité du centre commercial des Ulis (Essonne) avaient été blessés.

Sidi Touré, dix-neuf ans, a été inculpé de coups et blessures volontaires avec armes et préméditation et en état de récidive car il s'était déjà rendu coupable d'un délit de même nature. Ahmed Lardjane, dix-huit ans, et Slaïa Diabati, dix-huit ans, ont été inculpés de complicité de coups et blessures. Ce sont eux qui se trouvaient dans le véhicule ayant servi à transporter les armes sur le lieu des incidents. Six autres personnes ont comparu, jeudi après-

midi, devant le tribunal correctionnel d'Evry en vertu de la procédure de comparution directe, mais leur jugement a été repoussé au 20 juin ; cinq autres mineurs seront présentés au juge pour enfants. Les faits remontent à la soirée du mercredi 8 mai. Vers 19 h 45, après la fermeture du centre commercial Ulis 2, une trentaine de jeunes avaient pris à partie des vigiles affectés à la surveillance de l'hypermarché Carrefour. Trois agents de sécurité avaient été blessés, dont l'un au dos et aux jambes par une décharge de grenaille. Mardi 14 mai une centaine de policiers du SRPJ de Versailles avaient procédé à la première série de trente interpellations, principalement aux Ulis, mais également à Orsay et Gif-sur-Yvette, deux communes voisines de l'Essonne.

PATRICK DESAVIE

Après la mort d'un évadé

Mutinerie à la prison de Varcès (Isère)

GRENOBLE

de notre correspondant

La mort de Selim Cherouana, trente et un ans, abattu au moment de son évadation par un gardien de la prison de Varcès (Isère) jeudi 16 mai à 4 h 30 du matin a déclenché quelques heures plus tard une mutinerie. Une large partie des quatre cent cinquante occupants de l'établissement a manifesté sa colère à l'égard des quatre-vingt-dix gardiens de la prison en incendiant un atelier de travail, et en refusant de réintégrer les cellules. L'action engagée par les détenus en milieu d'après-midi s'est prolongée

jusqu'à l'intervention des forces de gendarmerie spécialisées dans le maintien de l'ordre. Vers 21 heures, le calme revenait dans la prison.

A la suite de la mort du fuyard, deux enquêtes, l'une administrative, l'autre judiciaire, ont été lancées. Selon les gendarmes, Selim Cherouana qui purgait une peine de douze ans de réclusion pour un vol à main armée avec prise d'otages, avait atteint le chemin de ronde de la prison et s'apprêtait à escalader le mur d'enceinte lorsqu'il fut touché par plusieurs coups de feu. Ceux-ci auraient été tirés après plusieurs sommations verbales.

C. F.

L'affaire Nice-Communication devant la chambre régionale des comptes

Six responsables municipaux jugés comptables de fait

NICE

de notre correspondant régional

Dans un jugement définitif, rendu récemment, la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur a déclaré conjointement et solidairement « comptables de fait » de la commune de Nice six personnes ayant participé à la gestion de l'association paramunicipale Nice-Communication, dissoute le 9 novembre 1990. Il s'agit de MM. Jacques Médecin, ancien maire (CNI), président jusqu'à sa démission, le 25 septembre 1990, Jean Oltra, directeur général, Gérard Renaudo, secrétaire général, Michel Falicon et M. Christine Selvi, respectivement trésorier et trésorier adjoint, tous les deux adjoints au maire en exercice, et M. Claude Gouazé, secrétaire général de la ville de Nice.

Dans ses attendus, la chambre estime que Nice-Communication, en raison de sa composition statutaire et des moyens financiers, matériels et humains qu'elle a mis en œuvre pour accomplir des missions de service public (1), « ne pouvait être qualifiée que de « transparente » vis-à-vis de la ville de Nice ». Il s'ensuit que l'association ne disposait ainsi d'« aucune indépendance et d'aucune autonomie réelle » et que les responsables municipaux mis en cause « avaient, directement ou indirectement, gardé la maîtrise des fonds octroyés sous forme de subventions ».

La chambre en tire la conséquence que l'ensemble de ces fonds mis en œuvre par Nice-Communication, depuis la création de cette association, le 28 janvier 1985, soit 350 208 100 F (auxquels s'ajoutent 453 866 F de produits financiers), « n'ont pas perdu leur caractère de deniers publics communaux ».

Cependant, si MM. Médecin - jusqu'à la date de sa démission, Falicon, Renaudo et Oltra - sont déclarés « comptables de fait » pour l'ensemble des opérations effectuées du début à la fin de l'existence de Nice-Communication, M. Gouazé et M. Selvi ne le sont, eux, que pour les opérations auxquelles ils ont respectivement pris part. M. Gouazé, pour une seule d'entre elles (le transfert de Nice-Communication au comité des Rées de 10 millions de francs de subvention, en 1989),

Mme Selvi pour celles réalisées en 1989 et 1990, période pendant laquelle elle a effectivement signé des chèques.

Deux autres personnes, MM. Lucien Salles, secrétaire général adjoint, et Robert Loeco, directeur financier, qui avaient été retenus comme « comptables de fait » dans le jugement provisoire de la chambre, ont été mis hors de cause.

Les six responsables municipaux concernés ont, désormais, l'obligation de rendre des comptes à la chambre et, le cas échéant, pourraient être tenus de rembourser certaines dépenses jugées inopportunes. D'autre part, en vertu de l'article L. 236 du code électoral, M. Falicon et M. Selvi sont susceptibles d'être déclarés démissionnaires par le préfet, car ils se trouvent, désormais, dans un cas d'indélicatesse (article 231-6 concernant les gestionnaires de deniers communaux).

Ils ont cependant la possibilité de déposer un recours, suspensif, devant le tribunal administratif. Il est probable, par ailleurs, que les intéressés feront appel, devant la Cour des comptes, du jugement de la chambre, exécutoire de plein droit, en demandant un sursis à exécution.

GUY PORTE

(1) Selon les statistiques, les subventions accordées par la municipalité à Nice-Communication ont représenté de 99 à 100 % des recettes réelles d'exploitation de l'association.

O. M. Jacques Médecin renvoyé en correctionnelle. - Suivant les réquisitions du parquet général, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble a décidé, le 13 mai, le renvoi de M. Jacques Médecin, ancien maire de Nice et ancien président du conseil général des Alpes-Maritimes, devant le tribunal correctionnel de Grenoble, pour y répondre du délit d'ingratitude. Soupçonné d'avoir financé une revue dont il était actionnaire avec des publicités d'associations para-municipales et du conseil général, M. Médecin, qui avait été inculpé de délit d'ingratitude le 17 novembre 1989 à la suite d'une plainte d'un député (PS) des Alpes-Maritimes, M. Jean-Hugues Colonna, s'est réfugié en Amérique latine.

Le conseil général des Alpes-Maritimes veut acheter la villa de M. Médecin

NICE

de notre correspondant régional

Le tribunal des criées de Nice a rejeté, jeudi 16 mai, la surenchère à 13,2 millions de francs faite, le 2 avril, par M. Michel Charasse, ministre du Budget pour la vente aux enchères publiques de la villa de l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médecin. Il l'a estimé, non conforme aux dispositions du code de procédure civile et « de nature à porter atteinte à la liberté des enchères ».

L'article 708 du code de procédure civile stipule, en effet, qu'une offre de surenchère sur un bien mobilier ou immobilier ne peut être consécutive qu'à une adjudication préalable. Or les premières enchères, le 23 mars dernier, sur la mise à prix de 12 millions de francs, avaient été déclarées désertes. Le tribunal devrait fixer, le 23 mai, une nouvelle mise à prix, éventuellement revue à la baisse, et organiser une nouvelle vente d'audience pour le 27 juin au plus tard (4 juillet). « Rien ni personne ne

pourra empêcher l'Etat, comme il l'avait annoncé, de se porter acquéreur de la propriété concernée », avait déclaré, le 26 avril, dans un communiqué, le ministre du budget. Cependant, le conseil général des Alpes-Maritimes a décidé, à son tour, de se porter candidat à l'acquisition de la villa de M. Médecin. Dans un rapport adopté, jeudi, à l'unanimité, par son bureau, il estime que « le département est amené à recevoir fréquemment des hôtes étrangers de marque ». Il lui apparaît donc nécessaire d'acquiescer une résidence de standing permettant, au mieux, d'assurer leur hébergement. L'assemblée départementale tiendra, mercredi 29 mai, une session extraordinaire pour autoriser son président, le sénateur (app. RPR) Charles Ginsey, à encherir. Cette décision a été très vivement critiquée par le quotidien *Nice-Matin*, qui, dans son édition de vendredi, juge l'acquisition « comptable » et estime que les contribuables du département « pourront s'étonner de l'utilisation qui est faite des deniers publics ».

G. P.

世界第二を誇るプリンター製造社

「スター」がフランスの学生に日本を紹介します。

C'est parce que le deuxième constructeur mondial d'imprimantes est toujours tourné vers l'avenir, qu'il se tourne aujourd'hui vers la jeunesse. Depuis le 5 janvier 1991, Star (votre imprimante) organise et sponsorise pour tous les lycéens de 16 à 18 ans, le grand concours « L'Avenir, Passion du Monde » avec de nombreux voyages à gagner pour partir à la découverte du Japon. Carrefour des coutumes et des technologies de pointe, pays où le futur se conjugue chaque jour au présent, le Japon et son incroyable complexité culturelle sont des données indispensables à l'ouverture des sociétés et des hommes de demain. En offrant cette formidable opportunité aux lycéens, Star répand une fois de plus à la philosophie qui lui tient à cœur : « offrir à la jeunesse tous les moyens de sa réussite ».

* Le 2^e constructeur mondial d'imprimantes fait découvrir le Japon aux étudiants.

star
votre imprimante

L'AVENIR
PASSION DU MONDE

Le Monde
L'EDUCATION

MAI 1991

ENQUÊTE

LA VIE DES LYCÉENS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

سكس من لافصل

Cannes 91

de nos envoyés spéciaux

L'Américain Spike Lee prend le relais pour dénoncer le racisme avec une comédie ambiguë, *Jungle Fever*. Cinéaste de la « cinquième génération », Chan Kaige contribue à redonner un souffle au cinéma chinois (*Life on a String*). Peter Sellers découvre la caméra et met en scène le Cabinet du Dr Ramirez. La mise en scène, c'est peut-être ce qu'ont oublié les réalisateurs de la section « Perspectives »... Quant à l'association Cinéma et liberté, elle s'inquiète du sort de Fernando Solanas, menacé par les foudres de Carlos Menem, le chef de l'Etat argentin.

SÉLECTION OFFICIELLE

Les liaisons dangereuses

A raciste, raciste et demi, c'est le credo de Spike Lee

JUNGLE FEVER
de Spike Lee

« L'amour qui triomphe de tout, c'est dans les films de Walt Disney et j'ai toujours eu horreur de Walt Disney », dit Flipper, qui est Noir. Sa jeune maîtresse, qui ne l'est pas, répond : « Surtout Blanche-Neige. » C'est reparti. Avec sa pêche d'enfer, sa rage raciste, Spike Lee, scénariste, producteur, réalisateur, interprète du rôle modeste du meilleur ami de Flipper, va dire une nouvelle fois — mais Dieu merci assez longtemps ici, sur le ton de la comédie — que les Blancs sont racistes, que les Noirs sont racistes, que les grenouilles, les panthères, les vers luisants sont racistes. Pas d'exception, pas de solution, tout est question de couleur de peau, brother.

Un exemplaire du *New York Times* jeté le matin sur une marche d'escalier, à Harlem. Nous sommes chez un Noir qui a réussi. C'est Flipper (Wesley Snipes). Architecte doué, aisé, élégant. Seul Noir dans une entreprise de Blancs. On va bientôt, c'est clair comme la peau d'un albinos, lui refuser la promotion qu'il mérite amplement, mais, pour l'instant, il demande une secrétaire intermédiaire afro-américaine. On lui en donne une d'origine italienne. Fureur. Mais comme il s'agit d'Anabella Sciorra (la très ravissante personne vue récemment dans *le Mystère von Bulow*), on a tout de suite compris. Ça ne tarde pas. Dès que Flipper dit à Angela : « Je n'ai jamais trompé une femme, je suis marié et heureux », mot de passe universel pour l'adultère, il la renverse sur la table à dessin. C'est aussi torride

que l'épisode de la table de cuisine dans *Le facteur sonne toujours deux fois*. Très beau plan — contrasté — d'après l'amour. Mais dès qu'il reprend son souffle, Flipper engueule Angela : « Ça t'a plu, hein, ma belle couleur de chair, ce bronzage en profondeur, moi qu'on a appelé mokaïca, bamboula, cirage, mais mon peuple, mon vécu, tu l'as fous. » Mais non, elle ne s'en fout pas, Angela, elle essaye vainement de déloger des ponceifs sexuels qui veulent que le Noir soit un étalon assez con et la Blanche une femelle en ébaleur (dichés complaisamment énoncés par Spike Lee pour mieux les dénoncer, vieille épure). La jungle fever, la mauvaise fièvre qui pousse à s'accoupler des espèces incompatibles, va faire des ravages. Angela, tabassée par son macho de Rital de père, va quitter

son ancien petit ami (John Turturro), et le has Brooklyn où elle vit, Flipper, viré par sa déficiente métisse d'épouse (Lonette McKee), va abandonner le haut Harlem, il deviendra des parias, des maudits. Se succèdent des saynètes de genre parfois très réussies — le « conseil de guerre » des femmes noires est un morceau d'anthologie — défilent des personnages solidement conventionnels, le pasteur sudiste intransigent (Ossie Davis), le junkie désolant (Samuel L. Jackson), le veuf italien autoritaire (Anthony Quinn, qui en fait comme un camion, un beau vieux camion qui tient encore la route), émergent, des répliques drôles (un frère jaloux à son futur beau-frère : « Si tu la mets enceinte, c'est toi que j'avorte »). Quand Spike Lee ne préche pas l'incompatibilité inter-

raciale avec sa vitalité spectaculaire, sa combativité séduisante, quand il commence à s'ennuyer, et nous avec, il met Mahalia Jackson en fond sonore, ou insère un beau clip bien peigné (le générique, éblouissant, la promenade racoleuse dans le quartier des camés) accompagné — ça ne peut pas nuire — par une chanson de Stevie Wonder. A la fin, vite fait, bâclé, parce que le film est dédié à Yusuf Hawkins, un adolescent noir qui s'est fait massacrer par un gang de jeunes Blancs, Spike Lee sème deux cadavres, des fois qu'on n'aurait pas compris que tout ça, c'est une tragédie. Raison de plus pour lutter par le rire. Sinon, le racisme antiraciste risque de devenir bientôt une sale bête qui se mord la queue.

DANIELE HEYMANN

Peter Sellers sans paroles

Peter Sellers a une drôle de tête, une drôle de bouche grande et facilement hilare, un drôle de rire claironnant, il est LE metteur en scène d'opéra aux Etats-Unis, il le devient en Europe — oo a vu à Bobigny, après Bruxelles, ses interprétations de Mozart, *Don Giovanni* et *les Noces de Figaro*, et à Nanterre (après Bruxelles, tous les jours) *Jules César* de Haendel.

Dans les années 70, il a habité Paris, parle français, se traduit lui-même en anglais, se tourne vers l'interprète et lui demande de retraduire. C'est inutile, d'ailleurs, il se fait très bien comprendre. Peut-être finalement est-il timide. Du moins intimidé.

S'il est passé par Cannes, c'est que la Quinzaine des réalisateurs a présenté son premier long métrage, *le Cabinet du Dr Ramirez*, deux heures sans paroles, mais avec une musique de John Adams — dont il a monté deux opéras, *Mixon en Chine* et *The Death of Klinghoffer* (le 22 mars). Et aussi des musiques de moines tibétains, car, dit Peter Sellers, la structure du film s'inspire du *Livre des morts*.

Le thème en est New York aujourd'hui, et c'est en quelque sorte une parodie du *Cabinet du Dr Ramirez*. On lui en avait demandé un remake, mais il n'a pas obtenu les droits. Ceux qui connaissent ses spectacles ne s'étonneront pas de ces parallèles insolites. Ni de la façon dont les images se contentent dans le rythme de la musique, la façon dont leur humour malin se détache du lyrisme de John Adams.

« Ce sont des tableaux », dit Peter Sellers, citant Poussin et ses



couleurs intenses. On ne pense pas forcément à Poussin, mais ce sont réellement des tableaux, comme pour une exposition qui montrerait à travers une baie les derniers survivants d'un monde pris dans les glaces, et qui ne le saurait pas encore. Aujourd'hui, Peter Sellers habite Los Angeles, la faille de New-York le fascine et l'angoisse.

Le film est « homélie », dit-il, dans le sens où il a réalisé sans intervention des producteurs. Ses références sont la nouvelle vague, mais d'abord les grands noms du muet, de Griffith à von Stroheim, d'Eisenstein à Fritz Lang. Il aime le cinéma des origines, pour l'importance que prenait la musique d'accompagnement, ebois, commandée par le réalisateur, et parce que les dialogues de cinéma sont constamment de banalité. Il dit que les grands textes ne passent pas l'écran, c'est son point de vue. Les livrets d'opéra, la plupart du temps, ne sont pas terribles non plus, même quand on les chante dans sa langue, ce qui n'est pas souvent le cas.

Autre référence, le théâtre européen des années 70, pas spécialement pour le *Cabinet du Dr Ramirez*, mais dans sa formation générale. Quand il habitait Paris, il allait voir les spectacles de Strehler, Brook, Chéreau, Stein, Gröber... Puis il est retourné chez lui, des images luxueuses et insolentes pleines de la tête. Il les a baignées dans les couleurs et la rudesse new-yorkaises. Il est apparu là-bas comme un E.T., ici (un peu) comme un phénomène de mode. Son film aidera peut-être à le connaître mieux.

COLETTE GODARD

Parabole chinoise

Un conte cruel et musical contre l'abandon du rêve d'un monde meilleur

LIFE ON A STRING
de Chen Kaige

Traversant les déserts, franchissant les fleuves furieux, dormant dans les temples, ils vont tous deux. Deux musiciens, deux aveugles, le vieux maître et le jeune disciple. Le vieillard croit que lorsque mille fois une corde de son instrument aura cassé, en sortira une recette magique pour le guérir de sa cécité. L'adolescent ne croit plus à rien qu'au présent, avec l'amour d'une jolie villageoise. Mais la guerre des clans fait rage et les menaces. D'autres désillusions guettent le vénérable instrumentiste, malgré son art qui fait faire les batailles. Sur un motif très simple, Chen Kaige construit sa complexe parabole.

Il s'agit d'espoir et d'idéal, d'élan vital contre le renoncement, et la métaphore a, pour un Chinois d'aujourd'hui, force de profession de foi. Mais dans le jeu parfois obscur des symbolismes, dans les méandres d'une construction qui enchevêtre réalité et rêves, ellipses fulgurantes et temps étiré à l'extrême, panoramiques immenses, meurtres contemplatifs et terribles explosions de violence, bien d'autres lectures se laissent entrevoir.

Life on a String — pour des yeux occidentaux en tout cas — n'est pas d'un abord aisé. Heureusement, le splendide des paysages comme sait les filmer le réalisateur de *la Terre jaune*, l'art de la suggestion et de la notation d'une caméra aussi fluide qu'elle était d'une immobilité redoutablement précise dans *le Roi des enfants*, constituent autant de

voies d'approche vers le film. Tout comme la musique, traditionnelle, avec par moments des accents contemporains, et qui déroute et fascine à la fois.

Etrangement, ce film venu des horizons les plus lointains, ce film aux références culturelles et aux procédés de mise en scène les plus éloignés du fond commun auquel s'alimente la sélection officielle, recoupe les thèmes qui n'ont cessé de dominer le Festival. L'art (et singulièrement la musique, très présente ainsi que la peinture cette année sur la Croisette), la métaphore de la cécité et celle du double. La confrontation entre la manière, totalement originale, de Chen Kaige et les autres traitements de ces mêmes thèmes donne, à *Life on a String* un surcroît d'intérêt.

Cannes a une dette envers Chen Kaige : il y a trois ans, une bande de potaches accrédités décernait un prix bideau au *Roi des enfants*. Cette blague idiote devint une affaire sérieuse en Chine, où les autorités saisirent ce prétexte pour attaquer violemment les cinéastes créatifs et indépendants de la « cinquième génération », celle qui avait commencé à redonner souffle au cinéma chinois. Ses membres les plus prometteurs, Chen Kaige, Zhang Yimou le réalisateur de *Judu*, Wu Tianming, qui fut aussi le producteur de ses confrères, vivent aujourd'hui en exil. Le Festival voudra-t-il réparer les torts passés ? Il n'est pas certain que la précipitation qui règne sur la Croisette permette de s'abandonner aux exotiques mystères de *Life on a String*.

JEAN-MICHEL FRODON

Un cinéaste menacé d'emprisonnement

L'association « Cinéma et liberté » s'inquiète du sort du réalisateur argentin Fernando Solanas

En 1989, le Festival de Cannes avait célébré le bicentenaire de la Révolution française en réunissant une centaine de cinéastes venus débattre des atteintes aux droits de l'homme et à la liberté d'expression dont est victime leur art dans le monde. De cette manifestation est née l'association Cinéma et liberté, parrainée par Danièle Miterrand, qui regroupe des hommes de cinéma de toutes origines.

La première séance plénière du conseil d'administration (dont sont membres, entre autres, Martin Scorsese, Francesco Rosi, Youssef Chahine, Souleymane Cissé, Costa Gavras, John Boorman, et que préside Francis Girard) a eu lieu à Cannes le 14 mai.

Censure politique en Chine, censure religieuse dans les pays arabes, extrême pauvreté en Afrique, choc mal maîtrisé du passage à l'économie de marché dans les pays de l'Est, occupation quasi totale des écrans par les productions hollywoodiennes en Amérique latine et à peine moindre dans la plupart des pays européens, manque de respect des droits des auteurs pratiquement partout : le

tour de table a dressé un bilan plutôt sombre de l'état du cinéma mondial.

L'association s'est également inquiétée du sort d'un des membres de son conseil, le réalisateur argentin Fernando Solanas (*Tango, l'Exil de Gardel, le Sud*) : interviewé par un hebdomadaire de Buenos-Aires alors qu'il terminait son nouveau film, *le Voyage*, il avait exprimé sans ambages les sentiments peu amènes que lui inspirent le président de la République d'Argentine, Carlos Menem, et les conséquences de sa politique sur la production nationale.

En réponse, le président Menem, qui avait pourtant proposé, lors de son investiture, la direction de l'Institut national du cinéma à Solanas, réclame un an de prison et une très forte amende contre celui qu'il appelle plus « mon cinéaste préféré ». Il a également demandé l'inculpation de la journaliste qui avait recueilli les propos du cinéaste, et du directeur de la publication. Cinéma et liberté a adressé une demande solennelle au président argentin pour qu'il renonce à son action.

J.-M. F.

Des films sans perspectives

Une année de crise ou de transition pour la section spéciale du cinéma d'auteur français ?

Rien ne va plus... Perspectives du cinéma français, la section parallèle qui fut créée en 1973 par la SRF (Société des réalisateurs de films) pour représenter à Cannes les forces vives du cinéma d'auteur français, n'apporte, cette année, que déceptions. Cela finit déjà un certain temps qu'elle allait cahin-caha, offrant plus de brouillonnages, d'œuvres inabouties que les véritables « perspectives » de la création dans son domaine réservé. En 1991, elle n'aura été que le ramasse-miettes des autres sections du Festival de Cannes et des festivals qui l'ont précédé.

Faut-il en vouloir à l'équipe d'organisation quand on sait que sa tâche n'a pu être facile, et que, de toute façon, les auteurs et leurs producteurs préfèrent aller à l'étranger qu'à la Semaine de la critique pour affronter un public et une attention beaucoup plus larges que dans le cercle de la cinéphilie parisienne ? Ce manque de confiance, maintenant connu, envers Perspectives aurait dû inciter cette équipe à réfléchir sur le maintien d'une section à bout de souffle qui, tout en s'annonçant de transition vers 1992, semble bel et bien gérer un état de crise artistique aigu.

Est-ce pour masquer cet échec

qu'on a fait l'ouverture avec *Cheh*, de Rachid Bouchareb (sélectionné au dernier Forum de Berlin) ? Le film avait bonne réputation à cause de son sujet, inattaquable pour la bonne conscience. Expulsé de France — où il vit avec ses parents depuis sa petite enfance — pour un acte de délinquance, un bœuf de dix-neuf ans arrive en Algérie. Les autorités lui confisquent son passeport et il est expédié au service militaire, brimé parce qu'il ne parle pas l'arabe. Ses mémoires d'étranger de partout et celles de Maliki, la jeune fille qu'il aime, renvoyée, elle, par son propre père dans la famille algérienne où elle n'aura plus aucune autonomie, reposent certes sur des faits de société. Mais le scénario n'est écrit que pour une démonstration édifiante et la mise en scène mélodramatique finit par rendre invraisemblable ce qui est pourtant beaucoup plus large que dans le cercle de la cinéphilie parisienne ? Ce manque de confiance, maintenant connu, envers Perspectives aurait dû inciter cette équipe à réfléchir sur le maintien d'une section à bout de souffle qui, tout en s'annonçant de transition vers 1992, semble bel et bien gérer un état de crise artistique aigu.

Il ne suffit pas d'un sujet — fût-il comme celui-là essentiel —, il ne suffit pas non plus d'une volonté d'originalité formelle pour faire un bon film d'auteur. Or, la sélection de Perspectives est, globalement, l'illustration des insuffisances dans ces

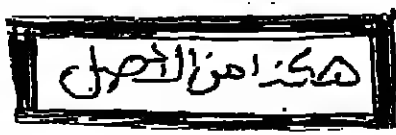
deux catégories. Pour la première, *Cheh*, donc. Et puis, dans un esprit voisin, *les Enfants des néons*, de Brahim Tsaki, histoire de Djamel, bœuf d'une cité de béton de la périphérie d'une grande ville, qui traîne avec son copain Karim le sourd-muet et s'éprend d'une jeune Française, un peu plus âgée et plus mûre que lui. *Les Enfants qui s'aiment* et le souvenir de Jacques Prévert... C'est sympathique mais trop fluet dans l'intrigue, effilé dans la mise en scène. *Faux Frères*, de Vincent B. Martorana (Grand Prix du jury à Belfort 1990), dilue entre la Belgique et la France, la France et la Belgique, un étrange thème de fait divers et de transfert d'identité chez un adolescent en cavale, dont les ambiguïtés se perdent à travers les maladroises de la réalisation et certaines erreurs dans le choix des acteurs. Encore serait-on tenté de valoriser ces trois films face au néant de *Jalousie*, premier long métrage de Kathleen Fontmart, qui, malgré son passé d'expériences fructueuses qu'indique la brochure de presse, semble n'avoir pour références culturelles que celles du roman-photo et de la presse du cœur. Pas de scénario, pas de mise en scène (de belles images d'Alx-cent-Provence peuvent faire plaisir au

Syndicat d'initiative), pas de direction d'acteurs. Lio, Christian Vadim et quelques autres n'en peuvent mais...

De la deuxième catégorie, on préférait ne pas avoir à parler, pour ne pas mettre au compte de l'intellectualisme de laboratoire et de la prétention esthétique le *Cri du cochon*, d'Alain Guesnier, essai audiovisuel sur la mise en ondes et en images d'une pièce radiophonique relevant du « théâtre et de l'absurde », et *Canit*, de Manuel Pradal, qui, dans un noir et blanc faisant au moins honneur au directeur de la photographie, cherche à créer un univers pasolinien avec « ragazzi » ambigus et prostituées, par des mouvements de caméra à l'estroffe.

On préférait ne pas avoir à en parler, si le *Coup suprême*, troisième réalisation du comédien Jean-Pierre Sémier, fantaisie à la Jules Verne et à la Méliès en toiles peintes, maquettes, truquages et numéros de comédiens délinquants, n'apportait, par l'humour et l'imaginaire, un certain réconfort. N'empêche que cette sélection nous reste sur le cœur, ou faut-il écrire sur l'estomac ?

JACQUES SICUET



صلى الله عليه وسلم

CULTURE

MUSIQUES

Le trouble et la mémoire

L'émotion règne au Casino de Paris avec l'ombre légère de Serge Gainsbourg

JANE BIRKIN
au Casino de Paris

En jean délavé, T-shirt blanc immaculé et baskets, Jane Birkin ne trahit pas son image, ni celle de Serge, ombre planante, sur la scène et dans le public. Trois ans après ses premiers concerts, au Bataclan, la jeune femme, éternellement jeune, plus émotive que jamais, a choisi de porter un délicat hommage à l'auteur-compositeur disparu en mars dernier.

Le spectacle était prévu de longue date : on n'y verra donc aucune cérémonie commémorative, mais l'affirmation des liens profonds qui aboutissent il y a plus de vingt ans à *Je t'aime moi non plus*, et continueront, jusqu'à l'année dernière, avec l'album *Amours des femmes*, à alimenter un des plus beaux duos de la chanson française.

Nulle tristesse au Casino de Paris, mais beaucoup de souvenirs : des chansons d'abord, une vingtaine, signées Gainsbourg,

bien sûr, des clips d'œil, comme la remontée sur un escalier coulissant, référence au dernier spectacle de Serge, où un figurant trébucha, créant l'illusion de la chute du chanteur. L'enchaînement est symboliquement parfait, depuis *L'Amant*, chanté dans une introduction *capella*, jusqu'à *Je suis venu te dire que je m'en vais* au deuxième rappel, point final en forme de point d'interrogation, car après Gainsbourg, qui écrit avec autant de bonheur pour Jane?

Jane Birkin plonge sans remords dans son passé baby-doll. Puis, elle resurgit en femme mûre, actrice intelligente et chanteuse accomplie, sachant jouer de cette voix si singulière et haute, où se profilent les inflexions de son double masculin. Le public, bercé, béneux, accompagne *Ex-fan des sixties*, fredonne tout bas *Quoi* et *Les Dessous chics*, se perd un peu dans les détours de *Et quand bien même*, dernier cadeau avant départ. Jane l'adolescente délicate tient la scène par un fil, marque le rythme d'un léger balancement de gauche à

droite, chante *le Chanson de Prévert* dans un souffle, du Gainsbourg classique, et des larmes lui perlent au coin des yeux. Pour un instant, elle emprunte *Sous le soleil* exactement à Anna Karina, s'éclipse pour embrasser ses six musiciens.

Abdel Toulil, aux lumières, a joué la sérénité : il la laisse évoluer sous un faisceau blanc sur fond de couleurs primaires, bleu, rouge, vert. Une enfant vient l'enlacer et Jane la raccompagne en la tenant par la main. Elle n'a commis en tout et pour tout qu'une seule infidélité à celui qui fut son découvreur, son ciseleur d'images, avec *As time goes by*, la chanson du film *Casablanca*. Anglaise de charme, Jane Birkin descend dans la salle, disparaît pour réapparaître au balcon, applaudit comme une star. La scène lui va comme un gant. Y reviendra-t-elle?

VÉRONIQUE MORTAIGNE
► Casino de Paris, jusqu'au 1^{er} juin, à 20 h 30. Tél. : 49-95-98-98.

Les riches heures de Betsy Jolas

Le Trio à cordes de Paris a fêté ses vingt-cinq ans avec une création : un beau cadeau

LE TRIO À CORDES DE PARIS
à la Salle Gaveau

La configuration à trois est, dit-on, la plus difficile à vivre en famille. Il faut croire que le Trio de Paris l'a bien supportée. Le violoniste Charles Frey, l'altiste Michel Michalakos et le violoncelliste Jean Groot ont gaillardement fêté mardi 14 mai, salle Gaveau, non pas leurs vingt-cinq ans de cohabitation mais pas moins d'un quart de siècle d'existence pour leur formation : le second n'y figure que depuis neuf ans.

Première équipe de chambristes qui ait pu vivre en France de ses seuls concerts, détachée depuis 1983 de l'Orchestre national de Radio-France, le Trio s'allie à l'occasion les services du flûtiste Patrick Gallois, du pianiste Dominique Merlet. Cette souplesse - et une rare ouverture d'esprit - leur a permis de se constituer un répertoire classique et contemporain, alimenté chaque année par des commandes d'État. Après Ballif, Ohana, Dussapin, Nudis, Guinjoan, Condé et tant d'autres, Betsy Jolas a donc été sollicitée pour ce programme d'anniversaire. Le Trio en cinq mouvements qu'elle leur a livré les avait visiblement mis en joie. C'est un bien beau cadeau en effet.

Le principe du trio à cordes, c'est l'équilibre des forces, le partage égalitaire des tâches : la démocratie. L'auditeur ne ressent pas

l'aspiration vers le haut que procurent les deux violons du quatuor ; son attention s'est pas sollicitée par les assauts de lyrisme, de bavardage ou de virtuosité de ces deux alliés. Assis dans le médium, le son d'ensemble est celui d'une harmonieuse complémentarité, et d'une certaine gravité, au sein d'une même famille d'instruments (contrairement aux tensions du trio avec piano).

Un grain d'esprit de contradiction et l'on brûle de semer dans cette belle entente un peu de perturbation. C'est ce qu'a fait Arnold Schoenberg dans son *Opus 45*, qu'il contrepoint une quinzaine de jours seulement après un incident cardiaque, à soixante et onze ans. On dirait que le Viennois a voulu y prouver sa toute œuvre vitalité en saturant l'espace sonore de motifs superposés, concassés, fébriles ou (comme les souvenirs de valse à la fin) brutalement parodiques. Les cinq parties enchevêtrées sont notées par la même main de tout dire sans laisser le temps de respirer, sans décoller.

On retrouve, curieusement, certains dessins, certains effets schoenbergiens dans le Trio de Betsy Jolas, comme ces glissandos, ascendants chez le Viennois, descendants chez la compositrice franco-américaine. Mais l'on est tout de suite frappé chez Jolas par la noblesse incisive du trait et - on pense à Beethoven - par la liberté que prend l'écriture par rapport au temps et à l'espace musical. Tout est tenu, organisé, aéré.

Mais tout donne l'illusion d'éclorer dans l'instant à la réalité. C'est que l'écriture transgresse par force «trucs» techniques les possibilités des instruments (attaques voilées, effets de flûte, usage de la sourdine en plomb pour obtenir des sonorités froissées). C'est aussi qu'elle enjambe systématiquement les barres de mesure par un système compliqué de notes liées, qu'elle associe les longues tenues et les éclats sonores fulgurants, les pianissimos prolongés et les sforzandos étincelants. La forme qui se dégage de l'ensemble n'est en rien préfabriquée.

Betsy Jolas dit qu'elle a conçu ce trio comme un livre d'heures : petits bonheurs de l'audition volés à la vie et redistribués dans une œuvre de musique pure. Cela avec quelle douceur, et avec quel métier!

ANNE REY

Le Monde
est en vente
le soir même
à Cannes
pendant la durée
du Festival
9-20 MAI 1991

ARTS

La puissance de Dufy

C'est sans doute dans les années de l'immédiat avant-guerre que l'artiste a peint ses meilleurs tableaux

RAOUL DUFY
à la Galerie Fanny
Guillon-Laffaille

Parce qu'il a peint dans l'entre-deux-guerres des régates et des champs de courses, des yachtsmen et des jockeys, Deauville et Epsom, Raoul Dufy passe pour un aimable, trop aimable, décorateur mondain. On vante mollement ses roses tyriens et ses verts tendres, avec ce qui convient de marquer de condescendance pour un art trop commodément séduisant. Qu'il ait, dans les mêmes années, exécuté des tableaux moins faciles et perfectionnés, vers 1930, des allégories «modernistes» joliment ironiques ne l'a pas plus effacé : il est d'usage de l'oublier. Que son œuvre compte, vers 1930, des allégories «modernistes» joliment ironiques ne l'a pas plus effacé : il est d'usage de l'oublier.

De ces paysages-là, des nymphes rocou aux lèvres fardées assises sur une vague en spirale et aussi des padocks et des galops à Ascot - il en faut pour les collectionneurs sans imagination, l'exposition actuelle en

montre largement, toutes fondées sur des associations de couleurs justement mesurées. Le fauvisme de Dufy n'est ni solaire, comme celui de Braque, ni chatoyant à la Vlaminck, ni acidulé à la Derain. Tout de glissements chromatiques et de passages nuancés, il tient de l'impressionnisme, d'un impressionnisme poudroyant rehaussé des teintes de Bonnard.

Or Dufy, entre 1907 et 1914, tout en poursuivant ses travaux de dessinateur de tissus, a quitté ce style. Contemporain du cubisme, il se rend en compagnie de Braque à l'Estaque, sur les terres de Cézanne, sa principale admiration du moment. Il se lie d'amitié avec Apollinaire, dont il illustre le *Bestiaire*, et trouve un atelier à Montmartre, près de celui de Picasso. Au même moment, il entreprend de fortifier ses compositions et de les construire par volumes fortement cernés de noir et modelés par touches obliques. Les maisons deviennent prismes et pyramides, les bras et les jambes cônes et cylindres. Dufy cézannise violemment. Mais il cézannise sans renoncer aux couleurs. Quand ses contemporains se limitent à des ocres, des gris et quelques verts étouffés, il conserve les rouges, les violets et les jaunes de ses premiers essais. De l'alliance de ces tonalités fortes et d'une géométrie également puissante naissent alors quelques tableaux de premier ordre.

L'exposition en révèle plusieurs, dont les admirables *Maisons rouges de Sainte-Adresse* exécutées en 1910, qui supporteraient d'être comparées aux Kandinsky de la même époque, et la *Grande Baigneuse* de 1914. Sur fond d'architectures triangulaires, une oympe colossale au visage africain trône au centre du tableau. Musculée, toute bâtie par embollements de volumes ronds réguliers, elle passe pour une allégorie du cubisme à la Braque si Dufy, par souci de modernisme ou par moquerie, ne

l'avait revêtue d'un costume de bain bleu et blanc, et coiffée d'un turban à carreaux. Mélange exemplaire : Dufy associe avant-gardisme expérimental et peinture de genre à demi satirique. Il se pourrait qu'il n'ait jamais été meilleur peintre que dans ces années 10, juste avant que la guerre ne rompe la dynamique de son invention.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine, 75008 Paris. Tél. : 45-63-52-00. Jusqu'au 12 juillet.

WEEK-END D'UN CHINEUR

ILE-DE-FRANCE

Samedi 18 mai : Corbeil, 14 heures : aquarelles, argenterie, bijoux.

Dimanche 19 mai : Chantilly, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : armes, mobilier ; Sens, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

PLUS LOIN

Samedi 18 mai : Bourges, 14 heures : arts d'Asie ; Cannes, 10 heures et 14 h 30 : affiches de cinéma.

Dimanche 19 mai : Avranches, 14 h 30 : argenterie, bijoux ; Fougères-sur-Bièvre, 14 heures : mobilier, tableaux ; Fréjus, 15 heures : tableaux anciens, livres ; Gisors, 14 heures : bibelots, mobilier ; Guillestre, 14 h 30 : tableaux, mobilier ; Issoudun, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Le Touquet, 14 h 30 : tableaux anciens et modernes ; Montreuil-sur-Mer, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Pithiviers, 14 h 30 : livres.

FOIRES ET SALONS

Paris : place Baudoyer, Argenteuil, Dijon, Montargis, Vitte, Douarnenez, La Roche, Saint-La, Tourna-en-Brie.



Parce qu'elle est moderne. Parce qu'elle est raffinée. Parce qu'elle adore se sentir belle. Parce qu'elle déteste tout ce qui pince, tout ce qui tire, tout ce qui gêne. Pour elle, Baccarat a créé les boucles d'oreilles les plus smart de Paris.

Elles existent en 7 teintes précieuses : topaze noble, tourmaline rose, béryl vert, cristal clair, saphir pâle, onyx et bleu kashmir.

Elles sont, bien sûr, 11 place de la Madeleine et dans les points de vente Baccarat qui vous seront indiqués en téléphonant au (1) 47706430.

Baccarat

SAMEDI 19 H 30 et 21 H
THEATRE
MONTPARNASSE
LES HOMMES NAISSENT TOUS EGO
"... drôlesimo..." **MATCH**
"... une virtuosité tout à fait époustouflante..." **LE FIGARO**
"... burlesque jusqu'au délire..." **L'ESPRESSO**
"... un comique explosif..." **L'ESPRESSO**
"... décapillant..." **LE QUOTIDIEN**
"... entre Hitchcock et Buster Keaton..." **EUROPE 1**
"... la vermine craque, l'ego explose..." **LE PARISIEN**
AU FOYER DES 19 H
ASSIETTES GOURMANDES ET VINS CHIGUIS
LOC. 43 22 77 74
160F - ETUDIANTS 80F

Princesses
de Fatima Gallaire
Mise en scène de Jean-Pierre Vincent
14 mai - 16 juin
Tél. 47 21 18 81 - 5 Fnac - Billetel

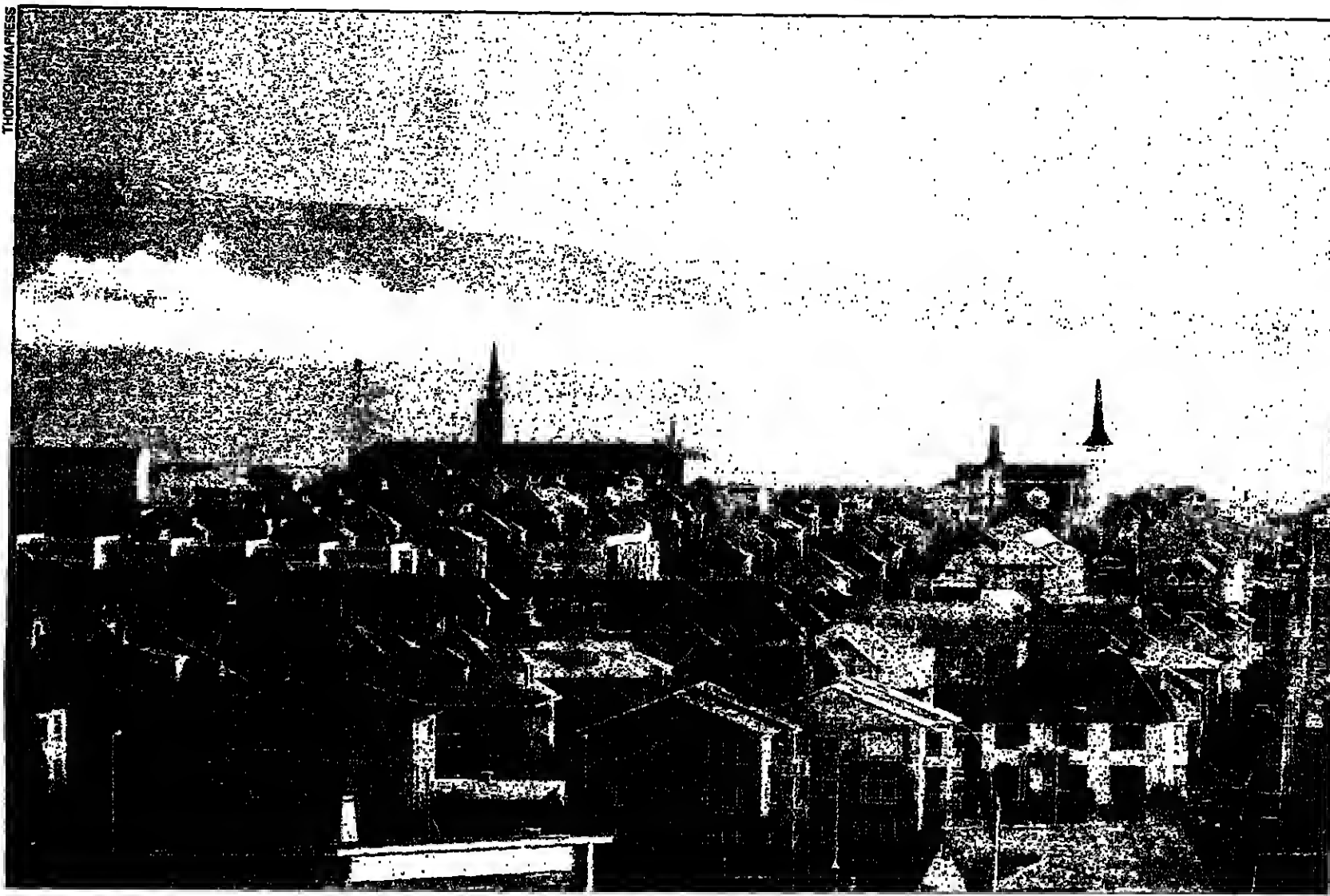
dans un film de SERGE MOATI
pour la 1^{re} fois réunis à l'écran
François MITTERRAND
et
Valéry GISCARD D'ESTAING
...10 ANS APRÈS!
DU SUSPENSE DU RIRE DE L'ÉMOTION DE L'HUMOUR DE L'AVENTURE DE LA HAINE DE L'AMOUR DE LA PASSION
SORTIE LE 22 MAI

صحنه من العمل

S A N S V I S A

Islande, si près, si loin

Indépendante depuis 1944, l'Islande veille avec attention au maintien d'originalités chèrement conquises sur la domination de son trop puissant « protecteur », le Danemark. Cette île aujourd'hui dans la pleine force de sa jeune démocratie n'oublie pas qu'elle fut sur le point de succomber à des famines fatales au dix-huitième siècle. L'Europe la tente, autant qu'elle l'inquiète.



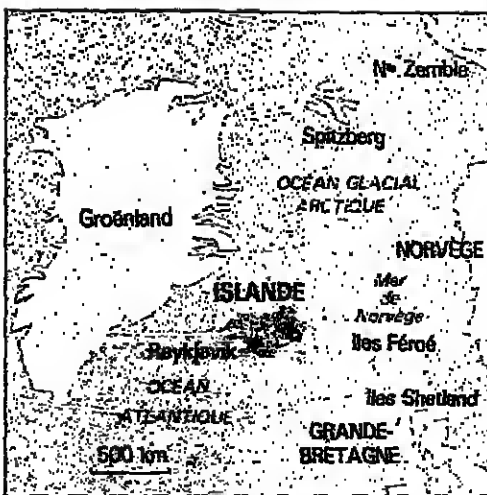
C'EST par les toits que l'an entre au cœur de Reykjavik, par leurs notes joyeuses, trop vives, de couleurs : des bleus qui rendent l'atmosphère fade, des verts où s'affiche la rareté de la végétation, des rouges d'éruptions en attente. Un couple de maisons basses posées à hauteur d'homme, qui exigent des regards qu'ils se lèvent jusqu'au faite, comme pour faire oublier leurs rares étages. Une éclatante plantation de tôle ondulée, définitivement nuverte sur le ciel pour capter et renvoyer à la brume toute la lumière du Nord, rehaussant les noirs et blancs des montagnes alentour.

L'apport de la tôle serait purement technique s'il n'illustrait celui d'une liberté. En 1854, le Danemark, qui avait maïomise

sur l'Islande depuis 1380, et s'était arrogé le monopole du transport, lève le sein de sa tutelle et autorise l'île à commercer. « C'est ainsi que dans les années 1880, raconte l'architecte et historien Hardur Agustsson, nous avons pu vendre directement nos bœufs à la Grande-Bretagne et y découvrir la tôle, qu'elle était seule à utiliser dans le bâtiment. Économique, protégeant bien le bois, elle nous a permis de créer une architecture islandaise. Et comme il faut la peindre pour la conserver, nous avons couvert les toits du brun rouge des tuiles que nous n'avons jamais, ou du vert d'un cuivre hors de nos moyens. Ensuite, les couleurs ont glissé dans la violence. » Une analyse qui laisse encore trop de place à l'imagination estiment, pinceau à l'appui, ceux qui puisent leur peinture à la source la plus proche : le port, où elle n'est autre que celle dont on recouvrait et continue de couvrir les bateaux.

Curieusement, il est des Reykjavíkois pour estimer que ces couleurs font tâche dans leur ville. Et qui s'accordent à trouver ces maisons d'autant plus voyantes (génantes) qu'elles sont modestes. Pour leur malheur, le plus ardent d'entre eux est réputé être David Oddsson, le maire « moderniste », chef de file du très conservateur Parti de l'indépendance, fort en l'occurrence de l'approbation instantanée de syndicalistes qui ne retiennent des maisons de bois que l'insupportable image de la misère passée.

Dans le carré du village initial (Grjetathorp) où le premier immigrant, l'ogolur Arnarsoo traça en 874 le premier sentier de sa ferme à la mer (dont l'empreinte demeure sous Adalstraeti), vingt-cinq d'entre elles viennent d'être condamnées au bannissement. Car, comme si l'on voulait écarter une image de sang versé, ou une accusation de profanation, on ne détruit plus guère les maisons de bois : on les pro-



crit. Il est si facile de les démolir pour les réinstaller ailleurs, telle du meilleur effet dans un musée, telle autre en lisière d'une banlieue lotissante. Bonne raison en outre d'oublier que leur valeur vient autant de leurs qualités propres que de leur voisinage et qu'aussi longtemps que le quartier ne sera pas protégé dans son ensemble, le dépeçage pourra se poursuivre.

Passée de 6 000 habitants il y a cent ans à 97 000 aujourd'hui (144 000 pour le grand Reykjavik, soit près des trois cinquièmes des 254 000 islandais), la ville n'a pas fini de digérer l'exode rural. Les méchantes langues ont surnommé la baie « Copacabana » depuis qu'elle s'est dotée d'immeubles de plus de dix étages qui paraissent modestes dans l'importune capitale continentale, mais notent l'allure de ces onvieux riches pressés d'afficher leur argent. Le réseau d'autoroutes urbaines semble avoir grandi aussi vite que le parc automobile (une pour deux habitants), accélérant l'éloignement du centre historique, puis célébrant son reniement sur le corps du Fjallakötturinn, l'un des plus vieux

cloîtres de Scandinavie, rasé au bénéfice d'un centre nouveau, crûment désigné « commercial », Krioglan, adepte de cette *lingua franca* à base d' Ikea, de Beeton et de Lacoste, zones franchisées pour ne pas dire franchises, supralocales à la nuance près, comme le montrent ces autres exemples de Plaza del sol de Guadalajara en Part-Dieu lyonnaise.

La municipalité a été plus heureuse en commandant à l'architecte Margaret Jonsdóttir un nouvel hôtel de ville au bord du petit lac Tjörni. Sagement alignée sur le front de la pièce d'eau, sa sobre colonnade en béton appelle le reflet, donne de la profondeur et avive les couleurs des demeures patriciennes voisines. Il offre un large dégagement en second plan au dos du modeste et émuant Parlement (1881, genre Renaissance), l'un des rares bâtiments de pierre de l'époque. Partage des tâches, rivalité ou rapport de forces, l'ancien tourné vers le port (le large), le nouveau vers l'aéroport (l'intérieur), la géographie de ces deux édifices publics installe une symbolique ou une stratégie, dont la désignation de David Oddsson comme premier

ministre, à la faveur d'une nouvelle volte-face social-démocrate après les législatives du 20 avril dernier, pourrait être une illustration.

Autre réussite, autre objet de détestation des traditionalistes : le restaurant tournoit de la colline Oskjuhlid (1), à l'autre bout de l'aéroport, qui anime le centre ville comme, l'espace et le ciel en plus, les gares de nos métropoles, (pas de chemins de fer et peu de routes en Islande). A Oskjuhlid, l'architecte s'est glissé sans violence dans les interstices du passé en habitant six vastes réservoirs d'eau chaude et en les ennuant d'une coupole de verre, transformant l'image de la serre, familière aux Islandais, en un signal géométrique fait, comme un polet nu seraient captées et

concentrées les « fumées de la baie » (à-peu-près de « Reykjavik »).

L'occasion pour la presse d'une interrogation de pure façade : Reykjavik est-elle la capitale la plus propre du monde ? Et d'annoncer les boos comptes : le chauffage géothermique épargne le large dans les airs de 3 500 tonnes d'oxyde de soufre et de 600 tonnes de poussières de carbone, la décharge va disparaître sous un golf, et dans l'Ellidau, la rivière qui coupe les quartiers Est de la ville, on a pêché 1 500 saumons l'été dernier.

de notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

Lire la suite page 23

(1) Ouverture prévue à la mi-juin.

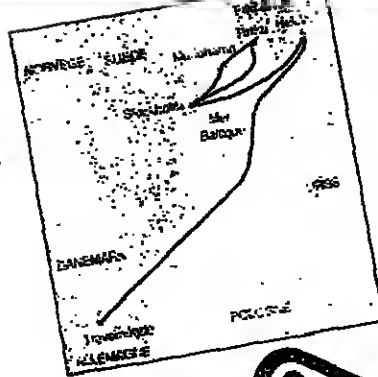
AU SOMMAIRE



Le Crazy, nu l'éloge du strip-tease froid... p. 21
Les Guides bleus depuis un siècle et demi... p. 20
Le Colorado, quand l'or rendait fou... p. 22
Richard Burton, explorateur et paria... p. 26
Escapes (p. 20) • Têlex (p. 20)
Jeux (p. 24) • Table (p. 25)

AVEC VOTRE VOITURE EN FINLANDE

Les routes directes au départ de l'Allemagne ou de la Suède à bord de somptueux PAQUEBOTS FERRIES luxueux et confortables.



SILJA LINE

Demandez la brochure SILJA LINE à votre Agent de Voyages ou à l'Agent Général : SCANDITOURS, 36, rue Tronchet, 75009 Paris, Tél. (1) 47 42 38 65

CA devait finir par arriver : le Guide bleu a cent cinquante ans. En fait, beaucoup plus si l'on additionne toutes les mémoires de ceux qui l'ont fréquenté ; beaucoup moins si l'on fait le compte de ceux qui s'en emparent et partent aujourd'hui avec lui. Disons que s'il a une date de naissance, il n'a pas véritablement d'âge, et c'est au travail de ses rédacteurs bénévoles qu'on doit ce sentiment de l'avoir toujours connu et de le découvrir, neuf et lustré, au fur et à mesure de son nouvel attachement à mettre sous la loupe ce qu'il remarque de changements de climats et de paysages dans les territoires qu'il traverse. Le Bleu comme exemple d'acharnement thérapeutique à ne jamais laisser le lecteur dans le doute, ni dans le vague, encore moins dans l'incertitude ; le Bleu monstrueusement attaché à l'ordre, dans la rigueur de la découverte et du savoir, le plus de parcelles possibles de ce monde qui est nôtre. Le Bleu.

Si son frère d'armes, le Michelin, s'est fait une réputation de juge suprême dans l'art extravagant de savoir reconnaître ce que l'on doit manger sous les applaudissements ou renvoyer à la cuisine sous les huées, lui, à tous jours joué plus serré en ne prenant appui que sur la vérité, rien que la vérité — pas de blague : au sanctuaire d'Épidaure, le temple d'Artémis est du quatrième siècle avant Jésus-Christ, pas du cinquième ; et le vase à vin du musée de la province du Sichuan, de l'époque Shang, pas Qing.

Terrifiant travail quand il faut se mettre à l'écriture et commencer à abattre (presque dans l'anonymat, car qui retient vraiment le nom de ces soutiers de la haute promenade ?) les lourds contingents de feuillets qu'attend la maison mère. « Il m'est arrivé,

dira François Monmarché, de rester prostré, découragé au bout de cinq semaines de voyage par la somme des choses à voir, des gens à rencontrer, des informations à recueillir. » Plus sportif, ou plus illuminé encore, Robert Boulanger avoue son penchant pour la recherche en bibliothèque « largement aussi importante et peut-être plus excitante que le voyage sur le terrain ». Sacerdote pas loir.

On ajoutera que l'immunité touristique ne suffit pas toujours à protéger les enquêteurs contre l'événement à chaud rencontré dans le pays étudié. Boulanger, pris pour un Anglo-Saxon, qui échappe de justesse à un lynchage dans un Iran de 1953, au temps du gouvernement Mossadegh ; Jean-Jacques Fauvel, cette fois trop blond pour ne pas être Américain, entraîné dans une vilaine histoire, en Égypte, lors de la guerre de six jours ; moins tragique, mais aussi dangereux, Monmarché perdu dans une formidable tempête de neige, au col de Burgo, en plein milieu des Carpates, pas très loin de chez Dracula. Les hommes du Bleu ne racontent pas tout ça : « Il faut que les choses soient claires : nous sommes d'abord des informateurs, pas des romanciers ».

AMENER la rigueur jusqu'à une forme de pensée, et l'abnégation jusqu'à un sentiment de jubilation, procède d'une disposition d'esprit suffisamment aristocratique pour que la bourgeoisie n'ait été tentée d'y apporter sa marque et d'en tirer des bénéfices, ainsi que beau-

Le Bleu



coup de respectabilité, en exploitant un domaine qui, au milieu du dix-neuvième siècle, restait entièrement à conquérir : le voyage touristique. Ce fut l'œuvre d'un dilettante et marcheur éclairé, Adolphe Joanne, avocat, journaliste, foodateur, avec Paulin et Charton, de l'Illustration et signataire, en 1841, d'un *Itinéraire descriptif et historique de la Suisse*. Avec ce premier titre, mais davantage avec ce qu'il laissait entendre dans l'attaque du sujet, les Guides bleus n'étaient pas encore tout à fait nés, mais ne pouvaient que déterminer, une dizaine d'années plus tard, Louis Hachette à s'as-

surer la collaboration de Joanne pour la révision et la mise au point de tous les guides édités par La Librairie. Ceux placés sous l'autorité directe de Joanne continuèrent leur carrière avec succès, jusqu'à la fusion avec Hachette, après la première guerre mondiale.

L'automobile faisait voyager une brève population, confortable à la halte, érudite dans les cathédrales, étonnée sous les voûtes lancées par l'architecture moderne : on était entre gens de bonne compagnie. « 36 » n'allait sans doute que peu faire monter les ventes, et laisserait cette vaste

cohorte de congés payés s'en aller sur les routes de France, de la Gauloise en renfort dans la musette, de préférence à une littérature qu'il serait toujours temps de consommer pour peu que les temps ne s'assombrissent de trop.

Dans les années 50, la route a cessé d'appartenir aux grosses cylindrées : la 4 CV et la 2 CV donnent le signal du grand départ. Le sociologue Joffre Dumazedier lance une formule qui n'ira pas très loin, mais donne du cœur au ventre aux masses laborieuses : Développement, Délassement, Divertissement. Le tourisme social sous la casquette des « 3D ». Un homme nouveau est arrivé à cette époque-là aux Guides bleus, c'est Francis Ambrière. Prix Goncourt, en 1946, avec les *Grandes Vacances* (récits de captivité), il fait entrer la collection dans l'ère moderne du voyage et inaugure une approche qui sera judicieusement retenue par ses successeurs dans les rénovations de la collection. Homme de goût, de travail et de bon sens, il supportera avec flegme les flèches lancées par Barthes qui, au chapitre de ses *Mythologies* consacré aux productions du fameux guide, avait tenté, en 1957, d'en dessouder les armatures en le réduisant à un gros dépliant sombrement attaché à ne voir dans un pays que l'aspect culturel. Ainsi : « *Sociologiquement, pour le Guide bleu, les hommes n'existent que dans les trains, où ils peuplent une troisième classe « mélange »*. Pour le reste, ils ne sont

qu'introductifs, ils composent un gracieux décor romanesque, destiné à circonvenir l'essentiel du pays : sa collection de monuments. » An d'émouvoir, il n'est pas dit que cette attaque au fond n'ait pas troublé la vieille maison, ni ne lui ait donné à réfléchir sur les options futures à prendre.

Cest qu'il faut remarquer, plus de trente ans après la seule critique un peu sérieuse qu'on ait tenté de porter contre cette institution, c'est le bel enthousiasme avec lequel aujourd'hui on l'honore. L'ouvrage, fort bien tourné, qui célèbre le 150^e anniversaire se conclut par un livre d'or où sont rassemblés un certain nombre de témoignages d'utilisateurs supposés du Bleu. Véritablement, c'est l'unanimité, la grande émotion. Voilà l'Indispensable, le Sauveur. De Bernard Attali à Gérard de Villiers, de Jacques Chirac à Jack Lang, de Louis Nucera à Max Gallo, ils sont tous résolument pour. Tous aussi dépassés par l'événement et la façon de le dire de manière un peu pertinente. Yves Berger, seul, parvient, modestement, à donner un peu de sel au sujet : « Si Christophe Colomb, abordant un Nouveau Monde, avait eu son Guide bleu, il n'aurait pas pris l'Amérique pour les Indes. » Bien sûr, mais Colomb partait justement vers les Indes pour qu'on puisse savoir, un jour, que ce n'était pas la bonne direction pour l'Amérique.

Jean-Pierre Quélin

► L'album du 150^e anniversaire retraçant l'histoire des Guides bleus est offert par les libraires aux lecteurs qui font l'acquisition de trois volumes de la collection.

ESCALES



« L'incomparable croisière sur le Bosphore » en Turquie.

touristiques, charte qui privilégie l'accueil des golfeurs, seuls ou en famille, débutants ou confirmés, sportifs ou esthètes. Là-bas, en effet, le golf se regarde et se respire autant qu'il se joue. Et toute l'année en raison de la douceur du climat. Pour choisir, une brochure « très golf » et « très confort » (avec une sélection d'hébergements et de forfaits) est disponible à la Maison de la Bretagne (17, rue de l'arrivée, 75015 Paris, tél. : (1) 45-38-73-15). Autre paradis golfique, la Normandie (à moins de 2 h de Paris) n'est pas en reste

avec une brochure (à demander au Comité régional de tourisme de Normandie, 44, avenue Foch, 27000 Evreux, tél. : 32-33-79-00) proposant, au choix, journées d'évasion, week-ends, courts séjours ou vacances. Y sont présentés 21 des 37 parcs de la région sans oublier des renseignements sur la localisation, les conditions d'accès, les tarifs pratiqués et une sélection d'hébergements.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard

TÉLEX

Pêcheurs d'Auvergne

Côté décor, les monts du Cantal, les collines des Combrailles et du Livradois-Forez, les vallées de l'Allier, de la Loire et de la Dordogne, des cascades turbulentes et des torrents impétueux, des rivières et des retenues de barrages, des lacs de crâtres et des étangs sereins. Au total, 10 000 km de cours d'eau de 1^{re} catégorie, 2 700 km de cours d'eau de 2^e catégorie et 9 700 ha de plans d'eau. Côté espèces, truites, ombres, sandres, brochets, ablettes, hâtes, gardons, reutes, goujons, vairons, et chevesnes. Côté techniques, la mouche, le lancer, la grande canne, la pêche au coup avec trois techniques particulièrement à l'honneur : les pêches à la grosse carpe, à l'ombie chevalier et au saumon. Sans oublier les écrevisses. En Auvergne, la pêche, comme la nature, a la folie des grandeurs. Pour partir à la pêche aux idées, on peut se procurer une documentation auprès du Comité régional du tourisme (43, avenue Julien, B.P. 395, 63011 Clermont-Ferrand Cedex) ou consulter le Minitel (3615 Auvergne) qui présentent notamment une sélection de séjours et de stages proposés par des professionnels signataires d'une charte assurant des prestations et un accueil de qualité pour les pêcheurs et leur famille. Dans le Cantal, le Puy-de-Dôme, en Haute-Loire et dans l'Allier. A signaler, dans une autre région, les stages (7 ou 14 jours) d'initiation et de perfectionnement à la pêche sportive organisés en Aveyron, dans la haute vallée du Lot, entre Grande Causses, monts d'Aubrac et Margeride, à l'intention des jeunes de 9 à 17 ans. Pour 220 F par jour, en pension complète et gîte rural, non compris le voyage, la licence et le permis. A l'honneur l'acquisition de techniques fines (toc, rouler, mort mané, vii, ultra-léger, mouche), mais également la connaissance du milieu. Renseignements : François et Claude Picot, Centre Pêche Nord-Aveyron, Galimière, 12560 St-Laurent-d'Olt, tél. : 65-47-52-46.

Pluie d'étoiles sur les Pyrénées-Roussillon avec l'ouverture d'un cinquième hôtel 4 étoiles, produit quasi inexistant dans cette région jusqu'en 1990. Située à Perpignan, La Villa rejoint ainsi, dans cette catégorie, le Relais des trois mas à Collioure (vue superbe sur le port), le Relais Aras de Grando à Argelès-sur-Mer, L'île de la lagune à Saint-Cyprien-en-Roussillon et Le Château de Riell, un Relais et Châteaux de caractère dominant. Mollit-les-Bains, station thermale au charme d'antan et aux cures raffinées.

Spécialiste de la randonnée « douce » (les bagages suivent et on loge dans de petits hôtels de montagne), Pédibus (Lionel Fouque, Les Terras, 71670 Entrerrement-le-Vieux, tél. : 79-65-85-58) propose, dans sa brochure d'été, des traversées d'une semaine dans la Chartreuse, les Bauges et les Aravis, autour de 2 300 F en demi-pension. Également programmées, un tour du Mont-Blanc sans portage en septembre (10 jours, 3 850 F) et, du 4 au 10 août, une randonnée « vertige » en Chartreuse (1 950 F), le long des sentiers, sentiers en balcon, à flanc de falaise.

Un tour de France original : celui proposé par les dix-huit Maisons régionales installées à Paris. A la clé, trente-six séjours de charme, de deux à sept jours, pour deux personnes. Le principe est simple : il s'agit, en une semaine, du 1^{er} au 7^{juin}, de faire apposer le tampon de chaque Maison sur un bulletin (disponible dans les dix-huit étapes de ce rallye) qui participera ensuite à un tirage au sort. Renseignements an (1) 42-86-89-53.

La Réunion devrait être desservie, à partir de juillet 1992, par la compagnie Corsair (principal actionnaire Nouvelles Frontières) qui a obtenu les droits de trafic charter pour cette île de l'océan Indien ainsi que pour Madagascar et Bangkok. Deux vols par semaine (dont un avec escale à Marseille) seraient assurés par un Boeing-747 doté d'une première classe.

Printemps turc

« Voluptueusement couchée sur le divan de ses sept collines ». Ainsi la décrit Théophile Gautier séduit par ce décor de « Mille et Une Nuits » planté de minarets et que l'on imagine volontiers peuplé de courtisanes mystérieuses. Les fastes de l'Orient en trois syllabes : Istanbul. Une ville que Pacha Tours (dans les agences de voyages), qui commercialise également la marque Eden, propose de découvrir en quatre jours, le temps d'explorer, à la meilleure saison, la mosquée Bleue, Sainte-Sophie, la mosquée de Soliman le magnifique, le palais de Topkapı, le Grand Bazar, sans oublier l'incontournable croisière sur le Bosphore, de la Corne d'Or à la mer Noire. Départs tous les jeudis, sur vols réguliers Air France ou Turkish Airlines. Hébergement en hôtels 3, 4 ou 5 étoiles. Comptez, par exemple, 4 920 F par personne de Paris (4 060 F de Lyon) ou 4 étoiles, chambre double et pension complète (on promet les meilleurs restaurants de la ville) avec le vol, les transferts, un guide et les visites prévues au programme. A signaler également des week-ends de trois jours dans des hôtels de charme (citons le Yesiliev et les

Kiosques Ayasofia) autour de 3 000 F en chambre double, petits déjeuners et avion. Autre option : un circuit de huit jours (Ankara, la Cappadoce, Konya, Ephèse, Bursa et Istanbul) en autocar climatisé, à partir de 3 980 F par personne (de Paris mais on peut aussi partir de Nice, Lyon, Toulouse ou Nantes), en chambre double (3 étoiles), pension complète et avec guide francophone. Autre spécialiste de la destination, Marmara (dans les agences de voyages) propose notamment, outre plusieurs circuits, une découverte approfondie d'Istanbul en 8 jours (à partir de 3 660 F en demi-pension) ou un séjour de même durée dans son village club de Kusadasi (2 750 F de Paris, en pension complète), une des plus belles stations balnéaires du pays. Quant aux deux filiales tourisme d'Air France, elles annoncent des réductions jusqu'au 26 juin : sur trois circuits chez Jet Tours dont un quinze jours très complet (de 9 250 à 9 700 F de Paris, en pension complète) et pour des séjours hôteliers, des itinéraires en voiture ou un circuit de huit jours (3 480 à 3 950 F de Paris en pension complète) chez Jumbo, voyages en vente dans les agences de voyages.

Greens d'Ouest

La Bretagne et les Pays de la Loire. Menhirs, calvaires et enclos paroissiaux, chaumières et châteaux, granit rose ou sable doré, terres verdoyantes, fraîcheur des rivières, toits d'ardoise et pierres de tuffeau blond. Contrée d'histoire et de légendes, d'art et de culture, l'Ouest voit fleurir aujourd'hui, sur les cartes qui le représentent, un parterre de petits drapeaux rouges. Avec le vent du large souffle désormais, sur la côte, le boccage et la lande, le raz de marée des vacances actives et des loisirs toniques qui font qu'on y compte aujourd'hui pas moins de 47 parcsours de golf. De quoi se proclamer « naturellement green » et s'afficher « paradis du swing ». D'autant que 28 de ces parcsours ont signé une « charte » des golfs

Irlande
Écrivez-vous du droit chemin
de Green en Green
de Cottages en Châteaux
au Rythme de l'Homme Tranquille
• Séjours ou Circuits Golf
• Bateaux sur le Shannon
• Locations de Roulottes
• Chasse et Pêche
• Tourisme en Liberté
l'Irlande a tant à vous offrir
Choisissez le spécialiste
des voyages Golffiques
Voyages Gallia
12, rue Aubert, 75009 Paris
Tél. (1) 42.66.42.71 / (1) 42.66.07.24

سكنات الامل

صحنات الراحل

SANS • VISA

• Le Monde • Samedi 18 mai 1991 21

A PARIS

Les seins de glace

Quarante ans tout juste qu'on vient ici se donner des vapeurs à la vision d'un spectacle d'une rigueur et d'un froid polaires. Succès considérable pour le Crazy Horse Saloon, dirigé sans défaillance par Alain Bernardin, maître d'un ballet perpétuel et sans cesse renouvelé.

Le temple du sexe était un patronage, et combien le savaient ? Quelle alchimie a bien pu, depuis quarante ans, tourner les sangs, et surtout les récits, des gogos-spectateurs du Middle-West nu de Nagasaki, pour que, de retour dans leurs chefs-lieux, ces bienheureux répandent après tant d'autres la rumeur que, là-bas, dans un sous-sol de l'avenue George-V, à Paris, était l'enfer du nu ? Qu'y battait, dans le plus sage, le plus aséptisé des décors, le cœur magnétique du fantasme ?

Le Crazy Horse Saloon, ou les promesses de l'interdit ! Les plus belles filles du monde mises en cage, sur une scène minuscule, pour quelques centaines de voyeurs par représentation. La débauche dans Paris, adaptation contemporaine des « petites femmes » d'antan. La canaille en vitrine, contre une bouteille de champagne. Il fallait bien un anniversaire (mai 1951-mai 1991), pour que s'effeuille ce vieux paradigme. Il y avait méprise, même en 1951, quand Alain Bernardin, alors restaurateur place du Marché-Saint-Honoré, inventa sa version du « strip » à la française, un genre découvert, un jour, dans les pages glacées d'un magazine américain.

Et aujourd'hui, le gourou de l'artifice, peut-être justement à cause de ces quarante années et des souvenirs confus du Middle-

West, lève lui-même un coin du voile de l'innocente duperie. Et puis, ceux qui viennent désormais s'asseoir religieusement dans les rangées de fauteuils de théâtre, où l'on trouve encore la place de vous servir à boire, découvrent vite, plus vite que leurs prédécesseurs sans doute, que, de sexe, ici, point, ou si peu ! Ou alors si domestiqué, si épuré, tellement vidé de sens et de sensualité qu'il faudrait vraiment n'avoir jamais vu une jarrettière de près ou de loin pour rester dans l'illusion. Le dernier spectacle en cours — Bernardin se remet au travail tous les cinq ans — Porte-Jarretelles bleues, décline, comme à plaisir, tous les trucs, les astuces, les jeux de miroir et de morale imaginés par cet amoureux des femmes qui, plutôt que de les séduire seul, en user, s'y mêler, préfère se tailler la scène permanente, et fort répétitive, de gentille frustration qui allait devenir, pour les touristes, aussi célèbre que la tour Eiffel. Son théâtre d'ombres sur peaux blanches. Sa conception des fesses, des seins, son dictionnaire du déhanchement, que ces quarante années ont imposé, dans la mode, au ciel et dans le Middle-West, comme le canon universel de l'éternel féminin.

Tous les trucs, vraiment, imaginés par un homme qui fréquenta beaucoup des derniers surréalistes dans les années 50, se dit artiste lui-même, le rappelle à ceux qui le prennent pour un simple directeur de revue. A quarante ans, ce blues d'anniversaire vaut confession. Le Crazy n'a rien d'un strip. Bernardin s'ennuie si l'on se réfère à Pigalle, pire encore à Londres, oubliée dans le hard, le vrai porno. Bref, l'ennemi, celui qui en donne pour l'argent de ses clients, qui différencie ses égrégories blonde, la petite, la fille trop forte... Alain Bernardin, lui, met en scène les « frustrations de la salle », et c'est bien pour cela, pour ce sexe lavé à grande eau, ce sexe sans sexe, que les épouses, à quelques explosions près chaque année, acceptent d'accompagner leur mâle de mari dans cet antre du distingué obstiné, et même de trouver quelques qualités au spectacle proposé.

Et qu'y aurait-il à redire à ces gentils défilés ? Pourquoi diable les féministes du MLF, dans les années 70, jugèrent-elles nécessaire d'investir de force la cave peinte en rouge ? Faute de plafond, la scène paraît plus éloignée, presque un écran de télé. Nous ne sommes pas là, et elles non plus. Le génie des éclairagistes vous peint un sein de toutes les couleurs, au point que vous doutez qu'il puisse s'agir encore d'un sein. Et puis, elles sont quinze sur scène, pour les tableaux collectifs, identiques ou presque, de 1,65 à 1,73 mètre. Perruques au ras des yeux de jaune paille ou de rose, impersonnelles à souhait, volontairement.

Aussi, d'un sein à l'autre — le gauche, que Bernardin assure être toujours le plus beau chez une femme — d'une fesse à une autre fesse, ce n'est plus qu'un jeu de glaces. L'addition qui provoque la soustraction, et à la quinzième, quelle que soit la musique de synthèse, la mise en scène ou les fumées, le pourpre ou le bleu des lumières, vous avez nubié que cette fille multipliée était nue.

Elle, ou plutôt elles, car sous ces corps comme plastifiés battent des cœurs, elles, donc, dansent peu, bien que leur patron les appelle ses « danseuses ». « Elles bougent, plutôt », parce que les mouvements, toutes les anfrayes physiques qu'on paierait 10 sous ailleurs, déchaîneraient trop d'émotion. Sûr, on en voit davantage dans n'importe quel dancing, car un corps s'exhibe, même habillé. Le Crazy est l'adversaire du hard, de toutes les polissonneries de music-hall ou de quartier chaud. Mais, plus strict encore, plus pudibond, il parvient même à s'ennuyer de la vie.

Et c'est bien ce que l'artiste recherche, la proximité avec l'œuvre picturale de ses vieux amis surréalistes. Sa scène, encombrée de corps robotisés, à force de se ressembler dans leur plate perfection, évoque les femmes nues de Delvaux ou de Giacometti, même si l'heureux maître d'œuvre de cette illusion scénique et sociologique a mieux connu Max Ernst et Georges Mathieu. Femmes immobiles, même en cadence, irréelles, show surdistancié.

Dans le butotillon démodé, nous avions cru apercevoir une fille plus mince, de fesses et de chevilles, que les autres. Cette incongruité nous avait troublé. Une erreur, simplement, dans la revue, une erreur qui sera corrigée ! Car, enfin, Bernardin ne plaisait pas avec les codes inamovibles du plaisir. Des règles découvertes en 1951, et jamais trahies. Bien sûr, il eût un peu aux évènements modes du temps : l'idéal des premières années avait été réglé sur 58 kilos en moyenne pour 1,70 mètre. « Mais les filles de l'après-mai 68 », explique Alain Bernardin, « ont sans doute voulu mûrir, surtout des seins » : 50 kilos. A deux doigts de briser son jeu solitaire de scène. A désespérer de son cher vieux lexique, partagé avec ses maîtres dadaïstes et ceux du Middle-West. Heureusement, les années 90 lui rendent le moral : 56 kilos. Même si, pour maintenir ce niveau de perfection, l'inventeur du Crazy est obligé de recruter des danseuses plus jeunes, souvent de dix-sept ans, même de seize ans. « Maintenant, ce sont les parents qui viennent me présenter leur enfant. »

Et franchement, les parents ne risquent rien. Alain Bernardin, pour sauver le Crazy de la débauche et préserver son œuvre



intime, conduit son équipage en père sévère. Il s'en flatte. Les filles pointent à l'heure, à l'horloge-mouchard, leurs fréquentations sont surveillées par les deux « capitaines » — d'anciennes danseuses — et il y a bien longtemps que les chefs d'entreprise en goguette se sont fait dire que cette cave désodorisée se voulait aussi, peut-être d'abord, un pensionnat. Gare à celui qui confondrait l'une de ces demoiselles avec une entraîneuse. Dehors veillent deux cerbères, déguisés, depuis 1951, en gardes de la police montée canadienne.

Les « œuvres d'art » d'Alain Bernardin gagnent entre 15 000 et 30 000 francs par mois, et la maison veille à la gestion de ce pécule. Elles gigotent sur scène pendant cinq ans, puis retournent à la lumière du jour. Anonymes, comme elles l'étaient déjà, non reconnaissables. Certaines font des affaires, dans le commerce de la mode, en Italie, car les Italiens épousent un chirurgien comme n'importe quelle jolie femme. Le

temps est loin où, de la première génération des « vingt-quatre » — vingt-quatre par vingt-quatre, elles ont été deux cent trente à ce jour — quelques-unes, Rita Renoir et Rita Cadillac, réussissent à faire parler d'elles, après leur noviciat chez Alain Bernardin. Une œuvre d'art se doit à son peintre, même lorsque celui-ci s'est détaché du tableau. Attiré par d'autres travaux, les mêmes, en tout point semblables aux précédents, mais de facture plus récente.

Il arrive même que d'anciennes danseuses reviennent avec leurs enfants, bien sûr vieillies, et bien sûr, Bernardin sait tout de leur histoire. Les mariages, les divorces, les petits maux de tous les jours. Ces deux cent trente sont sa famille, à la ville comme

sur sa toile. Mais, à ces « ex », il ne peut s'empêcher de parler au passé. « Tu étais belle, tu sais, la plus belle peut-être, mais indisciplinée. Je t'ai souvent grondée. » Et, alors, il montre les photos de nieman aux enfants.

Philippe Boggio

► Le Crazy Horse Saloon, 12, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : 47-23-32-32. Tous les soirs, du dimanche au jeudi. Spectacle à 21 heures et 23 h 30. Le vendredi et la samedi, spectacle supplémentaire à 0 h 50. Tarifs : de 195 F au bar-promenoir, pour un verre, à 560 F dans les fauteuils d'orchestre, pour une demi-bouteille de champagne.

► Alain Bernardin publie, cette semaine, avec la collaboration de Henry-Jean Servat, le Crazy Horse légendaire, aux Editions Fixot, 249 F.

Islande

MAI - DEBUT JUIN

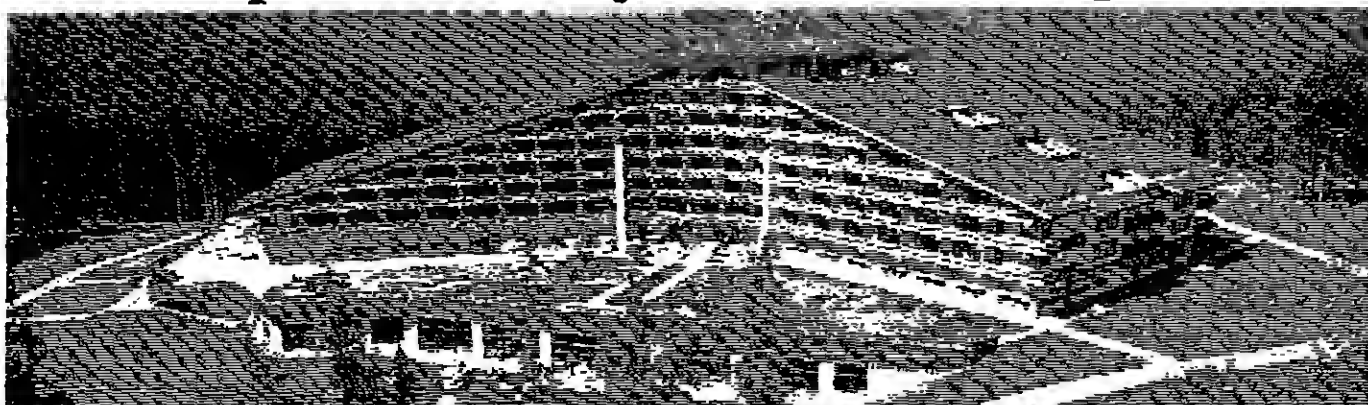
PRIX EXCEPTIONNELS

CIRCUIT SAFARI 8 JOURS PARIS

ICELANDAIR
9, boulevard des Capucines
75002 PARIS
Tél. : (1) 47.42.52.26

Info gratuite
2615 code OTSLAND

Interlpen-Hotel Tyrol. Tout au superlatif.



Profitez de tous les raffinements que vous propose cet hôtel de classe incomparable situé en plein cœur des Alpes. Aménagé dans le style de la région, la maison répand une atmosphère aussi accueillante qu'harmonieuse. Les cuisines se font un point d'honneur à régaler votre palais de tous les délices imaginables. Quant à notre cave, elle est garnie des meilleurs crus. Chacun des spacieux appartements comporte un poêle de faïence et offre une vue splendide. Côté loisirs et détente, vous

avez l'embarras du choix : piscine, courts de tennis, bains bouillonnants, saunas, fitness club. Nous avons même prévu une section de bains thérapeutiques. Salon de coiffure et institut de beauté complètent notre programme bien-être. Le fascinant paysage des Alpes du Tyrol vous invite à des parties de tennis ou de golf sur le terrain à 18 trous adjacent. Pour les férus de randonnées et d'alpinisme, l'Interlpen-Hotel Tyrol sera le point de départ idéal de leurs excursions.

A quand votre visite ?

INTERLPEN-HOTEL TYROL

INTERLPEN-HOTEL TYROL - B.P. 96 - A-6410 Telfs-Buechse, Autriche - Tél. 19-43/52 52/6 06
Télex 0 47 00, 534 654 INHOB - Télécopie 19-43/52 62/60 61 90 - Réservations téléphone 19-43/52 62/60 62 81

Des prix à vous faire partir !
NAPLES 1490 F
PALERME 1510 F
DAKAR 2800 F
Tél. : 40 53 07 11 - 181 bd Pétrelle - 75017 PARIS

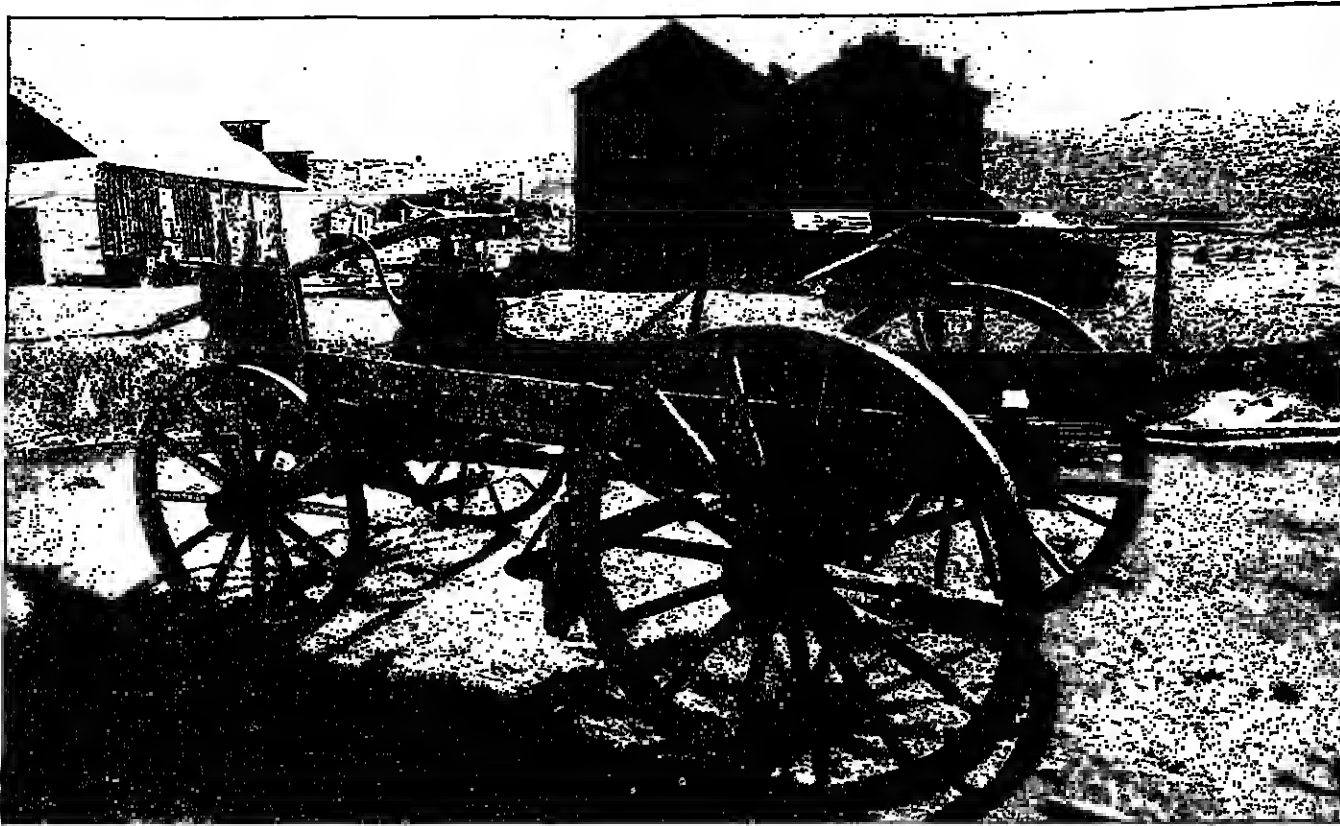
BONNE ROUTE!

Budget Rent a Car vous offre tout ce qu'il y a de mieux dans le domaine de location de voitures pour les vacances. Avec Holiday Drive, la location est simple, avec un tarif "tout compris". Vous pouvez réserver et payer avant de partir, et vos réservations sont assurées dans plus de 100 pays du monde. Il n'y aura aucun supplément caché, ni d'incertitude.

Pour réserver votre voiture, ou pour obtenir gratuitement une brochure, prière d'appeler Toll Free 0504 0138 entre 8 heures et 18-30 heures, ou demandez de plus amples informations à votre agence de voyage.

Budget

L'Eldorado du Colorado



« Ghost town (terme apparu en 1931) : ville autrefois florissante, aujourd'hui totalement ou presque abandonnée ; le plus souvent à la suite de l'épuisement d'une richesse naturelle, l'or par exemple. » Dans le Colorado, des dizaines de villes répondent à cette définition du dictionnaire Webster. Elles sont nées du jour au lendemain dans les années 1860, et ont été livrées à l'oubli.

L'HISTOIRE est classique d'un chercheur d'or qui découvre, dans le lit d'un torrent, une pépite de belle taille ou du minerai d'argent qui affleure au flanc de la montagne. La rumeur circule vite. Des dizaines, des centaines de prospecteurs accourent, installent un camp de tentes. On travaille, on creuse, jour après jour, même pendant les hivers si rudes des Rocheuses. On construit des usines pour traiter les minerais. En quelques mois une ville apparaît : des bâtiments de bois pour la plupart, quelques constructions de briques, l'école, des églises, la prison. Les magasins se multiplient, les clients s'entassent dans les salons le samedi soir. De gigantesques fortunes se font. La ville connaît trente ans, parfois quarante, d'une vie folle, sans mesure, le plus souvent difficile, parfois tragique. Un jour, les veines s'épuisent ou bien la valeur de l'argent s'effondre à la suite d'une décision du gouvernement fédéral, en 1893. Les mineurs quittent la ville ; l'eau inonde les mines fermées ; les usines et les bâtiments de bois résistent mal aux hivers glacés du Colorado. La ville s'assoupit, puis meurt.

Georgetown, apparue en 1864, hienôt surnommée la « Silver Queen » tellement ses mines d'argent semblaient inépuisables, raffinées avec ses maisons victoriennes, ses hôtels de grand luxe, sa bourgeoisie de Londres ou de Philadelphie. 1893 : l'argent ne vaut plus rien. La ville entre dans le déclin. 1930 : 300 habitants.

Central-City, où de l'or fut découvert en 1859, 15 000 habitants au début des années 60. Elle se vantait d'avoir le mètre carré le plus riche du monde. Hôtels, théâtres, Opéra, rien n'était assez

grandiose pour les notables de la cité. Aujourd'hui, 400 résidents permanents.

Leadville, ville de l'or puis de l'argent. Quatre mois après la découverte du premier filon, 5 000 mineurs s'acharnaient fébrilement. 30 000 habitants en 1878. Sans doute la ville aux fortunes les plus extravagantes. Aujourd'hui, elle vitote très haut dans la montagne, à 3 100 mètres d'altitude.

L'énumération de ces villes et villages fantômes du Colorado pourrait ainsi continuer longtemps : Waldorf, Lamartine, Fairplay, San-Elmo, Victor, Ashcroft, Tin-Cup, Creede et Cripple-Creek... Certaines ne sont plus qu'un nom sur des cartes anciennes. A partir de 1930, de petites sociétés historiques se sont constituées ici et là et ont décidé de sauver ce qui restait de ce passé extraordinaire mais éphémère. Sans financement, avec ténacité et enthousiasme, elles ont commencé à restaurer ce qui pouvait l'être. Cynthia Neely, l'un des membres fondateurs de la Société historique de Georgetown, explique : « Il faut sans cesse imaginer de nouveaux moyens pour trouver de l'argent. Une fois par an, les habitants de la ville ouvrent leurs maisons victoriennes aux visiteurs. On a déjà organisé des ventes aux enchères d'objets, de meubles de l'époque.

Notre société est très pauvre et certaines restaurations sont très urgentes ! »

De ces villes, il reste aujourd'hui quelques bâtiments, des bouts de rue intacts, une église, des entrées de mine ou de tunnel, des tombes dans un cimetière. Mais il suffit de regarder ces traces et d'écouter les histoires dans le Colorado, il faut écouter les histoires, et alors commence le voyage.

Il peut commencer à Georgetown, à 80 kilomètres environ à l'ouest de Denver : une rue centrale bordée de bâtiments du siècle dernier aux façades de briques très western. Plus loin, de belles demeures victoriennes repeintes de rose, de jaune pâle, de bleu ciel, qui rappellent les maisons des collines de San-Francisco. Mais, pour le touriste français, le vestige qui intrigue immédiatement est une grande bâtisse de pierre à l'architecture un peu insolite dans ces lieux : l'Hôtel de Paris, un petit musée aujourd'hui.

A l'intérieur, tout est intact ; on se croit à la fin du dix-neuvième siècle. On passe du salon avec ses fauteuils de cuir et ses lampes de chez Tiffany à la salle à manger avec sa porcelaine de Limoges et ses photographies de William H. Jackson. Surtout on tombe en arrêt devant une extraordinaire bibliothèque de deux mille volumes environ en français et en anglais. Y figurent toute la Com-

die humaine, l'œuvre complète d'Alexandre Dumas père et celle de Théophile Gautier, les poèmes de Wordsworth et les livres de Ruskin, de Stuart Mill et de Schopenhauer, mais aussi Sénèque, Pascal, le théâtre de Racine... On s'étonne de tant de confort, de tant de culture dans ce coin perdu du Colorado. Alors, on veut savoir l'histoire de Louis Dupuy, fondateur de cet hôtel, né à Alençon en 1844.

Il s'appelle alors Adolphe François Gérard. Après de solides études classiques au séminaire de Sées, il part à vingt ans pour Paris où il aurait appris la « grande cuisine », peut-être fréquenté des milieux progressistes. Un an plus tard, on le retrouve à Londres, puis à New-York. Il s'engage dans l'armée américaine et part pour l'Ouest. Bientôt, il déserte, part à pied de Cheyenne à Denver, à travers les Rocheuses. Il prend le nom de Louis Dupuy. Engagé au *Rocky Mountain News*, il écrit des reportages sur les camps miniers du Colorado. La rue vers l'or et l'argent a commencé dix ans auparavant et elle est en plein essor.

Un jour, il arrive à Georgetown, déjà un des grands centres de l'exploitation des mines d'argent. 3 000 habitants se sont installés dans cette haute vallée encaissée des Rocheuses, à 2 500 mètres d'altitude. Louis ne résiste pas à la fièvre ambiante. Il se fait mineur.

En 1873, grièvement blessé dans une mine, il est contraint d'abandonner son métier. Il ouvre un petit restaurant qui devient très vite un petit hôtel, puis un hôtel de grande classe, hienôt célèbre dans le nouvel Etat du Colorado, puis dans l'Ouest américain et même au-delà. Les hôtes apprécient le confort, l'extraordinaire talent culinaire de Louis. Sur les menus, figurent chaque jour poissons de mer et bûches fraîches, gibier, vins de Bordeaux et de Bourgogne qui vieillissent dans des fûts de chêne dans le cellier de l'hôtel.

Mais Louis a gardé de ses années de séminaire le goût de la lecture et des discussions intellectuelles. Il décide donc de se constituer une vaste bibliothèque qui hienôt atteindra 3 000 volumes. Tous les sujets l'intéressent : l'histoire grecque et romaine, la critique littéraire, la théologie, les nouvelles théories scientifiques de Darwin et de Thomas Huxley, la médecine par les plantes. Il accumule dictionnaires et encyclopédies. De cette ville minière si loin de Paris et de Londres, il continue à se passionner pour les débats politiques et intellectuels en Europe. A Georgetown, symbole même du capitalisme américain, il fait venir les écrits des socialistes et des anarchistes européens et américains. Sur ses étagères, figurent en bonne place Karl Marx, Saint-Simon, Fourier, Proudhon, Elisée Reclus et Jules

Guesde. Il reçoit chaque jour — on se demande avec quel retard — le *Temps*, chaque mois, le *Journal des économistes*, la *Revue des Deux Mondes*, les *Lettres* et les *Arts* parmi quarante autres revues françaises et anglo-saxonnes. Il commande ses livres, parfois des éditions coûteuses, à New-York et en Europe. Envoyés par bateau, transportés par le Union Pacific à travers tout le continent américain jusqu'au Wyoming, puis par le Colorado Central, ils finissent par arriver à l'Hôtel de Paris. Louis fait relier en plein cuir et annote ses ouvrages favoris.

Il ouvre sa bibliothèque aux hôtes de son choix. Il les invite à partager ses soirées de lecture et de discussion : ingénieurs des mines et des chemins de fer, avocats, journalistes, botanistes et géologues de Princeton et de Yale se succèdent dans ce « salon » au sens du dix-huitième siècle. Tandis que la nuit, ces hommes rêvent et construisent leur monde, ce monde de l'Ouest aux richesses et aux possibilités infinies.

Hélas, en 1893, survient le krach de l'argent. L'Angleterre et l'est des Etats-Unis n'investissent plus dans l'exploitation du minerai précieux. Georgetown se vide ; Louis Dupuy meurt en 1900.

Depuis 1954, un groupe de préservation des lieux historiques, les Colonial Dames of America, a minutieusement restauré l'hôtel. La bibliothèque est restée, par miracle, presque intacte, et sa visite est passionnante.

La seconde étape de ce voyage sur les traces de l'Ouest de la rue vers l'or et l'argent sera, bien sûr, une gare. Elle est là, à la sortie de Georgetown. Dès 1877, le train avait atteint la ville. Mais, déjà, les ingénieurs pensaient : « Pour quoi s'arrêter au fond de cette vallée ? » Leur train traitait plus loin, traverserait la montagne par de longs tunnels et des viaducs vertigineux et atteindrait, de l'autre côté, Leadville, la grande rivale, construite à plus de 3 000 mètres d'altitude.

Des travaux commencèrent, d'abord jusqu'à Silver-Plume, un village minier. La pente était si forte qu'il faudra que la voie de chemin de fer fasse une longue boucle complète sur elle-même et emprunte quatre très hauts viaducs métalliques pour gagner de la hauteur et atteindre Silver-Plume tout proche : ce fut le célèbre Loop terminé en 1884, ouvrage d'art très audacieux, tout à fait comparable aux travaux de Gustave Eiffel. Mais le train ne dépassera jamais Silver-Plume. Bientôt le Loop sera entièrement démantelé, les locomotives vendues à de grandes plantations du Mexique et du Guatemala. Pendant de longues années, le train ne sifflera plus dans la vallée.

Aujourd'hui, la grande boucle a été reconstruite fidèlement et le train a repris ses trajets fort pittoresques. Les touristes frissonnent en passant sur le Devil's Gate, le

pont le plus impressionnant, presque suspendu sur ses fragiles piles de métal : ils visitent une mine et font escale à Silver-Plume. Le village, habité par quelques marginaux et quelques personnes âgées, garde son caractère de village fantôme. Aucune riche fondation n'a versé de l'argent pour la restauration de ses petites maisons de bois délabrées, ses quelques pauvres magasins, son saloon, sa fonderie abandonnée.

Le lieu est étrangement mélancolique, presque morbide, mais, dans le silence de la montagne, ces constructions ont une telle puissance évocatrice qu'on se prend aussitôt à imaginer les vies difficiles de ces hommes venus d'Irlande, de Cornouailles et d'Italie et de leurs familles. Contrairement aux nantis de Georgetown, les mineurs de Silver-Plume n'ont jamais fait fortune.

Mary Atchison, une charmante vieille dame rencontrée à l'Hôtel de Paris, suggère une soirée à l'Opéra de Central City, qui se trouve à une vingtaine de miles de Georgetown. Elle évoque sa construction à la grande époque : « Imaginez, on trouvait de l'or partout dans toutes les collines avoisinantes. Alors les habitants décidèrent de monter au monde qu'ils étaient les plus riches : ils ouvrirent le premier Opéra des Rocheuses. On organisa une souscription publique.

« En quelques jours, tout l'argent était là ! Velours cramoisi, ors et lustres de cristal, rien n'était trop beau. On y invita les acteurs et les chanteurs les plus célèbres. Vous savez, votre compatriote, Sarah Bernhardt y joua. » La suite de l'histoire est étonnamment semblable à celle de l'Hôtel de Paris et du train de Silver-Plume : l'Opéra sera fermé au début du siècle et abandonné, mais, quelques années plus tard, ce sera sa renaissance. Un groupe d'habitants décida de rouvrir leur opéra. Il sera inauguré par une grande pompe en 1932. « J'y étais. J'étais une toute jeune fille, continue Mary. Lillian Gair est venue de Hollywood se produire sur scène ! Une soirée inoubliable... »

Depuis lors, chaque année, Central-City organise un festival d'opéra en juillet et août. Avant la représentation, à la tombée du jour, les spectateurs prennent un verre à la Teller House, un hôtel historique, tout près de l'Opéra. Dès l'entrée, le décor des années 1880 est planté, Walt Whitman y a séjourné, et Henry Stanley, l'explorateur, et Ulysses Grant, président des Etats-Unis et héros de la guerre de Sécession. Pour célébrer sa venue, le troistor devant l'hôtel avait été reconvert de trente énormes pavés d'argent — l'or était trop commun à Central-City !

A l'Opéra, on chante Mozart et Verdi, mais plusieurs soirées sont, chaque année, consacrées à la représentation de la *Ballade de Baby Doe*, qui évoque la vie tragique de la très belle Baby Doe, personnage devenu légendaire dans le Colorado.

A Leadville, les décors sont tous là, intacts, dans un grandiose paysage de montagne. Les guides racontent des épisodes de la vie de Horace Tabor et de Baby Doe avec presque les mêmes mots que ceux de la *Ballade* entendue la veille à l'Opéra. A Leadville, surnommée autrefois « The Cloud City », la ville des nuages, réalité historique et fiction ont fini par se confondre.

Villes fantômes du Colorado, villes fragiles comparées à nos villes d'Europe si solidement ancrées dans la terre par tous leurs monuments, villes éphémères avec leurs quarante années d'existence à côté de nos siècles d'histoire, villes de silence mais où, avec un peu d'attention, on entend toutes les rumeurs du passé, villes mortes qui n'auront plus de destin mais où les rêves sont encore présents, villes de l'imaginaire qui laissent au voyageur la liberté de les réinventer.

de notre envoyée spéciale
Chantal Mureau

Costa
Croisières

**LA SOLUTION POUR DES VACANCES
PLEIN SOLEIL EN TOUTE SÉRÉNITÉ**



Des idées de croisières pour votre été
La Méditerranée occidentale, les Iles
Grecques ou l'Atlantique. L'Alaska, les
Caraïbes ou le Mexique... et la Super
Grande Croisière d'août dans l'Atlanti-
que Nord (32 jours).

Les offres spéciales

• Gratuité enfants jusqu'à 16 ans révolus à bord
d'Eugenio Costa (10 jours) et Enrico Costa (7 jours)
en juillet

Exemple pour une famille de 4 personnes
(2 parents ou grands-parents et 2 enfants) :
10 jours : 28 500 F (soit 7 125 F par personne)
7 jours : 17 400 F (soit 4 350 F par personne)

• Tarifs - Cursaire - (-20 %)

en juin

• Facilités d'acheminement sur

Gènes et Venise.

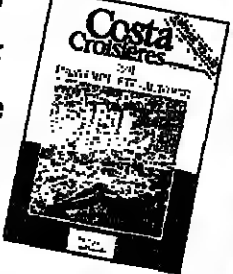
Renseignements chez votre

agent de voyages.

COSTA : UNE FLOTTE DE

7 PRESTIGIEUX PAQUETOTS.

CHORUS



صكتا ف الامل

lorado

Islande si près, si loin

Suite de la page 19

Quant à la pollution automobile, le vent et la pluie se sont spontanément offerts pour lui régler son affaire. Pur : le mot est essentiel dans l'image que les Islandais entendent donner d'eux-mêmes. La Thorshping, une capitale de table issue de la réserve nationale de Heidmork qu'ils viennent de lancer aux Etats-Unis, ne peut être qu'«ultra-pure», et les placards pour la vente à l'étranger des produits de la pêche proclament : «Des eaux PURES. Un poisson PUR. Une qualité PURE.»

Le poisson, lui est vrai, est l'acteur principal, presque solitaire, de la scène économique islandaise, vedette capricieuse, auquel chaque insulaire une fois au moins dans sa vie, à l'usine ou en mer, doit, de ses mains, faire l'humilité. Il est cause de la richesse d'un pays auquel il fournit les trois quarts des exportations. Qu'il vienne à manquer, et c'est le niveau de vie (l'un des plus élevés du monde — au prix de cinquante heures de travail par semaine) qui dégringole, la dette (considérable) mise en panne. Livre français à l'Europe, surgé au États-Unis, salé aux pays latins et éché au sud de la Méditerranée (le resic étant transformé en farine), sa vente est sujette aux moindres fluctuations des cours, des monnaies et des goûts.

C'est le poisson qui a dicté les limites du territoire sacré de la patrie, comme l'ont montré les deux dernières guerres dites « de la morue » contre les Britanniques, en 1958, lors de l'extension des eaux territoriales à 12 milles, puis en 1975, lors du passage à 200 milles. Ainsi ce nombre de pays africains, et comme eux d'indépendance récente (17 juin 1944), l'Islande est soumise à un seul produit. « Notre sang, estime

Matthias Johannessen, rédacteur en chef du quotidien *Morgunblaðið* et poète, est resté celui d'une nation du tiers-monde. Nous avons vécu la colonisation et la misère. Les gens mangeaient leurs souliers et mouraient de faim, au point que l'île faillit être abandonnée au dix-huitième siècle. Et nos oppresseurs, les Danois, étaient nos frères, ils étaient scandinaves comme nous. C'est pourquoi nous sommes si suspicieux devant l'entrée dans la CEE.»

A l'instar de ces petits peuples que l'étonnement d'exister, lorsqu'ils auraient dû disparaître, pousse à d'incessantes analyses de leurs particularismes, les Islandais ne finissent pas de s'examiner pour s'assurer qu'ils sont toujours bien eux-mêmes, et le « nous » dont ils s'emparent à l'occasion ne paraît en rien exorbitant. Les six siècles d'obscurité sous la domination d'Oslo puis de Copenhague sont l'une des causes de l'homogénéité d'une société où l'échelle des revenus apparaît suffisamment étroite pour avoir fait l'objet d'innombrables discussions. Au *XIX^e* siècle, note le romancier Pjetur Gunnarsson, l'administration parlait danois. A l'indépendance, il n'existait pas de classe dirigeante islandaise. Depuis, rien ne peut empêcher l'ascension de quiconque chez nous. Les barrières n'existent ni dans le système éducatif ni dans les mentalités. On ne se connaît pas d'accent distinctif. Les gens sont extrêmement mobiles, comme l'étaient déjà les paysans autroiteufs, qui louaient à l'Eglise ou à la Couronne leur ferme, avec l'habitude d'en changer régulièrement, et de circuler ainsi à travers tout le pays. »

Mais la mobilité semble suivre de plus en plus un unique sens, dans la tentation d'abandonner les durs métiers de la pêche (700



morts entre 1947 et 1980) et de la campagne pour gagner la capitale. Les classes sociales retiennent moins l'attention désormais que les rapports de trois modes : la terre, la mer et la ville, entre lesquels les contacts ont tendance à se réduire. Les nouveaux venus (au lieu ou à l'argent), rétifs au fonctionnalisme des années 30 et 40 qui domina jusqu'en 1968 l'urbanisation de Reykjavik, semblent pris d'une frénésie de construction de maisons individuelles, où chacun paraît, jusqu'à l'excès, vouloir s'affirmer sa personnalité, où pas une fenêtre (personnel le fenêtre), pas un rideau, pas une porte, pas un toit ne saurait être semblable. L'abandon est tel que l'impression d'abandon l'emporte sur celle de chaos.

« La maison est tout, estime la journaliste Gudrun Finnebrogan. La famille est tout, la vie est dans le maison, pas dehors. Pas seulement pour des raisons météorologiques. On se sent toujours en sécurité à Reykjavik, les enfants n'ont pas peur de se perdre. Les familles sont ouvertes, les maisons sont ouvertes. Il n'y a pas de secrets. C'est vraiment agréable. Les gens sont très ouverts à propos des uns des autres, avec une vie privée minimale, mais cela interdit la langue de bois. Et ne sommes-nous pas tous porcins, nos ancêtres ne sont-ils pas communs ? Chaque lien nouveau renforce notre goût pour la généalogie. Personne ne veut être un étranger. Je prend le téléphone et on taut de suite le minuteur ou bou du fil ».

Lorsque famille et nation semblent encore couler de même source, le journalisme de proximité n'est pas pour autant contradictoire avec l'ouverture au monde. Le puissant *magazine* *Al-Djazira*, qui vend plus de cinq cent mille exemplaires par jour et il y a quatre ans, un quotidien), sort avec les 12 pages en fin de semaine avec les quindicroniques des plus grands chroniqueurs internationaux, consacrer « une » à l'étranger, et ouvre largement ses colonnes intérieures aux points de vue de lecteurs qui détaillent, leurs difficultés pour exporter la morue séchée en Algérie. com-

mentent les conséquences du refroidissement des eaux nationales, ou dénoncent l'état des pistes routières à l'intérieur. Les aérologies n'y sont pas des notices journalistiques, mais de longs textes écrits par les parents et les amis du défunt, si longs et si nombreux, parfois, qu'il faut deux numéros pour les écouler. Et si rien n'interdit les hommages posthumes rimés, l'édition du dimanche se réserve la publication de poèmes et de nouvelles.

Dans un pays où l'illettrisme est aussi inconnu que le service militaire, la lecture est réputée premier sport national. Ce « mythe sympathique », comme le qualifient en souriant d'aise les plus modestes (gros) lecteurs, s'appuie sur un solide réseau de bibliothèques publiques, qui, après avoir noté une baisse sensible des prêts ces dernières années, ont vu une nette remontée de la courbe l'an passé, où, simultanément, à la suite d'une baisse de moitié de la TVA, les ventes de livres ont battu tous les records.

« Au cours du mois de novembre, les éditeurs peuvent mettre jusqu'à quatre cents titres sur le marché, plus des épopées, des romans, des contes, des nouvelles, des romans policiers, des romans de la vie du magazine féminin *Nytt Liv*. La tradition veut en effet que chaque Islandais se voie offrir au moins trois livres à Noël, période où, durant une semaine, tout est fermé, et le jour ne dure que quatre heures, et où l'on reste chez soi, à lire et à recevoir. » Un bon tirage pour un roman tourne autour de 2 000 exemplaires, celui d'un succès atteint les 10 000 (pour une population, ne l'oublions pas, correspondant à celle de l'agglomération de Havre), et à de fortes chances, après adaptation, de permettre une carrière sur scène.

Certes, la situation est fragile, les adolescents ayant tendance à laisser l'imprimé pour les cassettes vidéo dont la location est en plein développement, basée sur un fonds presque exclusif de

produits et de sous-produits hollywoodiens, au désarroi de leurs aînés, qui, au nom de l'indépendance et du pacifisme, ont combattu en vain dans les années 50 l'installation de la base américaine de Keflavik (elle emploie 2 000 personnes et envoie plus de 200 avions par jour). L'OTAN, le CERN, en bousculant des nudes protégées, vient de permettre aux États-Unis de remporter la guerre du golfe Persique jusqu'ici. Épreuve délicate, crainte de submersinn et vaste débat national dans un pays qui estime devoir l'essentiel de son existence à sa langue et à sa littérature.

« C'est le pouvoir d'inventer qui
 a sauvé mon peuple, dit le romancier
 Thor Vilhjalmsson. Les histo-
 riens poussent mieux sur nos lo-
 cux distances, avec le silence qui
 hurle si fort. Il y a tout le temps
 pour interpréter les images des
 montagnes et des rocs. Et dans ce
 pays d'isolement, le petit cheval
 islandais est un esprit plein d'es-
 prit. L'homme peut parler au che-
 val. Et le cheval le comprendre et
 encourager l'homme lorsqu'il
 pense avoir trouvé une illusion
 convertible. Ainsi les écrivains
 ont-ils pu se multiplier en Islande.
 Tout le monde, d'ailleurs, pense
 l'être. C'est une affection nation-
 ale. Heureusement, il y n tous les
 clandestins... »

Une cinquantaine d'auteurs, cependant, peuvent, au prix de quelques cours dans les lycées, songer vivre de leur plume. Fridrik Rafnsson, producteur d'émissions littéraires à la radio, distingue quatre époques : celles d'Hallor Laxness (89 ans, prix Nobel 1955), *« tous écrivent sous son ombre, il agit comme un stimulant »* ; de Thor Vilhjálms-son (66 ans), *« avec lui c'est la fête du langage »* ; de Petur Gunnarsson (44 ans), *« la première génération citadine »* ; et de Gyrdís Elíasson (27 ans), *« l'héritage sous l'angle de l'ironie », avec, « chez tous, une seule question centrale : l'identité culturelle nationale »*.

Une identité ancrée solidement dans l'histoire, dans ce mélange des sanges scandinave et celte (Ecosais et Irlandais razzies et enlevés lors du peuplement de l'île au tournant du neuvième siècle) et dans son reflet essentiel : les sagas, écrites entre les douzième et quatorzième siècles, et dont les éditions abondent : scientifiques (en version originale), pour large public (d'où l'on a éliminé les irrégularités orthographiques), ou pour débutants (avec une syntaxe simplifiée) et de poche. Même si l'on sent parfois une nature un agacement devant leur pouvoir, les personnages demeurent dans toutes les mémoires, comme de très remarquables vivants, des parents somme toute attentifs, et le monde politique n'est pas le moins friand d'allusions, de citation, et de références à leurs batailles.

« Et pourtant, la première sage n'a dû être imprimée qu'il y a dix-neuf siècles, comme Peter Gunnarsson. Durant six cents ans, seuls les manuscrits ont circulé. Tout le monde vivait à la campagne, et la vingtaine de personnes qui habitaient une même maison se rassemblaient le soir autour de celui qui lisait. Il y a neuf siècles, le danois était composé de mots les Scandinaves, mais tandis qu'il évoluait ailleurs, il ne bougeait pratiquement pas ici.

Ainsi avons-nous été les seuls à conserver nos llens avec la littérature. Mais pour garder notre langue, il faut la faire évoluer, et sans cesse inventer des mots nouveaux. C'est dans les sagas que nous avons repris le mot *simi* (ligne) pour téléphone, et pour ordinateur, tout le monde dit *tölvá*, qui est lié au mot calculer, mais aussi à *völva* (magicienne). »

Grands voyageurs, les Islandais ont souvent le sentiment d'être injustement ignorés du reste du monde, et de se retrouver lorsqu'ils sont au loin, comme dans les sagas, poètes dans le monde des rois. Agacés d'être obligés de rappeler que cinq siècles avant Christophe Colomb, leur ancêtre Leif Ericsson touchait en famille l'Amérique. Leur île, alors, n'était peut-être pas la terre promise, mais celle d'une courte escale qui dure depuis maintenant plus de mille ans.

Même les plus proches Nordiques refusent de voir l'Islande réelle, si l'on en croit l'ex-député et romancier Svava Jakobsdóttir : ils ne nous comprennent pas, ils nous considèrent comme l'île aux sagas, et nous avons l'impression qu'ils voudraient nous conserver comme un musée vivant, comme des spécimens de leur propre passé, parce que notre langue est intacte. S'ils veulent connaître leur propre histoire, les Norvégiens et les Danois sont bien obligés de nous lire. Nous voulons bien des relations culturelles avec l'Europe, mais nous sommes opposés à toute juridiction supérieure : nous faisons un Etat souverain pour préserver la langue.

« **Nous héritage nous autorise à ne pas nous considérer comme «petits», estime Matthias Johannessen. Nous avons trouvé un substitut à la petitesse et à la pauvreté dans nos histoires. Notre nationalisme intrinsèque ne menace personne, il ne sert qu'à préserver notre identité. Nous n'avons jamais rien obtenu par la force, pas même l'extension de nos eaux territoriales à 200 milles, mais par notre seule identité de nation. Si les Danols nous ont rendu nos manuscrits en 1971, c'est que nous avions préservé dans nos livres une autre rigueur que celle de leur écriture. Nous ne serons pas respectés par les autres si nous ne nous respectons pas nous-mêmes. »**

Un tel respect de soi pousse au respect des autres, de ses semblables, et, vu de Rychjaviak, nul doute qu'il existe des peuples plus semblables que d'autres. Tout l'histoire de l'Islande l'autorise à se sentir en fraternité avec ses plus lointains voisins nordiques : les pays baltes, et suffisamment/ exemplaire et forte pour tenter de leur venir en aide. La reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie par le Parlement islandais le 11 janvier dernier avait provoqué une violente colère de Moscou. En toute constance, en toute indépendance, Rychjaviak vient de revenir à la charge, et Riga, Tallin et Vilnius ont/ accepté sa médiation dans leur négociation avec l'URSS. Les particularismes étaient la morale, mais les valeurs - la valeur - islandaises s'exportent-elles ?

**de notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier**

Guide

● La compagnie Icalandair (tél. : 47-42-52-26) relie directement Paris à Keflavik. Aller et retour à partir de 2 805 F.

Gellimard a publié un choix de sagas islandaises et annotées par Régis Boyer dans la collection « Les Pléiades » (2 064 p., 390 F) dans la collection « L'aube des peuples » une *Edda* traduite et présentée par François-Xavier Dillmann. Les œuvres essentielles de Halldor Laxness, *Lumière du monde* (848 p., 190 F) et *la Cloche d'Islande* (512 p., 100 F), sont éditées par Aubier, et UA, *ou chrétiens du glacier* par Actes Sud (272 p., 129 F), ainsi que *La mousses grise brûle*, de Thor Vilhjálmsson (136 p., 130 F) (1984). 1983 a vu la revue *Europe* consacrer à la littérature d'Islande.

Dans son *Islande*, la photographe Piarra Farranbach a trouvé un ton et une distance qui

lui permettent d'échapper au genre trop convenu des images de glaciers et de volcans (à paraître chez Jacques Damase, 144 p., 620 F.).

Le prix des repas est, à qualité égale, deux fois plus cher qu'en France. On déjeunera donc (simplement) sortit à la cafétéria da la Maison nordica, beau bâtiment construit et maublé par Alvar Aalto (il faut pénétrer dans le petit temple lumineux que constitue la bibliothèque), ou dans celle de la Galeria nazionale d'Islanda (7, Fríkirkjavegur). La théo ne saurait pas prendre ailleurs qu'au Laakjærbrækki (2, Bankastræti, tél. : 14430), où l'on dine agréablement. Le soir, on goûtera au guillemot du Torfæi (13921, 13921).

Office de tourisme islandais :
9, boulevard des Capucines,
75002 Paris ; tél. :
47-42-52-26. ●

[illegible]



CHYPRE

PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIÉ



Moi, je ne partage pas mes vacances
avec tout le monde!



Chypre c'est non
pas le pays, les
sentiers battus:
340 jours de soleil par an. Des
centaines de kilomètres de pla-
ges de sable fin. 9000 ans d'his-
toire et de trésors archéolo-
giques où fresques, icônes et
mosaïques rivalisent de beauté.

A part... mais pleine de
charme, avec en bord de mer,
de très nombreux hôtels de
grand luxe à la qualité d'accueil
légendaire.

**CHYPRE: mon paradis à
4 heures de Paris avec les
Airbus de Cyprus Airways.** ✈

Tél. (1) 48 01 93 38

Réservation chez
votre agent de voyage

**BON DE DOCUMENTATION
GRATITE**

**8 OFFICE
DU TOURISME
DE CHYPRE**

15, RUE DE L'AMIRAL ROUGE PARC
DES EXPOSITIONS
75016 PARIS CEDEX 12
TÉLÉPHONE 33 1 47 27 47 77
MINI-BOULEVARD

Nom _____
Adresse _____

Bridge

n° 1435

LA RENTRÉE MYSTÉRIEUSE

Pour trouver la reprise qui permettrait d'accéder au mort et d'utiliser les Carreaux affranchis, il fallait reconstituer exactement les mains grâce à l'horrible ouverture de barrage d'Est. La donne a été publiée par Rubens dans la revue Bridge World.

♠ 53	♥ 74	♦ 106	♣ 106
♠ 74	♥ 106	♦ 106	♣ 106
♠ 106	♥ 106	♦ 106	♣ 106
♠ 106	♥ 106	♦ 106	♣ 106

Ann. : E. don. Tous vuln.
Ouest Nord Est Sud
Passe 3 0 3 contre
Passe 3 0 3 SA...

Ouest a attaqué le Roi de Cœur, la Dame de Cœur et le Valet de Cœur pris par l'As de Cœur du mort sur lequel Est a fourni son dernier Cœur. Comment Sud peut-il gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

RÉPONSE

Le problème est simple : comment remonter au mort quand Sud aura tiré As, Roi et Dame de Cœur pour libérer la couleur ? Si Sud joue le Roi de Trèfle, puis le Valet de Trèfle, Est laissera passer, et il semble donc que le mort n'ait aucune reprise. Or il y a un moyen « invisible » si Est est obligé de jouer Trèfle parce qu'il n'aura plus que des Trèfles !

Une fois de plus, un jeu d'élimination conduit au but : après l'As de Cœur et l'As de Carreau, Sud tire l'As de Pique ! Et maintenant, le déclarant n'a plus qu'à jouer le 7 de Trèfle pour... le 8 de Trèfle du mort. Est prend avec le 9 de Trèfle, mais il est obligé de continuer Trèfle. S'il tire l'As de Trèfle, Sud jette le Roi de Trèfle et, s'il préfère jouer petit Trèfle, Sud jette le Valet de Trèfle pour que le mort, dans chaque cas, puisse prendre la main avec la Dame de Trèfle.

UN RAISONNEMENT SUTIL

Si vous cachez soigneusement les mains adverses, vous allez peut-être chuter ce contrat, sauf si vous vous efforcez de raisonner pour savoir dans quel ordre vous devez faire vos cartes maîtresses.

♠ 53	♥ 74	♦ 106	♣ 106
♠ 74	♥ 106	♦ 106	♣ 106
♠ 106	♥ 106	♦ 106	♣ 106
♠ 106	♥ 106	♦ 106	♣ 106

Ann. : S. don. Tous vuln.
Sud Ouest Nord Est
Passe 3 0 3 Passe
Passe 3 0 3 Passe

Ouest a entamé la Dame de Cœur pour le Roi de Sud qui a tiré l'As de Cœur. Mais Est n'a plus fourni et il a fait un appel à Pique. Comment l'expert suédois Wohlin propose-t-il de gagner le PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

NOTE SUR LES ENCHÈRES

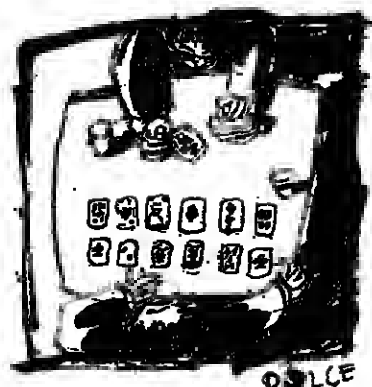
La main de Sud est un peu trop belle pour une ouverture de « 2 Cœurs » si elle n'est pas forcée. Et, si c'est le cas, il est alors préférable d'ouvrir de « 2 Trèfles » forçant de manche.

Si Sud avait ouvert de « 2 Trèfles », Nord aurait répondu « 2 SA ». Sud aurait dit « 3 Cœurs » et Nord « 4 Carreaux ». Sud « 5 Cœurs » et Nord « 6 Cœurs ».

L'ÉQUIPE DE FRANCE OPEN

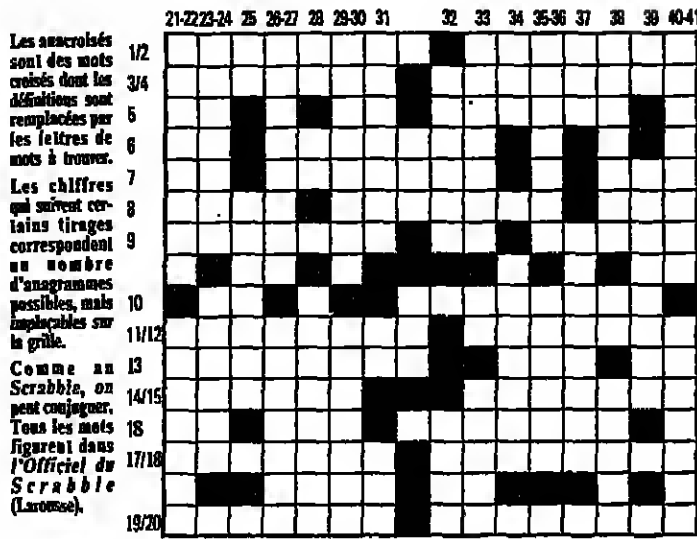
Après des demi-finales de 160 dames et une finale de 160 dames, les épreuves de sélection se sont terminées sur la large victoire de l'équipe Figanneau, composée d'Abecassis et Quantin, Crozier et Salama, Leenhardt et Poizat. Ces six joueurs représenteront la France au championnat d'Europe de Killarney, en Irlande, du 15 au 29 juin.

Philippe Brugnol



Anacroisés

n° 666



HORIZONTALEMENT
1. EEGINNOS. - 2. AIMNPPT. - 3. EEPNUP. - 4. DEERRUZ (+). - 5. BEEORR. - 6. EELORTT. - 7. EINRSU. - 8. EELNTTU. - 9. AEGILN (+). - 10. AABMORTU. - 11. CEIMNOU (+). - 12. ABFIORT. - 13. EEMNTU. - 14. AERSS. - 15. EEMINO. - 16. AENSTU. - 17. AEGHNR. - 18. OEBERST (+). - 19. EESSST (+). - 20. EEOFPST.

VERTICALEMENT
21. EEGINNOS. - 22. CEESST. - 23. EEOFPSU. - 24. AIMNOR (+). - 25. EEMNNS (+). - 26. CEILNSU. - 27. AEMRSU (+). - 28. ADETTU. - 29. AEGILLRU (+). - 30. EEEINR. - 31. EENTUX. - 32. EEOST. - 33. BEERTU. - 34. ABCEINT (+). - 35. EEMRUZ. - 36. BEMOOR. - 37. EEMNORT (+). - 38. AAINRS (+). - 39. AENOTT. - 40. AENRSTZ. - 41. EEPFST.

SOLUTION DU N° 665
1. GOLPQUE. - 2. ETUVONS (SOUVENT). - 3. SULTANAT. - 4. ACIDULER (RACIDULE). - 5. RUERENT. - 6. ILIENNES. - 7. QUETEUR (QUETUR, TRUQUEE). - 8. ANTIDATE.

Echecs

n° 1437

Tournoi des Hauts Fourneaux, Wijk-aan-Zee, 1991.

Blancs : Y. Seirawan.

Noirs : Z. Kozul.

Défense est-indienne.

1. d4	c6	2. Tf1	Td8
2. e4	e6	3. Rb1	Rd8
3. c3	f6	4. Rg1	Rd8
4. f4	d6	5. Rg1	Rd8
5. Rb1	c6	6. Rg1	Rd8
6. c3	f6	7. Rg1	Rd8
7. d4	e6	8. Rg1	Rd8
8. e4	e6	9. Rg1	Rd8
9. f4	d6	10. Rg1	Rd8
10. Rb1	c6	11. Rg1	Rd8
11. c3	f6	12. Rg1	Rd8
12. f4	d6	13. Rg1	Rd8
13. e4	e6	14. Rg1	Rd8
14. f4	d6	15. Rg1	Rd8
15. e4	e6	16. Rg1	Rd8
16. f4	d6	17. Rg1	Rd8
17. e4	e6	18. Rg1	Rd8
18. f4	d6	19. Rg1	Rd8
19. e4	e6	20. Rg1	Rd8
20. f4	d6	21. Rg1	Rd8

NOTES

a) Un schéma moins courant que les suites 5. Fd2 ; 5. Cf3 et 5. F3.
b) Remarquons à la suite théorique 9. Cxd4, dxd4 ; 10. Cb5, Cg4 ; 11. h3, c6 qui donne, en général, aux Blancs un bon jeu pour préparer 10. Fd3 sans craindre l'arrivée du C-R noir en g4.
c) Une conception stratégique intéressante malgré on a cause de son caractère peu orthodoxe (9. f3 et 10. Cxd4) : si les Blancs reprennent par 10... dxd4, les Blancs obtiennent une majorité de pions au centre et peuvent envisager avec satisfaction le plan Cc2-Cg3-Fg5 et f4.
d) Une nouvelle idée étrange, en apparence, celle excentrique du C blanc, mais qui trouve sa justification dans ce champ de bataille de l'aile-D dont une des voies de passage traverse la case c3.
e) Il faudrait examiner de près la position résultant de 11... Cd7 ; 12. b4, f5 ; 13. c5, Cf5 ; 14. Cc2 menaçant 15. Cg4.
f) Encore une fois, les Blancs refusent l'automatisme par 13. a3.
g) Une erreur « normale » qui transforme le C4 en un géant. Seirawan recommande 13... Dg7, mais ce trouve très bien avec les Blancs après 14. Fg5, 15. Dd2 et 15. Ta-c1. On ne voit pas, non plus, pour quelle raison, sur 13... Dg7, la continuation 14. f4 serait inefficace.
h) Menaçant 15. fxd5, dxd5 ; 16. c5, les suites 14... f4 devaient être prévues avec exactitude.
i) 19. Cxb6 donne lieu à de grandes complications : par exemple, 19... Dd4 (menaçant 20... Dxb6 comme 20... e2+) ; 20. Rh1 f, Dxb6 ; 21. f5, e2+ ; 22. Dd2, dxd1 ; 23. Ta-c1, f4 ; 24. f4 ; 25. f4 ; 26. f4 ; 27. f4 ; 28. f4 ; 29. f4 ; 30. f4 ; 31. f4 ; 32. f4 ; 33. f4 ; 34. f4 ; 35. f4 ; 36. f4 ; 37. f4 ; 38. f4 ; 39. f4 ; 40. f4 ; 41. f4 ; 42. f4 ; 43. f4 ; 44. f4 ; 45. f4 ; 46. f4 ; 47. f4 ; 48. f4 ; 49. f4 ; 50. f4 ; 51. f4 ; 52. f4 ; 53. f4 ; 54. f4 ; 55. f4 ; 56. f4 ; 57. f4 ; 58. f4 ; 59. f4 ; 60. f4 ; 61. f4 ; 62. f4 ; 63. f4 ; 64. f4 ; 65. f4 ; 66. f4 ; 67. f4 ; 68. f4 ; 69. f4 ; 70. f4 ; 71. f4 ; 72. f4 ; 73. f4 ; 74. f4 ; 75. f4 ; 76. f4 ; 77. f4 ; 78. f4 ; 79. f4 ; 80. f4 ; 81. f4 ; 82. f4 ; 83. f4 ; 84. f4 ; 85. f4 ; 86. f4 ; 87. f4 ; 88. f4 ; 89. f4 ; 90. f4 ; 91. f4 ; 92. f4 ; 93. f4 ; 94. f4 ; 95. f4 ; 96. f4 ; 97. f4 ; 98. f4 ; 99. f4 ; 100. f4 ; 101. f4 ; 102. f4 ; 103. f4 ; 104. f4 ; 105. f4 ; 106. f4 ; 107. f4 ; 108. f4 ; 109. f4 ; 110. f4 ; 111. f4 ; 112. f4 ; 113. f4 ; 114. f4 ; 115. f4 ; 116. f4 ; 117. f4 ; 118. f4 ; 119. f4 ; 120. f4 ; 121. f4 ; 122. f4 ; 123. f4 ; 124. f4 ; 125. f4 ; 126. f4 ; 127. f4 ; 128. f4 ; 129. f4 ; 130. f4 ; 131. f4 ; 132. f4 ; 133. f4 ; 134. f4 ; 135. f4 ; 136. f4 ; 137. f4 ; 138. f4 ; 139. f4 ; 140. f4 ; 141. f4 ; 142. f4 ; 143. f4 ; 144. f4 ; 145. f4 ; 146. f4 ; 147. f4 ; 148. f4 ; 149. f4 ; 150. f4 ; 151. f4 ; 152. f4 ; 153. f4 ; 154. f4 ; 155. f4 ; 156. f4 ; 157. f4 ; 158. f4 ; 159. f4 ; 160. f4 ; 161. f4 ; 162. f4 ; 163. f4 ; 164. f4 ; 165. f4 ; 166. f4 ; 167. f4 ; 168. f4 ; 169. f4 ; 170. f4 ; 171. f4 ; 172. f4 ; 173. f4 ; 174. f4 ; 175. f4 ; 176. f4 ; 177. f4 ; 178. f4 ; 179. f4 ; 180. f4 ; 181. f4 ; 182. f4 ; 183. f4 ; 184. f4 ; 185. f4 ; 186. f4 ; 187. f4 ; 188. f4 ; 189. f4 ; 190. f4 ; 191. f4 ; 192. f4 ; 193. f4 ; 194. f4 ; 195. f4 ; 196. f4 ; 197. f4 ; 198. f4 ; 199. f4 ; 200. f4 ; 201. f4 ; 202. f4 ; 203. f4 ; 204. f4 ; 205. f4 ; 206. f4 ; 207. f4 ; 208. f4 ; 209. f4 ; 210. f4 ; 211. f4 ; 212. f4 ; 213. f4 ; 214. f4 ; 215. f4 ; 216. f4 ; 217. f4 ; 218. f4 ; 219. f4 ; 220. f4 ; 221. f4 ; 222. f4 ; 223. f4 ; 224. f4 ; 225. f4 ; 226. f4 ; 227. f4 ; 228. f4 ; 229. f4 ; 230. f4 ; 231. f4 ; 232. f4 ; 233. f4 ; 234. f4 ; 235. f4 ; 236. f4 ; 237. f4 ; 238. f4 ; 239. f4 ; 240. f4 ; 241. f4 ; 242. f4 ; 243. f4 ; 244. f4 ; 245. f4 ; 246. f4 ; 247. f4 ; 248. f4 ; 249. f4 ; 250. f4 ; 251. f4 ; 252. f4 ; 253. f4 ; 254. f4 ; 255. f4 ; 256. f4 ; 257. f4 ; 258. f4 ; 259. f4 ; 260. f4 ; 261. f4 ; 262. f4 ; 263. f4 ; 264. f4 ; 265. f4 ; 266. f4 ; 267. f4 ; 268. f4 ; 269. f4 ; 270. f4 ; 271. f4 ; 272. f4 ; 273. f4 ; 274. f4 ; 275. f4 ; 276. f4 ; 277. f4 ; 278. f4 ; 279. f4 ; 280. f4 ; 281. f4 ; 282. f4 ; 283. f4 ; 284. f4 ; 285. f4 ; 286. f4 ; 287. f4 ; 288. f4 ; 289. f4 ; 290. f4 ; 291. f4 ; 292. f4 ; 293. f4 ; 294. f4 ; 295. f4 ; 296. f4 ; 297. f4 ; 298. f4 ; 299. f4 ; 300. f4 ; 301. f4 ; 302. f4 ; 303. f4 ; 304. f4 ; 305. f4 ; 306. f4 ; 307. f4 ; 308. f4 ; 309. f4 ; 310. f4 ; 311. f4 ; 312. f4 ; 313. f4 ; 314. f4 ; 315. f4 ; 316. f4 ; 317. f4 ; 318. f4 ; 319. f4 ; 320. f4 ; 321. f4 ; 322. f4 ; 323. f4 ; 324. f4 ; 325. f4 ; 326. f4 ; 327. f4 ; 328. f4 ; 329. f4 ; 330. f4 ; 331. f4 ; 332. f4 ; 333. f4 ; 334. f4 ; 335. f4 ; 336. f4 ; 337. f4 ; 338. f4 ; 339. f4 ; 340. f4 ; 341. f4 ; 342. f4 ; 343. f4 ; 344. f4 ; 345. f4 ; 346. f4 ; 347. f4 ; 348. f4 ; 349. f4 ; 350. f4 ; 351. f4 ; 352. f4 ; 353. f4 ; 354. f4 ; 355. f4 ; 356. f4 ; 357. f4 ; 358. f4 ; 359. f4 ; 360. f4 ; 361. f4 ; 362. f4 ; 363. f4 ; 364. f4 ; 365. f4 ; 366. f4 ; 367. f4 ; 368. f4 ; 369. f4 ; 370. f4 ; 371. f4 ; 372. f4 ; 373. f4 ; 374. f4 ; 375. f4 ; 376. f4 ; 377. f4 ; 378. f4 ; 379. f4 ; 380. f4 ; 381. f4 ; 382. f4 ; 383. f4 ; 384. f4 ; 385. f4 ; 386. f4 ; 387. f4 ; 388. f4 ; 389. f4 ; 390. f4 ; 391. f4 ; 392. f4 ; 393. f4 ; 394. f4 ; 395. f4 ; 396. f4 ; 397. f4 ; 398. f4 ; 399. f4 ; 400. f4 ; 401. f4 ; 402. f4 ; 403. f4 ; 404. f4 ; 405. f4 ; 406. f4 ; 407. f4 ; 408. f4 ; 409. f4 ; 410. f4 ; 411. f4 ; 412. f4 ; 413. f4 ; 414. f4 ; 415. f4 ; 416. f4 ; 417. f4 ; 418. f4 ; 419. f4 ; 420. f4 ; 421. f4 ; 422. f4 ; 423. f4 ; 424. f4 ; 425. f4 ; 426. f4 ; 427. f4 ; 428. f4 ; 429. f4 ; 430. f4 ; 431. f4 ; 432. f4 ; 433. f4 ; 434. f4 ; 435. f4 ; 436. f4 ; 437. f4 ; 438. f4 ; 439. f4 ; 440. f4 ; 441. f4 ; 442. f4 ; 443. f4 ; 444. f4 ; 445. f4 ; 446. f4 ; 447. f4 ; 448. f4 ; 449. f4 ; 450. f4 ; 451. f4 ; 452. f4 ; 453. f4 ; 454. f4 ; 455. f4 ; 456. f4 ; 457. f4 ; 458. f4 ; 459. f4 ; 460. f4 ; 461. f4 ; 462. f4 ; 463. f4 ; 464. f4 ; 465. f4 ; 466. f4 ; 467. f4 ; 468. f4 ; 469. f4 ; 470. f4 ; 471. f4 ; 472. f4 ; 473. f4 ; 474. f4 ; 475. f4 ; 476. f4 ; 477. f4 ; 478. f4 ; 479. f4 ; 480. f4 ; 481. f4 ; 482. f4 ; 483. f4 ; 484. f4 ; 485. f4 ; 486. f4 ; 487. f4 ; 488. f4 ; 489. f4 ; 490. f4 ; 491. f4 ; 492. f4 ; 493. f4 ; 494. f4 ; 495. f4 ; 496. f4 ; 497. f4 ; 498. f4 ; 499. f4 ; 500. f4 ; 501. f4 ; 502. f4 ; 503. f4 ; 504. f4 ; 505. f4 ; 506. f4 ; 507. f4 ; 508. f4 ; 509. f4 ; 510. f4 ; 511. f4 ; 512. f4 ; 513. f4 ; 514. f4 ; 515. f4 ; 516. f4 ; 517. f4 ; 518. f4 ; 519. f4 ; 520. f4 ; 521. f4 ; 522. f4 ; 523. f4 ; 524. f4 ; 525. f4 ; 526. f4 ; 527. f4 ; 528. f4 ; 529. f4 ; 530. f4 ; 531. f4 ; 532. f4 ; 533. f4 ; 534. f4 ; 535. f4 ; 536. f4 ; 537. f4 ; 538. f4 ; 539. f4 ; 540. f4 ; 541. f4 ; 542. f4 ; 543. f4 ; 544. f4 ; 545. f4 ; 546. f4 ; 547. f4 ; 548. f4 ; 549. f4 ; 550. f4 ; 551. f4 ; 552. f4 ; 553. f4 ; 554. f4 ; 555. f4 ; 556. f4 ; 557. f4 ; 558. f4 ; 559. f4 ; 560. f4 ; 561. f4 ; 562. f4 ; 563. f4 ; 564. f4 ; 565. f4 ; 566. f4 ; 567. f4 ; 568. f4 ; 569. f4 ; 570. f4 ; 571. f4 ; 572. f4 ; 573. f4 ; 574. f4 ; 575. f4 ; 576. f4 ; 577. f4 ; 578. f4 ; 579. f4 ; 580. f4 ; 581. f4 ; 582. f4 ; 583. f4 ; 584. f4 ; 585. f4 ; 586. f4 ; 587. f4 ; 588. f4 ; 589. f4 ; 590. f4 ; 591. f4 ; 592. f4 ; 593. f4 ; 594. f4 ; 595. f4 ; 596. f4 ; 597. f4 ; 598. f4 ; 599. f4 ; 600. f4 ; 601. f4 ; 602. f4 ; 603. f4 ; 604. f4 ; 605. f4 ; 606. f4 ; 607. f4 ; 608. f4 ; 609. f4 ; 610. f4 ; 611. f4 ; 612. f4 ; 613. f4 ; 614. f4 ; 615. f4 ; 616. f4 ; 617. f4 ; 618. f4 ; 619. f4 ; 620. f4 ; 621. f4 ; 622. f4 ; 623. f4 ; 624. f4 ; 625. f4 ; 626. f4 ; 627. f4 ; 628. f4 ; 629. f4 ; 630. f4 ; 631. f4 ; 632. f4 ; 633. f4 ; 634. f4 ; 635. f4 ; 636. f4 ; 637. f4 ; 638. f4 ; 639. f4 ; 640. f4 ; 641. f4 ; 642. f4 ; 643. f4 ; 644. f4 ; 645. f4 ; 646. f4 ; 647. f4 ; 648. f4 ; 649. f4 ; 650. f4 ; 651. f4 ; 652. f4 ; 653. f4 ; 654. f4 ; 655. f4 ; 656. f4 ; 657. f4 ; 658. f4 ; 659. f4 ; 660. f4 ; 661. f4 ; 662. f4 ; 663. f4 ; 664. f4 ; 665. f4 ; 666. f4 ; 667. f4 ; 668. f4 ; 669. f4 ; 670. f4 ; 671. f4 ; 672. f4 ; 673. f4 ; 674. f4 ; 675. f4 ; 676. f4 ; 677. f4 ; 678. f4 ; 679. f4 ; 680. f4 ; 681. f4 ; 682. f4 ; 683. f4 ; 684. f4 ; 685. f4 ; 686. f4 ; 687. f4 ; 688. f4 ; 689. f4 ; 690. f4 ; 691. f4 ; 692. f4 ; 693. f4 ; 694. f4 ; 695. f4 ; 696. f4 ; 697. f4 ; 698. f4 ; 699. f4 ; 700. f4 ; 701. f4 ; 702. f4 ; 703. f4 ; 704. f4 ; 705. f4 ; 706. f4 ; 707. f4 ; 708. f4 ; 709. f4 ; 710. f4 ; 711. f4 ; 712. f4 ; 713. f4 ; 714. f4 ; 715. f4 ; 716. f4 ; 717. f4 ; 718. f4 ; 719. f4 ; 720. f4 ; 721. f4 ; 722. f4 ; 723. f4 ; 724. f4 ; 725. f4 ; 726. f4 ; 727. f4 ; 728. f4 ; 729. f4 ; 730. f4 ; 731. f4 ; 732. f4 ; 733. f4 ; 734. f4 ; 735. f4 ; 736. f4 ; 737. f4 ; 738. f4 ; 739. f4 ; 740. f4 ; 741. f4 ; 742. f4 ; 743. f4 ; 744. f4 ; 745. f4 ; 746. f4 ; 747. f4 ; 748. f4 ; 749. f4 ; 750. f4 ; 751. f4 ; 752. f4 ; 753. f4 ; 754. f4 ; 755. f4 ; 756. f4 ; 757. f4 ; 758. f4 ; 759. f4 ; 760. f4 ; 761. f4 ; 762. f4 ; 763. f4 ; 764. f4 ; 765. f4 ; 766. f4 ; 767. f4 ; 768. f4 ; 769. f4 ; 770. f4 ; 771. f4 ; 772. f4 ; 773. f4 ; 774. f4 ; 775. f4 ; 776. f4 ; 777. f4 ; 778. f4 ; 779. f4 ; 780. f4 ; 781. f4 ; 782. f4 ; 783. f4 ; 784. f4 ; 785. f4 ; 786. f4 ; 787. f4 ; 788. f4 ; 789. f4 ; 790. f4 ; 791. f4 ; 792. f4 ; 793. f4 ; 794. f4 ; 795. f4 ; 796. f4 ; 797. f4 ; 798. f4 ; 799. f4 ; 800. f4 ; 801. f4 ; 802. f4 ; 803. f4 ; 804. f4 ; 805. f4 ; 806. f4 ; 807. f4 ; 808. f4 ; 809. f4 ; 810. f4 ; 811. f4 ; 812. f4 ; 813. f4 ; 814. f4 ; 815. f4 ; 816. f4 ; 817. f4 ; 818. f4 ; 819. f4 ; 820. f4 ; 821. f4 ; 822. f4 ; 823. f4 ; 824. f4 ; 825. f4 ; 826. f4 ; 827. f4 ; 828. f4 ; 829. f4 ; 830. f4 ; 831. f4 ; 832. f4 ; 833. f4 ; 834. f4 ; 835. f4 ; 836. f4 ; 837. f4 ; 838. f4 ; 839. f4 ; 840. f4 ; 841. f4 ; 842. f4 ; 843. f4 ; 844. f4 ; 845. f4 ; 846. f4 ; 847. f4 ; 848. f4 ; 849. f4 ; 850. f4 ; 851. f4 ; 852. f4 ; 853. f4 ; 854. f4 ; 855. f4 ; 856. f4 ; 857. f4 ; 858. f4 ; 859. f4 ; 860. f4 ; 861. f4 ; 862. f4 ; 863. f4 ; 864. f4 ; 865. f4 ; 866. f4 ; 867. f4 ; 868. f4 ; 869. f4 ; 870. f4 ; 871. f4 ; 872. f4 ; 873. f4 ; 874. f4 ; 875. f4 ; 876. f4 ; 877. f4 ; 878. f4 ; 879. f4 ; 880. f4 ; 881. f4 ; 882. f4 ; 883. f4 ; 884. f4 ; 885. f4 ; 886. f4 ; 887. f4 ; 888. f4 ; 889. f4 ; 890. f4 ; 891. f4 ; 892. f4 ; 893. f4 ; 894. f4 ; 895. f4 ; 896. f4 ; 897. f4 ; 898. f4 ; 899. f4 ; 900. f4 ; 901. f4 ; 902. f4 ; 903. f4 ; 904. f4 ; 905. f4 ; 906. f4 ; 907. f4 ; 908. f4 ; 909. f4 ; 910. f4 ; 911. f4 ; 912. f4 ; 913. f4 ; 914. f4 ; 915. f4 ; 916. f4 ; 917. f4 ; 918. f4 ; 919. f4 ; 920. f4 ; 921. f4 ; 922. f4 ; 923. f4 ; 924. f4 ; 925. f4 ; 926. f4 ; 927. f4 ; 928. f4 ; 929. f4 ; 930. f4 ; 931. f4 ; 932. f4 ; 933. f4 ; 934. f4 ; 935. f4 ; 936. f4 ; 937. f4 ; 938. f4 ; 939. f4 ; 940. f4 ; 941. f4 ; 942. f4 ; 943. f4 ; 944. f4 ; 945. f4 ; 946. f4 ; 947. f4 ; 948. f4 ; 949. f4 ; 950. f4 ; 951. f4 ; 952. f4 ; 953. f4 ; 954. f4 ; 955. f4 ; 956. f4 ; 957. f4 ; 958. f4 ; 959. f4 ; 960. f4 ; 961. f4 ; 962. f4 ; 963. f4 ; 964. f4 ; 965. f4 ; 966. f4 ; 967. f4 ; 968. f4 ; 969. f4 ; 970. f4 ; 971. f4 ; 972. f4 ; 973. f4 ; 974. f4 ; 975. f4 ; 976. f4 ; 977. f4 ; 978. f4 ; 979. f4 ; 980. f4 ; 981. f4 ; 982. f4 ; 983. f4 ; 984. f4 ; 985. f4 ; 986. f4 ; 987. f4 ; 988. f4 ; 989. f4 ; 990. f4 ; 991. f4 ; 992. f4 ; 993. f4 ; 994. f4 ; 995. f4 ; 996. f4 ; 997. f4 ; 998. f4 ; 999. f4 ; 1000. f4 ; 1001. f4 ; 1002. f4 ; 1003. f4 ; 1004. f4 ; 1005. f4 ; 1006. f4 ; 1007. f4 ; 1008. f4 ; 1009. f4 ; 1010. f4 ; 1011. f4 ; 1012. f4 ; 101

Fourchettes d'Azur

SANS doute la restauration sur la Côte a-t-elle souffert, autant qu'à Paris sinon plus, de la crise du Golfe. A l'orée d'un été-reprise, il convient de signaler au lecteur gouvernant les importants changements, les nouveautés, mais aussi les pérennes certitudes sur le plan des fourchettes d'Azur.

De la frontière italienne à Cannes, notons :

A Roquebrune, la cuisine de Marina Marinovich (une cuisinière qui devrait faire partie de l'ARC), à partir de la pêche locale, sur une terrasse dominant la baie, est renommée (choisissez le menu à 350 F et notez l'adresse : 100, Corniche inférieure ; tél. : 93-35-00-16 ; fermé aux déjeuners, sauf les week-ends).

A Monte-Carlo, Le Mirabeau (1, avenue la Princesse-Grace ; tél. : 93-25-45-45) a un nouveau chef, l'excellent José Garault, venu de La Réserve de Beaulieu.

A Beaulieu, nous retrouvons les deux « fanions » locaux. D'abord Le Métropole (15, boulevard du Maréchal-Leclerc ; tél. : 93-01-00-08) qui fêtera dans la sérénité, l'an prochain, ses cent ans. J'ai souvent ici évoqué le cadre idéal, ce fonctionnement si parfait de tout l'ouvrage des aînés, comme eût dit

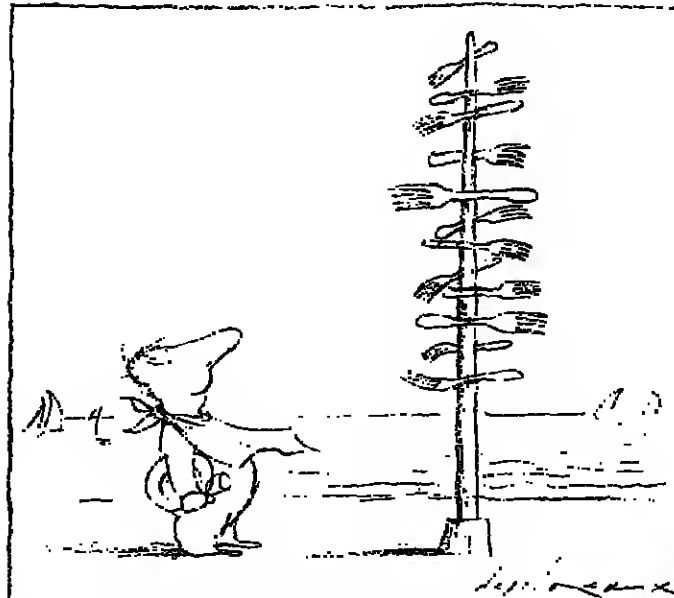
André Gide, la cuisine du chef estival, bien secondé par Gilbert Roubaud. J'y ajoute personnellement le plaisir de retrouver, avec le jeune barman Jean-Pierre, les obsolètes et merveilleux siphons d'hier. Nous retrouvons aussi La Réserve (5, boulevard du Maréchal-Leclerc ; tél. : 93-01-00-01), merveilleuse maison dont Jean Foutier avait fait la célébrité. Après quelques balbutiements, j'y ai trouvé comme directeur Michel Chardigny, parfaitement qualifié, lui, et qui, avec l'aide du second de Garault et grâce à des projets dont je reparlerai, va vite redonner à la maison son lustre d'antan.

A Saint-Jean-Cap-Ferrat, vous retrouverez La Voile d'Or (31, avenue Jean-Mermoz ; tél. : 93-01-13-13) et, plus nouveau mais déjà étoilé, Le Provençal, de J.-J. Jouteux (avenue Denis-Séméria ; tél. : 93-76-03-97). Mais il faut noter qu'au Grand Hôtel, s'il y a toujours pour directeur M. Maissen et comme chef Jean-Claude de Guillon, excellent cuisinier d'ailleurs, la maison, devenue japonaise, est à présent - encore que de grands travaux l'aient encore embellie - l'Hôtel du Cap-Ferrat, en attendant d'être, peut-être, Le Bel Air (le groupe acheteur ayant déjà un établissement de ce nom à

Beverly-Hills). Mais le (presque) nouveau, ici, est la belle transformation de l'ancien Bedford, devenu Royal Riviera (3, avenue Jean-Mermoz ; tél. : 93-01-20-20), à quelques mètres du casino de Beaulieu, dont on annonce la réouverture.

Le directeur, Gilbert Irodel, fils de l'impeccable aîné du Grand Hôtel au Cap et de l'Eden Roc à Antibes, déjà bien « forgé » au métier, a su s'entourer de jeunes de qualité. Enfin, comment oublier la chère Marie Venturino, cuisinière de la mer ? Les Hirondelles, qui viennent de rouvrir, à Saint-Jean, ne valent plus bien haut, mais le souvenir de la chère Marie s'est perpétué ce printemps avec le Trophée des mères cuisinières et des dames d'ARC, devenu cette année le Trophée Marie-Venturino.

A Nice, dominée par la majesté du Negresco, on retrouvera avec plaisir Le Bistrot d'Antoine (26, boulevard Victor-Hugo ; tél. : 93-88-49-75), après une longue fermeture consécutive à l'incendie, et, embellie, la petite salle avec son jardin-terrasse, la cuisine d'Antoine Villa, typiquement rustique, et le sourire de sa charmante Frédérique. On retrouvera les bouteilles d'une des plus belles caves de France au Gourmet Jorain (71, avenue Santa-Fior ; tél. : 93-84-90-78). Et bientôt, sur les



décembre de la scène quittée par Jacques Maximin, un petit dernier du groupe Flo inondera les Nîçois de fruits de mer de l'Atlantique et les abreuvera de bière avec de la choucroute.

A Saint-Martin-de-Var, on retrouvera J.-F. Issautier (202, route de Digne ; tél. : 93-08-10-65), une valeur sûre.

A Antibes, vient de disparaître Jo Rostang qui soigna La Bonne Auberge (à La Brague ; tél. : 93-33-36-65).

A Cannes, en attendant un départ

cent fois annoncé de J. Chibois, l'excellent chef du Gray d'Albion, on s'étonnera peut-être de voir celui-ci patronner une série de plats surgelés.

A La Napoule, Louis Outhier revient en compagnie de ses amis japonais. Comment dit-on L'Oasis en nippon ?

A Théoule, exproprié, le Restaurant Aristide n'est plus. Dommage ! Mais peut-être les promoteurs...

Je repartirai bientôt des bonnes maisons de la Côte, notamment de la réincarnation de Jacques Maximin à La Colle-sur-Loup.

La Reynière

P.S. - Si vous restez à Paris, vous connaissez bien sûr ces bonnes adresses provençales : Aux Senteurs de Provence (295, rue Lecourbe, Paris-15^e ; tél. : 45-57-11-98) et La Forigoule (104, rue Balard, Paris-15^e ; tél. : 45-54-35-41).

Avec aussi, bico évidemment, Lo Nîçoise (4, rue Pierre-Demours, Paris-17^e ; tél. : 45-74-42-41). Et vous noterez en passant que la jolie Nîçoise qu'est Denise Fabre publie ces jours-ci, chez Robert Laffont, sa Cuisine de la Nîçoise.

Enfin, du 7 au 17 juin, le Gril du George-V (31, avenue George-V ; tél. : 47-23-54-00) sera placé « sous le soleil provençal », avec son menu des marchés de Provence (198 F café compris) imaginé par Pierre Larapide.

Assez « vert »...

ENTRE autres obstacles, celui qui commence à s'attacher aux vins ne tarde guère à rencontrer ceux, difficiles, de la sélection. Comment faire pour, dans une appellation, un millésime, un cépage choisis, choisir « au mieux » ?

Comment ne pas tomber dans les pièges omniprésents tendus par une publicité d'autant plus efficace qu'elle se pare du « rédactionnel », ne réussissant au fond qu'à vanter les mérites, réels ou supposés, des plus puissants ? Comment surtout, aller au-delà des seules commentaires de dégustation pour atteindre à la réalité de l'échange avec le vigneron, clé de voûte de l'intérêt pour les vins, ce rescapé de la révolution de l'agroalimentaire qui, en moins d'un siècle, a

réussi à se mettre que des marques là où il y avait des signatures ?

Il existe bien, certes, quelques rares revues, quelques guides utiles, comme celui édité avec un juste succès depuis plusieurs années par Hachette. Mais il ne s'agit ici, somme toute, que de données succloctes, tronquées, le souci d'exhaustivité interdisant toute recherche en profondeur.

L'information amicale aussi jouit d'une place grandissante, qui fait du vin le prétexte à de nouvelles formes de relations humaines. Encore faut-il ici avoir l'occasion d'entrer dans un cercle d'amateurs sans œillères. D'autres conseillent les clubs d'achat, type Savour-Club, où l'on s'en remet sans crainte à la sélection d'un petit groupe de

professionnels et aux choix plus ou moins éclairés de quelques signatures prestigieuses de la restauration française.

Or voilà aujourd'hui qu'une nouvelle initiative, originale et inattendue, cherche à voir le jour. Il s'agit d'une démarche d'autant plus intéressante qu'elle entend non pas vanter, mais tenter de démontrer. A l'origine, il y eut la rencontre de deux hommes inscrits à divers titres dans le monde du vin : M. Pierre Paillard, fils de courtier, ex-courtier lui-même, reconverti dans l'édition médico-chirurgicale, et M. Didier Montchovet, œnologue bourguignon passé à la viticulture aux environs de Meursault. Leur propos apparaît quelque peu sulfureux puisqu'il s'agit en effet, ici, de proposer à qui le souhaite une sélection de ces vins que l'on a, faute de mieux, baptisés « hiologiques » parce qu'ils proviennent pour l'essentiel de vignes cultivées de manière différente de ce que l'on fait généralement aujourd'hui.

Persuadés que la viticulture doit s'éloigner de la chimie industrielle et évoluer vers un plus grand respect de la nature, les amateurs de ce club ont bâti un système permettant de sélectionner les meilleurs de ces vins mal connus, qui ne sont pas tenus pour définitivement pathologiques par l'institution viticole. En pratique, les vignerons adressent leurs échantillons accompagnés d'une fiche d'analyse permettant de vérifier s'il y a bien respect du cahier des charges de la viticulture biologique. La sélection est ensuite assurée par une série de dégustations périodiques de professionnels, écartant les vins des vignerons qui, en particulier au stade de la vinification, ne

maîtrisent malheureusement pas suffisamment leur propos. Les producteurs s'engagent pour leur part à réserver certaines quantités des vins acceptés, rétrocedant au club 10 % du montant des ventes réalisées aux adhérents.

Ce système tout à fait remarquable, puisque le commerce n'interdit pas l'échange, risque pourtant de disparaître s'il ne trouve au plus vite les moyens de son développement. Fort du soutien d'une trentaine de « vignerons agrobiologiques » ayant dégusté une centaine de vins de différentes régions en 1990, le Club du vin authentique, animé par des hénévols, n'a pas encore dépassé les deux cents adhérents.

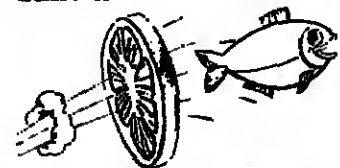
Le nombre croissant de vignerons expérimentant aujourd'hui des pratiques culturales débarrassées des produits de synthèse (engrais, désherbants, pesticides) et le souci, plus que jamais présent, des amateurs de retrouver dans les vins l'expression d'une réelle typicité de terroir et de cépages devraient rapidement aider MM. Paillard et Montchovet à remplir la mission qu'ils se sont courageusement fixée : faire sortir le vin « bio » de l'anonymat dont il souffre et accélérer, par un appel irrésistible de la demande, la mutation de la viticulture vers le respect de la nature et du vin.

Jean-Yves Nan

Club du vin authentique, 133, rue Queneau, 14200 Hérouville-Saint-Cler. Adhésion : 120 F. Ce club devrait prochainement prendre une série d'options sur quarante mille bouteilles de vins de différentes appellations de bordeaux, bourgogne, elairette-de-die et dea côtes-du-jura.

GASTRONOMIE

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.



Dégustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'à 3 h du matin.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer.
Vivier de homards et de langoustes.
10, place du Clichy Paris 9^e
Réservation : (1) 48 78 94 78 - Fax : (1) 42 80 63 10

CHEZ HANSI
L'Alceste de Hansi dans un décor unique.
3, place du 18-Juin-1940 Paris 6^e
Angle Montparnasse-Rue de Rennes
Réservation : (1) 45 48 99 32 - Fax : (1) 45 44 55 40

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES

CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel.
Tél. : 45-08-05-48/17-64
F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.

CREOLES

LA VILLA CREOLE, 19, r. d'Antin, 2^e.
47-42-64-92.
Recom. Botin Gourmand-Piano le soir.
F/samedi midi et dim. midi.

FRANCAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELLMAN, 37, rue François-1^{er}, 47-23-54-42.
Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
Fermé samedi, dimanche.

LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert (5). 43-54-61-99. T.L. Cadre XVII^e authent. PMR 300 F.

L'ARTOIS

Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50.
13, r. d'Artois, 8^e.
F. sam. midi, dim.
SUD-OUEST

LYONNAISES

LA FOUX, 2, rue Clément (66).
F. dim. Tél. : 43-25-77-66.
Alex aux fourneaux.

DANOISES ET SCANDINAVES

COPENHAGUE, 1^{er} étage.
FLORA DANICA, sur un jardin.
142, av. des Champs-Élysées. 45-59-20-41.

ETHIOPIENNES

ENTOTTO, 45-87-08-51 - F. dim.
143, r. L.-M. Nordmann, 13^e.
Dorowot, Beyayenietou av. l'Indjira.

INDIENNES

MAHARAJAH, 43-54-26-07.
7, bd St-Germain. M^e Maubert.
SCE NON-STOP j. 23 h 30.
Vend. sam. j. 1 h. Cadre luxueux.

SAPNA, 160, r. de Charenton, 12^e.
43-11-67-58/43-46-73-35.
Musique, danse indienne, cuis. raffinée. F/midi.

ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 14^e. 45-89-08-15. F/dim., lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.

VIETNAMIENNES

NEM, 66, rue Lauriston (16^e).
47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

Officier mal noté aux Indes, faux pèlerin à La Mecque, explorateur en Afrique, boulingueur sur toutes les mers, auteur de soixante-douze essais et de la plus libertine des traductions des *Mille et Une Nuits*, Richard Burton fut le type même du voyageur indépendant, de l'homme d'action littéraire. Une biographie, assortie de textes inédits, lui est consacrée aux éditions Desclée de Brouwer, à l'occasion du centième anniversaire de sa mort, par un universitaire lillois, Jean-François Gournay.

ENFIN une plume française tentée par Sir Richard, l'homme qui, par ses aventures et ses écrits, fit rêver tant d'esprits curieux du dix-neuvième siècle européen et au-delà.

Sous le Second Empire, Henriette Loret publia, notamment



Dans le film de Bob Rafelson, *Aux sources du Nil*, inspiré par un épisode africain de la tumultueuse carrière du capitaine Burton, le rôle de l'explorateur britannique est tenu par l'acteur anglo-saxon Patrick Bergin, dont les traits rappellent assez ceux de Sir Richard.

l'imagination enflammée, tandis que lui était un protestant libre-penseur, qui s'enthousiasmait plus volontiers pour l'islamisme que pour le christianisme et qui affirmait que, si c'était à refaire, il aurait voulu être juif ! Ce qui ne l'empêcha pas de critiquer vertement les adeptes de la foi juïque. Après la mort de Burton, sa femme brûla une bonne quantité de manuscrits, afin, croyait-elle, de protéger la mémoire de son mari. Mais celui-ci avait déjà tant publié, que ce soit sur Goa, Zanzibar, les hauts plateaux du Brésil, l'Islande, l'or du Ghana, le manuscrit de l'épée ou les guerres du Paraguay, qu'on a tout de même une assez vaste perspective sur ses recherches et ses trouvailles. Ce sont surtout des œuvres érotiques sur l'Orient musulman, comme les mille pages du *Jardin parfumé*, ou bien un *Recueil d'épigrammes inspirées de Priape*, que détruisit Isabel à Trieste.

Sir Richard Burton, explorateur et paria

dans le *Tour du monde*, plusieurs extraits des œuvres de l'ancien militaire de la Compagnie britannique des Indes et Belin de Lannay en fit de même en 1870 dans ses *Voyages du capitaine Burton*. Jusque-là, travail et aux traductions du professeur Gournay — qui devait par ailleurs l'an passé car Burton est mort fin 1890 — on ne disposait en français que de résumés, par des éditeurs parisiens ou genevois, de la vieille traduction du *Voyage aux grands lacs d'Afrique orientale* de M^{me} Loret.

Ce n'est pas faute pourtant, en notre siècle, que des plumes en vue aient attiré notre attention sur le cas Burton. En 1951, dans *Histoire de l'infamie, histoire de l'hérésie* de Jorge Luis Borges, le chapitre sur les traducteurs des *Mille et Une Nuits* commence par Burton. Avec la dernière admiration, Borges l'évoque à Trieste, dans ce poste de consul britannique où la mesquinerie des grattes-papiers londoniens oublia volontiers l'officier-diplomate durant les dix-huit dernières années de sa carrière (1872-1890). L'intérêt se « vengea » en donnant (en anglais) la plus brûlante, la plus inconvenante (pour la société victorienne), en toutes langues, des versions du fameux entre les fameux ouvrages orientaux.

A la « scandaleuse décadence des versions de Galland et de Lane » (le premier est le Français du dix-septième siècle qui redécouvrit les *Mille et Une Nuits* et le second est un autre traducteur anglais de cette œuvre, contemporain et rival sur ce point de Burton), Borges oppose les seize volumes des contes (1) traduits intégralement par Sir Richard dans un anglais éblouissant « où l'orchestre voisin avec l'argot, le jargon des marins et des prisons avec le terme technique juste ». Et cette conclusion du romancier argentin sur l'ensemble des travaux du Britannique : « *Burton avait fait du solitaire métier d'écrivain quelque chose de hardi et d'innommable.* »

En 1967, Paul Morand, dans *Monopis...*, en littérature, au

cours d'un chapitre voué également aux *Mille et Une Nuits*, confie son admiration absolue — et « l'homme pressé » n'était pas du genre généreux — pour « Burton, meilleur orientaliste d'une époque qui se contentait d'un exotisme facile (...) et le plus grand explorateur de son temps ».

Le Palestinien-Américain Edouard Said, dans sa démolition de l'orientalisme européen (*L'Orientalisme : l'Orient créé par l'Occident*, 1980), consent à faire exception pour Burton. L'Espagnol Juan Goytisolo, dans ses *Chroniques sarrazines* (1985), s'ébahit des découvertes sexologiques du pèlerin britannique.

Ajoutons que, en 1989, les Français ont pu voir au cinéma le film, au reste assez simpliste, de l'Américain Bob Rafelson, *A la recherche du Nil*, échappée sur l'un des épisodes de l'itinéraire burtonien. Quelques lustres plus tôt, les téléspectateurs de l'Hexagone avaient vu, sur le même thème, la bien meilleure série britannique *A la recherche des sources du Nil* (1970).

« Vous-même, Jean-François Gournay, qu'est-ce qui vous a attiré chez Burton ? »

« D'abord, il y a peut-être eu une sorte de prédestination car je suis né à Boulogne-sur-Mer, ville où Burton, comme nombre d'Anglais de son siècle, effectua de longs séjours à plusieurs époques de son existence. La vie dans le Boulonnais était bon marché. La famille Burton ne ronlait pas sur l'or, surtout depuis que le père, homme d'honneur, avait refusé de donner un faux témoignage contre la reine Caroline de Brunswick, épouse du roi George IV d'Angleterre, dont celui-ci voulait se débarrasser.

« Plus prosaïquement, j'enseigne la littérature et la civilisation anglaises à l'université Lille-III, et, lors d'un passage à Londres, je suis tombé sur le récit par Burton de son pèlerinage à La Mecque, qu'il accompli déguisé en Persan, en 1853. S'il ne fut pas le premier Européen à pénétrer dans les lieux saints de l'Islam, il fut sans doute le premier non-mu-

sulman. Cependant, Burton n'eut sans doute pas l'impression ni l'intention de commettre un viol, en raison de sa profonde islamophilie.

« Certains de ses jugements à l'exporte-pièce sur les Arabes, l'Islam et aussi sur les hindous, les Nègro-Africains, les Juifs, les Tziganes, etc., ne risqueraient-ils pas cependant, de nos jours, de lui valoir des ennuis avec des organisations antiracistes ? »

« Ces jugements toujours très personnels sur cent sujets ethniques, religieux, culturels, érotiques, historiques, etc., lui valurent de toute façon de sérieux problèmes avec ses contemporains. Burton, tout en étant loyal à l'égard de son pays et de sa reine, baissait au dernier degré la pudibonderie ambiante prévalant alors chez lui en tout domaine et il ne put jamais se corriger de ce qu'il appelait lui-même son « habitude peu politique de dire des vérités politiques ».

« Politiques et aussi, non pas politiques... Vous insistez, par exemple, dans votre livre, sur ce fameux rapport traitant des mœurs dans le Soudan. Pourquoi ce texte fit-il tant de mal à Burton ? »

« C'est le premier document qui attira l'attention sur Burton. Dans ces Indes terribles des années 1840, où un Européen sur deux mourait avant la fin de sa première année de séjour, notre officier de l'armée levée par l'Honorable Compagnie des Indes orientales, se vit demander par voie hiérarchique une enquête sur les bordels de Karachi, lieux de perditiun des soldats britanniques.

« La réputation du jeune Burton — il avait alors vingt-deux ans — était déjà un peu ternie aux yeux des plus conformistes de ses compatriotes. Pensez, il fréquentait les cafés populaires ; il avait pris une maîtresse indigène ; il fut un moment, durant ses quartiers libres, tenancier d'une boutique de tabac, grimpé en marchand per-

san : il éleva des guéons à domicile, prétendant qu'en les accouplant à des humains on obtiendrait peut-être une race de serviteurs modèles, etc. Et, par-dessus le marché, il fournit à ses supérieurs un rapport si détaillé sur les « maisons » de Karachi, leurs pensionnaires mâles ou femelles, leurs pratiques et leurs étiologies, qu'il fut soupçonné d'avoir lui-même goûté à tout... Durant sa vie entière, ce document, pourtant certainement sociologiquement fort instructif, et malheureusement disparu depuis lors, devait le suivre et lui nuire.

« Dans l'hostilité de ses contemporains à l'égard de Burton, n'y avait-il pas sur tout une bonne part d'envie ? »

« C'est probable. Et ce n'était pas seulement ses expériences diverses aux Indes, ses promesses physiques en Afrique inexploitées, ses pérégrinations en Islande ou au Brésil que l'on enviait, mais aussi sa fabuleuse érudition, son incroyable facilité d'écriture et de mémoire. Songez qu'à la fin de ses jours, il parlait vingt-neuf langues et une quarantaine de dialectes !

« Est-ce possible ? Est-ce prouvé ? »

« Bien sûr, par ses examens, par ses traductions, par le témoignage de ceux qui le virent agir sur le terrain et qui utilisèrent ses dons. Ce multilinguisme, cette immense culture, furent d'ailleurs notoire de son temps. On colportait avec admiration qu'il était le nouveau Mezzofanti, ce cardinal italien polyglotte, né en 1771, conservateur de la Bibliothèque vaticane et qui, lors de sa disparition, en 1848, parlait, lui, cinquante-huit idiomes.

« Ce n'est pas pour rien que Burton, quoique persécuté par les bureaucrates de la Compagnie des Indes puis par ceux du Foreign Office, fut également salué et fêté par tant de vrais grands esprits de son époque, de Disraeli à l'empereur Pedro II du Brésil, lequel lui donna même la préséance sur l'ambassadeur représentant la reine Victoria, au risque de provoquer un incident diplomatique... »

« Tous ces coups de champagne firent que son plus beau poste ne fut jamais que celui de consul à Damas, alors simple chef-lieu ottoman... »

« Et encore, il en fut chassé après une année, sans doute à la suite d'une cabale où trempèrent probablement l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Constantinople, un gouverneur turc et des juifs de Syrie, tous inquiets de voir le consul-explorateur fouiller son nez dans des affaires qui, certes, ne le regardaient pas, mais l'attiraient sans coup férir. Non

pas par malice, mais par soif de savoir, d'expliquer aux autres.

« Qu'est-ce qui l'attira jusque chez les mormons, à part peut-être le fait qu'il fut partisan — mais non adepte — de la polygamie ? »

« Il ne s'intéressa pas qu'aux croyants du Grand Lac Salé. Il voulut visiter aussi les Amériques de fond en comble. Il faut dire qu'il n'y fut pas séduit par les Américains, qualifiés par lui de « sauvages, tout juste bons pour Fenimore Cooper ». Consul à Santos, il y pesta continuellement contre « le climat infernal, les gens sans intérêt, la puanteur, le vermine, la nourriture, les nègres ». Ses rares moments heureux au Brésil furent ses entretiens avec l'empereur Dom Pedro, fin lettré, qui savait l'arabe et le sanscrit et avait des vues originales, aussi bien sur la politique que sur la religion ou l'esclavage. Enfin, Burton trouvait un interlocuteur à sa dimension ! Mais cela ne fut qu'une étape assez brève de sa carrière.

« Quel fut le rôle de Lady Burton ? Apaisant ou destructeur ? »

« Sans doute un peu les deux. Elle aimait et admirait profondément son mari, qui la menagea ou l'éloigna, on ne sait trop, ne l'émoussant, en tout cas, avec lui que dans les villes où elle pourrait trouver un minimum de confort, comme Damas, Santos ou Trieste. Lady Isabel était une catholique plus que fervente, à

« Quelles leçons nous a laissées celui qui semble bien, à lire votre livre, avoir été le plus original des grands voyageurs du dix-neuvième siècle ? »

« Celles d'un homme étonnamment complet, comme il n'y en a qu'une poignée par siècle, organisant un remarquable équilibre entre l'action et la réflexion. Il fut savant dans tous les sens du terme, aussi bien linguiste qu'anthropologue, sexologue, historien ou essayiste. Et, bien sûr, il fut aussi découvreur de nouveaux horizons, notamment en Afrique noire, aventurier au sens noble du terme, et qui fournit un modèle à Kipling pour ses romans, un visionnaire économique même, décrivant à l'avance le meilleur moyen pour l'exploitation aurifère de la Gold Coast, etc. Bref, de quoi nourrir pour longtemps les imaginations !

« Burton fut de même le plus baroque des romantiques et, à ce titre, le chef d'une lignée à la fois si anglaise et si universelle, qui continua avec Lawrence d'Arabie et, encore de nos jours, avec Wilfred Thesinger (2). Toute cette lignée, mais Burton en tête, osa « les chemins de travers » pour parvenir à la connaissance.

Propos recueillis par Jean-Pierre Péroncel-Hingaz

(1) La dernière édition — pirate mais complète — des *Arabian Nights* de Burton est, sans erreur, celle de Khayal, Beyrouth, 1966.

(2) Les œuvres de Wilfred Thesinger sont principalement publiées chez Plon, dans la collection « Terre humaine ».

Ambre et lumière

L'ouvrage de Jean-François Gournay, *Burton, ombre et lumière de l'Orient* (où l'on trouve quatre excellents portraits en noir et blanc de Burton et quatre cartes anciennes illisibles) contient un trop bref essai biographique sur Burton. Pour plus de détails, se reporter à sa thèse de doctorat, *L'appel du Proche-Orient : Richard F. Burton et son temps, 1821-1890* (éditions Didier-Erudition, Paris, 1983).

Ce livre, en revanche, comprend un choix très riche de textes du capitaine écrivain, inédits en français, traduits soigneusement par l'universitaire lillois et portant aussi bien sur le Soudan, le chanvre indien, les villes saintes de l'Islam, la bureaucratie égyptienne (lignes toujours très actuelles), les bédouins, les juifs, l'Afrique orientale, Harar (cité musulmane d'Abyssinie, alors inter-

dite aux non-mahométans et où Burton fut le premier Européen à avoir le courage de pénétrer à visage découvert), les femmes orientales, la pédérastie à travers la planète, les aphrodisiaques, etc.

Regrettons seulement que — peut-être par respect, à nos yeux excessif, de l'œuvre burtonienne — Jean-François Gournay n'ait pas enrichi de plus de notes explicatives ou critiques ses traductions, notamment lorsque Burton se trompe, ce qui quand même arriva... (par exemple à propos de l'héritage en droit coranique).

J.-P. P.-H.

► *Burton, ombre et lumière de l'Orient* de Jean-François Gournay, éditions Desclée de Brouwer, collection Diwan. 285 p., 115 F.

Ecole de langue agréée
séjours linguistiques
English in England
adolescents et adultes
proposés sur demande
cours spéciaux pour dirigeants et cadres d'entreprise
House of English
14, rue J.-J. Rousseau
30390 Aramon
Tel. (66) 570966

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

صكنا من الاصل

صلى الله عليه وسلم

28 En attendant M. Strauss-Kahn
Préavis de grève à la SNCF

28 La polémique sur la gestion des télévisions publiques
29 Nissan s'oppose à Nissan UK

30 Hanson acquiert 28 % du capital d'ICI
31 Bourse de Paris

La réorganisation des structures ministérielles et les premiers dossiers de la nouvelle équipe

La porte étroite

Faites-nous de bonnes politiques et je vous ferai de bonnes finances. M. Pierre Bérégovoy a dû reprendre la formule du baron Louis lors des discussions qui ont précédé la formation du gouvernement. Car ses marges de manœuvre sont devenues très étroites avec des finances publiques et sociales en train de se dégrader, alors que l'activité du pays - contre toute attente - tarde à repartir.

Aussi fâcheuse qu'elle ait été l'insistance mise par le président de la République pour le voir rester à Bercy avec une autorité renforcée, M. Bérégovoy avait tout intérêt à regarder à deux fois avant d'accepter de reprendre le collier. Ses analyses, ses méthodes, son approche des problèmes ne sont pas forcément les mêmes que celles du nouveau premier ministre.

Un problème grave est actuellement posé aux pouvoirs publics. A part l'automobile, l'activité économique tarde à repartir alors que la fin de la guerre du Golfe aurait dû relancer la marche des affaires. Situation d'autant plus préoccupante que la plupart des pays industrialisés - et d'abord les Etats-Unis - se trouvent dans la même situation d'incertitude. Comment dès lors réduire le déséquilibre des finances publiques et sociales sans prendre le risque de dégrader davantage la situation ? Si des impôts, des taxes (sur les produits pétroliers), des prélèvements (la CSG bien sûr) sont élargis, si les dépenses publiques sont fortement comprimées, la croissance économique peut se ralentir davantage, la France connaître une véritable récession. Cette hypothèse, et c'est ce qui est très nouveau, n'est plus écartée au sommet de l'administration. Les Français, qui se sont habitués à des années où les dépenses publiques ont augmenté, n'ont peut-être plus l'intention de dépenser beaucoup malgré un pouvoir d'achat qui progresse.

Si cette analyse est la bonne, elle conduit à laisser filer le déficit budgétaire. Mais si une telle option - qui bien sûr raterait clandestine - apparaît trop visible, c'est le franc qui devra être soutenu par une hausse des taux d'intérêt. Et cela, M. Bérégovoy ne le veut pas. Pas plus qu'il ne voudra - même pour dynamiser les grandes entreprises nationales - prendre le risque d'accroître les dotations qui accroîtraient le déséquilibre des finances publiques.

Situation difficile donc, exigeant une grande unité gouvernementale. Faites-nous de bonnes politiques...

ALAIN VERNHOLE

Mme Cresson doit prendre des décisions rapides sur la Sécurité sociale

A peine installé avenue de Ségur, M. Jean-Louis Bianco, nouveau ministre des affaires sociales, doit trouver les moyens d'assainir sans attendre la trésorerie de la Sécurité sociale. Sans être catastrophique, l'état des finances du régime général réclame en effet une action énergique. Jeudi 17 mai, sur Antenne 2, M^{me} Edith Cresson, premier ministre, a souligné qu'elle « n'écartera pas d'embellie une augmentation des prélèvements sociaux ». Quant à la réforme des retraites envisagée par la Livre blanc, M^{me} Cresson a indiqué qu'elle reste d'actualité.

Alors que le solde négatif de 17 milliards de francs attendu pour les retraites en 1991 n'est guère étonnant, la mauvaise surprise vient des comptes de la santé, dont le déficit devrait atteindre 15 milliards de francs si aucune mesure

n'intervient. En dépit des cinq milliards d'économies déjà dégagés par l'assurance-maladie par le précédent gouvernement ainsi que des excédents des allocations familiales et des accidents du travail, le besoin de financement du régime général devrait approcher les 24 milliards de francs fin 1991, contre 16,7 milliards prévus en février dernier. Or les ressources nouvelles devront intervenir très vite car le plafond de trésorerie de la « sécu » est alarmant.

Parer au plus pressé

En juin, le décaissement de l'ACOSS (Agence centrale des organismes de sécurité sociale) atteindra le seuil des 20 milliards de francs, alors que le plafond des avances conventionnelles de la Caisse des dépôts est de 11,7 milliards. Après une rémission en juillet-août, la dégradation devrait reprendre avec des décaissements de 25 à 30 milliards au dernier tri-

estre. En juin, il sera possible d'amorcer la chute en avançant la date prévue pour le versement par l'Etat de certaines prestations, mais ce genre d'exercice, dont l'impact sur le budget serait loin d'être négligeable, ne permettra pas de « tenir » jusqu'à la fin de l'année.

Jusqu'à ces dernières semaines, M. Michel Rocard pensait encore pouvoir éviter une augmentation des recettes. Cependant, le rendement insuffisant ou le retard pris par certaines mesures restrictives concernaient certaines professions de santé (biologistes, radiologistes), ainsi que les délais accordés à celles ayant accepté de passer un accord avec les pouvoirs publics, ont pesé lourd. Mais le ralentissement de la croissance économique perceptible depuis le début de l'année a aussi accéléré la dégradation des comptes.

Le 14 mai, la veille de sa démission, M. Rocard avait réuni un comité interministériel afin d'arrêter un plan d'économies dont on assurait qu'il serait « musclé ».

Compte tenu de la situation politique, les arbitrages avaient finalement été repoussés au 22 mai.

Il est acquis que M^{me} Cresson poursuivra les efforts de « rationalisation » des dépenses d'assurance-maladie en pesant sur la rémunération des actes médicaux. Mais ces projets ne généreront pas d'économies immédiates et, aujourd'hui, il faut parer au plus pressé. Plusieurs solutions s'offrent au gouvernement. Réviser le taux de la CSG (11,1 % actuellement) permettrait de répartir les efforts sur l'ensemble des revenus (travail, capital, retraites imposées), mais pourrait nécessiter un jeu d'écritures complexe entre organismes sociaux, car cet impôt ne finance pas directement l'assurance-maladie. Un point de CSG - dont l'origine rocardienne pourrait être perfidement rappelée par certains - représenterait 35 milliards de francs en année pleine.

Plus classique, une hausse de la part salariale de la cotisation d'assurance-maladie (accroître les

charges patronales paraît exclu), en la portant au-delà des 5,9 % actuels, identifierait clairement le secteur où les Français seraient invités à consentir des efforts, mais elle pèserait sur les seuls revenus du travail. Un point de baisse rapporterait un peu plus de trente milliards de francs.

Une mesure de financement supplémentaire pour la « sécu » - que M. Pierre Bérégovoy juge nécessaire - aurait une triple signification. Elle sonnerait l'échec du pari de M. Rocard, qui avait préféré agir sur l'offre de soins plutôt que sur la demande sans toucher aux cotisations. Elle constituerait un sérieux coup de canif dans le sacro-saint principe de la non-augmentation du niveau des prélèvements obligatoires. Enfin, elle illustrerait concrètement l'arrivée à son terme du cycle conjoncturel particulièrement favorable qui, depuis trois ans, a permis à la Sécurité sociale de se maintenir à flot sans recourir à des ressources nouvelles.

JEAN-MICHEL NORMAND

Bercy aux commandes

Suite de la première page

Ce combat qui reflète les grandes oppositions des théories de politique économique, a toujours trouvé, bien entendu, sa traduction dans l'organisation gouvernementale. En France particulièrement, avoir le pouvoir signifie détenir un ministère important et riche.

Aujourd'hui, les rivalités opposent le ministère de l'Industrie à celui des finances. Ce dernier est sorti jusqu'à présent victorieux de la lutte, conformément à la suprématie des théories macroéconomiques keynésiennes ou classiques sur celles qui vantent les vertus de l'interventionnisme et de la planification. Mais ce ne fut pas toujours la cas en France et ce n'est pas forcément de cas à l'étranger. Que l'on songe au Japon.

Le ministère de l'Industrie date, dans sa forme actuelle, de 1941, c'est-à-dire du gouvernement de Vichy, selon M. Christian Stoffaës, l'un des meilleurs spécialistes de l'industrie en France, aujourd'hui à EDF (1). Le ministère du commerce et de l'industrie fusionne alors avec la puissance et dirigiste direction des mines, détachée du ministère des travaux publics.

Héritier du Conseil général de Sully

La structure gouvernementale dépend toujours des idéologies de l'époque. Ainsi, sous l'Ancien Régime, conformément à la doctrine mercantiliste, le développement économique est étroitement lié au pouvoir d'Etat, au commerce extérieur et à la politique étrangère. Un Conseil général du commerce, créé par Sully, centralise l'action économique. Ainsi encore les saint-simoniens, industrialistes de la première heure, créent un ministère des Travaux publics dirigiste et riche pour développer les grands travaux de l'Etat. Celui-ci regroupa sous l'Empire les ponts et chaussées, les ports, les concessions, les mines, puis plus tard les chemins de fer, etc.

En 1941, on détache donc les

mines des travaux publics pour les rattacher au ministère du commerce et de l'industrie, héritier du Conseil général de Sully. On prend conscience (thème récurrent) du retard de la France industrielle : avions et chars ont manqué face à l'Allemagne... Vichy confie à la direction des mines le soin de diriger le redressement. Les appels à l'interventionnisme, qui remontent à la crise des années 30, sont entendus. Les polytechniciens « planistes » du mouvement X-crise obtiennent satisfaction.

La Libération ne change pas la structure : l'heure est aux pénuries et l'Etat doit légitimement tout organiser. Les influences marxistes sont aussi importantes, même si elles ne sont pas avouées. Mais assez vite, les pénuries disparaissent, la politique macroéconomique prend le pas sur la planification. Le Plan s'éteint en France dès les années 50. En 1958, l'ouverture européenne précipite le mouvement et le glissement du pouvoir de l'industrie. En outre, les mines de charbon ferment une à une...

Le général de Gaulle, rappelle M. Stoffaës, ne contribue pas à renforcer le ministère de l'Industrie, puisque toutes les organisations nouvelles qu'il crée lui échappent. Les secteurs ouverts du ouest, de l'aéronautique et même de l'informatique sont placés sous tutelle de commissariats (CEA) ou de délégations (plan, calcul, recherche scientifique), qui sont souvent interministériels ou dépendent directement du général lui-même ou du premier ministre.

Les années 70 verront pourtant peu à peu le ministère regagner un peu de terrain. Il récupère le nucléaire puis l'informatique. Mais le regain, s'il permet d'entretenir l'espoir d'une renaissance, est très relatif. Le grand vainqueur est le ministère des finances, haut lieu du pouvoir. L'explication est sans doute que l'internationalisation croissante de l'économie impose de plus en plus de tenir les « grands équilibres » budgétaires. Dès lors, l'action interventionniste disparaît, faite de moyens. Ce sera aussi le cas sous la gauche dans les années 80, ce dépit des déclarations industrialistes d'un Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Industrie et de la recherche.

Malgré quelques actions ponctuelles permises par les nationalisations, l'industrie est parent pauvre. La valse des ministres (M. Mitterrand en compte sept en dix ans) et des rattachements (de la recherche, des PTT, du commerce extérieur) prouve que les références au MITI japonais sont des cache-misère.

La DGI affaiblie

Le regain moral des politiques dites de l'offre (ultralibéralisme) effleure les esprits, y compris socialistes. L'efficacité de l'impôt est contestée et l'Etat perd de sa légitimité d'une façon générale. Les interventionnistes apparaissent comme des berlus marxistes, l'effacement à l'Est apportant les ultimes preuves du vainqueur. Le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie de M. Chirac, se dépensera beaucoup pour réduire ses propres crédits et affaiblir la direction générale de l'Industrie

(DGI). Avec un succès certain : peu de hauts fonctionnaires acceptent depuis de la rejoindre.

A telle enseigne que l'espoir d'une renaissance a quasiment disparu. La plupart des industrialistes de l'administration ont désormais l'entrisme pour tactique : que le ministère de l'Industrie disparaisse et que la DGI soit rattachée aux finances, comme une des grandes directions de ce ministère ou le Trésor. Le but de la manœuvre est de casser ce Trésor, machine puissante au pouvoir (2) et instrument de la suprématie des finances sur les mineurs (les polytechniciens-ingénieurs du corps des mines).

Le gouvernement de M^{me} Cresson réitère un choix différent. Le ministère de l'Industrie demeure, au sein du super-ministère Bérégovoy, qui regroupe aussi le budget, le commerce extérieur et les PTT. Si l'on tient vraiment à redonner du pouvoir aux « industrialistes » - mais est-ce bien le but de M. Mitterrand ? - cette option de M^{me} Cresson s'explique mal. D'abord parce que, parmi les ministres sélectionnés, aucun n'a fait preuve du nationalisme industriel mis en avant par le premier ministre. Ni M. Pierre Bérégovoy lui-même, ni M. Dominique Strauss-Kahn, rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée et spécialiste de l'épargne, et encore moins M. Jean-Marie

Rausch, plébé mystérieusement aux PTT, qui s'est fait une spécialité de vanter l'électroécologie, américaine.

Ensuite à cause des structures. L'idée de départ a été, si l'on comprend M^{me} Cresson, de casser les Finances en groupant le ministère de l'économie avec celui de l'industrie. M. Paul Quilès devait hériter de ce ministère de la guerre économique (la aussi mystérieusement, puisque, précédemment, ministre des PTT, il avait fait preuve d'un immobilisme remarquable en matière de politique industrielle de l'électronique).

Quelques actions « poil à gratter »

Pour conserver M. Bérégovoy garant du franc, l'idée du grand ministère de la guerre économique est passée à la trappe. Le résultat final des tractations ministérielles socialistes est un renforcement historique du ministère duquel de Bercy. Même sous M. Edouard Balladur, il n'avait pas cette importance. Et ce n'est pas la possibilité donnée à M. Strauss-Kahn de faire appel au service du Trésor qui y changera grand-chose.

On l'a vu : les structures reflètent les idéologies. Quelle est celle des socialistes aujourd'hui ? Quel rôle entendent-ils faire jouer à un oéo-interventionnisme, compte tenu des contraintes budgétaires et

européennes ? M^{me} Cresson, qui vilipende les fonctionnaires, croit-elle encore en l'Etat ? Le scepticisme le plus profond est permis. D'où une crainte : que l'industrialisme limité à quelques actions « poil à gratter » ou pis, ne soit que de façade. Que M^{me} Cresson ne soit forcée de multiplier les actions spectaculaires pour essayer de prouver le contraire de ce qu'indiquent les structures de son gouvernement. Le cas de Bul sera instructif (peut-on interdire l'accord en négociation de ce groupe avec un japonais, alors que dans l'informatique tous les gens sérieux savent que l'ennemi n'est pas japonais mais... américain). L'engagement de M^{me} Cresson en faveur de ces fameux, mais si coûteux, « grands centraux » à l'exportation, aussi.

En fait... tout dépendra de M. Bérégovoy. Ces derniers temps, le Pinay du PS découvrait les vertus de l'industrie. Il a toutes les manettes en main. Il veut « imaginer quelque chose d'original en France ». L'espoir des industrialistes repose sur lui.

ÉRIC LE BOUCHER

(1) La partie historique de cet article sur le ministère de l'Industrie utilise abondamment une communication faite par M. Christian Stoffaës, le 20 février, à l'Annuaire des ingénieurs du corps des mines.

(2) Une machine à pouvoir. La direction du Trésor, par Yves Mamou. Editions La Découverte, 1988.

Le MITI, une ex-star au Japon

Le fameux MITI (Ministry of International Trade and Industry), acteur omniprésent de la scène économique nipponne, apparaît depuis quarante ans comme la ministre fétiche du Japon. Mais, tandis que son notoriété s'accroît et que son image s'ambalait à l'étranger, il connaît dans son propre pays une baisse manifeste de popularité. Pourtant, on ne peut pas dire qu'il ait décliné ; au contraire, et c'est là son drame.

Tendit que sa mission historique s'achève, d'autres ministères ont le vent en poupe : les télécoms sont en passe de devenir le grand ministère de la décennie, ainsi que les transports et la construction, pour leur rôle dans l'amélioration du cadre de vie et le développement tardif d'une société des loisirs.

La création du MITI, en 1949, s'accompagnait d'un impressionnant arsenal légal et réglementaire lui permettant un contrôle strict des échanges et du crédit. Au même moment, le plan triennal pour l'indépendance économique donnait une priorité absolue à l'industrie et à la promotion des exportations.

Lier commerce et industrie n'était pas une innovation, mais le processus d'une tradition déjà longue. La véritable innovation résidait dans la double mission de relever l'économie japonaise et de gérer les relations internationales qui, compte tenu de la situation historique de l'après-guerre, ne pouvaient bien sûr s'exercer que dans le seul cadre économique. Ces choix ont

constitué le tremplin de l'expansion économique nipponne.

La puissance du MITI correspond à un choix politique clair pour les années de la reconstruction et de la rationalisation de l'économie (1952-1960). Mais cela n'a pu se faire qu'au prix de sacrifices dans de nombreux domaines, notamment l'environnement. D'autre part, une des constantes les plus significatives de la politique industrielle japonaise depuis l'ère Meiji réside dans la définition d'industries-clés à développer en priorité. Ainsi, à chaque plan, une fois les objectifs atteints, le MITI a défini de nouveaux secteurs-clés.

Une hyperindustrialisation

L'action de cette administration a été considérable en instituant une « discipline industrielle » qui fixe des règles de bonne conduite pour les entreprises et coordonne leurs efforts. Dans les années 60 (1961-1973), le Japon rejoint le club des nations industrialisées : cette période correspond pour le MITI à une phase d'internationalisation de l'économie et de restructuration de l'appareil de production. A partir de 1973, le Japon entre dans une phase de mondialisation de son économie. Le MITI, avec la libéralisation des échanges, a perdu l'essentiel de son pouvoir sur les entreprises.

Mais il reste pour le public la « mère poule » de l'industrie (Sanyo no Kyoiku Mama), en particulier pour les industries néis-

santes. A l'autre bout, il intervient dans la restructuration des industries déclinantes.

Aujourd'hui, les nouvelles priorités sont le leadership scientifique et technologique, et l'amélioration de la qualité de la vie, qui placent d'autres administrations sur la devant de la scène. Mais il n'y a pas péril en la demeure pour le MITI, car le Japon, loin de sa désindustrialisation, s'oriente vers une hyperindustrialisation. Dans les industries de l'avenir, l'information constitue la matière première essentielle : le MITI garde un avantage certain grâce à sa parfaite maîtrise de la gestion de l'opinion, c'est-à-dire l'art de communiquer et de persuader l'opinion publique.

Le MITI, qui a longtemps personnifié la monstre anonyme de la « Japan Inc. », est aujourd'hui en peine de transformer son image. Il devient le principal artisan de la politique de promotion des importations, qui a produit des résultats déjà significatifs. Enfin, ces derniers mois, le MITI a inauguré la première politique de soutien aux investissements étrangers au Japon. En demière analyse, si le MITI n'est plus la star vedette de l'économie japonaise, il n'en reste pas moins toujours un acteur important de l'actualité.

GUY FAURE

(Directeur de la Chambre de commerce et d'industrie française au Japon ; auteur du livre « Le rôle du MITI dans les processus de prise de décision industrielle au Japon », publication de la Mission franco-japonaise TOKYO, 1984.)

L'affaire Bull

La porte du groupe public d'informatique Bull (fortement déficitaire en 1990) sera-t-elle ouverte ou fermée au groupe japonais Nec ? Annoncée comme imminente la mois dernier, l'entrée de Nec au capital de la Compagnie des machines Bull (CMB) risque en tous cas de se réaliser plus lentement que prévu... si elle n'est pas plus radicalement remise en question.

Nec, déjà actionnaire de Bull HN, la filiale américaine du groupe, à hauteur de 15 %, devait en effet troquer cette participation contre une entrée « de moins de 5 % » au capital de la CMB. Des modifications apportées à la structure du groupe justifiaient cette décision, dans la mesure où les filiales italienne et anglaise, jus-

qu'elles rattachées à la société américaine, devaient intégrer le giron de la structure européenne de Bull.

Le nouveau premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a évoqué, dès jeudi 15 mai, le réexamen de ce dossier. C'est cependant de l'ensemble de la politique de l'Etat à l'égard de l'électronique que M^{me} Cresson, et désormais M. Pierre Bérégovoy, vont reprendre en main. Chez Bull, les discussions avec Nec n'ont pas été interrompues pour autant, nous a-t-il été affirmé. La décision de M^{me} Cresson sera attendue, officiellement, en toute sérénité. Et si l'accord devait ne pas se faire, on se refuse pour l'instant à élaborer « des scénarios catastrophes ».

A. K.

ÉCONOMIE

Les milieux d'affaires et le gouvernement Cresson

En attendant M. Strauss-Kahn

« Béré est là, ça va ! ». Les milieux financiers ont réagi avec soulagement au maintien du ministre de l'économie à son poste. Si la rumeur avait donné, dès le jeudi 16 mai, pour acquiescer au renouvellement de M. Pierre Bérégovoy, Rue de Bercy, la confirmation a apaisé les appréhensions des investisseurs étrangers, américains et surtout japonais. La composition de l'équipe gouvernementale annoncée, le franc se raffermissant face au mark. Vendredi 17 mai, la devise allemande repassait sous la barre des 3,39 francs dès l'ouverture des transactions, sur un marché très actif.

Au palais Brongniart, après la hausse de 1,31 % enregistrée par l'indice CAC 40 jeudi 16 mai, les valeurs françaises étaient à nouveau bien orientées, s'appréciant de 0,53 % en début de séance. Le mouvement devait toutefois s'inverser par la suite. A la mi-séance, elles abandonnaient 0,10 %.

Est-ce pour forcer le destin et influencer sur le choix du nouveau premier ministre que les déclarations favorables à M. Bérégovoy se sont multipliées dès jeudi ? Le président de l'Association française des banques (AFB), M. Dominique Chailion, s'est incontestablement montré le plus empressé. « Je souhaite que nous ayons un ministre de l'économie et des finances qui ait la même qualité de contact avec la profession que celle que nous avons avec

M. Bérégovoy », déclarait-il lors de son point presse mensuel. Les industriels, en revanche, l'ont joué schématiquement. Le choix de M. Dominique Strauss-Kahn pour le portefeuille de l'industrie ne provoque pas de commentaires particuliers. La réorganisation des pouvoirs entre la Rue de Grenelle et Bercy n'est pas encore connue dans le détail, ce qui explique aussi leur silence. « C'est bien que les politiques aient cette obsession de l'industrie », soulignait-on chez le sidérurgiste Usinor-Sacilor. Chez Pechiney, on saluait bien sûr l'arrivée de M. Martine Aubry au ministère du travail. Et un décalage déjà dans les discours de M. Cresson la volonté de « donner aux sociétés nationales qui se sont développées à l'international des moyens accrus de tracer leur route ». Un chef du gouvernement venant du secteur privé et un ministre issu du secteur public, la règle du « ni-ci » est respectée.

Saluant le flair de son ami, M. Didier Pincus-Vallée, pour avoir embauché M. Edith Cresson malgré les taquineries de ses proches, M. Serge Kampf, président de Cap Gemini Sogeti, n'exclut pas d'en tirer certaines leçons. Et pour quoi pas repêcher certains ministres du gouvernement Rocard au chômage... ? « S'ils se présentent, on étudiera leurs demandes », affirmait jeudi, en souriant, ce patron.

D. G. et C. M.

SOCIAL

Fin de l'occupation de l'usine Thomson de Brest

BREST

de notre correspondant

Après trente et un jours d'occupation, le travail a repris, vendredi 17 mai, à l'usine Thomson de Brest, qui emploie 1 400 personnes dans l'électronique professionnelle (le monde du 10 mai). La CFDT, qui menait l'action, a pris les devants en se prononçant, la veille, pour la libération des locaux, afin d'éviter un pourrissement du conflit. Appelés à voter, 377 occupants se sont exprimés en faveur de la reprise et 74 contre.

Les négociations devaient reprendre vendredi entre la direction et la CFDT, syndicat majoritaire, sur l'étalement des 264 licenciements prévus sur trois ans. La direction a accepté de faire quelques concessions. Dans le plan social, 109 suppressions d'emplois traitées en cas de conversion étaient prévues pour la mi-1992. La direction a accepté de repousser l'échéance de quelques mois et de faire une ouverture plus large aux départs volontaires.

G. S.

Entre le 22 et le 25 mai

La CGT, les autonomes et la CFDT : préavis de grève à la SNCF

La Fédération autonome des agents de conduite (FGAAC) de la SNCF a déposé un nouveau préavis de grève couvrant la période du jeudi 23 mai à 20 h au vendredi 31 mai à 6 h. De son côté, la CGT appelle à la grève du 22 mai à 20 h au 25 mai à 8 h. Ces deux organisations syndicales représentent plus des trois quarts des suffrages exprimés par les conducteurs de trains aux élections professionnelles. Vendredi en fin de matinée la CFDT a, à son tour, déposé un préavis de grève couvrant la période du 23 mai à 20 heures au 25 mai à 8 heures.

Les autres organisations syndicales semblent réticentes à participer à cette guérilla sociale, qui a conduit la FGAAC, le 14 mai, et la CGT, les 14 et 15 mai, à cesser le travail, pour protester contre le Livre blanc sur l'avenir des retraites avant d'annoncer, maintenant, que le prochain arrêt de travail est motivé par la réforme de la grille des salaires et le refus d'en faire profiter les retraités.

J.-C. M.

TRANSPORTS

Europe Aéro services dépose son bilan

PERPIGNAN

de notre correspondant

M. Georges Masurel, PDG de la compagnie aérienne Europe Aéro services (EAS) basée à Perpignan et à Paris-Orly, s'est vu contraint de déposer son bilan, le 16 mai. Affirmant qu'il n'était pas question de licencier pour l'instant (EAS compte 600 salariés dont 180 à Perpignan), le PDG d'EAS a accusé Air France, lors d'une conférence de presse, d'avoir mis son entreprise en difficulté en ne respectant pas les engagements signés et en ne lui ayant versé que 8 000 heures de vol au lieu des 14 000 prévues lors du dernier arrangement, déjà en retard par rapport à un contrat précédent.

M. Masurel a précisé avoir porté plainte contre la compagnie nationale pour « situation dominante » devant le tribunal de commerce de Créteil. Le montant de la dette actuelle d'Europe Aéro services atteindrait 240 millions de francs, pour un chiffre d'affaires de 645 millions en 1989.

J.-C. M.

(Publicité)
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA NIÈVRE
ROUTE NATIONALE N° 7
DÉVIATION DE L'AGGLOMÉRATION DE NEVERS
AVIS D'ENQUÊTE
Une enquête publique préalable
— à la construction de la déviation de l'agglomération de NEVERS (Nièvre) ;
— au classement de ladite déviation dans le réseau route nationale et au déclassement de l'ancienne RN 7 ;
— à la modification du plan d'occupation des sols (POS) des communes de SAINT-ÉLOI et SERMOISE-SUR-LOIRE, se déroulera du 3 JUILLET au 31 JUILLET 1991.
La commission d'enquête est composée de MM. GADY, président, BLONDEAU et DEBY.
Un dossier et un registre d'enquête seront mis à la disposition du public à la préfecture de la Nièvre à NEVERS et dans les mairies de CHALLUY, SERMOISE-SUR-LOIRE, SAINT-ÉLOI, COULANGES-LES-NEVERS, VARENNES-VAUZEILLES et URZY, où ils pourront être consultés aux heures habituelles d'ouverture des bureaux.
Un dossier sera également mis à la disposition du public à la mairie de NEVERS et à la direction départementale de l'équipement, 2, rue des Pâtes, 58020 NEVERS CEDEX.

COMMUNICATION

La polémique sur la gestion des télévisions publiques

La Cour des comptes témoin à décharge dans le « procès » de M. Philippe Guillaume

Un audit du cabinet Coopers et Lybrand et deux rapports de la Cour des comptes permettent de mieux juger la gestion d'Antenne 2 et de FR 3. Et de relativiser le procès fait par le gouvernement aux anciens dirigeants des chaînes publiques.

Le pouvoir fait-il injustement porter aux anciens dirigeants d'Antenne 2 et de FR 3 la responsabilité d'une faillite économique ? A-t-il manipulé les chiffres, déformé les faits pour accuser M. Philippe Guillaume, M. Jean-Michel Gaillard et M. Dominique Aldy d'être des gestionnaires incompétents ? En décembre dernier, le gouvernement obtenait la démission du président commun des télévisions publiques en invoquant le déficit des deux chaînes, le dérapage des dépenses et des embauches. M. Catherine Tasca accusait l'équipe de M. Guillaume d'incompétence et de déloyauté. Le président démis affirmait, aujourd'hui, être la victime d'un procès déloyal et menaçait de traîner le ministre en justice pour diffamation.

Trois documents viennent éclairer aujourd'hui cette polémique. Le premier est le rapport d'audit effectué par le cabinet Coopers et Lybrand sur les comptes des deux chaînes à la demande de leur nouveau président, M. Hervé Bourges. Un rapport qui a permis à l'audiovisuel public d'obtenir en avril 1,5 milliard de francs supplémentaires mais qui n'a jamais été rendu public. Les deux autres — eux aussi inédits — sont les rapports de la Cour des comptes sur la

gestion d'Antenne 2 et de FR 3 entre 1985 et 1990.

Ces expertises indépendantes permettent de nuancer singulièrement le jugement porté par le gouvernement sur la gestion des anciens dirigeants de l'audiovisuel public. Le pouvoir a en effet le tableau, chargé la barque de M. Guillaume pour justifier les avantages accordés à M. Bourges. Il a aussi passé sous silence ses propres responsabilités dans les dérapages de la gestion. Des constats importants puisqu'ils permettent de réhabiliter en partie l'honneur quelque peu malmené des anciens responsables d'Antenne 2 et de FR 3 et parce qu'ils éclairent les rapports entre l'État et l'audiovisuel public.

Le gouvernement se trompe de 400 millions

Le rapport du cabinet Coopers et Lybrand sur Antenne 2 montre à quel point les présentations complaisantes peuvent être en trompe-l'œil. M. Bourges avait évalué le déficit de la chaîne pour 1990 à 624 millions de francs mis sur le compte des dépassements budgétaires de son prédécesseur. Pour l'audit, des dépenses supérieures aux prévisions ont été constatées. M. Bourges se vantait d'avoir économisé 1,4 milliard de francs (soit 1,4 milliard de francs de moins que le déficit de 1,8 milliard d'Antenne 2 en 1990). Une surestimation de 411 millions dénoncée en vain par MM. Guillaume et Gaillard dès le conseil d'administration d'août 1989. La Cour des comptes critique, elle aussi, cette « politique budgétaire irréaliste » en constatant que l'État s'était déjà trompé l'année précédente de plus de 300 millions de francs dans ses prévisions et qu'il n'a pas voulu corriger le tir.

Les rapporteurs de la Cour relèvent d'autres manipulations qui faussent les résultats d'Antenne 2. Les résultats de la chaîne en 1989 font apparaître 122 millions de recettes, somme qui a en réalité été transférée par Antenne 2 pour alimenter les comptes de la SEP. Dès cette année-là, où la responsabilité de M. Gaillard et Guillaume est très limitée, la chaîne a déjà un déficit d'exploitation de 469 millions et non de 346 millions, comme l'affirment les comptes officiels. La Cour des comptes note que l'État est pénalisé par des règles archaïques sur l'amortissement des programmes. Des règles que l'État a refusé de modifier jusqu'à présent pour aggraver la situation comptable de la société, ce que les rapporteurs qualifient d'« intrusion dans la gestion de la société ».

La fuite en avant date de 1988

Le rapport de la Cour des comptes n'aboutit pas pour autant les dirigeants d'Antenne 2. Les défauts de gestion relevés concernent essentiellement l'incapacité de bâtir une programmation cohérente pour reconquérir l'audience. Un reproche qui vise surtout la tranche horaire entre 18 heures et

20 heures où « l'ambition et la bonne volonté ne peuvent suppléer les carences des études, l'absence de programmation et la négligence des attentes du public ». Le rapport est plus indulgent pour les soirées et estime que l'équipe Guillaume-Gaillard a « rompu avec l'immobilisme » de leurs prédécesseurs en sachant remettre en question « Champs Élysées » et en programmant « Envoyé spécial » à 20 h 30.

Le bilan de la Cour des comptes est donc très nuancé. Il souligne les difficultés réglementaires auxquelles se heurtent les dirigeants de la chaîne, notamment en matière de publicité (voir ci-contre). Il tient compte de la concurrence de TF1, de l'inflation des coûts. Dans ce contexte, les rapporteurs ne condamnent pas, comme le gouvernement, les dépassements de M. Gaillard. Ils notent qu'en 1988, M. Claude Contamine avait commencé cette fuite en avant pour financer un important effort de création et qu'il était impossible à ses successeurs de revenir en arrière « en raison de la sensibilité de professionnels de la création à ce type de dépense ».

Il devient difficile d'accuser MM. Gaillard et Guillaume d'incompétence quand la Cour des comptes salue l'« avancée significative » que constitue la mise en place d'un véritable contrôle de gestion et les efforts déployés pour rattrapper des années de retard dans ce domaine. En 1990, les dépassements enregistrés sur le budget des programmes, écrits par les rapporteurs, ne remettent pas en cause la qualité du suivi budgétaire exercé tout au long de l'année par les services financiers.

Si le procès fait par le gouvernement à la gestion d'Antenne 2 paraît donc largement excessif, celui qui est intenté à FR 3 est encore plus abusif. M. Hervé Bourges se vantait d'avoir économisé 1,4 milliard de francs (soit 1,4 milliard de francs de moins que le déficit de 1,8 milliard de FR 3 en 1990). Une surestimation de 411 millions dénoncée en vain par MM. Guillaume et Gaillard dès le conseil d'administration d'août 1989. La Cour des comptes critique, elle aussi, cette « politique budgétaire irréaliste » en constatant que l'État s'était déjà trompé l'année précédente de plus de 300 millions de francs dans ses prévisions et qu'il n'a pas voulu corriger le tir.

Des emplois dissimulés

M. Catherine Tasca reproche aux dirigeants de FR 3 la création de trois cents emplois supplémentaires en 1990, « un type de dérapage particulièrement injuste pour le personnel » (Le Monde du 6 avril). M. Guillaume lui répond dans son livre *Un président à abattre* en affirmant qu'il a seulement officialisé des emplois maquisés par ses prédécesseurs sous une autre rubrique budgétaire. La Cour des comptes lui donne raison en révélant dans son rapport que 132 personnes étaient, avant 1990, en « surmontre fonctionnel » parce que le poste occupé ne correspondait pas à un emploi budgétaire. M. Guillaume et M. Aldy ont donc œuvré pour la transparence en réaffectant sur des postes réels ce personnel fantôme. Les enquêteurs notent qu'en 30 juin 1990 les effectifs « réels » de FR 3 étaient de 3 239 personnes, en aug-

mentation de 53 postes, mais largement inférieurs à la limite fixée de 3 486 postes.

On voit mal dans ces conditions pourquoi le gouvernement a accusé M. Aldy de dérapage sur les effectifs sans à vouloir justifier par avance les mesures de compression de personnel que prépare M. Bourges. La Cour des comptes, elle, n'accable pas les dirigeants de FR 3. Elle épingle quelques dérapages dans le fonctionnement budgétaire de la rédaction nationale et les achats de droits sportifs. Mais elle salue l'effort de productivité réalisé en augmentant de 40 % les heures de diffusion, la stratégie pertinente sur l'achat des films, la stabilisation de l'audience. Elle édicte même les dirigeants d'avoir enfin lancé une évaluation réaliste des coûts de fonctionnement des centres régionaux de production.

Néanmoins, le rapport conclut sur quelques inquiétudes : « L'augmentation des charges de fonctionnement, notamment des frais de personnel et des prix des programmes et des productions, ainsi que le coût en année pleine de la grille ambitieuse de la rentrée 1990, laissent donc prévoir un déficit de l'ordre de 500 millions de francs si les choses restent en l'état ». La Cour conseille à FR 3 d'accroître ses réformes de gestion mais surtout d'« établir sans délai une priorité entre les objectifs trop divers que les autorités de tutelle lui ont fixés dans le contrat d'objectifs ». M. Dominique Aldy et M. Philippe Guillaume ont cessé de réclamer cette même clarification à M. Rocard et à M. Tasca.

L'autonomie n'existe pas

On est loin des accusations d'incompétence et de déloyauté portées par l'ancien ministre de la communication. Les rapports de la Cour des comptes montrent que les difficultés récentes d'Antenne 2 et de FR 3 sont la suite logique de la déstabilisation des télévisions publiques à partir de 1987. Et que M. Philippe Guillaume, M. Dominique Aldy et M. Jean-Michel Gaillard ont été dans une large mesure les boucs émissaires d'une crise plus profonde entre le pouvoir et l'audiovisuel public.

Le constat n'est qu'une observation pour l'avenir. Pour les observateurs de la Cour, les rapports entre l'État et les chaînes restent encore dominés par le modèle administratif et sont donc susceptibles de bien des déconformités. Témoin ce jugement sévère sur le contrat d'objectifs censé garantir l'autonomie d'Antenne 2 : « Les moyens nouveaux à mettre en place pour assurer le respect des objectifs définis ne sont pas indiqués. Sur le plan financier, les incertitudes sur le montant annuel de la dotation de référence et des ressources de publicité donnent à la programmation d'objectifs pharaoniques un caractère assez théorique (...). L'autonomie de gestion d'Antenne 2 qui, dans un contexte de plus en plus concurrentiel, gagnerait à être renforcée, ne l'est pas. On peut même se demander si les rapports semestriels et les bilans annuels d'exécution ne seront pas un moyen, pour les autorités de tutelle, de multiplier leurs interventions dans la gestion de l'entreprise ». Dans cette perspective, le face-à-face entre M. Hervé Bourges et M. Georges Kiejman, déjà rivés en 1989 pour la présidence des chaînes publiques, ne manquera pas de piquer.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Des journalistes mieux payés que les PDG

En épluchant les comptes d'Antenne 2 et de FR 3, les magistrats de la Cour des comptes ont découvert que, depuis 1987, les PDG n'étaient plus les salariés les mieux payés des télévisions publiques. Pour retenir les animateurs ou journalistes vedettes attirés par les offres des chaînes privées, les dirigeants de l'audiovisuel public ont dû remplacer les grilles contraignantes de la convention collective par le système beaucoup plus souple des cachets.

Le rapport montre que le cachetier le mieux rémunéré d'Antenne 2 touchait 736 000 francs par an en 1985 et 2,13 millions en 1989. Le dixième

cachet de la chaîne a augmenté dans la même période de 420 000 à 690 000 francs. Les magistrats donnent les noms des heureux bénéficiaires, mais dans l'ordre... alphabétique : Jean-Marie Cavada, Jacques Chancel, Jean-Pierre Emsalem, Gérard Holtz, Armand Jammot, Jean-Luc Lerdon, William Leymergie, Bernard Pivrot et Christian Quidet.

Pour FR 3, les enquêteurs sont moins prudes. Ils notent que Mme Dominique Aldy touchait 730 000 francs par an. Mais Jean-Marie Cavada recruté en septembre 1989 comme directeur de l'antenne, percevait 1,4 million. Jac-

ques Chancel lui a succédé navarin au même tarif tandis que Norbert Ballit touche environ 663 000 francs.

Ces chiffres sont révélateurs de la surenchère qui a affecté l'audiovisuel français depuis la création des télévisions commerciales et surtout la privatisation de TF1. Ils expliquent aussi la tension sociale qui règne dans les chaînes publiques et les grandes grèves de l'automne 1988 ou de décembre 1990. Un journaliste reporteur-images sur FR 3 touchait en moyenne 16 000 francs brut par mois en 1989.

صلى الله عليه وسلم

صباحنا من الامل

ÉCONOMIE

Deuxième constructeur automobile japonais

Nissan s'oppose à Nissan UK son importateur en Grande-Bretagne

Une féroce bataille juridique met aux prises Nissan, deuxième constructeur automobile japonais, à Nissan UK, son importateur exclusif en Grande-Bretagne, tête de pont industrielle en Europe du groupe automobile japonais, qui emploie 10 000 salariés. En mars 1990, Nissan avait décidé de dénoncer son accord d'exclusivité avec son importateur. L'affaire devait trouver son épilogue devant les tribunaux avec un jugement de la Haute Cour de Londres en fin de semaine.

LONDRES

correspondance

Pour ses adversaires, M. Octav Botnar, fondateur de Nissan UK, premier concessionnaire privé britannique, est un pirate des affaires. Pour ses admirateurs, ce fringant notable de Worthing (Sussex), qui a conservé l'irrésistible accent allemand de ses origines, est un croisé des petites automobiles japonaises comme on n'en fait plus. A soixante-dix-huit ans, M. Botnar dirige Nissan UK d'une poigne de fer.

C'est une affaire florissante, composée de quelque 400 concessionnaires, qui ont vendu l'an dernier 110 000 voitures. Avec une part de marché de 5 %, Nissan UK est le premier importateur d'automobiles japonaises au Royaume-Uni.

Le génie de M. Octav Botnar est d'avoir été le premier en Grande-Bretagne à parier sur les voitures japonaises. En 1969, il importe un millier de Datsun, olides, abordables et surtout bien finies. Le succès est immédiat. British Leyland, Ford et Vauxhall (General Motors), qui tiennent le marché insulaire, battent alors de l'aile, symbole du « mal anglais » (faible productivité, avers de travail, mauvaise qualité du produit...). M. Botnar tisse petit à petit sa toile d'araignée de concessionnaires exclusifs à travers le Royaume-Uni, un empire dont il est le seul maître. Ne trouvant rien à redire à ce système, qui fait ses preuves, la maison mère nipponne lui fera confiance pendant deux décennies.

En mars 1990, Nissan Motors annonce brutalement la fin de son accord d'exclusivité avec son importateur. Deux mois plus tard, l'état-major de la filiale européenne de Nissan déclare son intention de créer son propre réseau de concessionnaires à partir du 1^{er} janvier 1992. M. Botnar propose alors à Nissan de lui revendre son réseau. Devant l'absence de réponse de la maison mère, Nissan UK décide de saisir la Haute Cour en réclamant le maintien de ses droits exclusifs.

A l'origine de cette bataille de titans, qui défraye les potins de la City et les colonnes des chroniqueurs automobiles, la politique de prix de Nissan UK, que le groupe juge trop élevés pour permettre un accroissement substantiel des ventes

sur un marché difficile, n'a la concurrence est rude. Ainsi, le prix de la Primera, un des derniers modèles disponibles en Grande-Bretagne, dépasse de 1 000 livres (10 000 francs) celui en vigueur sur le continent.

Un diagnostic sévère

M. Botnar refuse ainsi d'apposer le label européen souhaité par Nissan. Ce flibustier des affaires n'hésite pas à rebaptiser Pulsar la Sunny, la dernière née de l'écurie japonaise. Or cette appellation résonne trop comme un cri guerrier aux yeux des managers de Tokyo.

Le diagnostic de Nissan est sévère pour M. Botnar. On dénonce, pêle-mêle, son refus d'établir des prévisions sur les futures ventes, les retards dans les livraisons des voitures, son style autocratique, voire le mystère entourant une fortune colossale. En fait, depuis la fin des années 80, le paysage s'est profondément transformé autour de Nissan UK. Il a été complètement modifié par l'avènement du grand marché de 1993, qui conditionne la politique d'investissements directs des constructeurs japonais. Dans cette redistribution des cartes, la majorité des fabricants d'automobiles souhaitent gérer eux-mêmes l'importation de leurs modèles. Les intermédiaires liment les marges.

En France, Nissan vient de proposer de racheter les 70 % des parts de la filiale française, détenues par la

famille fondatrice Richard. « Partout dans le monde, les constructeurs veulent contrôler les concessionnaires. Cette évolution permet d'imposer une stratégie européenne dans la perspective du grand marché. D'autre part, cette tactique facilite le respect des directives de la CEE en matière de prix de détail », explique M. Daniel Ward, porte-parole de Nissan Europe.

Un autre facteur à l'appui de la campagne de Nissan est son usine pilote de Sunderland (au nord de l'Angleterre), joyau de sa couronne. Un investissement de 600 millions de livres, inauguré en 1986, qu'il faut remobiliser par une politique commerciale de vente plus agressive. Nissan contre Nissan UK : un cas d'école délicat sur lequel la Haute Cour de Londres devrait se prononcer avant la fin de la semaine.

MARC ROCHE

(Publicité)
PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE
Direction des actions de l'Etat - 3^e bureau
ERRATUM
à l'avis d'enquête publié le 14 mai 1991, page 36.
Lire : le commissaire-enquêteur se tiendra en personne à la disposition du public pour recevoir ses observations verbales à la mairie de SOIGNOLLES-EN-BRIE, le mercredi 26 juin (au lieu de mardi).

ELECTRO BANQUE

Assemblée générale du 15 mai 1991

L'Assemblée générale, réunie le 15 mai 1991, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui se sont soldés par un bénéfice net de 63,6 millions de francs contre 59,8 millions de francs en 1989 (+ 6,3 %).

Le dividende net a été fixé à 21 francs par action (31,50 francs avec l'avoir fiscal) ; il sera mis en paiement le 28 juin 1991.

Les actionnaires ont la possibilité d'opter, jusqu'au 12 juin prochain, pour le paiement de leur dividende en actions émises au prix de 300 francs.

Rémy & ASSOCIÉS

Exercice 1990 - 1991, clos au 31 mars
UN CHIFFRE D'AFFAIRES EN PROGRESSION DE 4,2 %
DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL DIFFICILE

CA consolidé (en millions de francs)	1990-1991	1989-1990
Cognac	2 050	1 879
Champagne	805	817
Vins et spiritueux	1 568	1 607
Services et commissions	294	232
TOTAL	4 717	4 525

Avec un exercice 1990-1991 affecté par les effets de change sur les principales devises de facturation du groupe, le chiffre d'affaires a néanmoins progressé de 4,2 %. A taux de change comparable, cette évolution aurait été de 13,5 %.

L'évolution de la marque Remy Martin, notamment sur les ventes de qualités très vieilles (QSV) où la marque est leader, a permis à l'activité cognac de réaliser une croissance de plus de 9 %.

L'activité champagne du groupe, touchée par des conditions économiques défavorables, particulièrement au cours du premier trimestre 1991, où l'ensemble du marché a perdu en volume 17,7 %, marque un retrait de 1,5 % de son chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent.

L'activité vins et spiritueux et autres subit une légère baisse de 2,5 %. Les bonnes performances réalisées sur la liqueur Galliano et le scotch whisky Famous Grouse ainsi que la tonellerie Seguin Moreau n'ont pu compenser la baisse enregistrée sur l'activité vins à l'étranger.

BANQUE TRANSATLANTIQUE

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Banque Transatlantique s'est tenue le 14 mai 1991 sous la présidence de M. François de SIEYES et a approuvé les comptes de l'exercice 1990 se soldant par un bénéfice net de F. 25.069.088 (dont F. 156.646 de plus-values nettes à long terme) contre F. 23.551.522 (dont F. 378.552 de plus-values nettes à long terme) en 1989.

Elle a fixé le dividende pour l'exercice 1990 à F. 10.100 par action auquel s'ajoute l'avoir fiscal de F. 5.000. Le dividende sera mis en paiement à partir du 27 juin 1991. Les actionnaires pourront opter jusqu'au 21 juin 1991 pour le paiement du dividende soit en numéraire, soit en actions nouvelles créées jouissance 1^{er} janvier 1991 et émises au prix de F. 436.100.

L'Assemblée Générale Ordinaire a ratifié la nomination d'Administrateur de M. Christian MAUGEY faite à titre provisoire par le Conseil d'Administration et renouvelé les mandats de MM. Christian MAUGEY, Philippe AYMARD, Jean BELLIARD, Arthur SCHMIEGELOW et du CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

A l'issue de cette Assemblée, une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue qui a décidé une modification des statuts afin de proroger la durée de la vie sociale de la Banque de 99 ans à compter du 14 mai 1991, et qui a donné au Conseil d'Administration l'autorisation de porter le capital social, en une ou plusieurs fois, jusqu'à un montant maximum de F. 200.000.000.

GROUPE CEC

Global warnings.

The Economist

Every Body

Traduction de l'annonce ci-dessus : « Avertissements Mondiaux »

MARCHÉS FINANCIERS

Sous la pression de ses partenaires européens

La Banque d'Espagne réduit à nouveau ses taux d'intérêt

Le gouvernement espagnol semble enfin décidé à relâcher progressivement l'étreinte de la politique monétaire. Pour la deuxième fois en deux mois, le Banque d'Espagne a procédé, jeudi 16 mai, à une baisse de ses taux d'intervention, qui sont passés de 13,5 % à 12,75 % (nos dernières émissions du 17 mai). A la mi-mars, les autorités monétaires avaient déjà décrété une première diminution, les taux passant de 14,5 à 13,5 %.

MADRID

de notre correspondant

La Banque d'Espagne a justifié cette nouvelle baisse en assurant que la masse monétaire que la quantité de crédits alloués par les banques aux entreprises et aux particuliers sembleraient désormais mieux contrôlés. Quarante-huit heures auparavant avait été rendu public le taux d'inflation du mois d'avril : 0,2 %, un résultat considéré comme satisfaisant par le gouvernement.

La hausse des prix, qui avait atteint 6,5 % pour l'année 1990, est désormais revenue à un rythme annuel de 5,9 %. La stratégie d'«atterrissage en douceur» commencée à porter ses fruits, assurent les responsables économiques : le rythme d'augmentation de la demande, notamment, plus rapide que celle de la production, a été ramené de 7,8 % en 1989 à 4,6 % en 1990, et devrait être cette année, selon les prévisions officielles, de 3,5 %.

Tout porte à croire toutefois qu'il ne s'agit pas là de l'unique explication de la décision des autorités

monétaires, et que celles-ci ont aussi, voire surtout, réagi à de croissantes pressions extérieures. Les hauts taux d'intérêt espagnols continuent à provoquer une véritable ruée sur la peseta, qui, depuis plusieurs semaines, menace de crever le plafond du système monétaire européen. Cette situation a provoqué l'irritation croissante des partenaires de l'Espagne, et notamment de la France, dont la monnaie se trouve elle en queue du système.

Du côté espagnol, on considère certes qu'il est abusif d'accuser la peseta de tous les maux, et que la véritable raison des distorsions actuelles au sein du SME réside plutôt dans la faiblesse du franc vis-à-vis du mark allemand. Mais on n'en est pas moins conscient à Madrid de la nécessité de lâcher du lest. Ainsi, il y a tout juste un mois, le gouvernement avait annoncé une série de mesures de libéralisation des mouvements de capitaux destinées à réduire les pressions sur la peseta, incluant la possibilité pour les Espagnols d'ouvrir des comptes en devises.

Ces mesures, toutefois, ne semblent pas avoir d'effet à court terme. Il est notamment illusoire d'attendre des Espagnols qu'ils ouvrent un compte dans une monnaie étrangère tant que la peseta continue à leur assurer la meilleure des rentabilités, grâce, précisément, à ses hauts taux d'intérêt. Les responsables économiques ont donc pris acte que ces derniers constituent en fait la cause incontournable du problème. Reste à voir cependant si cette nouvelle baisse sera suffisante, puisque les taux espagnols n'en continuent pas moins aujourd'hui, en termes réels, d'être les plus élevés de la Communauté.

THIERRY MALINIAC

Prélude à une importante OPA ?

Hanson acquiert 2,8 % du capital du géant de la chimie ICI

Le mystérieux acquéreur d'actions ICI, première entreprise industrielle de Grande-Bretagne et quatrième chimiste du monde avec un chiffre d'affaires de 129 milliards de francs, a jeté le masque. Il s'agit de Lord Hanson, le magnat britannique, patron du conglomérat portant son nom, deuxième puissance industrielle outre-Manche (72 milliards de francs de chiffre d'affaires), qui exerce ses activités aussi bien dans le tabac, que dans le charbon, les piles électriques et les matériaux de construction.

Lord Hanson a prévenu lui-même Sir Denis Henderson, président d'ICI, de son acquisition (20 millions d'actions), d'un coût global de 240 millions de livres (2,4 milliards de francs), qui le rend propriétaire de 2,8 % du capital du géant de la chimie. But avoué de l'opération : un simple placement. Mais pour les analystes de la City, Lord Hanson, un « rider » de réputation internationale âgé de soixante-neuf ans, pourrait vouloir couronner sa carrière par un coup d'éclat.

Sa prise de participation dans ICI ne serait qu'un tremplin pour se lancer dans une vaste OPA. Combien devrait-il débours pour s'offrir ce groupe avant de le reconvertir par appartements ? Les analystes de la City avancent des chiffres : entre 10 et 15 milliards de livres (100 et 150 milliards de francs). Certains affirment que la firme de Millbank vaut 20 milliards de livres (200 milliards de francs). Pour prendre la majorité simple, Hanson dispose de la moitié de cette somme en liquidités. Mais il lui faudra passer le barrage de la Commission des monopoles. De plus, aucun gouvernement, assure-t-on, n'acceptera une telle mainmise. Avec 53 000 personnes employées au Royaume-Uni, ICI est un des plus gros employeurs du pays. Raison de plus pour Lord Hanson de tenter l'aventure, ne serait-ce que pour mesurer l'étendue de son pouvoir et, dit-on dans la City, « tester les défenses ennemies ».

A. D.

La société d'investissement Quadral est le principal actionnaire de la Compagnie des signaux

Le mystère entourant l'identité du principal actionnaire de la Compagnie des signaux et équipements électroniques (CSEE) depuis l'achat en Bourse de 23 % de son capital, mardi 7 mai, aura duré jusqu'au bout. La société Quadral, agissant de concert avec la Banque Saga, détenait respectivement 19,78 % et 2,91 % des droits de vote, a attendu les cinq jours de Bourse, délai autorisé, avant de se faire connaître, mercredi 15 mai.

Quadral et la Banque Saga ont précisé leurs intentions, comme l'oblige la réglementation boursière lors du franchissement des 20 % dans le capital d'une société. « Elles n'ont pas l'intention de franchir le seuil du tiers du capital de la CSEE », ce qui les entrainerait obligatoirement à lancer une OPA, « mais se réservent la faculté d'acheter ou non sur le marché en fonction des cours ». Elles envisagent également de demander un siège au conseil d'administration de la société.

Au siège de la CSEE, les dirigeants ont été avertis de l'identité du nouvel actionnaire par une simple télécopie de sa part, reproduisant l'avis publié par les autorités boursières jeudi 16 mai dans la matinée. Rendez-vous a été pris ensuite à l'initiative des dirigeants du groupe pour rencontrer prochainement leur principal détenteur de titres, dont ils n'avaient jamais entendu parler jusqu'alors. Il en est de même dans les milieux financiers, où Quadral est peu connue. Créée en 1987 et se définissant comme société de placement en valeurs mobilières, elle est présidée par M. Yazid Sabeg. Parmi les actionnaires figurent la Banque Saga, la Midland Bank, le groupe Navalliance, la société Enerfinance et M. Alain Duménil.

D. G.

Revenus agricoles : le Modél dénonce le « magouillage » des statistiques. — Après la publication des comptes des exploitations agricoles (Le Monde du 17 mai), le Modél (Confédération nationale des syndicats d'exploitants familiaux), dont le siège est à Angoulême, dénonce « le scandaleux magouillage » que constituent ces statistiques. Citant l'exemple du lait, l'organisation, proche du Parti communiste, déclare : « Comment peut-on dire que le revenu des producteurs de lait a augmenté de 9,3 % quand on connaît la crise profonde de ce secteur... ? Dans la réalité, en 1990, l'immense majorité des exploitants familiaux ont subi une nouvelle baisse importante du revenu net. La preuve en est que 3,1 % des agriculteurs ont disparu cette année ».

NEW-YORK, 16 mai ↑

Raffermissement

Après deux journées de baisse, un mouvement de reprise s'est produit jeudi à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, il s'est ralenti en s'accroissant, tantôt en se ralentissant. Finalement, l'indice Dow Jones des Industrielles, un instant monté à 2 805,84, s'est stabilisé à 2 804 avec un gain de 28,82 points (+ 1 %).

Le bilan général a été comparable à ce résultat. Sur 2 046 valeurs traitées, 1 050 ont progressé, 508 ont baissé et 490 n'ont pas varié. Ce raffermissement a été très largement imputable au facteur technique.

Il y a eu été d'autant plus encouragé que le département du commerce annonçait une augmentation de 8,2 % des mises en chantier de logements pour avril (après une baisse de 9,2 % pour mars). En outre, la provision faite par Hewlett-Packard d'un bénéfice par action nettement amélioré pour le deuxième trimestre a, en bonne partie, effacé les noirs commentaires sur le secteur des hautes technologies. Enfin, bien des investisseurs n'ont pas perdu l'espoir de voir le Fed donner un nouveau coup de pouce à l'économie en abaissant ses taux. Cela étant, ce ne fut pas la ruée, comme en témoigne le niveau relativement bas de l'activité avec 154,46 millions de litres échangés contre 153,10 millions la veille.

VALEURS	Cours du 15 mai	Cours du 16 mai
Alcoa	86 1/4	87
Amstar	56 1/8	56 1/8
Boeing	46	46 5/8
Chrysler	17 1/4	17 5/8
DuPont	42 3/4	43 1/4
Eastman Kodak	40 3/4	41 1/8
Exxon	58 1/4	57 5/8
Ford	32 1/2	32 1/2
General Electric	70 5/8	71 1/8
General Motors	35 1/2	35 1/2
IBM	102 1/4	104
ITT	58 3/4	57 1/2
Medco	54 3/8	55
Pfizer	54 3/8	55 1/2
Schlumberger	64 1/2	65 3/8
Texas	149	151 3/4
U.S. Corp. de Alaska	25	26 1/4
Westinghouse	28 1/4	27
Xerox Corp.	53	54 3/4

LONDRES, 16 mai ↑

Progression

Après une nette progression au cours de la journée, la Bourse de Londres a réduit ses gains en fin de séance. A la clôture, l'indice Footsie a baissé de 12,5 points à 2 471,8, soit une progression de 0,5 %. Il avait évolué entre un gain de plus de 12 points et une perte de 2 points. Le volume des échanges a atteint 496,8 millions de titres contre 422,2 millions mercredi.

La nouvelle envolée des actions industrielles (ICI) pour le troisième trimestre consécutif et la baisse de 0,75 % du taux d'intervention de la Banque d'Espagne avaient initialement dynamisé le marché. L'annonce d'une hausse du chômage à 7,6 % contre 7,4 % en mars et des prises de bénéfices ont fait partiellement l'événement au fin de séance.

FAITS ET RÉSULTATS

Rhône-Poulenc : nouvelle chute des résultats pour le premier trimestre. — Déjà très dégradée pour 1990, la situation financière du numéro un français de la chimie a gagné 12,5 points à 2 471,8, soit une progression de 0,5 %. Il avait évolué entre un gain de plus de 12 points et une perte de 2 points. Le volume des échanges a atteint 496,8 millions de titres contre 422,2 millions mercredi.

La nouvelle envolée des actions industrielles (ICI) pour le troisième trimestre consécutif et la baisse de 0,75 % du taux d'intervention de la Banque d'Espagne avaient initialement dynamisé le marché. L'annonce d'une hausse du chômage à 7,6 % contre 7,4 % en mars et des prises de bénéfices ont fait partiellement l'événement au fin de séance.

M. Carl Icahn a vendu sa participation dans USX. — M. Carl Icahn, le financier, a vendu mardi 14 mai pour 1,02 milliard de dollars

PARIS, 17 mai ↓

Prudence

Retour à la prudence, vendredi, à la Bourse de Paris, où les valeurs françaises ont marqué la pas par rapport à la nette progression de la veille. L'ouverture matinale, avec 0,51 % de hausse, aurait pu laisser entrevoir un parcours identique à celui de la veille mais il n'en fut rien. En fin de matinée l'avance initiale était ramené à 0,15 %. En début d'après-midi, il ne restait rien des gains accumulés par l'indice CAC 40, celui-ci abandonnant 0,15 % sous l'effet de prises de bénéfices. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, les pertes de l'indice de la place parisienne avoisinaient 0,1 %.

Quelles avaient été les raisons de la progression de la veille et surtout pourquoi ne s'était-elle pas poursuivie ? La reconquête de M. Pierre Bérégovoy des fonctions, élargies, avait généralement satisfait le monde boursier, mais elle n'avait pas été bien comprise par le marché. La politique menée par le gouvernement Cresson, et, comme les opérations effectuées à la répétition de la ministre de Bérégovoy était déjà dans les cours. En revanche, la détermination des investisseurs en Espagne à préserver un mouvement similaire en France. Alors pourquoi, dans ces conditions, le marché n'a-t-il pas poursuivi sa progression ? Une réponse, il est vrai, à la veille d'un grand week-end, période peu propice à des prises de positions. De plus, la remontée du dollar à Paris diminuait les chances qu'il y ait un geste de la Banque de France en matière de levée de l'argent au lendemain de la Pentecôte.

Du côté des valeurs, Cap Gemini a été lourdement sanctionné pour avoir révisé à la baisse ses perspectives d'ici 1991, le titre perdant plus de 7 % à la mi-journée. Selon un opérateur, le marché a la sensation que le groupe a connu plus les marges qu'il n'en a les siennes.

TOKYO, 17 mai ↑

Retour à la hausse

La Bourse de Tokyo a terminé la séance de vendredi en hausse à 1 866,33, soit une progression de 0,71 %. Les transactions ont été malgré tout peu fournies. Les volumes d'échanges ont porté sur 260 millions d'actions, soit un montant identique à celui de la veille.

La hausse de l'argent au jour le jour, resté autour des 7 % jeudi 16 mai, a été en partie compensée par les opérations comme un facteur favorable relançant l'espoir d'un assouplissement de la politique monétaire par la Banque du Japon.

VALEURS	Cours du 16 mai	Cours du 17 mai
Alcoa	1 000	1 000
Amstar	1 000	1 000
Boeing	1 000	1 000
Chrysler	1 000	1 000
DuPont	1 000	1 000
Eastman Kodak	1 000	1 000
Exxon	1 000	1 000
Ford	1 000	1 000
General Electric	1 000	1 000
General Motors	1 000	1 000
IBM	1 000	1 000
ITT	1 000	1 000
Medco	1 000	1 000
Pfizer	1 000	1 000
Schlumberger	1 000	1 000
Texas	1 000	1 000
U.S. Corp. de Alaska	1 000	1 000
Westinghouse	1 000	1 000
Xerox Corp.	1 000	1 000

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3800	3782	L.C.C.	250	250
Amstar	280	280	ENX	345 10	345 10
B.A.C.	155	155	Indeseco	140	140
Bayer	376	376	Indeseco	100 00	100 00
Boiron (Lyon)	371	371	Indeseco	280 10	280 10
Boiron (Lyon)	211	210	Indeseco	91 50	91 50
CAL-der (E.C.I.)	1100	1100	Indeseco	127 90	127 90
Calsonic	390	390	Indeseco	140	140
Carif	668	668	Indeseco	85	85
C.E.B.E.P.	170	164 90	Indeseco	328 40	328 40
C.F.P.I.	298	298 10	Indeseco	650	650
C.N.I.M.	920	920	Indeseco	301	301
Codotour	260	260	Indeseco	183	183
Conforama	841	851	Indeseco	95 90	95 90
Credex	240	244 90	Indeseco	459	459
Daphin	442	407 30	Indeseco	120	115
Dalmeida	982	982	Indeseco	287 90	287 90
Danahy Worme Co.	402	402	Indeseco	287	287
Danahy Worme Co.	284	284	Indeseco	222	221
Danahy Worme Co.	1188	1188	Indeseco	95	94
Danahy Worme Co.	404	404	Indeseco	786	786
Danahy Worme Co.	144 80	144			
Danahy Worme Co.	240	240			
Danahy Worme Co.	331	331			
Danahy Worme Co.	128 90	128 90			
Danahy Worme Co.	128 90	128 90			
Danahy Worme Co.	293	285			
Danahy Worme Co.	420	420			
Danahy Worme Co.	218	218			
Danahy Worme Co.	745	731			
Danahy Worme Co.	1023	1000			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ

LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 mai 1991

Nombre de contrats : 93 669

COURS	ÉCHÉANCES			
	Jun 91	Sept. 91	Déc. 91	
Dernier	186,56	186,56	186,38	
Précédent	186,32	186,32	186,16	
Options sur nationaux				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 91	Sept. 91	Jun 91	Sept. 91
105	1,69	2,14	0,06	0,63

CAC 40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 8 730			
COURS	Mai	Juin	Juillet
Dernier	1 839,50	1 833	1 823
Précédent	1 818,50	1 812	1 795,60

CAC 40 A TERME

Volume : 8 730	(MATIF)		
COURS	Mai	Juin	Juillet
Dernier	1 839,50	1 833	1 823
Précédent	1 818,50	1 812	1 795,60

CHANGES

Dollar : 5,78 ↑
A Paris, le dollar a commencé en nette progression, vendredi 17 mai, pour s'élever à 5,78 francs au fixing, contre 5,7505 francs à celui de jeudi. Le franc regagnait du terrain, le mark s'échappant à 3,39 francs contre 3,3940 francs la veille à la cotation officielle.
FRANCFORT 16 mai 17 mai
Dollar (en DM) 1,6957 1,7028
TOKYO 16 mai 17 mai
Dollar (en yen) 137,30 137,72

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN DOLLAR	UN DOLLAR	UN DOLLAR	UN DOLLAR
	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut
\$ E.-U.	5,7720	5,7740	+ 164	+ 174
\$ can.	5,0165	5,0204	+ 7	+ 25
Yen (100)	149,17	149,47	+ 49	+ 59
DM	3,3883	3,3905	+ 1	+ 17
FF (100)	16,4680	16,4780	+ 20	+ 70
FS	3,9928	4,0000	+ 25	+ 40
L (1 000)	4,5565	4,5599	+ 79	+ 130
S (1 000)	16,9490	16,9500	+ 220	+ 130

TAUX DES EUROMONNAIES

2-12	3-6	6-12	12-18	18-24	24-36	36-48	48-60	60-72	72-84	84-96	96-108	108-120	120-132	132-144	144-156	156-168	168-180	180-192	192-204	204-216	216-228	228-240	240-252	252-264	264-276	276-288	288-300	300-312	312-324	324-336	336-348	348-360	360-372	372-384	384-396	396-408	408-420	420-432	432-444	444-456	456-468	468-480	480-492	492-504	504-516	516-528	528-540	540-552	552-564	564-576	576-588	588-600	600-612	612-624	624-636	636-648	648-660	660-672	672-684	684-696	696-708	708-720	720-732	732-744	744-756	756-768	768-780	780-792	792-804	804-816	816-828	828-840	840-852	852-864	864-876	876-888	888-900	900-912	912-924	924-936	936-948	948-960	960-972	972-984	984-996	996-1008	1008-1020	1020-1032	1032-1044	1044-1056	1056-1068	1068-1080	1080-1092	1092-1104	1104-1116	1116-1128	1128-1140	1140-1152	1152-1164	1164-1176	1176-1188	1188-1200	1200-1212	1212-1224	1224-1236	1236-1248	1248-1260	1260-1272	1272-1284	1284-1296	1296-1308	1308-1320	1320-1332	1332-1344	1344-1356	1356-1368	1368-1380	1380-1392	1392-1404	1404-1416	1416-1428	1428-1440	1440-1452	1452-1464	1464-1476	1476-1488	1488-1500	1500-1512	1512-1524	1524-1536	1536-1548	1548-1560	1560-1572	1572-1584	1584-1596	1596-1608	1608-1620	1620-1632	1632-1644	1644-1656	1656-1668	1668-1680	1680-1692	1692-1704	1704-1716	1716-1728	1728-1740	1740-1752	1752-1764	1764-1776	1776-1788	1788-1800	1800-1812	1812-1824	1824-1836	1836-1848	1848-1860	1860-1872	1872-1884	1884-1896	1896-1908	1908-1920	1920-1932	1932-1944	1944-1956	1956-1968	1968-1980	1980-1992	1992-2004	2004-2016	2016-2028	2028-2040	2040-2052	2052-2064	2064-2076	2076-2088	2088-2100	2100-2112	2112-2124	2124-2136	2136-2148	2148-2160	2160-2172	2172-2184</
------	-----	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-------------

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 17 MAI

Cours relevés à 13 h 49[illegible]

COMPTANT (56)

[illegible]**SICAV**[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix	COURS 17/5	COURS 20
Extrait-Unis (1 usd)	5 750	5 780	
Extrait-Unis (100 dm)	6 980	6 990	
Allerpage (100 dm)	333 400	333 250	328
Belgique (100 F)	16 457	16 480	
Payas-Base 1000 fr.	301 230	301 230	298
Belgique 1000 fr.	4 589	4 554	
Denmark 1100 lire	88 750	88 800	8
Gede-Brestagne (1 L)	10 060		
Grèce (100 drachmes)	103		
Suisse (100 fr)	400 750		385
Belgique 1000 lire	94 400		
Norvège (100 L)	87 100		
Autriche 100 sch.	48 251		
Espagne (100 pes)	5 471		
Portugal (100 esc)	5 876		
Portugal (5.000 esc)	4 981		

Marché libre de l'or

COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 17.
achat	vente			
500	6			
500	349	Or fin (500 en barre).....	55400	56110
500	316	Or fin (en lingots).....	56350	56225
500	316	Napoléon (200).....	378	388
500	400	Places Fr 110 0.....	405	388
500	92	Places Sues (200).....	383	388
500	10 450	Places Levant (200).....	387	398
500	608	Souverains.....	489	499
500	91	Places 20 dollars.....	2100	2100
500	48	Places 10 dollars.....	1080	1080
500	500	Places 5 dollars.....	575	575
500	4 300	Places 50 pécies.....	2450	2450
500	5 200	Places 100 pécies.....	2680	2485

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

F : coupon détaché - P : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

L'indice des prix a augmenté de 0,3 % en avril

Particulièrement sage depuis le début de l'année, grâce notamment à la modération du coût de l'énergie, l'indice provisoire des prix a augmenté de 0,3 % en avril, a annoncé l'INSEE vendredi 17 mai. La hausse des prix avait été limitée à 0,1 % en mars, 0,2 % en février. Mais elle avait été de 0,4 % en avril 1990. En glissement sur les douze derniers mois (d'avril 1990 à avril 1991), la hausse des prix s'établit à 3,2 %, soit le même résultat qu'en mars. En revanche, l'écart d'inflation avec l'Allemagne a été ramené de 0,7 point à 0,4 point entre mars et avril (les prix de détail ont augmenté de 0,5 % dans la partie occidentale de l'Allemagne le mois dernier).

Les détails de l'indice des prix ne seront connus qu'à la fin du mois, lors de la publication de l'indice définitif, mais il semblerait que le bon résultat d'avril ait été obtenu grâce à la poursuite de la forte chute des prix du fioul, la hausse modérée des produits alimentaires, tandis que les services ont continué à augmenter rapidement, du fait, le mois dernier, de l'augmentation trimestrielle des loyers.

Utilisé par les trafiquants de drogue et par l'ETA

Un réseau franco-suisse de blanchiment d'argent est démantelé

Financement de l'organisation séparatiste basque ETA, contrebande d'or, trafic de stupéfiants : le réseau franco-suisse de recyclage de capitaux d'origine illicite qui vient d'être démantelé par l'Office central pour la répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) faisait dans l'éclatisme.

Mené sur commission rogatoire de M. Jean-Luc Delahaye, juge d'instruction à Paris, l'enquête implique deux bureaux de change, la Société générale de change à Paris et la Basco-Landaise de change à Bayonne, ainsi que la société fiduciaire Interat de Genève.

Dirigés de l'Espagne vers la France, la plus grande partie des fonds proviendrait de l'«impôt révolutionnaire» (raekit) de l'ETA et de trafics de stupéfiants (héroïne, cocaïne et cannabis), tant en France qu'en Espagne, apprend-on de source policière.

Plusieurs centaines de millions de francs ont été traités par ce réseau de blanchiment, dit-on de source proche de l'enquête, sans pouvoir être plus précis à ce stade de la procédure.

Une petite dizaine de personnes étaient toujours en garde à vue, vendredi 17 mai dans la matinée, à Paris et Bayonne. Figurent parmi elles les dirigeants et des employés des deux bureaux de changes ainsi que des passeurs professionnels.

«Complicité d'association de malfaiteurs»

Le principal animateur du réseau serait M. Joseph-Xavier Guimon, quarante-neuf ans, responsable de fait de l'office de change de Bayonne. Le 4 juillet 1990, il avait été condamné à trois ans de prison (dont deux avec sursis, ce qui couvrait la détention préventive déjà effectuée) pour «complicité d'association de malfaiteurs», par le tribunal correctionnel de Paris.

M. Guimon avait hébergé Santiago Arrospe-Sarasola, dit «Santi-Potro», au moment de son arrestation le 30 septembre 1987 à Anglet (Pyrénées-Atlantiques).

Considéré par la justice espagnole comme l'un des dirigeants d'ETA-militaire, «Santi-Potro» avait été condamné, toujours en juillet 1990, à dix ans de prison pour «association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste».

Débutée il y a plus d'un an, l'enquête en cours est la première opération internationale à l'actif de l'OCRGDF, créé en mai 1990. Elle devra établir si la coexistence, au sein du même réseau de blanchiment, d'argent en provenance de l'ETA et du trafic de drogue correspond à des liens organisationnels entre les séparatistes basques et les trafiquants de stupéfiants.

E. In.

Mort de l'écrivain malien Amadou Hampâté Bâ

Le conservateur de «l'œuvre» orale africaine

L'écrivain malien Amadou Hampâté Bâ est décédé mercredi 15 mai à Abidjan, en Côte-d'Ivoire. Il était âgé de plus de quatre-vingt-dix ans.

Impossible d'évoquer, fût-ce en quelques lignes, la mémoire d'Amadou Hampâté Bâ sans citer cette formule qu'il eut un jour et que, dans un continent en cours de désertification culturelle, sa disparition n'illustre que trop bien. «En Afrique, disait-il, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle». Car c'est au recueil de l'immense tradition orale africaine — contes, poèmes, récits initiatiques — qu'il a consacré une part essentielle de son activité, assurant ainsi la conservation par l'écrit d'une œuvre à la fois ancestrale et collective que seule pareille entreprise pouvait sauver de l'oubli et rendre accessible aux lecteurs français.

D'une noble famille peule, Amadou Hampâté Bâ était né au Mali en 1900 ou 1901 (?), fréquenta l'école coranique puis l'école française, avant de se lier avec des Français «libéraux», en particulier Théodore

Monod qui, alors directeur de l'Institut français d'Afrique noire, l'engagea en 1942. D'abord écrivain, mémoire de son peuple, il ne resta pas entièrement à l'écart de la politique puisqu'il accepta en 1962 le poste d'ambassadeur du Mali en Côte-d'Ivoire et, la même année, un siège au Conseil exécutif de l'UNESCO, qu'il conserva pendant huit ans.

Ceux qui le virent dans les années 80 décrivent une grande demeure, en plein cœur d'un quartier populaire d'Abidjan, où «le Vieux» — comme les Africains aimaient le nommer — recevait dans une petite pièce d'innombrables visiteurs, des plus haut placés aux plus humbles, venus écouter les fruits de sa sagesse et tous conquis avec la même attention.

Parmi les principaux ouvrages de Amadou Hampâté Bâ publiés en

français, on citera : *Koumen, texte initiatique des pasteurs peuls* (en collaboration avec Germaine Dieterlin, 1961, Ecole des hautes études des sciences sociales), *Kaidara* (Armand Colin, 1969), *L'étrange destin de Wangrin* (Presses de la Cité, coll. 10-18, 1973), *L'éclat de la Grande Étoile* (Armand Colin, coll. Les Classiques africains, 1974), *Jésus vu par un musulman* (Nouvelles éditions africaines, 1975), *Vie et enseignement de Tierno Bokar, le Sage de Bandiagara* (le Seuil, coll. Point-sagette, 1980), *L'Empire peul du Macina* (en collaboration avec J. Daget, Nouvelles éditions africaines, 1984). Il avait entamé la rédaction de Mémoires dont la publication est annoncée à l'automne aux éditions Actes Sud, sous le titre *Amkoullel, l'enfant peul*.

A. J.

L'ESSENTIEL

SECTION A

La formation du gouvernement..... 2 à B

Le Golfe en questions

Après la guerre..... 9

La répression en Arménie

Avantissements occidentaux à Moscou..... 10

Les ennemis des conservateurs britanniques

M. Major perd une cinquième section partielle..... 10

Crise chez les socialistes japonais

M. Doi pourrait démissionner..... 11

Journal d'un amateur

«Algérie» par Philippa Boucher..... 13

Magistrats

Faible mobilisation pour la journée nationale d'action..... 14

Paris-Orly

La liaison Orly-Antony sera inaugurée le 1^{er} octobre prochain..... 15

Le Festival de Cannes

Jungle Fever, de Spike Lee ; *Life on a String*, de Chen Kaige ; Perspectives du cinéma français ; Le sort de Fernando Solanas ; Peter Sellers sans paroles..... 16

Duty, du meilleur

Une exposition rappelle que le peintre des régates fut l'un des très bons artistes de son temps..... 17

SECTION B

SANS VISA

• Voyage : Islande si près, si loin • Parcours : Sir Richard Burton, explorateur et patrie • Découverte : l'Eldorado du Colorado • Coup d'œil : le Bleu • A Paris : les sains de glace • Tabla : fourchatta d'Azur • Jeux..... 19 à 26

SECTION C

Nissan

contre Nissan UK

Le deuxième constructeur automobile japonais s'oppose à son importateur en Grande-Bretagne..... 29

Le crédit moins cher en Espagne

Une décision prise sous la pression de ses partenaires européens..... 30

Services

Abonnements..... 9
Annonces classées..... 15
Carnet..... 32
Loto, Tac-o-tac..... 33
Marchés financiers..... 29-30
Météorologie..... 32
Philatelia..... 32
Radio-Télévision..... 33
Spectacles..... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 17 mai 1991 a été tiré à 576 965 exemplaires.

(Publicité)
Métros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :
pantalon flanelle 189^F doublé
et 257 F en serge ; les hommes ont intérêt à fréquenter ces champions du prêt-à-porter de luxe qui proposent aussi une vente pure laine Woolmark à 595 F, en laine et cachemire à 698 F. Costume tissu Noblet à partir de 990 F (ils en ont aussi en Doreuil), smoking laine mohair 1.385 F. Rayon spécial grands et forts jusqu'à 62. Deux boutiques : 3, rue du Port-aux-Choux (3^e) et 112, rue du Cherche-Midi (6^e). De 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

JACQUES GAUTIER



Broche losange cristal sur argent et émail noir... 3 500 F
Boucles d'oreilles..... 2 100 F
OMAI : au de Paris nouvelle et originale
38, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. : 42-60-84-33

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Bonjour patron !

L'aujourd'hui, entre deux ponts, je devrais pas venir vous parler de votre patron — ou de votre patronne, pardon ! — mais bon, comme il est beaucoup question de lui, d'eux, les chefs d'entreprise, dans la presse, ces temps-ci, je vais vous expliquer ce qu'il faut faire pour le devenir à votre tour si le cœur vous en dit. D'où je le tiens ? Cherchez pas, du Reader's Digest. Un manager américain qui nous livre son bureau de manager-dés en main.

Alors, voilà. Prenez, ou plutôt ne prenez pas, l'exemple de Gina, simple employée au service des relations avec la clientèle. Pas bonnes, ces relations, carément mauvaises, rapport à des retards et des erreurs de livraison. Elle y peut rien, Gina, at elle en a ras-le-bol. Elle va se plaindre au big boss : Je crache, l'en peux plus, faites quelque chose. Erreur fatale. C'est pas ça qu'il fallait dire, c'était : Ça va pas, c'est un nul, mon chef. Il est incapable de s'en sortir, moi si. Première règle : débiner son supérieur immédiat. Et na jamais soulever un problème, le résoudre à sa place. C'est le meilleur moyen de le lui piquer.

Autres conseils. Ne soyez pas trop soigné de votre personne. Des ongles bien coupés, des dents bien

lavées et des chemises bien repassées, ça l'agace, paraît-il, le patron, ça lui donne l'impression qu'on pèse plus haut que son derrière. Des pellicules, deux, trois cheveux qui l'éclaboussent sur les revers de votre veston, il déteste pas, au contraire. Surtout s'il est cheveu.

Travaillez avant et après vos heures de bureau. Arrivez tôt le matin, partez tard le soir et enroulez-vous le cou avec votre cravate. Postez-vous devant les toilettes à l'étage de la direction. Attendez que le PDG y entre ou en sorte. Et avancez vers lui, les bras tendus : Tiens, salut, Joséphine, ça va, ma poule ? Oh ! pardon, c'est vous patron ? J'ai plus les yeux en face des trous, tellement je bosse, moi.

La Pologne dévalue le zloty de 16,8 %

Le président de la Banque centrale polonaise a annoncé, vendredi 17 mai, une dévaluation de 16,8 % du zloty. Désormais, son cours ne sera plus rattaché seulement au dollar, mais fixé par rapport à une «corbeille» de cinq grandes devises, dans laquelle le dollar représentera 45 %, le mark 35 %, la livre 10 % et les francs français et suisse respectivement 5 %. Le cours de base du zloty passe de 9 500 à 11 100 zlotys pour 1 dollar. Le cours précédent, fixé à 9 500 zlotys pour 1 dollar le 1^{er} janvier 1990, était resté inchangé depuis cette date. — (AFP)

Grève à l'Agence France-Presse. L'ensemble des syndicats de l'Agence France-Presse (AFP) a déclenché un mouvement de grève jeudi 16 mai, de 17 heures à 23 heures. Ils protestent contre l'acceptation par le conseil d'administration de l'agence, mercredi 15 mai, d'un contrat de plan avec l'Etat, prévoyant des suppressions d'emplois supplémentaires à partir de l'entrée en service d'un nouveau système informatique en 1993. Ces réductions d'emploi s'ajoutent aux soixante suppressions d'emplois prévues dans le plan quadriennal 1991-1994. Les syndicats dénoncent «le cercle infernal des suppressions d'emplois, dont le nombre s'accroît à chaque conseil d'administration, tandis que les moyens nécessaires à l'agence sont limités à chaque fois davantage».

Il quittera la présidence de la Bundesbank le 31 octobre

M. Poehl veut retrouver l'«anonymat d'une vie normale»

M. Karl-Otto Poehl s'est confirmé, jeudi 16 mai, à l'issue du conseil de la Bundesbank, sa démission de la présidence de l'institut d'émission allemand le 31 octobre prochain. Il a justifié son départ par des raisons personnelles («je souhaite retrouver l'anonymat d'une vie normale» a-t-il déclaré), mais n'a pas masqué ses divergences avec le gouvernement de M. Helmut Kohl.

FRANCFORT

correspondance

Jamais la Gaszhaus (le restaurant) de la Bundesbank — où se tiennent traditionnellement les conférences de presse de l'institut d'émission de Francfort — n'avait vu un tel rassemblement de journalistes : jeudi 16 mai, tous voulaient apprendre de la bouche même du président de la Bundesbank, M. Karl-Otto Poehl, les raisons l'ayant poussé à démissionner et à quitter la banque au 31 octobre, soit quatre ans avant l'expiration de son second mandat (le Monde du 17 mai).

Toujours très à l'aise, le teint bronzé, M. Poehl précisait d'entrée de jeu que sa démission ne constituait «en aucune façon une démonstration pour ou contre quelque un ni un signe de frustration ou de résignation», mais qu'il s'agissait d'une décision longuement mûrie et réfléchie. «Il faut que vous compreniez que quel qu'un comme moi, qui a dû occuper le devant de la scène pendant si longtemps, et parfois dans un environnement hostile, veuille quitter la vie publique pour l'anonymat d'une vie normale», a-t-il déclaré sans emphase.

L'évocation de ses raisons personnelles et le désir très humain de profiter davantage de sa jeune famille n'ont pas empêché le chef de la Bundesbank de pointer du doigt trois «domaines de friction» existant entre Bonn et Francfort. Il s'agit du financement de la réunification entre les deux Allemagnes, de l'Union économique et monétaire (UEM) et de la mise en place d'une banque centrale européenne, ainsi que de la réforme

de la Bundesbank, dans laquelle M. Poehl, à la différence du Bundesrat représentant les Länder, favorise une compression des sièges plutôt que leur augmentation au sein du directoire de la «Buba».

Mais ces «divergences» de vue, y compris en ce qui concerne le refus catégorique opposé par M. Poehl à l'issue des négociations du G7 d'avril dernier de baisser les taux d'intérêt en Allemagne comme le demandaient les Etats-Unis, sont plutôt bon signe car, «dans un pays doté d'une banque centrale indépendante, elles sont inévitables et représentent un signe de force», a-t-il précisé.

M. Poehl s'est refusé à tout commentaire concernant son successeur. Le nom le plus souvent cité à Francfort est celui de M. Hans Tietmeyer, cinquante-neuf ans, actuellement l'un des membres les plus influents du directoire. De son côté, le ministre des finances, M. Theo Waigel a fait savoir jeudi que la nomination du successeur de M. Poehl interviendrait avant la fin du mois.

Ch. HOLZBAUER-MADISON

M. Ali Ahmed invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Hocine Ali Ahmed, président du Front des forces socialistes, parti d'opposition algérien, qui participera aux élections législatives algériennes des 27 juin et 18 juillet, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le «Grand Jury RTL-le Monde», dimanche 19 mai, de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Ali Ahmed, qui fut l'un des chefs historiques de la rébellion en Algérie en 1954, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Amaral, de RTL, et de Pierre-Marie Christian et de Jean-Benoît Vion, de RTL, la débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

NOUVELLE FORMULE MENSUELLE

LE MACINTOSH AU JUSTE PRIX

25 solutions de 10.000 F à 40.000 F pour écrire, dessiner, compter...
Les bonnes affaires des logiciels.
Tout sur les nouvelles imprimantes Apple.
Et aussi :
Test comparatif : les logiciels de cartographie.
Bancs d'essai : FreeHand 3.0, ColorStudio 1.1, Walkthrough...
Les disques durs amovibles

Et comme chaque mois, le cahier pratique avec tous les trucs et astuces pour aller plus vite, plus loin avec votre Macintosh.

LE PERIPHERIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE "MAC".

صلى الله عليه وسلم